

Kai Strittmatter

DICTATURE 2.0

*Quand la Chine surveille son peuple
(et demain le monde)*

Traduit de l'allemand
par Olivier Mannoni

PRÉFACE DE PIERRE HASKI

Tallandier



Titre original : *Neuerfindung der Diktatur. Wie China den digitalen Überwachungsstaat aufbaut und uns damit herausfordert*
© 2018 Piper Verlag GmbH, München/Berlin

© Éditions Tallandier, 2020 pour la traduction française
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-4319-0

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Préface

Pour Lénine, le socialisme était l'addition des Soviets et de l'électricité. Xi Jinping, le numéro un communiste chinois, a fait évoluer le concept : le « socialisme aux caractéristiques chinoises », comme on dit à Pékin, c'est plutôt le capitalisme d'État et les technologies de surveillance. C'est cette histoire que raconte en détail le livre de Kai Strittmatter : comment la promesse d'ouverture et de progrès de la Chine post-maoïste s'est transformée, sous l'égide de son nouveau « Grand Timonier », en dystopie technologique, en « meilleur des mondes » de la surveillance absolue au nom de la stabilité et de l'harmonie sociale de façade.

J'ai eu la chance de vivre en Chine au début des années 2000, lorsque Internet était encore ce « don de Dieu » dont parlait l'intellectuel dissident et prix Nobel de la paix Liu Xiaobo, comme le rappelle Kai Strittmatter. Arrêté en 2008, Liu Xiaobo est mort en prison en 2017, et n'aura donc pas vu la mutation d'une technologie potentiellement libératrice en instrument d'oppression. Pendant quelques années, pourtant, Internet a été porteur d'une promesse de transformation en douceur de la Chine, avec la naissance d'une opinion publique virtuelle capable de se faire entendre, d'une société civile indépendante du Parti et de l'État ; en somme, d'une modernité politique qui pouvait sembler acceptable à condition de rester dans la « zone grise » permise par un pouvoir politique prêt à expérimenter à condition qu'on ne remette pas en cause son autorité.

Porté à la tête du Parti communiste chinois en 2012, à la suite d'une rocambolesque lutte pour le pouvoir, Xi Jinping n'a eu de cesse de

rétablissement la mainmise exclusive et suprême du Parti sur l'État et sur la société, redoutant qu'une *glasnost* à la chinoise ne le transforme en Gorbatchev menant le Parti à sa perte. Et il a trouvé un allié exceptionnel dans la technologie de surveillance. Internet « normalisé », vidéosurveillance généralisée, reconnaissance faciale à grande échelle, contrôle social numérisé... La science-fiction ne l'a même pas rêvé, mais Xi Jinping l'a fait, sans contre-pouvoir, sans limites autres que celles des ingénieurs qui conçoivent et mettent en œuvre le contrôle absolu. Il faut disséquer et comprendre ce qui est à l'œuvre dans le système chinois, et c'est ce que nous aide à faire Kai Strittmatter.

Nous – Français, Européens, habitants de démocraties libérales – observons cette évolution avec effroi, surtout quand elle permet des persécutions ethniques à grande échelle comme au Xinjiang, ou pousse les voix les plus libres de la société chinoise à l'autocensure ou à l'exil. Mais sommes-nous certains que la Chine n'est pas le miroir déformant d'une évolution du monde façonnée par la technologie ? Ne sommes-nous pas déjà engagés sur la voie d'une servitude volontaire voulue et organisée par les géants technologiques et une idéologie sécuritaire omniprésente ?

Il ne s'agit pas de mettre sur le même plan les contraintes imposées par un État autoritaire qui ne laisse aucune place aux contre-pouvoirs ou aux garde-fous, et les normes édictées par des lobbies commerciaux ou des raisons d'État plus ou moins valables, mais passées par les filtres d'États démocratiques. Mais il aura fallu plus d'un lanceur d'alerte à la Snowden pour comprendre l'ampleur de la surveillance d'État et les dérives des plates-formes commerciales, pour réaliser que le danger est à nos portes. L'exemple chinois n'est donc pas l'épouvantail exotique d'un « autre » monde, mais la version déformée de ce que permet aujourd'hui la technologie dès lors qu'elle est mise en œuvre sans contrôles ni limites par des pouvoirs peu soucieux des libertés. La Chine, de ce point de vue, devrait servir de piqûre de rappel à notre insuffisante vigilance.

Pierre Haski

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

Nouvelle Chine, nouveau monde

La Chine que nous connaissons n'existe plus. Celle qui nous a accompagnés pendant quatre décennies, celle « de la réforme et de l'ouverture », est en train de céder la place à quelque chose de neuf. Il est temps que nous tendions l'oreille. Que nous regardions ce qui se passe. Aujourd'hui naît là-bas quelque chose que le monde n'a jamais vu. Un nouveau pays, un nouveau régime. Et pour nous, le temps de l'introspection est venu : sommes-nous prêts à y faire face ? Car une chose devient de plus en plus claire : le plus grand défi pour nos démocraties, pour l'Europe des décennies à venir, ce ne sera pas la Russie, mais la Chine. Cette Chine-là œuvre, dans ses frontières, à mettre au point l'État de surveillance numérique parfait et ses ingénieurs de l'âme ont rouvert l'atelier de fabrication de cet « homme nouveau » dont rêvaient déjà Lénine, Staline et Mao. Elle aimerait désormais former en partie le monde à son image. Le Parti communiste y a placé son chef, Xi Jinping, là où nul ne s'était plus trouvé depuis Mao Zedong : tout en haut. Au-dessus de lui, il n'y a plus que le ciel. Le pays possède de nouveau un « Grand Timonier ». Xi est le leader chinois le plus puissant depuis des décennies, il règne sur une nation plus forte qu'elle ne l'a jamais été depuis des siècles et qui, portée par une grande ambition, se met en marche pour devenir encore plus puissante – sur le plan économique, politique et militaire. Une nation à laquelle le sabordage de l'Occident est tombé entre les mains comme un don du ciel. Un régime qui dispose, avec les technologies de

l'information du xxie siècle, de possibilités radicalement nouvelles de contrôle et d'information, qu'aucun dictateur n'a encore jamais eues en main. C'est ainsi que Xi et son Parti sont en train de réinventer une dictature aux mesures de l'ère de l'information. En se lançant dans une compétition volontaire avec les systèmes de l'Occident. Et les implications de ce phénomène pour les démocraties de la terre sont gigantesques.

Même pour ce qui concerne son propre pays, le projet du Parti communiste chinois (PCC) est ambitieux ; mais il ne faut pas sous-estimer le pouvoir qu'exerce l'autocrate sur les esprits de ses sujets. L'appareil n'est pas seulement capable d'éliminer la vie, mais aussi d'éteindre les âmes pour les reformater ensuite. On l'a vu de manière exemplaire lors du massacre de la place Tiananmen en 1989 et au cours des années suivantes. Le 4 juin 2019, c'était le trentième anniversaire de l'écrasement sanglant du mouvement pour la démocratie. Et le Parti a de bonnes raisons de le célébrer : avec le recul, son acte de violence apparaît comme une réussite que nul n'aurait pu imaginer à l'époque. Ce bain de sang lui a apporté une nouvelle vie. Et il lui a donné une fois de plus l'occasion de démontrer ce dont son appareil de contrôle des pensées était capable, et ce bien avant l'ère de la numérisation : à l'intérieur du pays, le souvenir du massacre est pratiquement effacé. Le travail d'oubli sur commande a été mené à son terme. Et quand on maîtrise le passé, le PCC le sait aussi bien que George Orwell en son temps, on maîtrise le futur.

Ce livre est un message venu du futur. D'un avenir qui aurait tourné mal. Pour vous. Pour nous. C'est pour cette raison que je l'ai fait. Il est né au cours de la nuit où Donald Trump a été élu président des États-Unis et j'en ai écrit les dernières lignes au cours des mois qui ont fait de Xi Jinping un homme « élu par l'Histoire », comme l'écrit *Qiushi*, la revue de l'École centrale et du Comité central du Parti à Pékin (ce titre signifie « Rechercher la vérité », tiré du proverbe « Rechercher la vérité à partir des faits »). L'Histoire est souvent un fleuve paresseux sur lequel nous dérivons sans même nous rendre compte qu'il s'écoule. Mais on ne peut pas s'empêcher de penser qu'on assiste à l'un de ces

moments où nous sommes face à l’Histoire. Il se passe quelque chose. Pour nous. Pour la Chine. Et les deux ne sont plus dissociables.

Depuis vingt ans, je vis dans la post-vérité, coincé dans les *fake news*, manipulé par les « faits alternatifs ». En tant que correspondant en Turquie (de 2005 à 2012), mais aussi et avant tout en Chine : j’y ai fait mes études dans les années 1980, j’y ai occupé un poste de journaliste d’abord de 1997 à 2005, puis, encore une fois, de 2012 à 2018. L’exercice du pouvoir par le mensonge est probablement aussi ancien que l’institution du pouvoir elle-même et pourtant nous sommes choqués, en Occident, de voir revenir les autocrates confirmés ou en germe, et de constater que cela va de pair avec le retour du mensonge éhonté comme instrument de pouvoir. Nous nous étions faits à l’idée commode que ces techniques, et les systèmes politiques qui leur sont liés, étaient des modèles en voie de disparition. Partout les autocrates flairent l’air de la brise matinale et tendent la main, dans nos pays, aux populistes adeptes de l’émeute. Une tempête se dirige vers l’Europe et les démocraties. Et tandis que tout le monde s’exprime à propos de Trump et des Russes, ceux qui parlent de la Chine sont encore bien trop peu nombreux.

Xi Jinping a promis une « ère nouvelle » à son peuple et au monde, et il œuvre effectivement à la construction d’une nouvelle Chine. Tous deux – le peuple et le monde – ont des raisons d’être nerveux. Là où Deng Xiaoping était adepte du pragmatisme, Xi Jinping, lui, s’adonne de nouveau à l’idéologie : il prêche Marx et pratique Lénine avec une énergie et une rigueur que l’on n’avait pas vues depuis longtemps, et parce qu’il sent que Marx ne dit plus rien à grand monde, il leur offre en prime Confucius et un nationalisme offensif. Là où Deng préchait au pays l’ouverture et la curiosité d’esprit, Xi reconstruit des murailles.

Ce n’est pas que Xi imposerait à son Parti quelque chose qui serait étranger à sa nature, c’est plutôt le contraire : il met une énergie ahurissante à exaucer les vœux les plus secrets du PCC. Tout récemment encore, un nombre non négligeable de cadres du Parti se posaient eux-mêmes en leur for intérieur la question du sens de leur existence : au nom de quoi a-t-on encore besoin de ce Parti bientôt centenaire, vecteur d’une idéologie révolue ? Mais alors qu’une odeur

de décomposition en émanait déjà, Xi lui a donné une nouvelle force et une nouvelle discipline ; là où il végétait faute de points de repère, il lui a réinsufflé une direction et un but. Le Parti le remercie en le faisant entrer de son vivant au Panthéon de ses grands penseurs et en le pourvoyant de pouvoirs pratiquement illimités. Xi rappelle de nouveau à tous que ce pays a jadis été la proie du Parti. Celui-ci s'en était emparé à l'issue d'une guerre civile dont il était sorti victorieux. En Chine, jusqu'à nos jours, l'armée n'appartient pas à l'État, mais au Parti. Tout comme, du reste, l'État lui-même. Et ce Parti est selon toute apparence devenu la propriété personnelle de Xi. Il se plie aux volontés de celui qui lui redonne du sens, de celui qui, de nouveau, transforme la dictature d'un Parti unique en dictature d'un homme seul.

Le Parti a donné à Xi le titre de « sauveur du socialisme ». Ce qui signifie en réalité : « sauveur de notre pouvoir ». Le destin qu'a connu l'Union soviétique semble préoccuper Xi au plus profond de lui-même. « Ce qui a manqué, c'était un homme, un vrai ! » aurait-il dit un jour. Ce n'est pas le cas en Chine. Désormais, la Chine en a un : Xi Jinping. Et à vie, de surcroît. Personne ou presque ne prophétise plus l'effondrement prochain de ce système, le Parti peut se permettre de penser de nouveau à longue échéance. L'année 2024 sera pour le PC l'entrée dans une nouvelle ère. À cette date, il aura dépassé la durée d'existence de ce Parti frère qui a échoué en Union soviétique, le PCUS, et le PC chinois deviendra le parti communiste ayant atteint la plus grande longévité de l'histoire du monde.

L'Occident peut désormais définitivement oublier cette image idyllique qu'un auteur doué de sagesse avait déjà démasquée il y a des années comme le « fantasme de la Chine¹ » : à savoir l'idée que l'ouverture économique et la prospérité croissante entraîneraient automatiquement une libéralisation politique du pays. Le changement par le commerce : beaucoup y ont longtemps vu une perspective pratique et rassurante – mais que toutes les évidences contredisaient. Le monde n'avait jamais connu de parti communiste comme celui-là : un Parti qui avait tout simplement assimilé le capitalisme et le faisait passer pour un « socialisme à la chinoise », une créature chimérique dotée d'une force d'adaptation phénoménale². Il n'a certes jamais

abandonné son cœur autocratique, mais au moins, au cours des dernières décennies, il y a eu dans les entrailles du pays et du Parti des courants réformateurs, des débats originaux, des expériences ahurissantes et des gens courageux pour briser les tabous.

Tout cela a disparu depuis longtemps dans la Chine de Xi Jinping. Ces courants non orthodoxes, il les a tous asséchés. Xi est en train de prouver qu'au contraire, une autocratie rigoureuse se prête d'une bien meilleure façon à faire la grandeur et la puissance d'un pays comme la Chine, mieux, qu'il en a littéralement besoin pour mettre en œuvre son « rêve chinois » fondé sur une dictature forte du Parti. Xi fait donc une croix sur les prémisses importantes de la politique « de réforme et d'ouverture » de Deng Xiaoping. Sa Chine n'est plus un État qui subordonne toute chose à la réussite économique – l'essentiel, désormais, c'est le contrôle politique. Son Parti n'est plus là pour assigner des missions à l'État, aux entreprises, à la société civile, aux médias qui avaient conquis des espaces de liberté. Ces espaces, Xi les a de nouveau effacés. Il est parvenu, en un seul mandat, à maîtriser d'une poigne de fer un PC nerveux et secoué par l'ambiance de crise, et à « harmoniser », comme on le dit en Chine, une société diverse, vivante, parfois indocile, c'est-à-dire à étouffer les voix des dissidents et à soumettre le moindre recoin du territoire à l'autorité du Parti. Xi, qui se prétend incorruptible, nettoie le pays et le Parti, y compris sur le plan idéologique. Il ne doit plus y avoir un seul petit bout de Chine sur lequel son regard vigilant ne reposera pas. En réalité, Xi accentue encore le statut de divinité dont le Parti a toujours joué : il le rend encore plus omniscient, encore plus omniprésent.

Les confins de l'Empire chinois ressentent avec une force singulière cette nouvelle inflexibilité et cette manie du contrôle : à Hong Kong, la peur de perdre leur liberté pousse les habitants dans la rue, on y voit les sursauts d'agonie d'une ville encore grandiose il y a peu de temps. Et dans le Xinjiang, le Parti a tout un peuple dans sa ligne de mire : l'enlèvement et l'endoctrinement de probablement plus d'un million d'Oïgours musulmans dans un réseau de camps de rééducation constituent la plus grande opération d'internement d'une minorité ethnoreligieuse depuis l'époque nazie. En Chine même, le projet de

reprogrammation d'un peuple entier réveille les souvenirs de la révolution culturelle.

D'une jambe, Xi fait donc un gigantesque pas en arrière en direction du passé. Il a le léninisme dans le sang. Et le goût du pouvoir. Certains le comparent à Mao Zedong, mais c'est une analogie fortement boiteuse : Mao était l'éternel rebelle qui prospérait dans le chaos. Sur bien des points, Xi, ce fétichiste du contrôle et de la stabilité, est la pure antithèse de Mao. Ce n'est pas un révolutionnaire, c'est un technocrate – mais un technocrate qui se meut avec souplesse dans le labyrinthe de l'appareil.

Une expérimentation remontant à l'héritage de Mao fait cependant son come-back : le PC s'exerce de nouveau au contrôle intégral des pensées, il tente une fois encore de modeler l'homme moderne. Seulement, cette fois, le Parti pense que ce deuxième essai lui offrira de bien meilleures chances : la dictature chinoise se soumet aujourd'hui à une mise à jour pratiquée avec les instruments du xxi^e siècle. Car avec l'autre jambe, Xi accomplit un pas de géant vers le futur et vers un lieu que beaucoup de dictateurs ont déjà recherché sans qu'aucun ne l'atteigne jamais. Les temps où le Parti éprouvait une crainte nerveuse à l'égard d'Internet sont révolus depuis belle lurette. Non seulement le régime n'en a plus peur, mais il a appris à aimer les techniques nouvelles et la Chine mise plus qu'aucun autre pays sur les technologies de l'information. Le Parti croit pouvoir créer avec le *big data* et l'intelligence artificielle (IA) des mécanismes de gouvernement susceptibles de propulser son économie vers le futur et de rendre son appareil résistant aux crises.

Dans le même temps, il aimerait créer ainsi l'État de surveillance le plus parfait que le monde ait jamais vu. Mieux : un État dont la surveillance serait invisible parce que implantée dans les têtes des sujets. Cette nouvelle Chine ne doit pas être cette gigantesque cour de caserne ascétique et disciplinée qu'elle était encore chez Mao, mais plutôt un mélange, offrant, vu de l'extérieur, un aspect singulièrement bigarré, du *1984* de George Orwell et du *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley, où l'homme se consacrera au commerce et au divertissement, se soumettant ainsi de son propre gré à la surveillance. La plupart des

sujets connaissent les instruments de terreur que le pouvoir est susceptible d'utiliser : c'est le rayonnement fossile dans le cosmos de ce Parti³.

L'un des éléments centraux de cette nouvelle Chine est par exemple le « système de crédit social » qui doit enregistrer en temps réel chaque acte de chaque citoyen et sanctionner aussitôt par des récompenses et des punitions le bilan de son comportement économique, social et moral. Dans cette vision, des algorithmes omniprésents créent le sujet productif sur le plan économique, harmonieux du point de vue social et docile sous l'aspect politique qui, au bout du compte, se censure et se sanctionne toujours lui-même à titre préventif. Le Parti ne réclame plus la croyance fanatique qu'il exigeait dans le passé : la complicité tacite lui suffit.

Si les plans de Xi et du Parti aboutissaient, ce serait le retour du totalitarisme sous les atours du numérique. Et pour les autocrates du monde entier, ce serait une voie permettant la fuite en avant : un nouveau système de fonctionnement qu'ils pourront commander en Chine, peut-être même avec un contrat de maintenance.

Cela peut-il fonctionner dans un pays dont la société est aujourd'hui plus diverse qu'elle ne l'a jamais été et où les ambitions et les rêves de consommation de la nouvelle classe moyenne se distinguent à peine de ceux de ses homologues dans d'autres pays ? Au moins sur le plan matériel, le PC a comblé ses aspirations pendant des décennies : la Chine urbaine a connu ces dernières dizaines d'années une croissance exceptionnelle de sa prospérité, ce qui a permis au Parti de faire des membres de cette classe moyenne les citoyens les plus satisfaits du pays et ses plus grands alliés. Ceux-ci devraient aussi, prochainement, pouvoir remplir leurs poumons d'air frais : Xi Jinping a ordonné le nettoyage du nuage toxique auquel la population urbaine de la Chine donnait jusqu'à ce jour le nom d'air. Mais les défis à relever sont gigantesques. La société vieillit rapidement et Xi n'a jusqu'ici rien pu changer au clivage entre les pauvres et les riches : ce pays qui se dit communiste est depuis longtemps l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde, voici quelques années déjà que Pékin a dépassé New York dans la course à la ville accueillant le plus grand nombre de

milliardaires, et les citoyens ont bien compris qu'une kleptocratie sans scrupule et acoquinée avec le Parti s'est rempli les poches pendant toutes ces années⁴.

Le pouvoir autocratique de Xi présente des risques spécifiques. Il redonne de la rigidité à un système encore étonnamment malléable il y a peu, et le protège contre la critique et les idées neuves. Il lui vaut des ennemis et des envies de vengeance dans ses propres rangs. Xi connaît ces problèmes. C'est aussi pour cette raison qu'il offre à son peuple le fantasme national de la grande puissance. Et, de nouveau, un ennemi idéologique : l'Occident. De toutes les voies permettant d'unir la nation, ce sont les moins coûteuses. Ce sont aussi celles qui devraient donner le plus à réfléchir à l'Occident. Car on a tourné la page sur un autre principe : la retenue en politique étrangère. Xi Jinping a un message pour le monde : la Chine revient en pointe parmi les nations. Et les médias du Parti font rouler les tambours. Dégagez le chemin, Occident, faites place, capitalisme et démocratie ! Voici la *zhongguo fang'an*, la « solution chinoise », qui s'avance !

Après des années sur la défensive, le PC, sous la direction de Xi Jinping, affirme de nouveau avec fierté la supériorité de son système. La démocratie chinoise, dit Xi, est la « plus authentique », et de surcroît la plus efficace. La presse de la propagande écrit triomphalement que l'Occident libéral se noie « dans les crises et le chaos⁵ ». « L'heure du changement est venue ! » Pour le PC, à Pékin, le sabordage des États-Unis sous le règne de Donald Trump est un cadeau tombé du ciel. Tout comme cette Europe qui, depuis des années, se perd dans le nombrilisme et les thérapies familiales sans même percevoir l'étoilement de son rôle dans le monde. Non, nous ne sommes pas encore dans une nouvelle guerre froide, mais la compétition entre les systèmes est revenue tout à coup. Xi Jinping offre désormais au monde la « sagesse de la Chine » – il entend par là le modèle économique et politique dont il préside aux destinées. Où en est cette sagesse aujourd'hui ? La Chine est-elle le pays qui a trouvé une formule magique dans cette combinaison d'autocratie et de miracle économique ? Les tenants de cette thèse se réfèrent par exemple à la construction en un temps record du nouvel aéroport de Pékin et la

mettent en parallèle avec le désastre de l'aéroport berlinois qui n'a jamais été terminé. Ils présentent le pays comme le modèle qui nous surpassera, nous, démocraties timides, dans la nouvelle compétition entre les systèmes et qui dominera le monde. Au début 2020, lorsque la Chine a soi-disant édifié en deux semaines des hôpitaux pour les patients de l'épidémie du coronavirus, on a de nouveau senti ça et là l'admiration pour l'efficacité prétendument légendaire du système chinois.

La crise du coronavirus a en réalité placé en côte à côte, comme sous une loupe, les deux récits possibles : est-ce l'État imbattable pour ce qui concerne la mobilisation des masses et des ressources pour le bien commun, gouverné par une méritocratie dressée pour être efficace ? Ou bien plutôt un régime pourri de l'intérieur dont la véritable nature s'est révélée dans la ville de Wuhan : un État qui sacrifie sans hésiter le bien de ses citoyens aux appétits de pouvoir du parti ? Administré par des bureaucrates aussi irresponsables qu'ignorants, dont toute la réflexion et toute l'activité vise à deviner la volonté supposée du tout-puissant « guide du peuple » Xi Jinping et qui, au-delà, abandonne sa population à la maladie et à la mort. Un État qui est certes capable de construire un hôpital en deux semaines lorsque cela sert sa propagande mais qui ne parvient même pas à se procurer suffisamment de masques de protection pour le personnel des hôpitaux existants. Un État dominé par un Parti communiste qui, aujourd'hui plus que jamais, se caractérise par une manie démesurée du pouvoir et le culte du secret. Un régime qui, face aux crises, commence comme par réflexe par maquiller la réalité, et qui a ainsi, au stade initial critique, favorisé par son extrême négligence la propagation de l'épidémie. Un système, donc, qui a volé à la nation son système immunitaire social – et qui restera toujours, au bout du compte, un risque pour lui-même, pour son peuple, mais aussi pour le monde.

Mao Zedong, disent les propagandistes du Parti, a vaincu les ennemis de la nation, Deng Xiaoping l'a rendue riche – et désormais Xi Jinping lui donne sa force et la mène au centre du monde. Avec son projet « Made in China 2025 », le PC veut faire de l'économie un leader

mondial des technologies innovantes. Et son projet de « nouvelle route de la soie » – les bureaucrates de la propagande préfèrent l'appeler *One Belt, One Road* (OBOR, « la ceinture et la route ») ou *Belt and Road Initiative* (BRI, « initiative ceinture et route ») – n'est pas seulement un plan global d'infrastructures et d'investissements, mais s'inscrit aussi dans une politique visant à établir un nouvel ordre international au goût du Parti. Les objectifs de la Chine témoignent d'une ambition stupéfiante, mais ce pays nous a déjà stupéfaits à plusieurs reprises. Cela fait longtemps qu'il est devenu la plus grande nation commerciale du monde. Elle sera aussi la plus grande économie mondiale d'ici dix ou quinze ans. Comment va-t-elle encore changer le monde ?

Et surtout : qu'allons-nous faire de ce changement ? Maints citoyens des démocraties occidentales se laissent entraîner comme des lemmings par la petite musique des populistes d'extrême droite et des nouveaux aspirants autocrates. Beaucoup d'Européens font preuve de naïveté et de cécité à l'égard du monde et considèrent que le cadre de vie douillet qu'ils ont leur est dû. Une idée m'est donc venue : on devrait forcer les gens à sortir dans ce grand monde inconfortable. Il faudrait rendre la visite de mondes lointains obligatoire pour tous ces Européens ingénus, les contraindre à aller vivre pendant un an en dehors de leur zone de confort. On pourrait les envoyer en Turquie, où la démocratie se démembre à une vitesse fulgurante. Ou encore en Russie : là-bas aussi, le cynisme et le mensonge sont devenus depuis très longtemps raison d'État et raison de vivre. Ces gens découvriraient tout à coup deux ou trois choses qui se déroulent actuellement dans le monde qui les entoure. Et ils seraient, à la fin, confrontés de la manière la plus brutale possible au résultat de ce genre de dérives : la tyrannie.

Le mieux serait de les envoyer en Chine. Ces gens y seraient ahuris par les ambitions, le rythme et la foi dans le progrès qui caractérisent ce pays, par la compétition impitoyable de tous contre tous et par le goût irréfréné de la richesse et du pouvoir. Toute cette agitation estomaquerait ces visiteurs, mais on peut aussi espérer qu'elle mettrait un terme à leur paresse et à leur ignorance. Cela leur donnerait peut-être le choc dont ils ont besoin pour cesser de se laisser emporter, chez eux, par les divisions. J'imagine que cela leur donnerait le courage,

l'énergie et les nouvelles idées nécessaires pour assurer l'avenir d'une Europe humaine, juste et démocratique. En prime, ils seraient incomparablement mieux nourris en Chine que chez eux ; ils renconterraient des gens généreux et cordiaux, et l'énergie, l'élan, le courage que l'on rencontre dans un système comme celui de la Chine leur inspireraient une admiration plus forte encore.

Il est temps que les démocraties occidentales reconnaissent le défi que nous lance ce pays. Une Chine sûre d'elle-même et autoritaire qui n'hésite pas à placer le monde, jour après jour, devant de nouveaux faits accomplis. Ce n'est pas celle dont rêvaient jadis les optimistes, c'est-à-dire une Chine empruntant la voie suivie par des pays comme la Corée du Sud ou Taïwan, qui ont pris jadis, à des stades comparables de leur évolution économique, le chemin de la démocratisation. C'est une dictature leniniste dotée d'une économie puissante et d'une vision de l'avenir : cette Chine aimeraient remodeler l'ordre international selon ses propres conceptions, elle aimeraient être un modèle pour les autres, elle voudrait exporter ses normes et ses valeurs. Elle crée des réseaux mondiaux et fait progresser son influence. C'est la première fois que les démocraties libérales sont confrontées à une Chine comme celle-là, et ce précisément à un moment où l'Occident s'affaiblit et où l'ordre du monde qu'il a construit au cours des dernières décennies s'enfonce dans la crise.

L'Europe doit y faire face avec lucidité. On peut et l'on doit aussi, bien entendu, continuer dans le futur à coopérer et à conclure des affaires avec la Chine. Mais les Européens doivent le faire en tenant compte de l'état intérieur de ce pays et de ses intentions possibles. Le modèle chinois, c'est la mainmise néo-autoritaire sur Internet et les nouvelles technologies – pour le moment, non seulement ce modèle fonctionne très bien, mais il fait tache d'huile : des pays comme la Russie, l'Arabie Saoudite, le Vietnam ou le Cambodge prennent depuis longtemps exemple sur Pékin, cet éclaireur sur le champ de la manipulation raffinée des réseaux et des citoyens. On disait autrefois que le capitalisme apporterait la liberté à la Chine. Il ne l'a pas fait. Puis on a soutenu qu'Internet allait saper le pouvoir du Parti chinois.

Pour le moment, on a plutôt l'impression que la Chine sape à la fois le capitalisme et Internet.

Nous avons de bonnes raisons de considérer nos systèmes démocratiques comme meilleurs et plus humains que le système chinois. Mais, au-delà, beaucoup semblent oublier une réalité importante : nous, Européens, vivons certes à la meilleure des époques et dans le meilleur des lieux – mais une telle vie protégée de la violence, de l'arbitraire et de la peur n'a rien d'inéluctable dans la longue histoire de l'humanité, elle a au contraire toujours été et demeure l'exception plutôt improbable. La grande majorité de l'humanité a vécu, à tous les stades de son histoire, dans des tribus, des clans, des royaumes et des nations dans lesquels brimades et tyrannie, corruption et arbitraire, persécutions et terreur d'État faisaient et font encore partie du quotidien. Il ne suffit plus de dire : « Ça ira bien », « On s'en est toujours sorti ». Ce n'est pas vrai. Il est arrivé qu'on ne s'en sorte pas, et cela a même été sacrément fréquent. Nous autres, en Europe, nous devrions nous chuchoter de nouveau, chaque matin : « Non, ça n'a pas toujours été comme ça. Et, non, rien n'oblige non plus à ce que ça le reste. » C'est aussi pour cette raison qu'il faut regarder en direction de la Chine !

Si vous n'êtes pas disponible en ce moment pour aller passer votre année à Pékin, à Shanghai, à Hangzhou, à Chengdu ou à Shenzhen, vous avez au moins la possibilité de lire ce livre. Il est articulé en trois grands blocs thématiques qui s'interpénètrent cependant parfois les uns les autres au fil du texte.

Le premier est consacré aux mécanismes classiques de la dictature : la manière dont celle-ci détruit la relation des citoyens avec la vérité et la réalité tout en inventant son propre langage, et la façon dont elle utilise la terreur et la répression. Mais aussi la raison pour laquelle la propagande et le contrôle de la pensée sont ses instruments de prédilection, ce qui la pousse régulièrement à imposer à ses citoyens la pratique de l'amnésie collective. Et l'on y verra aussi comment, par ce biais, elle a appris à aimer Internet – un premier avant-goût des possibilités qu'offrira le xxi^e siècle.

Le deuxième bloc thématique décrit la réinvention de la dictature en Chine. Comment le Parti se crée un État qui n'a encore jamais existé sous cette forme. Comment il le fait à l'aide de technologies qui produisent sur l'économie le même effet qu'un turbo sur un moteur et qui, dans le même temps, doivent permettre de scruter jusqu'au dernier recoin du cerveau d'une personne humaine. Comment la Chine aimerait dépasser rapidement les États-Unis dans le domaine du *big data* et de l'intelligence artificielle, et dans quels domaines elle les a surpassés depuis longtemps. Pourquoi le Parti estime être prochainement en mesure, grâce à l'IA, « de savoir à l'avance qui a de mauvaises intentions » même si l'individu concerné l'ignore encore lui-même – mieux : surtout dans ce cas-là. Comment le Parti, par le « système du crédit social », répartit les gens entre ceux qui sont dignes du crédit qu'on leur accorde et ceux qui le trahissent, et comment il aimerait faire en sorte que, prochainement, « tous les humains se comportent conformément à la norme ». Comment, dès aujourd'hui, ne pas se montrer digne de ce crédit bloque l'accès aux avions et aux trains à grande vitesse. Et de quelle manière la dictature produit depuis toujours non pas des gens honnêtes, mais des âmes tordues.

Enfin, le troisième bloc se demande si ce système peut fonctionner et dans l'affirmative, ce que cela signifie pour nous. Il décrit la manière dont le PC chinois prend peu à peu de l'influence sur le monde et profite, ce faisant, de la faiblesse des démocraties occidentales. C'est à nous que reviendra la décision finale.

LA PAROLE

Comment l'autocrate détourne notre langage

« La démocratie éclairée de la Chine relègue l'Occident dans l'ombre. »

Agence de presse Xinhua, 17 octobre 2017

Je vis dans un pays libre et démocratique, dans un État de droit. Je vis en Chine. C'est du moins ce qu'on lit sur les banderoles et les affiches qu'on voit partout dans les rues de ma ville : Liberté ! Démocratie ! État de droit ! Telles sont en effet les « valeurs socialistes centrales » que l'État invoque depuis des années.

« *Believe me !* » – « *Croyez-moi !* » Ces mots-là sont ceux qu'à l'autre bout du monde le président des États-Unis clame des dizaines de fois, jour après jour, à la foule. Ce « *Croyez-moi !* » est le point d'exclamation que Donald Trump aime à placer à la fin de chaque phrase quand il déclare une fois de plus que le noir est blanc, et le blanc, noir. Au cours de sa première année de mandat, en particulier, le bizarre paraissait encore bizarre, l'ahurissement était encore général et les esprits n'avaient pas commencé à s'engourdir. On avait malheureusement laissé pâlir depuis longtemps le souvenir du fait que ce type de mensonge et de tromperie n'a rien de singulier dans l'histoire de l'humanité. Et qu'il s'agit encore moins du label exclusif et prétendument pathologique d'un clown politique – mais, bien au

contraire, d'un trait commun aux autocrates et aux aspirants autocrates, en tout lieu et à toute époque.

Pour quiconque a jamais vécu sous le règne d'aspirants autocrates ou dans des dictatures – en Turquie, en Russie ou en Chine, par exemple –, le renversement conscient, systématique et éhonté des faits tel que le pratique Trump n'est que trop familier. Il sort tout droit du manuel de l'autocrate, pour qui le mensonge est avant tout un instrument de pouvoir. *Fake news* ? Faits alternatifs ? Pour des milliards de personnes sur cette terre, il n'y a là rien de nouveau : c'est la vie quotidienne depuis qu'ils sont nés. Je l'ai mentionné plus haut, j'ai passé deux décennies en Chine et en Turquie, c'est-à-dire dans des pays où la gauche peut tout à coup signifier la droite et le haut, le bas. J'y vivais à la marge, en simple observateur, bénéficiant toujours de ce luxe qu'apportent la distance et la possibilité de s'étonner sans cesse de nouveau, un luxe que le sujet qui à sa naissance y a trouvé sa place dans le monde ne peut guère se permettre s'il veut vivre sans problèmes.

En Chine, on a une longue expérience de la réinterprétation du monde. Il y a plus de deux mille ans, en 221 avant J.-C., le premier empereur, Qin Shi Huang, unifia pour la première fois le pays. Son fils régna sous le nom de Qin Er Shi de 209 à 207 avant J.-C., avec un chancelier de l'Empire redouté et avide de pouvoir répondant au nom de Zhao Gao. Un jour, à l'audience de l'empereur, le chancelier fit amener un cerf à la cour, devant les ministres rassemblés. « Sire, dit-il en désignant le cerf, voici un cheval qui vous est destiné ! » L'empereur en fut aussi ahuri que ses ministres et demanda à son chancelier comment une ramure pouvait bien pousser sur le crâne d'un cheval. « Si Votre Majesté ne me croit pas, demandez donc à vos ministres », répondit Zhao Gao en désignant le cercle des dignitaires présents. Et, de fait, quelques-uns des ministres furent assez malins ou apeurés pour appuyer les propos du chancelier : « Sire, il s'agit bel et bien d'un cheval. » On en trouva bien entendu aussi pour s'obstiner à soutenir que c'était un cerf qui se tenait devant eux, et non un cheval. Ceux-là, le chancelier les fit enchaîner et exécuter après l'audience. Mais cela ne lui suffit pas : il fit aussi exécuter ceux que l'étonnement et l'effroi

avaient incités à se taire. À partir de ce moment, le cerf devint un cheval. Et un peuple avait appris sa leçon : *zhilu weima*, « transformer le cerf en cheval », est aujourd’hui une expression proverbiale en Chine.

Les sociétés occidentales se sont confortablement installées dans les certitudes des dernières décennies et ont ainsi très largement oublié les expériences qu’elles avaient vécues avec les systèmes totalitaires que furent le fascisme et le socialisme. Cela explique que l’autocrate confirmé ou aspirant, fort de son absence de scrupules et d’une volonté de pouvoir sans limites, ait pour l’instant toujours un temps d’avance sur les démocrates de notre temps, handicapés par leur naïveté et leur inexpérience. Aux États-Unis, on l’a vu peu après l’entrée en fonctions de Trump, lorsque s’est engagé un débat pour savoir s’il faut appeler un mensonge un mensonge lorsqu’il sort de la bouche du président. Comme si le pouvoir avait un droit inné à renommer le monde. Le *New York Times* a finalement été le premier à désigner les choses par leur nom et beaucoup l’ont applaudi en s’appuyant sur la définition des dictionnaires : le journal était dans son droit lorsqu’il crieait au « mensonge », disait-il, car lorsqu’il y a « intention de tromper », il y a bel et bien mensonge.

Mais voilà : cette interprétation ne fonctionne pas dans le cas des personnalités et des systèmes autoritaires. Chez eux, la première intention n’est justement pas la tromperie, mais l’intimidation. C’est la raison pour laquelle l’impudence avec laquelle se présente le mensonge des autocrates nous fait souvent dresser les cheveux sur la tête. Le monde entier a vu de ses propres yeux l’assemblée très clairsemée des spectateurs sur la grande place de la capitale, les caméras l’ont filmée, un clic suffit pour voir à tout moment les images sur Internet, mais le maître du pays continue imperturbablement à parler avec exaltation de « la plus grande foule de tous les temps », et des centaines de milliers, mieux, des millions de personnes qui lui auraient rendu hommage ce jour-là. Il n’en va pas autrement à Washington qu’à Ankara. Dans l’autocratie parachevée, les centaines de milliers d’individus affluent alors naturellement. Mais ce qui est vrai, dans un cas comme dans l’autre, c’est qu’au bout du compte l’autocrate se moque de savoir si on le croit ou pas. Son propos n’est nullement de convaincre tous ses

sujets, mais de tous les soumettre. L'essence même du pouvoir veut que, quelle que soit sa force, il ne soit jamais parfaitement sûr de lui. La paranoïa, la peur de l'affaiblissement et de la perte de son pouvoir sont dans la nature du puissant. De là son besoin de subjuger sans cesse la masse. C'est à cela que lui sert le mensonge.

Confusions

Lorsque le Parti au pouvoir en Chine affirme, comme il le fait jusqu'à ce jour, que son pays est communiste, et quand il recommence aujourd'hui, avec plus d'énergie que dans le passé, à ordonner d'une voix forte aux enseignants du secondaire et de l'université, aux fonctionnaires et aux chefs d'entreprise de proclamer publiquement leur adhésion au marxisme, ce n'est pas qu'il pense sérieusement que son peuple croie encore en Marx. Le marxisme est son chapeau de Gessler : chaque sujet doit tirer son couvre-chef devant lui, tout comme les paysans dans la légende de Guillaume Tell. Ce qui compte, c'est le geste de soumission. L'autocrate se comporte de la même manière avec ses mensonges. Celui qui ne les avale pas est identifié comme un ennemi et une cible.

Mais l'intimidation n'est qu'un aspect de cette affaire. Il est tout aussi important de semer la confusion, de détruire les cadres de référence de la rationalité, d'ôter ses points de repère au peuple et au monde. Si tu es un menteur et un escroc, tu ne peux pas l'emporter dans un univers où ces défauts posent problème et où l'on accorde de l'importance aux nuances. Tu dois donc aussi faire de chaque autre personne un menteur et un escroc. Dans ce cas, tu es au moins « leur menteur ». Hannah Arendt, l'exploratrice du totalitarisme réel, l'a décrit en ces termes dans une interview accordée en 1974 : « Quand chacun te ment en permanence, la conséquence n'est pas que tu crois les mensonges, mais que tu ne crois plus rien¹. » Or, un peuple qui ne croit plus en rien, c'est-à-dire à qui l'on ravit ses facultés de penser et de juger, perd au bout du compte sa capacité d'agir. « Avec un tel peuple,

dit Hannah Arendt, tu peux faire tout ce qu'il te plaît. » C'est le sujet idéal, ou encore l'interlocuteur global idéal.

Le pendant de l'impudence du menteur, c'est la honte de celui à qui l'on ment, du moins tant qu'il a encore conscience de sa folie. La répétition de mensonges flagrants noue un lien de complicité entre lui et le menteur. Et au bout du compte, la conséquence des mensonges du dominant est le cynisme des dominés, qui s'aménagent leur vie dans leur impuissance et ne se retiennent plus qu'à une seule chose : le pouvoir du chef. Celui-ci n'a plus alors de comptes à rendre sur rien, puisqu'il n'existe plus de vérité en dehors de ses affabulations.

La distinction entre vérité et mensonge est abolie, il n'y a plus que des faits et des faits alternatifs. Et les valeurs dominantes ne sont ni la morale ni la conscience de ses responsabilités, mais l'utilité et le profit. Il ne sert à rien de dire la vérité, y compris si tu l'as reconnue – c'est même dangereux. La meilleure chose à faire est de considérer que le mensonge est vrai et de le faire tien avec passion. C'est ce que fait le groupe des fanatiques – mais ce ne sera jamais que le plus petit. La deuxième chose à faire est d'éviter de croiser le chemin de la vérité et de mener une vie dans l'hébétude et l'ignorance. À eux deux, ces groupes représentent la majorité du peuple. Seuls l'idiot ou celui qui est fatigué de vivre continuent de dire la vérité. Car dans un monde comme celui-là, l'homme avisé n'est ni le sage ni le clairvoyant, mais le rusé et le roublard. Le bon sens n'y a pas de place, ou plutôt : il symbolise désormais tout autre chose, à savoir la justification de la pure survie et de l'opportunisme en action.

Bien entendu, la question de la vérité, de son établissement et de sa transmission par le langage est, par principe, délicate. « Le nom n'est qu'un invité dans la réalité », énonçait Zhuangzi, l'un des ancêtres philosophiques du taoïsme. Et plus de deux millénaires plus tard, l'écrivaine Herta Müller dit : « La sonorité des mots sait qu'elle doit tromper, puisque les objets trichent sur leur matière, les sentiments sur leurs gestes. À l'intersection où convergent la tromperie des matières et celle des gestes vient se nicher la sonorité avec sa vérité forgée de toutes pièces². » Dans l'écriture, affirme-t-elle, « il ne saurait être question de confiance, mais plutôt de la franchise de la tromperie ».

Mais la « tromperie » de Herta Müller est une tromperie de la bonne volonté qui, ayant connaissance du flou de ses affirmations, se pratique dans le libre-échange avec les expériences des autres. Dans la communauté, ils se battent pour se rapprocher de ce qui est vrai, d'une compréhension commune du monde qui se montre à chacun sous un jour un peu différent. Tandis que l'autocrate qui affirme que le soleil brille alors qu'il pleut dehors met volontairement le monde sens dessus dessous, il crée un univers conforme à sa volonté, un monde dans lequel les choses signifient fréquemment le contraire de ce qu'elles sont et où l'on ne peut garder l'équilibre que si la masse se resserre autour du chef. Un chef qui, en plus d'un nouvel univers, aimerait aussi, assez fréquemment, créer un homme nouveau. Vu de l'extérieur, c'est un monde de fou, au sens le plus propre du terme. Mais intérieurement, il est conçu de telle sorte qu'à la fin, le seul à croire encore que la Terre tourne autour du Soleil se demande forcément si c'est lui qui a perdu la raison. Il ne doit plus croire ni ses oreilles ni son souvenir, mais uniquement la réalité remâchée qu'on lui inocule.

Vérités

C'est la raison pour laquelle la presse libre est l'ennemi naturel de l'autocrate. Lorsque les faits alternatifs sont la marque de fabrique du pouvoir, l'enquête et la vérification des faits par la presse libre constituent un acte de « subversion de notre idéologie » (c'est ce qu'on lit dans l'étonnant *Document numéro 9*, un plan de bataille établi par le PC chinois en 2013 contre les « valeurs occidentales » et sur lequel nous reviendrons plus loin) ou encore une déclaration de guerre (Trump n'a-t-il pas affirmé, lors d'une visite au quartier général de la CIA, qu'il menait une « guerre permanente contre les médias » ?).

L'autocrate qui aimerait créer sa propre vérité doit conquérir la parole, le mot. En Chine, le *smog* n'existe réellement que depuis 2013 ; auparavant, et ce pendant des dizaines d'années, il y avait avant tout de la « brume » (*wu*). Il n'y a pas non plus de répression, mais un

« maintien de la stabilité » (*weiwen*) et la vision d'une « société harmonieuse » (*hexie shehui*). Dans la dernière décennie, « l'harmonie » a été l'un des mots préférés du Parti. L'harmonie qu'il a à l'esprit est celle qui règne entre l'ordre et l'obéissance. L'harmonie, c'est quand le peuple se tient calme.

Ce fut par exemple le cas lors de la « démolition harmonieuse » de maisons menées par le gouvernement municipal au profit des promoteurs immobiliers. Dans ma petite rue, au centre-ville de Pékin, le gouvernement municipal a fait murer, avec une seule semaine de préavis, toutes les cuisines de rue, tous les restaurants, tous les coiffeurs, kiosques et autres marchands de légumes : des commerçants dont certains y gagnaient leur vie depuis déjà vingt ans. L'objectif était de chasser les gérants, presque aucun d'entre eux n'étant originaire de Pékin. Cette campagne fut accompagnée non seulement par des dizaines de policiers en uniforme venus protéger les maçons contre la colère des habitants de la rue, mais aussi par de grandes banderoles qui proclamaient : « Nous améliorons la qualité de la vie des citoyens. »

Au moment où le président chinois défend la mondialisation au Forum économique mondial de Davos, en 2017, et parle de l'« ouverture » toujours plus large de la Chine, son pays ne cesse en réalité de se fermer. Il invoque la « mise en réseau globale » alors qu'au même instant les censeurs chinois bouchent les derniers trous de souris dans le mur qu'ils ont construit pour bloquer l'information. Et cela lui vaut des applaudissements, tant est profonde la confusion qui règne, aujourd'hui, partout dans le monde. Certains croient Xi. Certains veulent le croire. Certains sont aveuglés par le pouvoir de Xi. Certains jugent son attitude politiquement judicieuse, d'autres considèrent qu'il sert leurs intérêts. Le pouvoir qu'a la Chine de tordre le sens des mots ne s'arrête pas à ses frontières. C'est une tactique qui a fait ses preuves : prends les mots de tes ennemis et investis-les. Alors, comme nous l'a enseigné Orwell, la liberté devient l'esclavage, l'ignorance, une force. Et la Chine, un État de droit démocratique. C'est ce que dit la propagande du Parti. Il existe en Chine une Constitution dont l'article 35 garantit aux citoyens de la République populaire « la liberté de parole, de presse et de manifestation ». Il y existe aussi un « parlement », le Congrès

national du peuple³, on y organise des « élections » et les citoyens sont régulièrement invités à faire usage de leur « droit de vote sacré et solennel ».

Lénine a inventé, jadis, le « centralisme démocratique », un système dans lequel, en théorie, des fonctionnaires démocratiquement élus devaient avoir le privilège de dicter la politique à mener sans se heurter à aucune contradiction. Plus tard, Mao Zedong a prêché la « dictature démocratique du peuple ». Dans la pratique, ce sont toujours le centralisme et la dictature qui régnent en maîtres, la démocratie, dans ces systèmes, restant une coquille vide. Le sujet éprouve ainsi ses « élections », son « droit de vote sacré » et sa « liberté » comme une farce éternelle, les mots perdent toute signification, ils sont discrédités. C'est le vaccin qui protège les citoyens contre les idées dangereuses. Qu'ils n'ailent pas s'infecter au contact d'autres mondes, contact devenu tout naturel au temps de la mondialisation, y compris pour beaucoup de Chinois. Le langage perverti immunise le peuple. Et le rend muet.

Ces faux-monnayeurs n'ont pas tort d'espérer que leurs mots empoisonnés produiront leur effet. La pensée guide le langage, c'est vrai, mais celui-ci dirige et corrompt aussi la pensée : « Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic », écrivait Victor Klemperer, qui fait cette analyse dans son étude *LTI, la langue du III^e Reich (Lingua Tertii Imperii)* : « On les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, mais au bout d'un certain temps l'effet toxique se fait sentir tout de même. » La langue de la dictature « change la valeur des mots et leur fréquence, elle transforme en bien commun ce qui, jadis, appartenait à un individu ou à un tout petit groupe, elle réquisitionne au profit du Parti ce qui, avant, était le bien commun et, ce faisant, elle imprègne les mots et les formes syntaxiques de son poison, elle assujettit la langue à son effroyable système, elle gagne avec la langue son moyen de propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret ». Et c'est ainsi qu'au bout du compte, il ne fut même pas nécessaire que les Allemands approuvent le nazisme par une profession de foi consciente, car celui-ci « s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers les mots, les tournures, les formes de

phrases qu'il lui imposa à des millions de reprises et qui furent adoptées de façon mécanique et inconsciente⁴ ». Ce qui importe à l'autocrate, c'est d'investir et de contrôler l'esprit par le langage. Le plus haut objectif de la propagande du Parti communiste, c'est d'« homogénéiser la langue ». Or, il s'agit là d'un processus sans fin. « Nous devons homogénéiser les pensées et les actes de tous les citoyens de Pékin », a réclamé Cai Qi, le secrétaire du Parti de la ville de Pékin aux organes de propagande, quelques semaines avant le XIX^e congrès du Parti communiste chinois, à l'automne 2017⁵. L'homogénéisation de toute pensée et de toute action est le but de l'appareil totalitaire ; tout « travail de réflexion » est à son service. Le but est de dépouiller l'individu de tout ce qu'il a d'individuel, de ses sentiments, de son jugement, de ses rêves. La seule chose permise, désormais, c'est le « rêve chinois » dans lequel le Parti tient les manettes. L'individu doit se fondre dans la grande utopie, et l'on doit pour ce faire couler son âme dans un nouveau moule. C'était déjà le cas à l'époque de Mao Zedong, ça l'est de nouveau dans l'empire de Xi Jinping. Ce n'est pas un hasard si l'un des rares concepts d'origine chinoise à avoir réussi à entrer dans les langues occidentales est le mot « lavage de cerveau », *xi nao* en chinois, jadis inventé par les apparatchiks de Mao Zedong. Et la clé des cerveaux, ce sont les mots appropriés. Sous Staline, déjà, les écrivains étaient les « ingénieurs de l'âme ». À l'instar de Confucius (551- 479 avant J.-C.), Mao la savait aussi : « Une seule formulation [correcte] et toute la nation prospère. Une seule formulation [erronée] et cela peut être la chute de toute la nation. »

Nouvelle langue

Il ne suffit pas, naturellement, d'investir les mots des autres. Dans les années 1940, le PC chinois a commencé à créer une nouvelle langue pour l'homme nouveau : on a exclu des mots tombés en disgrâce pour les remplacer par d'autres. Immédiatement après la fondation de la République populaire, des linguistes du Parti se sont attelés à la

création du *Xinhua Zidian*, le « Dictionnaire pour la Chine nouvelle ». Et l'on n'a pas cessé d'intégrer de nouveaux slogans et autres formulations chargés de messages politiques et moraux, non seulement dans le discours du Parti, mais aussi dans le quotidien des gens.

La pratique linguistique qui s'est développée à l'époque constitue jusqu'à ce jour la base de ce que le sinologue Geremie Barmé appelle le « jargon de la Chine nouvelle⁶ » : une strate de sédiments après l'autre, les jargons créés au cours des différentes décennies se sont superposés. Dans un premier temps, les importations marxistes-léninistes se sont agrégées au canon maoïste, souvent missionnaire et militariste et, du même coup, ronflant. Plus tard, le jargon pseudoscientifique des technocrates s'est mêlé à la langue de bois utilisée par la bureaucratie du Parti. Avec la politique « de réforme et d'ouverture » menée par Deng Xiaoping et la participation croissante de l'économie chinoise au commerce mondial se sont ensuite infiltrés dans le discours du Parti, de manière tantôt consciente, tantôt inconsciente, des produits linguistiques issus des mondes du commerce, de la publicité et de la mondialisation que les courants ont déposés sur le rivage. Ces dernières années, dans les éditoriaux du *Quotidien du peuple*, on tombe de plus en plus souvent sur des pièces rapportées issues des sphères de l'Internet et des nouvelles technologies.

Mais il se trouve que bon nombre des sécrétions des appareils de propagande sont caractérisées par le fait que leur opacité hermétique devient rapidement indigeste pour le peuple. Xi Jinping n'est pas le premier chef de Parti à pester contre le « formalisme » et le « discours vide » dans ses propres rangs. Dans un fameux discours tenu en février 1942, Mao tançait ses contemporains qui usaient de « l'écriture stéréotypée du Parti » : ils remplissaient, leur disait-il, « d'innombrables pages » avec du « discours creux ». Ce type d'articles, selon Mao, était analogue aux « bandages de pieds » avec lequel les vieilles femmes entouraient les os brisés de leurs petits pieds en lotus : ils étaient tout aussi « longs et puants ».

Rares sont par conséquent les périodes dans lesquelles de grandes fractions de la population ont adopté le jargon du moment, dans toute sa cohésion, consciemment et avec enthousiasme, pour en faire leur

langue maternelle et celle de leur vie privée. La révolution culturelle, de 1966 à 1976, a été une période de ce type. Ce fut une mise en scène du pouvoir, aussi cynique que brutale, déclenchée par un Mao qui se sentait marginalisé par ses rivaux au sein du Parti. Il appela alors la jeunesse à « prendre d'assaut les quartiers généraux », à se rebeller contre les enseignants et professeurs, contre les parents et contre tous les fonctionnaires du Parti, lesquels accordaient plus d'importance au bon ordre de l'administration et au bon fonctionnement de l'économie qu'à la révolution permanente. Les jeunes filles et garçons de la Chine, qui brûlaient d'amour pour leur messie, Mao, étaient prêts à renoncer pour lui et pour sa révolution à tout l'héritage de la civilisation antérieure : l'amour filial, ainsi que les derniers restes de compassion humaine. Au bout de ce chemin, la Chine se retrouva en ruine.

La trahison de la langue

La première chose qu'ils aient trahie a été la langue du quotidien et du bon sens. « Nous n'étions plus des êtres humains, m'a dit un jour pendant un entretien un ancien garde rouge, aujourd'hui devenu avocat. Nous étions des enfants de loups. Tout un pays, toute une génération allaitée au lait de louve. » Son prénom, Hongbing, signifie « soldat rouge ». La plus célèbre de toutes les gardes rouges était la lycéenne Song Binbin, fille d'un général : en août 1966, sous les yeux d'un million de ses congénères, elle escalada la porte de la Paix céleste afin d'être reçue par Mao en personne. Song Binbin, lunettes épaisses et tresse, put passer à Mao son bracelet rouge portant les trois caractères *hong wei bing*, « garde rouge ». Mao demanda à la jeune fille comment elle s'appelait : *Binbin*, c'est-à-dire instruite et pondérée ? Oui, dit-elle. « Ce n'est pas ce qu'il faut, répondit Mao. Mieux vaudrait : *Yaowu*, la belliciste. » Et ce fut désormais le nom de cette jeune femme de dix-sept ans. Du lait empoisonné téte avec des mots toxiques.

Certains sortirent plus tôt que d'autres de cette fureur aveugle et de cette folie : de jeunes gens comme Gu Cheng, Mang Ke, Bei Dao ou

Yang Lian. Ils faisaient partie de ces citadins que Mao avait envoyés à la campagne, qui ne savaient rien les uns des autres et qui étaient pourtant unis par une même exigence : purifier la langue esquintée et évidée par la propagande, l'emplir d'une vie nouvelle. Ils écrivirent des poèmes en faisant quelque chose d'inouï : ils utilisèrent des mots comme « soleil », « terre », « eau » ou « mort ». Le public, qui pendant une décennie avait eu des slogans pour toute pitance, se montra déconcerté : soleil ? terre ? eau ? Ces nouveaux poèmes devinrent célèbres, et on les appela effectivement les « obscurs » (*menglongpai*). Leur poésie ressuscita la langue chinoise, au moins en République populaire.

Le clivage entre la langue officielle et la langue non officielle est plus profond dans les sociétés autoritaires que dans les autres. Mais faute de sphère privée dans les systèmes totalitaires, le langage officiel ne cesse de s'y imposer aux individus. De sorte que les sujets y mènent une existence de personnalités scindées, d'autant plus que le langage de la propagande est aussi le langage du mensonge. Ils vivent ainsi ce que George Orwell a décrit avec lucidité, dans *1984*, comme une double pensée et un double langage :

« Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. Croire en même temps que la démocratie est impossible et que le Parti est gardien de la démocratie⁷. »

Chaque sujet joue la comédie, à son voisin, à son collègue, à l'appareil, et tant qu'il en est conscient cela peut encore, en son for intérieur, lui arracher un rire ou un soupir ; mais cela pénètre rapidement dans la chair et le sang de la plupart d'entre eux, et parce qu'il est impossible de conserver une séparation propre et nette entre

les deux sphères, le langage de l'appareil corrompt toujours aussi le langage des citoyens.

Jusqu'ici, les écrivains ont avant tout fait porter sur l'époque maoïste la responsabilité de la brutalisation de la langue chinoise par les hurlements du combat militaro-révolutionnaire, brutalisation dont les effets secondaires se font encore sentir aujourd'hui. Dans leurs essais, le chercheur en sciences littéraires et expert de la Chine Perry Link et la sociologue Anna Sun ont ainsi cherché dans les livres du premier prix Nobel chinois, Mo Yan (2012), l'héritage du jargon maoïste. Anna Sun parle d'une « langue malade » à laquelle Mo Yan, comme la plupart de ses contemporains, n'a pas échappé⁸. L'appropriation des mots de la propagande par le peuple produit ici des effets divers. Ainsi, le *xiaozi*, le « petit-bourgeois » que Mao combattait avec rage, est devenu d'un seul coup dans la Chine de la fin des années 1990 l'emblème du style de vie le plus convoité par la nouvelle classe moyenne : chacun voulait être un *xiaozi*. Dans la nouvelle Chine, ce terme désigna du jour au lendemain une personne qui peut commander un cappuccino dans les cafés Starbucks tout juste ouverts, une personne qui sait qu'on boit le vin rouge sans le couper au Sprite (ce que faisaient au cours de leurs banquets la plupart des fonctionnaires du Parti et des nouveaux riches), et un homme qui va aussi, à l'occasion, passer ses vacances à Paris ou près du château de Neuschwanstein.

Ironie

Il arrive que les mots et les citoyens se défendent. Beaucoup de termes de combat utilisés par le Parti sont la cible de l'ironie dans l'usage quotidien. Par exemple le *tongzhi*, le « camarade ». Subitement, les communistes chinois n'ont plus été les seuls à utiliser ce mot pour s'adresser les uns aux autres : le mot est devenu celui qu'employaient couramment les homosexuels de Chine pour se désigner eux-mêmes. Autre exemple : « J'ai été harmonisé. » Depuis de longues années, cette

phrase signifie : la censure m'est tombée dessus, elle a effacé mon commentaire sur le Net, ou même, elle a supprimé mon compte. Quand la police vous « invite à boire le thé », c'est qu'un interrogatoire vous attend, et quand elle fait « voyager » un intellectuel, auteur ou avocat connu, ou d'autres fauteurs de troubles, c'est que la personne en question est contrainte de quitter la ville lorsque le Parti y tient son congrès ou qu'un chef d'État étranger y séjourne.

La propagande chinoise ne cesse de cracher de nouveaux mots et de nouveaux concepts. La Chine actuelle est un royaume fantastique des contradictions, une société en déploiement permanent dont le pluralisme de la vie s'oppose au travail d'homogénéisation de toute chose et de toute action que le Parti mène avec une intense virulence. Pour un pays de ce type, le Parti crée, dans l'idéal, des concepts qui englobent toutes les contradictions et, de ce fait même, les abolissent. Le « socialisme à la chinoise » est un concept de ce type, tout comme la « société socialiste de marché ». Ils englobent la gauche et la droite, le haut et le bas, la vision maoïste et néolibérale. Un tel langage a désactivé la logique et se croit par conséquent inattaquable. Et, dans le même temps, cela le rend encore plus absurde et vide de tout contenu. Mais dans un pays où c'est le pouvoir qui compte, et pas la lettre, cela ne fait dans un premier temps aucune différence, car plus que d'une signification, ces mots sont souvent porteurs d'un ordre : Hoche la tête ! Avale ! Oublie ! Agenouille-toi ! Cette propagande peut ainsi comparer le dalaï-lama à Adolf Hitler, elle peut envoyer aux rédactions du pays des directives les exhortant à ne faire aucune espèce de confusion entre « vérité et mensonge, bien et mal, beauté et laideur ». Le vrai, le bon et le beau, ce sont toujours le Parti et sa parole.

Et, bien entendu, le Parti ne s'essaie pas seulement à interpréter la réalité, il tente aussi de l'invoquer. « Il n'y a pas de dissidents en Chine. » Il suffit de le répéter avec une fréquence suffisante. Ma Zhaoxu, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a commenté par cette phrase, en 2010, les onze années de prison infligées à Liu Xiaobo. Celui-ci était écrivain et prix Nobel de la paix. Le premier à détenir ce prix et à finir par mourir sous la bonne garde de l'État depuis Carl von Ossietzky, mort entre les mains des nazis en 1938. Liu Xiaobo

est décédé en 2017. Pendant plus de dix ans, il a été le plus célèbre des dissidents chinois. Mais dans les déclarations officielles de la Chine, il a toujours été un « criminel condamné ». Un dissident ? Je vous demande pardon ? « Jugez par vous-même s'il existe un groupe de ce genre en Chine, a suggéré Ma, le porte-parole du ministère, à des journalistes étrangers, le 11 février 2010. Je considère que chez nous, c'est un concept problématique. »

L'artiste Ai Weiwei était encore jusqu'à cette date l'un des microblogueurs chinois les plus actifs sur Twitter. C'est sur ce réseau qu'il a publié son analyse de l'explication de Ma :

- « 1. Les dissidents sont des criminels.
- 2. Seuls les criminels ont une pensée dissidente.
- 3. La différence entre criminels et non-criminels est le fait que quelqu'un ait une pensée dissidente.
- 4. Si tu penses que la Chine a des dissidents, alors tu es un criminel.
- 5. Il n'existe donc pas de dissidents ici, parce que tous les dissidents sont depuis longtemps devenus des criminels.
- 6. Y a-t-il encore quelqu'un qui ait un point de vue dissident sur les propos que je viens de tenir ? »

Mais Ai Weiwei étant lui-même un dissident, ses blogs avaient depuis longtemps été supprimés des réseaux sociaux en Chine, et aucun de ses compatriotes ne pouvait répondre à sa question, car Twitter est bloqué en Chine. Un an seulement plus tard, Ai Weiwei faisait trois mois de prison, accusé de « crime économique ».

Et puisque même le Parti communiste invoque de nouveau Confucius aujourd'hui, citons une réponse faite par le philosophe lorsqu'un de ses élèves lui demanda quelle serait la première chose qu'il ferait si on lui confiait le pouvoir au sein de l'État : « Celui qui voudrait instaurer l'ordre dans l'État devrait rectifier les concepts. » L'étudiant, étonné, s'exclama : « Comme c'est déroutant ! » Mais Confucius reprit : « Si les concepts ne sont pas rectifiés, alors les mots ne sont pas obéissants, et si les mots ne sont pas obéissants, alors les choses ne sont

pas réglées. Si les choses ne sont pas réglées, les rites et la musique ne prospèrent pas, et quand cela se produit, peines et sanctions ne sont pas appropriées. Si les peines et les sanctions ne sont pas appropriées, alors le peuple ne sait pas où mettre la main et le pied. »

Or, nous en sommes là aujourd'hui. Les mots ne sont pas obéissants et le peuple ne sait pas vraiment « où mettre la main et le pied ». « Le noble, dit encore Confucius, ne tolère pas qu'il y ait du faux dans ses mots. C'est de cela que tout dépend. »

LE FUSIL

Comment la terreur et la loi se complètent

« Le pouvoir politique est au bout du fusil. »

Mao Zedong¹

C'est l'une des sentences le plus souvent citées de Mao. Ce que l'on oublie souvent, c'est que chez Mao et les siens, le fusil (*qiang ganzi*) se présentait toujours et à égalité de droits avec le crayon (*bi ganzi*), c'est-à-dire la propagande. Les maoïstes les citaient tous deux dans le même souffle : « La révolution s'appuie sur les fusils et les crayons. » Les premiers sont la menace de violence physique et de terreur, le second symbolise le contrôle de la pensée. Sous la forme du *wu* (le militaire, la force des armes) et du *wen* (la littérature, la culture), les deux instruments étaient déjà pareillement au service des maîtres de la Chine classique. Aujourd'hui, le Parti commande les fusils et les crayons – et une fois la victoire dans la guerre civile acquise, le crayon est rapidement devenu la plus omniprésente des deux armes.

En Chine, nous l'avons mentionné, même l'Armée populaire de libération (APL) n'est pas soumise à l'État, mais au Parti. Celui-ci a ainsi le monopole de la force et l'exerce sur la vie de chaque individu. On ne cesse de rafraîchir la conscience des gens sur ce point, par exemple en diffusant les images de grands défilés de troupes. La grande parade militaire qui se déroula au cœur de la capitale en 2015 passa ensuite en

boucle, du petit matin jusque tard dans la nuit, sur les écrans de toutes les rames de métro à Pékin. L'utilisation effective de la force contre les personnes politiquement indésirables se limite aux personnalités d'exception, comme les avocats défenseurs des droits civiques et autres dissidents de premier plan, et à des situations exceptionnelles, par exemple la répression de troubles en province (souvent au Xinjiang ou au Tibet) ou le massacre du mouvement démocratique sur la place Tiananmen en 1989. Pendant des mois, des millions d'étudiants, d'ouvriers et de citoyens de toutes les classes y avaient manifesté contre la corruption et les abus de pouvoir, jusqu'à ce 4 juin où les chars traversèrent Pékin.

Personne mieux que Mao Zedong n'a su terroriser le peuple, mais aussi le Parti. L'apogée de cette politique a été la révolution culturelle, lorsque les gens ne redoutaient pas seulement les sbires du régime, mais avaient aussi peur les uns des autres et se montraient en outre prudents à l'égard de leur propre conjoint et de leur propre enfant. Au cours des décennies « de réforme et d'ouverture » qui ont suivi, sous le règne de Deng Xiaoping, la peur de la toute-puissance et de l'arbitraire de l'appareil a reculé au fur et à mesure que la société s'émancipait. Les gens respiraient de nouveau, ils jouissaient de nouvelles libertés. Le Parti fit tout de même en sorte que le souvenir de son pouvoir ne disparaisse jamais totalement. Lorsqu'il constata avec effroi que l'émancipation de la société débouchait sur une réflexion et une action qui ne dépendaient plus de lui, qu'en conséquence germait aussi en Chine quelque chose comme une société pluraliste, et que celle-ci commençait aussi à s'organiser en groupes de protection de la nature, en associations de bienfaisance religieuses, en cercles féministes et en groupes d'assistance juridique, il fut pris d'inquiétude – et ressortit les instruments de la contrainte.

On avait déjà observé le renforcement de l'appareil de répression quelques années avant l'entrée en fonctions de Xi Jinping. L'année de mon retour en Chine, en 2012, le gouvernement avait présenté pour la troisième fois de suite un projet de loi de finances dans lequel le budget de la Sécurité intérieure était supérieur à celui de la Défense. Ce poste inclut les dépenses liées à la police et aux tribunaux aussi bien que

celles concernant l'appareil de sécurité d'État, qui avait connu une forte expansion sous la direction d'un membre du Politburo, Zhou Yongkang. Sous Xi Jinping, ces dépenses augmentèrent encore une fois : pour l'année 2017, le sinologue allemand Adrian Zenz a calculé que le budget de la Sécurité intérieure dépassait de près de 19 % celui de la Défense². L'État et le Parti s'arment donc plus contre leurs ennemis intérieurs que contre ceux de l'extérieur. Et l'on a pu voir avant les cérémonies du soixante-cinquième anniversaire de la fondation de la République populaire avec quel amour du détail il le faisait : « 10 000 pigeons soumis à une fouille anale en vue de vérifier la présence d'objets suspects », annonçait alors, sous la photo d'une innocente colombe, *Le Quotidien du peuple* sur son compte Twitter en anglais³.

Sous Xi Jinping, l'hystérie de sécurité qui s'est de nouveau déclenchée au sein du Parti et de l'État prend de toutes nouvelles proportions. Immédiatement après son entrée en fonctions, Xi a entrepris de détruire les germes de société civile animée qui avaient rendu la Chine de plus en plus vivante au cours des années précédentes. Il a fait taire Internet aussi bien qu'une presse qui devenait très agitée ; sous son règne, de nombreux blogueurs, auteurs et intellectuels ont cessé de s'exprimer, quelques-uns ont disparu. Xi a fait rédiger de nouvelles lois draconiennes tout en écartant de son chemin avec une efficacité impitoyable tous ceux qui, quelques années durant, avaient tenté d'utiliser aussi les textes de loi chinois pour protéger les citoyens contre l'État : les turbulents avocats défenseurs des droits de l'homme furent alors systématiquement terrorisés, calomniés, enfermés, brisés puis présentés au public à titre dissuasif.

L'époque de Xi Jinping est celle du retour de la peur. Au cours des années qui ont précédé 2012, l'appareil de la répression avait souvent fonctionné de manière cachée, mais depuis Xi Jinping on montre de nouveau, et avec fierté, les armes du Parti. Xi sème aussi la peur dans ses propres rangs : sa campagne contre la corruption est d'une durée et d'une dureté impressionnantes – mais elle demeure, justement, une simple campagne. Elle ne va pas de pair avec des réformes de l'État de droit, elle n'ose pas s'attaquer aux racines du mal. Il n'existera donc ni

aujourd’hui ni demain aucune espèce de surveillance indépendante (exercée par exemple par les médias ou la justice) d’un appareil qui considère le pays comme un self-service.

Pour imposer ses objectifs dans ses propres rangs, il ne restait donc plus à Xi que l’intimidation. Cela fonctionne effectivement un certain temps : les fonctionnaires du Parti, dans tout le pays, sont pétrifiés d’angoisse face à la très redoutée Commission disciplinaire centrale – l’une des organisations les plus puissantes et les plus secrètes du pays –, et le nombre des suicides de fonctionnaires du PCC a doublé au cours du premier mandat de Xi Jinping. Selon une étude réalisée par l’Institut de psychologie à l’Académie chinoise des sciences sociales, ce sont officiellement 243 cadres du Parti qui ont mis fin à leurs jours entre 2009 et 2016 (selon ce recensement, 140 se sont jetés par la fenêtre, 44 se sont pendus, 26 ont absorbé du poison, 12 se sont noyés et 6 se sont entaillé les veines⁴). Le chiffre réel est probablement supérieur.

Mais la Commission disciplinaire ne mène pas seulement le combat contre la corruption : c’est à elle qu’incombe aussi l’inspection de la loyauté idéologique des camarades. Ses inspecteurs ont le pouvoir de mettre un terme à des carrières et de faire disparaître les gens pendant des mois dans leurs salles d’interrogatoire. C’est ainsi que, dans leur traque de ceux qui dévient de l’orthodoxie officielle, ils font irruption dans les ministères et les entreprises d’État, dans les universités et les fabriques à penser du pays, comme jadis l’Inquisition espagnole. On voit tout à coup courber l’échine tous ceux qui, peu avant, menaient des débats passionnés et parfois même polémiques. Beaucoup de ceux qui peuvent se le permettre partent à l’étranger ou tentent au moins d’y transférer leur argent afin d’assurer une porte de sortie à leur famille, et notamment aux enfants.

À l’extérieur du Parti, on s’attaque aux dissidents. Les avocats qui défendent les droits de l’homme vivent sous le poids permanent de la surveillance et de l’intimidation exercées contre les membres de leur famille, leurs amis ou leurs logeurs. Ils sont régulièrement convoqués pour des interrogatoires, assignés à résidence, enfermés dans des prisons secrètes ou officielles, certains disparaissent pour de longues

périodes sans laisser de traces, sont torturés ou internés dans des établissements psychiatriques. Une première vague de répression s'est abattue en 2011 contre des avocats engagés : Pékin craignait alors que les Printemps arabes ne fassent tache d'huile. Dès cette époque, les avocats enlevés furent contraints d'« avouer » et d'exprimer leurs « remords », parfois sous la torture. « Ils ne voulaient pas seulement t'entendre dire que le noir était blanc : il fallait en plus que tu leur expliques *pourquoi* le noir est blanc », explique la juriste et sinologue Eva Pils en citant l'un des avocats⁵.

Intimidation

La priorité, pour le Parti, est de faire peur à ceux qui défient l'État, fût-ce simplement en le prenant au mot ou en le renvoyant à ses lois et à sa Constitution. Mais il s'agit aussi d'intimider le grand public : à chaque individu, il faut rappeler en permanence que dans ce pays la seule façon de protester qui n'attire pas les sanctions est de soupirer profondément en haussant les épaules ou de murmurer : « *Mei banfa* », « On n'y peut rien ». C'est le but de ces spectacles publics qu'on résume en chinois par l'expression « tuer la poule pour faire peur au singe ». Depuis des décennies, les procès-spectacles intentés aux adversaires et dissidents politiques trouvent souvent leur place dans le journal télévisé du soir diffusé dans tout le pays. Mais le chef du Parti, Xi Jinping, a offert une arme supplémentaire à son appareil de sécurité et de propagande : le pilori télévisé, quasiment la réplique des piloris politiques de la révolution culturelle à l'ère des médias.

Depuis l'été 2013, la chaîne d'État CCTV (China Central Television, Télévision centrale de Chine) présente à la nation un interminable défilé de personnes arrêtées ou précédemment disparues qui, dans des « interviews » le plus souvent enregistrées directement dans les prisons, jouent le rôle du pécheur qui a avoué et se repent – bien avant d'avoir pu rencontrer un avocat, et *a fortiori* de comparaître devant un tribunal. Il peut s'agir d'une pop star fumeuse de haschich, du chef

meurtrier d'une secte, mais aussi d'un journaliste économique comme Wang Xiaolu, que la police a pris comme bouc émissaire après le grand krach boursier de 2015 au cours duquel le gouvernement a réagi dans l'affolement et l'irréflexion. À la télévision, Wang a ensuite expliqué qu'il avait été le seul responsable de la panique sur les marchés financiers en publiant un article « sensationnaliste ».

La plupart de ceux qui sont ainsi exposés à l'écran sont conformes au modèle de la répression qui s'intensifie depuis l'entrée en fonctions de Xi Jinping ; la propagande met à chaque fois ces aveux télévisés au service d'un agenda politique supérieur. On a pu y voir le blogueur star du courant libéral, un éditeur critique ou le collaborateur d'une ONG suédoise qui a conseillé des avocats. Tous se montrent humbles et repentants, ils avouent, souvent en larmes, leurs activités « criminelles », dénoncent leurs anciens collègues, démasquent ceux qui les manipulent dans les pays « étrangers hostiles », remercient le Parti pour sa bienveillance et demandent une deuxième chance. Les scénarios se ressemblent souvent jusque dans le détail des formulations.

Dans un livre paru en 2018, douze anciens prisonniers racontent comment ont été montées ces interviews⁶. L'un d'eux a d'abord été contraint d'absorber des médicaments avant que la caméra ne le filme à travers les barreaux de sa cellule tandis qu'il récitait son texte. À un second, les policiers ont ordonné de pleurer.

Wang Yu, l'une des avocates et militantes des droits de l'homme les plus connues du pays, raconte comment les policiers lui ont présenté pendant l'interrogatoire une photo de son fils alors âgé de seize ans. On lisait en dessous le mot « suspect ». « J'ai aussitôt perdu connaissance », raconte Wang. Quand elle s'est réveillée, un policier chargé des interrogatoires se tenait à côté d'elle. « Il m'a dit que mon fils avait été sous la coupe de forces antichinoises, mais que par chance la police l'avait trouvé et qu'il était pour le moment au Yunnan. Il m'a dit que de mon attitude dépendrait le fait qu'il puisse, ou non, être sauvé. Je ne savais pas quoi penser. J'ai demandé : "Comment puis-je le tirer de là ?" Le policier a dit que je devais enregistrer pour la police une vidéo prouvant mon attitude positive. "Quel genre de vidéo ?" ai-je demandé.

Ils ont écrit sur un morceau de papier tout ce que je devais dire et m'ont demandé de l'apprendre par cœur. Je ne sais plus exactement ce qu'il y avait dessus, je ne sais quoi concernant des forces antichinoises. » À aucun moment Wang Yu ne s'est doutée que ces « aveux » seraient ensuite diffusés à la télévision.

En Chine même, cette pratique rappelle le souvenir des époques noires : « C'est un écho de la contre-révolution », dit l'avocat pékinois Si Weijiang. Briser les dissidents, les humilier publiquement, afficher devant les masses leur autocritique et leurs remords, tout cela, les Chinois l'avaient vécu jour après jour dans la terreur des dix années de révolution culturelle. À l'époque, les « réunions de combat et de critique » se déroulaient dans les lieux publics et sur les places des villes. L'un des enseignants soumis à cette épreuve l'a jadis comparée à un « viol de masse ». Le pilori de la CCTV est une résurrection de cette pratique, sous une forme certes moins sanglante (pendant la révolution culturelle, quelques-unes des personnes attaquées n'avaient pas survécu à la confrontation avec la populace convoquée pour l'occasion), mais bien plus efficace.

Pilori médiatique

Les avocats défenseurs des droits de l'homme ont été des victimes de prédilection pour ce pilori médiatique : les arrestations de masse d'avocats à l'été 2015 ont été accompagnées de ce qui fut sans doute la plus grande campagne de dénigrement médiatique de l'histoire récente. Aux yeux du PCC, les avocats étaient peu à peu devenus un problème. Leur nombre avait augmenté, passant de 200 000 à 300 000 dans l'ensemble du pays ; ils s'étaient par ailleurs mis en réseau et utilisaient habilement Internet et son public pour traiter leurs cas. Après l'arrestation de presque tous les avocats du remuant cabinet Fengrui, à Pékin – qui, selon les révélations de l'animateur de la télévision, était en réalité une « organisation criminelle » –, la CCTV offrit à son public un spectacle singulier : les avocats présentés ne se contentaient pas de

s'accuser eux-mêmes, ils rivalisaient dans la dénonciation des autres. Dans des films de fiction intégrés à l'émission, la CCTV épiçait encore le tout avec une bonne pincée de sexe et de calomnie. Les avocats, qui n'avaient souvent fait que défendre, dans le cadre de leur travail, des gens simples, étaient présentés dans ce spectacle comme des escrocs cupides et des gens moralement dépravés. La télévision d'État révéla ainsi que le patron du cabinet, Zhou Shifeng, entretenait simultanément six maîtresses. Ce détail était accompagné d'une infographie qui les présentait toutes, de la numéro un à la numéro six.

Le message est clair : le Parti peut transformer du jour au lendemain n'importe quel avocat en criminel, n'importe quel héros en canaille. Les objectifs sont tout aussi limpides : il s'agit toujours d'intimider un groupe social pour le vilipender aux yeux du peuple. Cela fonctionne-t-il ? « Je le crains, dit l'avocat Si Weijiang. La plupart de ceux qui regardent croient sans doute ce qu'ils voient. »

Cette tactique fonctionne cependant aussi chez ceux qui voient dans ce spectacle une comédie absurde. C'est précisément parce que ces mises en scène sont effroyables et mettent à mal la dernière apparence d'État de droit qu'elles donnent une image d'autant plus forte de la toute-puissance et de l'arbitraire d'un pouvoir d'État auquel seul un fou peut vouloir s'opposer.

État de droit ?

Des avocats comme Si Weijiang, qui sont encore en liberté et dont la licence professionnelle n'a pas encore été révoquée, qualifient ces aveux publics à la CCTV de « travestissement de l'État de droit ». Mais formuler les choses ainsi suppose que l'on accorde au système une confiance initiale et qu'on le mesure avec les mêmes critères que la justice des États appliquant la séparation des pouvoirs. Pendant quelques années, on a beaucoup espéré, y compris parmi les juristes chinois eux-mêmes, que la justice puisse au moins évoluer dans cette direction. Un espoir que l'on alimentait aussi à l'Ouest avec des

concepts comme « l'État de droit européo-chinois », qui dissimulaient aisément l'opportunisme d'une politique occidentale axée sur le commerce. Cet espoir est aujourd'hui enterré. Pourtant, les mots « État de droit » n'ont jamais été si souvent prononcés par les chefs du Parti. Xi a dénoncé publiquement les fonctionnaires du PCC qui ne se souciaient pas du droit et de la loi. « Nous allons propager l'État de droit dans tout le pays », a-t-il annoncé. Seulement, le PCC entend par « État de droit » quelque chose qui n'a rien à voir avec ce que l'on signifie généralement par ce terme en dehors de Chine.

Le mot chinois pour « la conformité à l'État de droit » est *fazhi*, il est composé des mots *fa*, « la loi », et *zhi*, « le pouvoir ». La communauté des observateurs a passé de nombreuses années à se casser la tête pour savoir ce que le Parti pouvait bien avoir à l'esprit : un lent chemin vers le *rule of law*, c'est-à-dire vers l'État de droit au sens où nous l'entendons, ou bien un *rule by law*, c'est-à-dire un pouvoir qui instrumentalise les lois à son profit. Le débat est tranché depuis longtemps. Le chef du Parti, Xi Jinping, a lui-même comparé le rôle des lois au « manche d'un couteau dans les mains du Parti ». Celui-ci parle constamment du « pouvoir des lois », m'a expliqué au cours de l'été l'avocat Zhou Shifeng, patron du cabinet Fengrui mentionné plus haut : « Ce qu'il veut dire, c'est : "Je prends mes lois et je te domine avec". » Moins de quatre semaines après notre discussion, Zhou lui-même était en prison ; peu après, il apparaissait au pilori télévisé comme le chef suprême d'une « bande de criminels », et une année plus tard il était condamné à sept ans de prison pour « subversion », ce qui, en Chine, signifie souvent uniquement que quelqu'un a tenté de prendre au mot le Parti et ses lois.

Le système juridique chinois a pourtant accompli un chemin considérable. Après le chaos meurtrier de la révolution culturelle, le PC, sous la direction de Deng Xiaoping, s'est officiellement fixé pour mission de reconstruire une justice digne de ce nom. En 1982, le pays s'est donné une nouvelle Constitution. Le PC a toujours fait comprendre qu'il ne tolérerait aucun défi direct contre son pouvoir, mais la société est devenue peu à peu plus libre et plus consciente. Dans le même temps, l'évolution économique n'a pas seulement apporté une

prospérité croissante, mais aussi quantité de nouveaux conflits. Les citoyens ont été toujours plus nombreux à prendre conscience de leurs droits, les avocats à se montrer disposés à les défendre, y compris contre l'arbitraire des fonctionnaires. Ils ont utilisé leur champ de manœuvre et l'ont parfois étendu. Il y a moins d'une décennie, même les médias d'État chinois célébraient encore comme un héros du combat contre l'injustice tel ou tel individu aujourd'hui en prison. Des quatorze avocats chinois que la revue de Hong Kong *Asia Weekly* avait présentés sur une couverture de 2005 comme les « personnalités de l'année », on n'en trouve plus aucune aujourd'hui qui n'ait pas, par la suite, été arrêtée ou maltraitée par les autorités.

La Chine a aujourd'hui, dans de nombreux domaines, des lois magnifiques, dont elle se moque souvent comme de l'an quarante. « Qu'on me refuse la lecture des dossiers du procès et l'accès à mon client fait partie du quotidien », raconte un avocat. Un *insider* pékinois raconte pour sa part que le personnel judiciaire est souvent « brutal, arrogant, autoritaire et indifférent ». Au cours des interrogatoires, on « viole les règles » et l'on emploie souvent « la contrainte ». Les juges « ne respectent pas la loi, ils n'écoutent même pas les personnes concernées ni les avocats ». De plus, ils « acceptent des pots-de-vin et prononcent leurs jugements en fonction de leurs relations ». L'auteur de ce terrible témoignage n'était pas un critique du régime, mais Song Hansong, un haut fonctionnaire du Parquet suprême à Pékin⁷.

Le taux de condamnation dans les procès pénaux en Chine dépasse les 99,9 % : être arrêté et mis en accusation, c'est pratiquement être déclaré coupable. Les acquittements sont aussi rares « que la plume d'un phénix et la corne d'une licorne », car la police et le procureur sont réputés infaillibles. Dans un tel système, la tâche des avocats défenseurs des droits de l'homme a toujours été difficile. Un rapport publié à Hong Kong recense des dizaines de cas d'arrestations et de tortures d'avocats survenus entre 2006 et 2015⁸. Les victimes évoquent entre autres des électrochocs, des brûlures, des mauvais traitements infligés sur les parties sexuelles et de la privation de sommeil. Et pourtant, le nombre d'avocats n'a cessé de croître – jusqu'à ce que s'abatte sur eux la vague de répression de Xi Jinping.

À l'époque, les avocats chinois sont passés derrière les barreaux, disent ceux qui sont encore libres aujourd'hui. Puis on s'en est pris aux avocats des avocats. Et aujourd'hui, on s'en prend aux avocats des avocats des avocats. Ce qui s'est finalement produit sous Xi Jinping visait à discréditer totalement le mouvement des juristes et, au bout du compte, à l'éliminer.

Xi Jinping émet ainsi des signaux apparemment contradictoires. D'une part, il reconnaît dans ses discours la nécessité d'une justice efficace pour une économie et une société modernes. Il prévoit, au niveau local, de restreindre l'influence des fonctionnaires du Parti sur les tribunaux. Après une campagne menée pendant des années par ces mêmes avocats qu'il persécute aujourd'hui, il a en outre supprimé les camps de rééducation du système *laojiao*, dans lesquels on pouvait disparaître jusqu'à quatre ans sans jamais voir un juge ou un avocat. Dans le même temps, le chef du Parti est prisonnier du système qu'il a juré de défendre. Au lieu d'atterrir dans des camps de rééducation, les citoyens indésirables se retrouvent désormais dans d'autres types d'institutions. Pour Xi, l'indépendance réelle de la justice est un cauchemar. C'est ainsi que, le même jour, l'agence de presse Xinhua célèbre l'État de droit et fait sa une en annonçant qu'il est « absolument interdit » de discuter pour savoir qui, « du Parti ou de la Constitution », a la primauté⁹. Ce serait quasiment un blasphème – car bien entendu, comme une divinité, le Parti est au-dessus de tout.

Parlons-en, de la Constitution. L'article 35, déjà mentionné, stipule que les citoyens de la République de Chine disposent de la liberté de parole, de publication, de réunion, d'association, d'organisation de défilés de rue et de manifestation. Mais, en réalité, le seul à s'appliquer est l'article 1, qui décrète : « La République populaire de Chine est un État socialiste placé sous la dictature démocratique du peuple. » Et : « Le sabotage du système socialiste est interdit à toute organisation ou à tout individu. »

Les toutes premières victimes des instincts autocratiques de Xi Jinping, juste au début de son mandat, ont été les membres du mouvement rassemblé autour du juriste Xu Zhiyong. Ce groupe avait réclamé à l'État quelque chose d'inouï, à savoir qu'il respecte sa propre

Constitution, y compris quand elle n'allait pas dans son sens. Cela déboucha sur des procès-spectacles, des assignations à résidence, des peines de plusieurs années de réclusion. La schizophrénie du Parti s'est aussi manifestée lorsqu'il a appelé à la première « journée nationale de la Constitution », le 4 décembre 2014. Weiboscope, un projet d'observation de la censure mené par l'université de Hong Kong, a ensuite constaté qu'au cours de cette journée du 4 décembre, le mot le plus fréquemment censuré sur les réseaux sociaux en Chine était précisément « Constitution ».

Wang Zhenmin, doyen de la faculté de droit de l'université Tsinghua de Pékin, a déclaré un jour dans *Le Quotidien du peuple* qu'il était « erroné de croire que le “règne des lois” était en contradiction avec le règne du Parti ». Et il avait pour cela une explication d'une honnêteté stupéfiante : « Les lois de la Chine ne sont en effet rien d'autre que la codification des directives du Parti¹⁰. »

Le débat sur la nécessité d'un fonctionnement efficace de la justice s'était aussi emparé des juges pendant les années de réforme. Le mot d'ordre était la professionnalisation : il fallait mieux payer les juges et les former correctement. Cette évolution fit entrer dans les cercles juridiques la discussion sur les normes occidentales, mais aussi, fréquemment, sur leur mise en valeur. On y évoquait par exemple souvent, y compris dans des documents officiels, l'idéal des tribunaux indépendants. Quelques juges plaidèrent pour qu'on en finisse avec cette pratique dans laquelle les jugements importants leur étaient dictés par des commissions politiques. L'un des combattants d'avant-garde de la professionnalisation de la justice fut pendant de longues années le juge suprême de la Chine, Zhou Qiang. Même le dernier optimiste parmi les réformateurs comprit ce qui était en train de se passer lorsque ce même Zhou Qiang s'en prit au début 2017 en termes guerriers à l'indépendance de la justice et appela la Chine à ne pas tomber « dans le piège d'une idéologie occidentale fallacieuse ». Les juges et les juristes chinois devaient « tirer l'épée » contre l'influence de concepts aussi funestes que « la séparation des pouvoirs » ou « l'indépendance de la justice¹¹ ». La Cour suprême commenta ces propos sur Weibo, le plus grand service de microblogging chinois (Twitter est bloqué dans le pays

depuis 2009) : elle affirma que l'indépendance de la justice existait bien entendu aussi en Chine – mais « uniquement sous la direction du PCC ». Comme si l'on demandait à un prisonnier de bien vouloir chercher sa liberté à l'intérieur des quatre murs de sa prison.

Une avalanche de nouvelles lois importantes ont été promulguées sous Xi Jinping, par exemple celles portant sur la sécurité nationale, sur « l'administration des organisations non gouvernementales » ou encore sur la cybersécurité. En réalité, ces textes semblent faits, entre autres, pour étayer avec des articles de loi les mesures arbitraires d'autan. « Un jour, je sortais du bureau avec un collègue, des policiers l'ont entraîné dans leur voiture, interrogé et rossé pendant sept ou huit heures, puis libéré le lendemain. Et ils n'ont pas eu un mot pour lui en indiquer le motif, m'a raconté l'avocat et militant des droits civiques Li Xiongbing. Cela n'arrive plus aujourd'hui. Bien entendu, ils continuent à t'embarquer comme par le passé, mais aujourd'hui ils doivent chercher un prétexte, te citer un article de loi. » On peut appeler ça un progrès. Mais on peut aussi penser à Joseph Staline et à sa phrase : « Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de la stabilité des lois. » Le dictateur soviétique a prononcé ces mots en 1936, au moment même où faisaient rage ces épurations stalinienques qui sont entrées dans l'Histoire sous le nom de « Grande Terreur ».

Voir la loi comme un moyen à la disposition de l'autocrate pour dominer un peuple qu'il faut maintenir faible et en état de minorité est un procédé qui a une longue histoire en Chine. Il y a bientôt deux mille cinq cents ans, des légalistes comme Shang Yang ou Han Feizi ont bâti sur ce principe un art de gouverner qui a créé les bases de l'unité de l'Empire et de l'État central, et dont tous les empereurs de Chine se sont servis par la suite : extérieurement, les empereurs prenaient tous des postures confucéennes et parlaient de morale et de gouvernement moral, alors qu'en réalité la machinerie de l'État travaillait avec un catalogue de lois et de règlements aux allures souvent militaires, et des menaces de sanctions draconiennes. Quand elle veut justifier la nécessité de l'exercice autocratique du pouvoir, la propagande aime encore aujourd'hui invoquer cette phrase par laquelle Sun Yat-sen, le père de la révolution démocratique de 1911, décrivait le peuple : les

Chinois, disait-il, étaient « comme un tas de sable épars », des milliards de petits grains dont rien n'assurait la cohésion.

Une société estropiée

Ce qui est censé rendre un État fort indispensable, ce n'est sans doute pas l'incapacité de la société à s'auto-organiser : c'est l'État chinois qui maintient volontairement la société dans la situation d'un estropié. « Un pays dont le peuple est avili est puissant, celui dont le peuple est puissant se trouve avili », lit-on dans *Le Livre du prince Shang*, le premier empereur à avoir livré une philosophie du gouvernement¹². Les États bien gouvernés font donc tout pour avilir le peuple... Un peuple faible respecte des lois, un peuple sans bride en fait exagérément à sa tête. Avant de pouvoir se consacrer à ses ennemis, écrit le prince Shang Yang, la première mission du souverain est de juguler son propre peuple, et la méthode pour y parvenir est de le maîtriser comme le forgeron le fait avec le métal et le potier, avec la glaise. Si ce n'est pas fait de façon puissante, alors les hommes voletteront comme des oiseaux et erreront comme des animaux : qui pourrait alors les gouverner ? La maîtrise du peuple, c'est la loi, conclut Shang.

C'est à cette conception du droit et de la loi que l'autocrate peut encore s'attacher aujourd'hui. L'arbitraire demeure l'élément central, y compris dans ces systèmes hybrides qui se créent un appareil législatif raffiné afin d'administrer plus efficacement l'économie moderne et la bureaucratie. Ils se parent de textes et d'articles de loi qu'ils n'hésitent pas à effacer ensuite. L'autocrate ne peut pas vouloir un État de droit dans lequel la lettre de la loi compte de manière conséquente, il est dans son intérêt de maintenir les sujets constamment en suspens, dans l'incertitude et la peur permanente.

Dans des systèmes comme celui de la Chine, les lois sont en outre souvent volontairement formulées d'une manière si vague et si contradictoire que presque chaque citoyen en viole au moins une

chaque jour. Pour la grande majorité des gens et des cas, cela reste sans conséquence. Dans une telle fiction d'État de droit, les citoyens ne parlent le plus souvent de la loi qu'avec un clin d'œil. Mais quand l'État a pris quelqu'un en ligne de mire, quand il veut frapper, il dispose toujours d'un article de loi utilisable contre chacun de ses citoyens. Ces articles sont les crochets auxquels il finit par les prendre au vu et au su de tous.

LE STYLO

Comment fonctionne la propagande

« L'histoire a prouvé et continuera à prouver que le Parti communiste chinois est grand, glorieux et correct. »

Le Quotidien du peuple, 11 avril 2016

Dans la vie quotidienne, la propagande est l'instrument de pouvoir central du PCC. On se trompe en croyant que cette méthode, qui paraît souvent grossière, écervelée et, pour les observateurs extérieurs, absurde, ne fonctionne pas. Elle fonctionne fort bien au contraire. Et surtout, elle est omniprésente.

Quelques mois seulement après la prise du pouvoir par Xi Jinping, de nouvelles affiches ont fleuri un peu partout. Au grand carrefour situé non loin de ma maison, des pancartes ont tout à coup jalonné les rues sur des centaines de mètres. Leur design était inhabituellement frais et coloré, beaucoup d'entre elles reprenaient l'esthétique de l'art populaire traditionnel et de la peinture paysanne.

L'une d'elles montrait trois jeunes paysannes, heureuses, parées de fleurs. Au-dessus, en caractères gras, les mots « Chanter un chant populaire au Parti ». C'est le titre d'une chanson qu'on entonnait pendant la révolution culturelle, mais qu'on avait aussi enseignée par la suite à des générations d'enfants. Le deuxième vers cité sur l'affiche était tiré de la chanson *Le Parti est une mère pour moi* : « Ma mère ne m'a offert que mon corps, mais le Parti a illuminé mon cœur. » Le Parti

mérite ainsi de plus grands remerciements que la mère. Le Parti qui nourrit le peuple à son sein maternel et qui le protège : c'est une image qu'on continue à entretenir aujourd'hui. « Connais la bonté du Parti, sens la bonté du Parti, suis le Parti et garantis la stabilité », lit-on sur une banderole, quelques mètres plus loin.

C'est que le PCC n'est pas seulement Big Brother, c'est aussi Big Mother, dit l'expert allemand Bernhard Bartsch. C'est aussi la raison pour laquelle le slogan « Au chaud et rassasié » s'est trouvé au centre de nombreux discours. Il s'agissait de l'objectif fixé par le PC stipulant que chaque Chinois devait être en mesure de manger à sa faim et de s'habiller chaudement. Un but que le Parti a élevé au rang de premier des droits de l'homme, ce qui implique que tous les autres passent après. Cela explique aussi pourquoi la phrase « Nous ne laisserons personne au bord de la route » a été l'une des plus citées du grand discours tenu au congrès du Parti par son chef, Xi Jinping. Chacun doit ressentir la bonté du Parti.

Le rôle de la mère revient au Parti, et celui du père au chef du Parti. Dans ce foyer qu'est la Chine, les citoyens sont les enfants mineurs qui jouissent du droit à la protection et à l'attention, mais ont aussi besoin d'orientation et de rigueur. Cette métaphore se nourrit de la langue chinoise elle-même, où le mot désignant l'État, *guojia*, signifie littéralement « la famille de l'État ».

Au début du deuxième mandat de Xi Jinping, en 2017, la télévision d'État a publié un clip vidéo intitulé *Famille, État, monde*. Le mot utilisé pour désigner le monde était *tianxia*, c'est-à-dire « tout ce qui est sous le ciel », qu'on employait autrefois pour décrire la sphère géopolitique assujettie au Fils du Ciel, c'est-à-dire à l'empereur. Dans cette vidéo, Xi apparaît comme un patriarche bienveillant qui, en transmettant « la chaleur de l'amour avec ses deux mains », permet à ses protégés d'avoir leur part de son charisme et de son assistance. L'Empire tout entier est une famille, et Xi est le juste chef de famille qui se sacrifie. Dans le film, il tend la main à de vieilles paysannes dans leur cabane, et de cette main jaillit à cet instant précis un rayon lumineux aveuglant qui atteint le cœur de l'une d'entre elles. « La famille est le plus petit État », tel est le commentaire que CCTV incruste sur ces images. « Et l'État, ce sont

des millions de familles. » C'est une référence directe au classique confucéen *Da Xue* (*La Grande Étude*), qui remonte à plus de deux mille ans. On n'y assigne pas seulement au souverain le devoir d'agir à proximité du peuple et d'avoir un gouvernement vertueux – on donne aussi au sujet une obligation de faire fonctionner le monde : chaque individu est au bout du compte responsable de l'ordre de l'univers. Car, lit-on dans *La Grande Étude*, seul celui qui se forme, seul celui qui mène une vie honorable et vertueuse avance dans la culture de soi. Et seul celui qui se cultive peut mettre sa famille en ordre. Or, c'est seulement si les familles sont en ordre que le pays peut être bien gouverné. Mais si tous participent, alors « la paix règne sur terre », *tian xia ping*.

L'idée que l'on puisse, au moyen de l'éducation, former les hommes dans l'esprit de l'ordre d'État, lequel, dans l'idéal, est l'ordre du Ciel, est une représentation ancienne chez les confucéens. Les gens peuvent apprendre à être bons et à penser, à parler et à agir correctement. Ils le font en s'inspirant de modèles, de préférence celui du souverain vertueux. Ils peuvent parfaire leur personnalité en menant sur eux-mêmes un travail inlassable, mais ils se font aussi former par les « rites » (*La Grande Étude*, dont les néoconfucéens de la dynastie Song avaient fait un canon, était à l'origine une partie du *Livre des rites*). Les Soviétiques, eux aussi, voulaient créer « l'homme nouveau », mais Mao Zedong a pris ce projet encore plus à cœur. Lorsqu'il a soumis ses sujets à la « réforme de la pensée » – et ce ne fut pas seulement dans les camps de rééducation –, lorsqu'il s'est proposé d'offrir au socialisme ses hommes nouveaux, libérés de tous leurs liens et dévoués au service de la révolution, il a pu s'appuyer sur ces confucéens auxquels il vouait une telle haine.

Peuple heureux et Chine forte

Après la prise du pouvoir par Xi Jinping, j'ai été témoin d'un étrange déguisement de l'espace public à Pékin. Presque du jour au lendemain, le Parti avait tapissé toute la ville, mieux, tout le pays, et

sur de vastes surfaces, avec des affiches et des posters aux couleurs vives qui, au premier regard, paraissaient vraiment différentes des éternelles banderoles rouges des dernières décennies. Certains de ces posters vantaient le « rêve chinois » du chef du Parti, Xi Jinping, d'autres, dans un esprit tout à fait confucéen, appelaient les gens à respecter leurs vieux parents ; mais la majeure partie d'entre eux, avec leurs slogans à l'ancienne, nous ramenaient dans la République populaire d'hier. On y voit « le peuple heureux » (grâce au Parti) et « la Chine forte » (grâce au Parti) ; « l'harmonie » règne même parmi les oies et les poules (grâce au Parti). Contrairement à d'autres campagnes de propagande, celle-ci est de longue haleine. On colle ces affiches depuis des années – on continue à le faire au moment où j'écris ces lignes, elles sont régulièrement renouvelées et font chaque jour la conquête de nouvelles palissades de chantiers et de nouveaux murs. Leurs motifs ont même, depuis, fait leur entrée dans le programme de bord d'Air China, où ils rappellent aux passagers, avant le décollage, le principe de l'obéissance aux aînés et d'autres vertus nationales. Les affiches de propagande ont eu plutôt tendance à se multiplier, alors que la publicité commerciale, qui dominait encore il y a peu, se retire de manière notable du tableau offert par les villes chinoises. La couleur du pouvoir se montre de nouveau, les villes sont redevenues rouges.

Le premier étonnement passé, la plupart des gens ont simplement ignoré ce flot d'affiches ; certains ont été déconcertés. L'écrivain Murong Xuecun raconte par exemple qu'il a rencontré un vieil ami de lycée, un fonctionnaire du PCC, et qu'il lui a demandé si le Parti savait à quelle époque on vivait ; s'il croyait réellement qu'on pouvait encore s'adresser aux gens, de nos jours, avec de tels slogans éculés. Bien entendu, lui a répondu son ancien camarade, ces affiches étaient idiotes. « Mais ça n'a pas d'importance. » Puis il lui a expliqué le véritable message : « Nous avons la capacité de recouvrir les murs avec ces trucs idiots. Tu peux le faire, toi ? » Ce qui ne fut pas dit : « Nous, nous le pouvons. Tout l'univers autour de toi nous appartient. Nous tapissons ton ciel et ta terre. Et si tu es hôte ici, c'est par notre bon vouloir. » Une fois de plus, il ne s'agit pas des caractères qui composent les phrases, mais de la manière de juguler le peuple.

Le politologue Haifeng Huang, de l'université de Californie, donne à ce phénomène le nom de « propagande dure », il lui a consacré une étude de terrain en Chine, dont le résultat a été que ce type de propagande pouvait certes produire l'effet indésirable de « dégrader encore l'opinion des citoyens sur leur régime », mais que dans le même temps cette propagande remplissait très bien son office : « Elle signalise le pouvoir de l'État et réduit ainsi la propension que ses citoyens ont à protester¹. »

Les habitants de la Chine – ils sont 1,4 milliard – vivent dans la gangue des instructions données par le Parti. Les leçons commencent dès les comptines et les chants patriotiques enseignés à l'école maternelle, elles forment le corset de l'enseignement primaire ; elles sont ensuite prodiguées au cours des formations politiques auxquelles le personnel des administrations, des universités et des entreprises d'État doit se présenter en rangs serrés le vendredi après-midi, afin d'explorer les tout derniers retournements de la « pensée Xi Jinping ». Les paysans les lisent, écrits en gros caractères, sur les murs de leurs villages, les citadins les retrouvent sur les panneaux d'affichage de leur rue ou de leur quartier, sur les banderoles rouges qui pendent des maisons et des ponts, voire, dans certaines villes, sur les écrans LED à défillement des taxis qui vous martèlent mille fois de suite le dernier slogan en date du Parti : « N'oubliez pas notre mission d'origine ! » Le message du PCC leur est transmis dans les musées du pays et sur les anciens sites de la révolution, qu'on a aménagés ces dernières années pour le « tourisme rouge » et vers lesquels on charrie aujourd'hui par millions lycéens, ouvriers et employés. Il imprègne la radio, les journaux, Internet, la télévision et les films diffusés au cinéma.

Dans un essai paru sur son compte de messagerie WeChat (Weixin) – et rapidement effacé –, le sociologue Sun Liping, de l'université Tsinghua de Pékin, a identifié trois techniques de « contrôle des pensées² ». Le premier point, essentiel, est la maîtrise des sources d'information : « Le repas que tu prépares ne peut jamais être meilleur que le riz avec lequel tu le prépares. » Le système bloque avec succès des informations venues de l'extérieur et les remplace par « l'éducation patriotique » et des récits comme celui-ci : les « circonstances

nationales particulières » ont fait du pays une pièce unique et ont exigé que le règne du Parti soit exactement tel que le vivent les sujets en ce moment précis. Deuxièmement, dès ta petite enfance, le système place toute ta pensée dans un cadre qui transforme ton questionnement et dirige ta réflexion dans des canaux tracés à l'avance. Quand on a ingéré et intériorisé la nourriture du Parti, dit Sun Liping, on ne peut absolument plus poser certaines questions, parce qu'elles se situent en dehors de notre univers empirique et outrepassent nos capacités d'imagination. Et, troisièmement, le système fait peur à ceux qui ne peuvent s'empêcher de se poser des questions embarrassantes : « Celui qui n'avale pas tout est puni. »

La technique centrale du contrôle des pensées, c'est le bombardement permanent de messages. « Comment pourrait-on s'y prendre autrement pour faire accepter aux gens une idée de toute évidence grotesque ? » demande Sun Liping. Les techniques visant à provoquer la fatigue brisent jusqu'à la dernière résistance de l'esprit : on perd toute curiosité et toute capacité de défense, on se laisse bourrer de « déchets » jusqu'à la gorge. « À la fin, écrit Sun, ce qui est détruit, c'est quelque chose de fondamental, à savoir ta volonté et ta capacité de te débarrasser de ces déchets. »

Et au-dessus de tout cela veille l'administration centrale de propagande du Parti. Le professeur de journalisme Qiao Mu, de Pékin, l'une des rares personnes extérieures à avoir vu un jour ce bureau de l'intérieur, a évoqué un slogan qui ornait le mur de la salle de réunion :

« La responsabilité, lourde comme une montagne :
Dur au travail comme un bœuf
Précis au cheveu près
Les lèvres fermées comme une bouteille
Cohérent comme un homme. »

Dans le jugement qu'il porte sur lui-même, le Parti communiste n'a jamais été que « grand, glorieux et correct » (*wei guang zheng*). Et depuis la fondation de la République populaire de Chine, les médias chinois sont tenus d'être « la gorge et la langue » du Parti et de veiller à

ce que même le dernier des sujets intériorise cette vérité profonde. À ce jour, il n'existe pas un organe de presse, pas une page Web, pas une station de radio qui ne soit pas officiellement soumis à une organisation du Parti. Celui-ci donne à ses propres organes le nom de « médias *mainstream* » (*zhiliu meiti*), car dans cet État, le *mainstream* n'est jamais ce sur quoi la majorité se met d'accord, mais la pitance que vous sert le Parti.

Censure et propagande ne marquent jamais la moindre pause, les autorités de la censure pékinoises envoient par exemple des directives quotidiennes concernant les thèmes frappés de tabou et les mots interdits. Et pourtant, au cours des trois décennies de politique « de réforme et d'ouverture », le paysage médiatique a subi une mutation. En Chine aussi, en effet, le journalisme a dû s'autofinancer, cela a commencé dès les années 1980. En conséquence, les journaux sont devenus plus commerciaux et plus professionnels, quelques-uns se sont risqués à publier d'étonnantes reportages. Juste après l'entrée en fonctions de Xi Jinping à la tête du Parti, en novembre 2012, le climat s'est cependant nettement refroidi pour ce type de journalisme, et les espaces de liberté se sont réduits. Les rédacteurs en chef et reporters trop indépendants ont été renvoyés, quelques-uns se sont retrouvés en prison.

Ensuite, début 2016, peu après avoir interdit aux cadres de son propre parti les discussions politiques « inappropriées », Xi Jinping a lancé une campagne qui visait de nouveau à mettre au pas la totalité des médias. Xi a rendu visite à un certain nombre des grandes rédactions du pays, et son message était simple : tous les médias devaient désormais « porter le patronyme “Parti” ». Ils devaient tous, sans exception, s'orienter sur « la volonté, les points de vue, l'autorité et l'unité du Parti communiste ». « Diriger l'opinion publique est une grande tradition de notre Parti », a-t-on lu ensuite dans un commentaire de l'agence de presse Xinhua. « Les médias doivent rétablir la confiance du peuple dans le Parti », commenta *China Daily*, le bulletin de propagande anglophone destiné aux étrangers. Surtout maintenant que « l'économie connaît une croissance plus lente ». Les journaux du Parti mentionnent en toute franchise la raison pour

laquelle sa direction s'est vue forcée d'agir : il règne, chez de nombreuses personnes en Chine, une grande méfiance à l'égard du PCC et de sa propagande. Cela tient aussi à l'arrivée des médias sociaux au cours des dernières années, écrit *Le Quotidien du peuple*. Elle a ouvert un fossé qui n'a cessé de se creuser : « Et si ce fossé perdure, il sapera la légitimité du gouvernement du Parti. » Xi et le Parti exigent surtout à présent de toutes les rédactions qu'elles diffusent « de l'énergie positive ».

Aujourd'hui, pour l'essentiel, la mise au pas est parfaite. Des journaux qui faisaient jadis preuve d'un certain courage, compte tenu du contexte, comme *Southern Weekend*, ont été réduits au silence par la censure. Et même s'ils n'étaient pas renvoyés, beaucoup des journalistes engagés et courageux qui ont animé la courte période de prospérité de leur secteur d'activité ont abandonné le métier. Luo Changping, par exemple, qui fut en dernier lieu le reporter d'investigation le plus célèbre du pays et dont les papiers ont même provoqué la chute d'un ministre, a été mis au placard en même temps que son journal, le magazine économique *Caijing*, qu'il a fini par quitter. Il a expliqué par la suite que lors de sa période d'activité à *Caijing*, il avait pu publier entre 90 et 100 % de ses enquêtes. « Aujourd'hui, ce sont tout juste 10 %. Et encore, c'est la rédaction qui jouit de la plus grande liberté³. »

Hu Zhanfan, l'ancien rédacteur en chef de la télévision centrale d'État, la CCTV, avait déjà mis en garde quelques années auparavant des gens de la trempe de Luo Changping : « Quantité de journalistes ne se considèrent plus comme des ouvriers de la propagande du Parti, ils se sont redéfinis comme des journalistes professionnels – mais c'est une conception fondamentalement erronée de leur rôle. » C'était en 2011, et l'on a rapidement vu surgir sur Internet des commentaires moqueurs comme celui-ci : « Quantité de gens ne se considèrent plus comme des esclaves, ils se sont redéfinis comme des êtres humains – mais c'est une conception fondamentalement erronée de leur rôle. » C'était l'époque où Internet n'était pas encore complètement « harmonisé ».

En Chine comme partout dans le monde, les médias traditionnels ont aussi perdu depuis longtemps leur position centrale dans le flux de l'information. Pour pouvoir toucher la jeunesse, le Parti utilise tous les

canaux sur lesquels il peut mettre la main. Cela fonctionne tantôt bien, tantôt mal : beaucoup de clips vidéo sont toutefois désormais d'une qualité étonnante, notamment parce que le Parti s'attache de plus en plus souvent les services des sociétés professionnelles de relations publiques. Pendant un certain temps, c'est un personnage de synthèse qui a remporté un grand succès, notamment auprès des adolescentes : Luo Tianyi, une chanteuse virtuelle qu'on projetait sur scène en hologramme et dont les concerts remplissaient des stades entiers. Sur les réseaux sociaux, Luo réunissait des millions de fans. La Ligue de la jeunesse communiste a donc recruté comme « ambassadrice auprès de la jeunesse » cette star virtuelle – qui avait d'ailleurs été programmée par une firme japonaise. Par le biais de « valeurs positives » intégrées aux textes des chansons de Luo, la Ligue de la jeunesse se mit ensuite à « inoculer la pensée correcte à la jeunesse », comme l'annonçait fièrement la presse du Parti.

Luo a encore aujourd'hui des fans en chair et en os ; les tentatives menées par la propagande pour récupérer d'autres fractions de la culture de la jeunesse sont en revanche assez pitoyables. Les autorités de la censure radiophonique d'État considèrent avec méfiance le milieu du hip-hop, qui connaît une certaine popularité en Chine, elles le trouvent surtout « indécent, vulgaire et obscène ». Les artistes et leurs textes (*Sexe ! Drogue ! Justice !*) ont souvent des « tares morales » et « s'opposent aux valeurs centrales du Parti », lit-on dans l'un de ses décrets de censure⁴. Le Parti s'est donc tout simplement mis à rapper lui-même. Il y a quelques années, déjà, il avait diffusé de gentils raps pour dessins animés qui portaient des titres comme *Regardons donc le groupe leader pour l'approfondissement de la réforme* (échantillon du texte : « Le groupe leader pour l'approfondissement de la réforme a maintenant deux ans / et a déjà beaucoup obtenu / Réforme ! Réforme ! Réforme ! Réforme ! »). Depuis, la phase suivante a été enclenchée – la presse du Parti l'appelle, avec cohérence, « l'harmonisation du hip-hop ». Ce sont désormais des rappeurs réels qui sont mis en ligne. Ce serait par exemple le groupe CD Rev (Chengdu Revolution), qui s'est attiré les faveurs du Parti en rappant des titres comme *La Chine, c'est comme ça* (« Le dragon rouge n'est pas

méchant / c'est un pays de paix ») et qui a aussi pu se produire devant les troupes stationnées en mer de Chine méridionale. Ou encore le rappeur Sun Baiyi. Sa chanson *Chine magnifique* commence ainsi : « Nous connaissons tous la vision d'origine et la mission du PC de Chine, il travaille inlassablement pour le bonheur du peuple et pour le redressement de la nation. » Politiquement correct, le groupe n'a toutefois pas fait un triomphe auprès de son groupe cible.

Le cinéma à la rescoussse

Réalisée avec beaucoup plus d'habileté, une vague de films d'action a pour fonction de porter à l'écran le nouveau rôle mondial de la Chine, ainsi que le nationalisme réanimé par le PCC et de le faire d'une manière certes spécifique au pays, mais en utilisant pour la première fois les moyens qui sont ceux de Hollywood. *Opération Mékong*, par exemple. Ou sa suite, *Opération mer Rouge*. On y voit des héros à l'allure martiale de toute évidence inspirés par Rambo, mais qui, au cours des scènes clés, se nouent le drapeau chinois au bras. Entre les combats, les explosions et les courses-poursuites dans des paysages exotiques, loin des frontières de la Chine, ils luttent contre le mal qui sévit dans le monde, surtout lorsqu'il s'en prend à des citoyens chinois. Ce sont des films dans l'air du temps : la Chine est une nation puissante, ses entreprises et ses soldats opèrent désormais dans le monde entier et des héros chinois contribuent à la victoire de la justice.

Wolf Warrior 2 a réussi en 2017, avec cette même recette, à devenir ce qui était à l'époque le film chinois ayant connu le plus grand succès de tous les temps, et a aidé le public chinois, pour reprendre les mots d'un observateur, à accéder à des « vagues d'orgasmes nationalistes⁵ ». Son héros, Leng Feng, n'est venu en Afrique que pour venger l'assassinat d'une femme aimée, mais il se voit bientôt contraint de sauver un groupe de compatriotes chinois d'une troupe meurtrière de mercenaires blancs. Ce film est un parfait exemple de la nouvelle relation entre commerce et propagande : il a été financé sur fonds

privés, mais vogue dans le sillage de la propagande du Parti et fait sa publicité avec ce slogan digne d'un service de communication : « Quiconque attaque la Chine trouvera la mort, si loin qu'il se trouve. »

Le film est sorti en salles quelques semaines seulement après que l'Armée populaire de libération chinoise eut inauguré sa première base outre-mer à Djibouti et quelques jours seulement après le quatre-vingt-dixième anniversaire de l'armée. Un chercheur pékinois en sciences de la culture a écrit qu'il était « une métaphore de l'ère de l'ascension de la Chine », une « manifestation collective du rêve chinois ». « Peut-être les Chinois ont-ils trop longtemps enterré leur patriotisme, disait le réalisateur et premier rôle du film, Wu Jing. La passion s'est desséchée comme du bois – et mon film est l'étincelle qui la rallume. » La dernière scène montre la photo d'un passeport chinois sur lequel on projette ces mots : « Citoyens de la République populaire de Chine ! Si vous vous trouvez en danger à l'étranger, ne vous laissez pas abattre ! Vous êtes soutenu par une patrie forte. »

Au premier trimestre 2018, la Chine a pour la première fois dépassé les États-Unis par le nombre d'entrées dans les cinémas. Dans le même temps, des films tournés à grands frais en Chine viennent de plus en plus souvent disputer leur rang aux blockbusters hollywoodiens. « Il y a encore dix ans, les films de Hollywood et la morale qu'ils véhiculaient inspiraient beaucoup de Chinois, car nous n'avions sans doute pas encore à l'époque de palette totalement formulée de valeurs nationales et culturelles, écrit le portail Sixth Tone, à Shanghai, en commentant cette tendance. Mais à présent, ils nous lassent⁶. » L'*American dream*, poursuit le portail, n'est plus désormais qu'un cliché, l'individualisme et le libéralisme occidentaux ont « cessé de séduire un public chinois qui éprouve de plus en plus une forme très personnelle de fierté nationale. Les idéaux du rêve américain pâlissent face au rêve chinois qui apporte à beaucoup un confort et un statut de plus en plus élevés tout en prônant d'autres valeurs : l'effort collectif, le patriotisme et le sacrifice de soi au profit de la cause de la renaissance nationale ».

Le site anglophone que nous venons de citer, Sixth Tone, et sa publication sœur, créée en 2014, *The Paper*, sont eux-mêmes les produits d'une propagande professionnelle qui sait qu'elle doit trouver

d'urgence un nouvel emballage pour son message : ce sont des portails Web qui appartiennent au Parti, mais ils paraissent modernes et pimpants, ils testent parfois les frontières de la censure en publiant des articles originaux fondés sur de bonnes enquêtes et véhiculent ainsi bien plus habilement leur message – pour l'essentiel une approbation du régime –, que ne le font *Le Quotidien du peuple & Co.*

Les bêtes de somme de l'appareil de propagande ont deux missions prioritaires à remplir. Il s'agit d'une part de formuler un message du Parti pour le porter « dans les coeurs et dans les cerveaux de la population ». De la propagande classique, donc. L'autre mission, c'est la censure : contrôler le flux d'informations qui atteint les gens, puis endiguer et canaliser l'expression de leurs opinions. Dans ce domaine, le chinois emploie encore plus de métaphores hydrauliques que le français. « Il est plus dangereux de fermer les bouches des gens que d'arrêter un fleuve », dit un dicton bimillénaire.

Quand *The Paper* a interviewé le directeur de la revue du Comité central du Parti, *Qiushi*, celui-ci a comparé le contrôle de l'opinion publique à la mission du Grand Yu, cet empereur mythique des temps anciens qui, dans la légende chinoise, a vaincu le grand flot : le Grand Yu avait tiré les leçons des expériences catastrophiques faites par ses prédécesseurs, qui n'avaient rien trouvé de mieux à faire que de retenir l'eau, si bien que les digues n'avaient pas tardé à céder. « Mais le Grand Yu adopta alors une combinaison entre la canalisation et l'endiguement, il arrêta le flot à un endroit et le laissa s'écouler ailleurs. Cela lui valut la réussite. C'est encore plus le cas lorsqu'il s'agit de l'opinion publique⁷. » La parole libre est une force de la nature qui a besoin d'être jugulée avec intelligence.

Dans le vieux monde, la tâche était encore aisée. Puis est arrivé Internet, et d'un seul coup même de simples citoyens ont eu la possibilité de se faire entendre de milliers, de centaines de milliers, de millions de personnes.

LE RÉSEAU

Comment le Parti a appris à aimer Internet

« L'ancien et le nouveau s'allient pour nous enfermer. Quand cesserons-nous d'ajouter de nouvelles pierres à la muraille ? La Grande Muraille de Chine : un miracle et une malédiction ! »

Lu Xun, 1925

Donner du pouvoir à ceux qui n'en ont pas, c'est une promesse dont tous les nouveaux médias sont porteurs. Même Internet a d'abord été un rêve de ce genre. Mais des rêves comme celui-ci représentent toujours aussi une menace pour l'ordre établi. « La tentative menée par la Chine pour censurer le Net, se réjouissait autrefois l'ancien président des États-Unis Bill Clinton, a autant de chances de réussir que celle consistant à clouer un plum-pudding sur un mur. » C'était en 2000. Les Chinois ont écouté cette prophétie et ont aussitôt construit une nouvelle grande muraille sur Internet, à savoir le *Great Firewall*, ils ont planté quelques clous dans les fissures, et le pudding s'est retrouvé fort bien accroché.

Les prophètes de la liberté ne se laissent pas décourager. Eric Schmidt annonçait ainsi avec un optimisme sans réserve, en 2013, l'issue de la course entre le lièvre – la censure – et la tortue – les citoyens du Net : « Ils commencent par te bloquer, ensuite par

t'infiltre, et à la troisième étape c'est toi qui es gagnant. » Celui qui était à l'époque le patron de Google pronostiqua la défaite des surveillants d'Internet en l'espace d'une décennie. On peut aussi rappeler les propos que tint la même année Tim Berners-Lee, l'inventeur du World Wide Web : « Le Mur de Berlin s'est effondré. Le Great Firewall de Chine, je ne crois pas qu'il s'effondrera, je crois qu'il va se désagréger. » Morceau par morceau, une page Web après l'autre. « Un pays qui autorise l'accès complet au Web est tout simplement plus agile, dit-il. Économiquement aussi, le pays sera plus fort. »

Les optimistes du réseau ont pu un certain temps alimenter leur assurance avec des histoires sur l'insurrection *via* Twitter en Tunisie, sur la révolution *via* Facebook en Égypte, sur l'agitation *via* YouTube menée par les activistes de la place Maidan à Kiev. Et puis il y a eu Hong Kong, d'abord au cours de l'été 2014, puis de nouveau en 2019. Au cours de ces événements, le peuple, et en particulier la jeunesse, a occupé les rues de la ville et s'est organisé *via* Firechat, Telegram, et le forum LIHKG (le « Reddit de Hong Kong »). Ces étudiants et l'intelligence de leur organisation ont fait découvrir aux lecteurs des journaux européens un tout nouveau vocabulaire de la rébellion. Pour les médias, le combat pour la liberté et son soubassement technologique vont souvent de pair.

La seule chose étonnante, c'est que les maîtres de Pékin semblent ne pas redouter Internet. Plus de 830 millions de Chinois l'utilisent à l'heure actuelle, la plupart sur leur smartphone. Et le gouvernement met toute sa force dans le développement de son infrastructure : Internet est utile à l'économie et contribue à la puissance du pays. L'entreprise de vente par correspondance Alibaba, à Hangzhou, réalise depuis longtemps sur ses plates-formes plus de chiffre d'affaires et de bénéfices qu'Amazon et eBay réunis, et elle est active dans plus de 200 pays ; en novembre 2017, le géant de l'Internet Tencent a ravi à Facebook la première place des entreprises de médias sociaux les plus cotées au monde. Les deux groupes s'inscrivent aujourd'hui dans la liste des dix plus grosses cotations mondiales. Le chef du Parti, Xi Jinping, célèbre son pays comme une « cyberpuissance » et s'exclame : « Laissez-nous monter dans le train express de l'Internet ! » L'agence de presse

Xinhua parle avec exaltation de la « force d'innovation » de la Chine, à laquelle on doit un « management de l'Internet unique en son genre » où commerce et contrôle s'unissent de la manière la plus féconde qui soit.

En décembre 2017, la conférence mondiale de l'Internet, que la Chine a inventée et qui se déroule depuis 2014 à Wuzhen, dans le Sud, a salué ses participants en des termes franchement euphoriques : « Jamais encore, dans l'histoire de l'humanité, il n'y a eu une telle puissance magique promettant des choses aussi merveilleuses. » Et le magicien d'entre tous les magiciens est le secrétaire général en personne. « La Chine a d'innombrables gourous de l'Internet, écrit Xinhua, mais aucun ne peut se mesurer au “sage de l'Internet” qu'est Xi Jinping¹. » Celui-ci ne se contente pas en effet de transformer son pays en une « superpuissance de l'Internet », il veille aussi et en même temps à ce que chacun puisse continuer à dormir tranquille. « Devons-nous simplement inviter des brigands dans notre maison ? Bien sûr que non ! Et que faisons-nous lorsque nous les trouvons devant notre porte sans que nous les ayons invités ? Nous élevons de hauts murs et nous installons de gros cadenas. C'est ce que nous faisons chez nous, et nous le faisons d'autant plus avec Internet. »

Il est clair que la Chine aime le Net. Et le Parti l'aime encore plus. Il y a peu de temps, beaucoup, y compris en Chine, défendaient l'optimisme des prophètes occidentaux de l'Internet. Liu Xiaobo, le défunt prix Nobel de la paix, a qualifié Internet de « don de Dieu pour une Chine démocratique », et l'artiste Ai Weiwei a prophétisé un coup de boutoir mortel pour la censure : « Les gens auront toujours le dernier mot – cela vaut même pour quelqu'un qui parle d'une voix faible et basse. Une si grande puissance s'effondrera à cause d'un chuchotement », écrivait-il dans un texte euphorique. Car, disait-il, « l'Internet est incontrôlable. Et s'il est incontrôlable, il gagnera sa liberté. C'est aussi simple que cela ».

Cela tombait bien qu'Ai Weiwei écrive ces mots en 2012, c'est-à-dire peu avant que le Parti montre à son peuple et au monde que tout était effectivement très simple – mais d'une simplicité absolument différente de ce que la plupart avaient imaginé. L'année 2013, au cours de

laquelle Xi Jinping prit les rênes du pouvoir, fut aussi de ce point de vue un changement d'époque. Ce fut l'année où il montra au monde entier comment on parvient à dompter le réseau.

Il est bien possible que les quatre années qui ont précédé 2013 restent dans le souvenir de la société chinoise comme celles où elle s'est justement considérée pour la première fois comme une société à part entière. Avec des citoyens qui, pour la première fois, se découvraient, entraient en contact, échangeaient publiquement sur les sujets déterminants. Des phénomènes inouïs dans un pays au sein duquel les cellules du Parti cherchaient jusqu'alors dans le plus petit village, dans la moindre entreprise, dans l'association la plus minuscule, sinon à interdire toute coexistence, du moins à les collectiviser et à les organiser. Un Parti qui, depuis le début, avait bâti artificiellement pour son propre compte quelque chose qu'il appelait tantôt « société », tantôt « peuple », une construction qui était assez bonne pour que l'on s'en serve comme armée auxiliaire contre les pays étrangers insolents, qui avaient par exemple « blessé les sentiments du peuple chinois ». Voilà que la société s'était réveillée en dehors du récit du Parti, un réseau spontané de citoyens pensants – car la libre parole était tombée dans les bras des citoyens. Grâce à l'Internet. Ou plus précisément : grâce aux réseaux sociaux, c'est-à-dire avant tout grâce à Weibo.

C'est le 14 août 2009 que Sina Weibo obtint son autorisation de fonctionner ; c'était le pendant chinois au Twitter américain, qui avait immédiatement été interdit par le Parti, en même temps que Facebook. Si ce n'est qu'au cours de ces quatre années, pour ce pays dans lequel tous les médias étaient traditionnellement entre les mains du Parti, Weibo était devenu infiniment plus important que ne pourra jamais l'être Twitter ailleurs. Il faudra marquer cette date d'une pierre blanche.

L'histoire du blogueur Murong Xuecun

On peut très bien raconter cette histoire en prenant l'exemple du « criminel par la parole » Murong Xuecun. Il s'agit de cet écrivain qui, dans le chapitre précédent, s'était fait expliquer par son camarade de lycée devenu fonctionnaire du Parti le message de ces affiches de propagande devenues omniprésentes du jour au lendemain (« Nous avons la capacité de recouvrir les murs avec ces trucs idiots. Tu peux le faire, toi ? »). Voici le fond du problème : quelques mois avant cet entretien, Murong Xuecun aurait encore pu répondre : « Et comment ! » Quelques mois plus tard, l'un de ses blogs sur Weibo était encore suivi par quatre millions de personnes. Avant que les brigades de nettoyage du réseau ne s'occupent de lui. Avant qu'il ne devienne le premier grand blogueur du pays qu'elles ont renvoyé dans l'obscurité et le silence. On peut imaginer les raisons pour lesquelles c'est à lui qu'ils s'en sont pris en premier. Murong Xuecun, né en 1974, est l'un des essayistes et critiques de la société les plus perspicaces, et en tout cas l'une des langues les mieux pendues du pays ; et s'il a pu le devenir, il le devait uniquement à Weibo : le type de l'intellectuel engagé qui lance des débats devant des millions de personnes, c'est Internet et les médias sociaux qui, seuls, l'ont offert au pays.

C'était déjà la seconde renaissance de Murong Xuecun sur Internet. La première avait eu lieu en 2002, alors que, cadre fraîchement émoulu d'une entreprise de cosmétiques, il s'ennuyait fermement à son bureau et surfait sur Internet, où il découvrit que d'autres personnes proposaient leurs propres textes sans être importunées par des lecteurs paranoïaques et des censeurs zélés. J'en suis aussi capable, se dit Murong Xuecun, qui s'appelait encore à l'époque Hao Qun, et je peux même le faire mieux ! Il se mit donc lui-même à écrire les expériences tragi-comiques de trois jeunes hommes qui se promènent dans la ville de Chengdu, sur la boisson, le jeu, la corruption, les escroqueries et la prostitution dans la Chine moderne. Il mit ses chapitres en ligne les uns après les autres. À la fin, il comptait cinq millions de lecteurs. Il obtint un contrat d'édition, remporta son premier prix littéraire et fut élu « personnalité de l'année » par le magazine de luxe *Nouvelle Semaine*. Son roman *Oublier Chengdu* avait fait de cet homme alors âgé de vingt-huit ans une star littéraire². Mais c'est surtout Internet qui lui avait valu

sa célébrité ; elle était le fruit d'une évolution qui, à l'époque, renversa complètement le paysage littéraire chinois : toutes les nouvelles découvertes, toutes les tendances littéraires de la décennie provenaient du réseau, et l'on vit d'un seul coup des voix que l'on n'aurait pas pu entendre auparavant participer au débat.

Murong Xuecun a démissionné, puis a continué à écrire des romans furieux, comiques et sombres, sur les excès de la Chine nouvelle, sur la cupidité, le sexe et la violence. Et son succès ne s'est pas démenti. Mais la réalité de la Chine non virtuelle n'a pas tardé à le rattraper : cet Empire dans lequel les autocrates et bureaucrates d'autan avaient toujours la haute main. Même en Chine, les maisons d'édition classiques continuent de gagner de l'argent en allant pêcher leurs auteurs dans les filets du Net pour les remettre ensuite dans la ligne.

Sachant qu'ils ne franchiraient pas l'obstacle de la censure, Murong Xuecun interrompit alors ses projets de roman. Il connut son véritable triomphe après s'être infiltré pendant trois semaines dans un système d'escroquerie en boule de neige dans la province du Jiangxi et en avoir tiré un livre de reportage : *La Chine incurable*. Le livre, qui n'a paru qu'en chinois, lui a valu en 2010 une distinction prestigieuse, le « prix de littérature du peuple ». Mais les interventions de son éditeur avaient mis Murong Xuecun dans une telle colère qu'il prépara pour la remise du prix un règlement de comptes avec la censure chinoise. « J'avais ça coincé dans la gorge comme un os de poulet, il fallait que je le recrache », me dit-il. Dans la salle se trouvait, entre autres, le ministre de la Propagande. Peu avant qu'il monte sur scène, son éditeur supplia l'auteur de ne pas lire son discours. Quand il fut sur le podium pour recevoir son prix, l'une des personnes présentes lui barra l'accès au pupitre. « J'ai vraiment trouvé ça grotesque. Je suis un caractère conciliant, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais je ne fais de courbettes à personne. » Le lauréat se tourna alors vers le public et se passa lentement deux doigts sur les lèvres comme s'il les fermait avec une fermeture à glissière. Ce geste le rendit encore plus célèbre.

Par la suite, il publia sur Internet l'intégralité de son allocution. « Je ne veux pas me donner le titre d'écrivain, y lit-on. Je suis seulement un criminel par la parole. » Au bout du compte, dit-il, la seule vérité

existante, en Chine, est que « nous n'avons pas le droit de dire la vérité ». Murong Xuecun parle de la honte de l'autocensure. « Pourquoi la Chine ne produit-elle pas de grands écrivains ? » Parce que tous, lui compris, sont à ses yeux des « eunuques », qui se sont eux-mêmes castrés dans un élan d'obéissance préventive, « avant même que le chirurgien n'ait pu lever son scalpel ».

La troisième vie de Murong Xuecun, celle d'essayiste politique, d'intellectuel public, a commencé à ce moment-là. « Ça n'a pas été une décision facile, dit-il. Dans cet État, c'est risqué. » Surtout quand on va jusqu'au bout de sa pensée, comme l'a fait depuis le début Murong Xuecun, c'est-à-dire quand on ne pratique pas comme tous les autres l'art de tourner autour du pot. Comme d'autres esprits critiques, il ouvrit un, deux, trois, quatre comptes chez Weibo : lorsque l'un d'eux était bloqué, il basculait sur l'autre. Il est devenu un acteur de cette « révolution Weibo » qui venait juste de voir le jour. Il écrivait sur le pouvoir illimité, « un monstre qui se promène en liberté ». Sur la corruption : « Dans ce pays, elle est la norme, la loi non écrite. Il n'est pas nécessaire que tu te compromettes, c'est elle qui te compromet. Elle te suit partout. Personne ne garde les mains propres. » Sur le système : « Depuis six décennies, les Chinois vivent dans un système qui les abêtit et leur inocule la haine mutuelle. Dans ce système, chacun est un criminel, personne n'a donc à avoir de remords. »

Il s'est passé des choses étonnantes au cours de ces années. Isoler ses sujets est l'une des plus anciennes techniques de pouvoir dans les systèmes autoritaires. Pour Aristote, le devoir du tyran est d'empêcher la fraternisation. Celui-ci, argumentait-il dans sa *Politique*, doit « tout étouffer avant que deux choses puissent apparaître : la conscience de soi et la confiance ». Les citoyens doivent rester des inconnus les uns pour les autres, « car s'ils font connaissance, ils acquièrent de la confiance les uns envers les autres ». En Chine, cet isolement se brisa d'un seul coup. L'Internet classique n'était jamais parvenu à le faire, le Parti l'avait toujours bien tenu en main, une armée de censeurs y veillait. Les autorités pourvurent de milliers de censeurs le quartier général de Weibo et les autres nouvelles entreprises de réseaux sociaux – toutes issues non pas du vieil appareil de la propagande, mais de

l'économie privée. Ce que le Parti ne comprit pas, c'est la nouveauté fondamentale des réseaux sociaux. Cela faisait longtemps que les gens ne s'installaient plus devant leur ordinateur de bureau : en Chine, pays follement amoureux des gadgets, chacun s'était procuré un smartphone qui lui permettait d'aller sur le réseau. Une information, une photo prise avec le portable pouvaient désormais être en l'espace de quelques secondes diffusées à des millions d'exemplaires. Dès lors, les censeurs étaient toujours en retard. Weibo est ainsi devenu, au cours de ces quatre années, le royaume d'une liberté sans précédent, surtout pour la jeune génération urbaine de la Chine.

Officiellement, Weibo comptait à l'époque 350 millions d'utilisateurs, dont environ 50 millions avaient une activité quotidienne. Scandales alimentaires, pollution atmosphérique, violences policières, les Chinois eurent soudain connaissance d'informations qui leur avaient été inaccessibles jusqu'alors. Des usagers forcèrent la ville de Pékin à publier les taux de pollution de l'air. Ils échangeaient des plaisanteries, des dessins animés Hello Kitty et des théories du complot, comme partout dans le monde, mais ils débattaient aussi de la Constitution, des tirades des anciens et nouveaux maoïstes nostalgiques et des essais des blogueurs stars libéraux, comme Murong Xuecun ou Han Han (qui, au sommet de sa gloire, était suivi par 50 millions d'internautes et utilisait toujours des formulations prudentes).

Weibo

« Avec Weibo, les gens ont commencé à réfléchir, dit Murong Xuecun. Il y a eu un éveil individuel, d'ordre politique, esthétique et culturel. » Une fois qu'on a pu parler et penser librement, explique l'auteur, on n'a pas tardé à déterrer le bon sens, ce trésor enseveli sous les déchets intellectuels et verbaux du Parti. « Comme tous les systèmes autoritaires, celui-ci se nourrit du fait que des créatures solitaires font face à une organisation toute-puissante devant laquelle elles capitulent.

Depuis Weibo, cela ne fonctionne plus. Les gens se mettent en réseau. » Et ce fut du jour au lendemain un autre pays. Pour la première fois depuis la fondation de la République populaire, en 1949, on disposait d'un espace public qui appartenait aux citoyens et dans lequel on parlait leur langue. Une société civile y était en germe.

C'eût été à soi seul suffisant pour inquiéter le Parti. Mais le défi était encore bien plus direct : l'un des phénomènes les plus spectaculaires du nouveau réseau était les « moteurs de recherche à chair humaine » (*renrou sousuo*). Les utilisateurs s'y mettaient à plusieurs centaines, voire à plusieurs milliers, pour collecter en essaim des informations et des données concernant certaines personnes et leurs crimes supposés. Ce n'était pas toujours une bénédiction, cela dégénéra aussi régulièrement en chasse aux sorcières contre des innocents ou des campagnes anonymes contre des « traîtres à la patrie » et autres personnes « idéologiquement indésirables ». Mais en 2012, sous les applaudissements de tout le pays, l'essaim a surtout traqué fonctionnaires et cadres corrompus du Parti. Le cas le plus connu a été celui de Yang Dacai, cinquante-six ans, un fonctionnaire de la province du Shaanxi dont circulaient sur Internet des photos qui ressemblaient, à première vue, à des produits standards de la propagande : un cadre du Parti bien nourri et au service du peuple pose pour le photographe sur des chantiers et dans des salles de conférences. Sur cinq photos différentes, des usagers attentifs avaient toutefois remarqué un détail intéressant : les montres de M. Yang provenaient des ateliers de production les plus raffinés de la Suisse. Les internautes identifièrent une Rado, une Rolex, deux Omega et une Vacheron Constantin – valeur totale : l'équivalent de 100 000 dollars. Largement au-dessus de ce qu'un fonctionnaire de province peut s'offrir avec ses émoluments réguliers. Yang devint désormais le « tonton aux montres », et le Parti fut confronté à un nouveau scandale qui renforça au sein du peuple l'impression d'un PCC rongé par une corruption désormais légendaire.

Mais il y avait beaucoup plus important : les citoyens avaient découvert leur puissance. Cela inquiéta le Parti. Tous les prophètes qui rêvaient de voir le peuple prendre le pouvoir, la liberté progresser et les

nouveaux médias subvertir le régime autoritaire allaient-ils voir leurs prédictions confirmées ?

Le nouvel homme fort, Xi Jinping, répondit à cette question à partir de la fin 2012. Et cela se fit à une vitesse stupéfiante. Les journaux du Parti identifièrent Internet comme un « champ de bataille idéologique » où se déchaînaient « les forces hostiles de l'Occident » : « Celui qui l'emportera sur le terrain d'Internet gagnera la guerre », écrivit le journal du PC à Shanghai, *Libération*. En août 2013, Xi Jinping donna l'ordre de « reprendre le commandement sur Internet ». Et dès le mois de novembre, un vice-ministre de la Propagande annonça la bonne exécution : « Notre Internet est redevenu propre. » Le cauchemar était terminé. Blitzkrieg. Et les observateurs postés à la lisière du champ de bataille se frottèrent les yeux : c'était aussi simple que ça ?

C'était aussi simple que ça. Le Parti avait ressorti les vieilles armes : intimidation, censure, propagande. Repeintes de peu et habilement adaptées à l'époque. On commença par l'intimidation : le Parti supprima d'abord les comptes de blogueurs désagréables – Murong Xuecun fut le premier. Quand on lui coupa les siens, ce qui revenait à effacer quatre millions de lecteurs d'une pression sur un bouton, ce fut, écrit-il, « comme si [on le] renvoyait à l'isolement ». La diffusion de la peur est la compétence centrale de l'autocrate. L'héroïsme face à une machinerie capable de broyer l'individu d'une pichenette – et sa famille avec lui ! – ne sera jamais réservé qu'à un petit nombre. La reconquête de l'Internet au cours de l'été 2013, sa récupération au profit du régime, fut un parfait exemple de l'efficacité du système une fois qu'il a identifié l'ennemi. L'appareil fonctionnait aussi en terre inconnue.

Le compte de Murong Xuecun a été supprimé en mai 2013. La campagne proprement dite a commencé le 10 août. Ce jour-là, les leaders d'opinion les plus renommés du réseau, ceux qu'on appelait les « Big V » (V désigne les *verified account*, les « comptes certifiés ») furent invités à une conférence dans un hôtel de Pékin. Beaucoup des Big V étaient des chefs d'entreprise de premier plan, d'autres des stars du cinéma ou des chanteurs ; la plupart s'étaient fait un nom en tant que voix libérales. Leur hôte était le directeur d'une nouvelle organisation qui se trouvait alors en phase de fondation, la Cyberspace

Administration of China (CAC). On rappela aux blogueurs de premier plan leur « responsabilité sociale » et le fait que chacun avait le devoir de défendre les « intérêts de l’État » et les « valeurs socialistes centrales ». La rencontre se déroula dans une atmosphère plus ou moins cordiale, le premier coup douloureux ne tomba que deux semaines plus tard, le 23 août.

Ce jour-là, les Chinois apprirent l’arrestation de l’un des Big V, l’investisseur en capital-risque Charles Xue. Xue comptait 12 millions d’abonnés sur Weibo, il y avait entre autres réclamé au gouvernement plus d’engagement en faveur de la purification de l’air, de la bonne santé alimentaire et de la lutte contre les enlèvements d’enfants. Les téléspectateurs virent alors en direct la police prendre son domicile d’assaut en pleine nuit, à grand renfort de gyrophares bleus et de hurlements, puis l’emmener en même temps que quelques femmes. Les médias d’État l’accusèrent d’« incitation à la prostitution » et de « proxénétisme », n’oubliant pas de mentionner dans le même souffle que Charles Xue était sur Weibo un « propagateur de rumeurs » et un « fauteur de troubles » notoire sur Internet. Puis Xue disparut et ne réémergea qu’un peu plus tard à la télévision d’État, derrière les barreaux d’une prison.

Ce fut l’une de ces premières « interviews » de pécheurs repentants diffusées par CCTV ; depuis, elles ont fait école. En larmes, Xue reconnut à quel point lui-même et d’autres blogueurs avaient agi de manière « irresponsable » en donnant librement leur avis sur Weibo sans instructions du Parti, et combien celui-ci avait raison de mettre à présent un terme à leur activité irresponsable.

Le troisième coup fut porté par la Cour suprême. En septembre 2013, elle promulgua de nouvelles règles : quiconque diffusait une « rumeur » transmise plus de 500 fois, ou sur laquelle on avait cliqué plus de 5 000 fois, provoquant de ce fait une « perturbation de l’ordre social », risquait désormais jusqu’à trois ans de prison.

Partagé 500 fois ? Lu 5 000 fois ? Et ensuite, en prison ? On peut imaginer quel frisson parcourut à la lecture de ces règles tous les blogueurs stars, avec leurs deux, cinq ou dix millions d’abonnés. Ils se turent. Tous. Depuis, Weibo est mort en tant que média jouant un rôle

politique. Là où se déchaînait un peu plus tôt un débat parfois sauvage, souvent polémique, intelligent dans le meilleur des cas, mais de toute façon vivant, règne aujourd’hui un calme sépulcral. Bien sûr, Weibo existe encore. Du point de vue commercial, il a plus de succès que jamais. Avec de la vente et du divertissement, des paillettes et du glamour, des talk-shows de personnalités et de la propagande, entrelardés par les posts de différents organes du PCC et des petites mains secrètement appointées par le Parti, auxquels on donne aussi le nom de troupe des « cinquante cents » (*wu mao*) parce qu’ils percevraient un demi-yuan par commentaire publié en ligne.

Peu après la prestation télévisée involontaire de Charles Xue, je suis allé à Pékin rendre visite à Huang Chuxin, l’un des auteurs d’un *Livre blanc sur le développement des nouveaux médias* que venait de présenter l’Académie chinoise des sciences sociales (ACSS). Huang travaillait comme chercheur pour l’ACSS, mais aussi comme conseiller en médias sociaux pour différents organes gouvernementaux. La semaine où je l’ai rencontré, il s’était déjà rendu à Hunan, à Shandong et en Mongolie-Intérieure afin d’y former les fonctionnaires gouvernementaux locaux à l’utilisation de Weibo et autres. Huang parlait en termes euphoriques des capacités du nouveau média : « Les possibilités qu’il offre au gouvernement sont gigantesques, dit-il, en tout cas plus grandes que les dangers qu’elles font courir. » Le gouvernement central, m’a expliqué Huang, a enfin compris que les médias sociaux, si on les régulait de manière intelligente, offraient de nouveaux canaux permettant de sonder l’état d’esprit de la population. Dans le même temps, le Parti encouragea fonctionnaires et autorités à ouvrir eux-mêmes et en grand nombre des comptes sur Weibo. « Vous devez échanger avec le peuple. Cela rendra la politique plus transparente et l’appareil gouvernemental plus efficace. » Bien entendu, les fonctionnaires durent alors apprendre à réagir vite et à utiliser un langage vivant. « *Le Quotidien du peuple* s’en sort déjà très bien », estimait Huang. Mais selon lui les fonctionnaires locaux en étaient au même point : « Ils ont peur de Weibo. » Le sujet numéro un de ses cours est toujours le même : le management de crise. « Comment pouvons-nous contrôler une crise de l’opinion publique ? » C’est-à-dire une critique venue du peuple.

Hong Kong : le premier test

Le premier test de résistance aux réseaux du plus grand appareil de censure et de propagande au monde a eu lieu quelques mois seulement après la reconquête du « commandement sur Internet » : au cours de l'été 2014, des protestations de citoyens paralysèrent la ville de Hong Kong. L'ancienne colonie britannique qu'était Hong Kong était revenue à la Chine en 1997 ; Pékin avait alors accordé à la ville, dans la Basic Law, la loi fondamentale, cinquante ans d'autonomie supplémentaire et le maintien de ses libertés. Comme les manifestants ouvraient des parapluies pour se protéger des gaz lacrymogènes lancés par la police, on ne tarda pas à intituler le mouvement « la révolution des parapluies ». Les citoyens de Hong Kong protestaient contre l'ingérence croissante de Pékin et l'érosion rampante des libertés démocratiques dans leur ville, ils exigeaient également l'élection directe de leur chef de gouvernement, elle aussi promise dans la Basic Law. Et que fit l'appareil ? Loin de faire un pas vers les manifestants, il se mit sur la défensive, et efficacement.

Dès le début des protestations, les censeurs bloquèrent le portail de photos et de vidéos Instagram. Les utilisateurs hongkongais de cette messagerie populaire remarquèrent bientôt qu'ils pouvaient certes envoyer leurs messages, mais que ceux-ci n'arrivaient jamais chez leurs destinataires en Chine. L'organisation hongkongaise contre la censure, Weiboscope, fit savoir que le lendemain de l'attaque aux gaz lacrymogènes, la police avait effacé et bloqué un nombre record d'informations sur Weibo, plus que n'importe quel autre jour cette année-là. Le blocage des informations fut effectif dès le premier jour. Aucun Chinois, ou presque, n'apprit ce qui se passait réellement à Hong Kong, ni en 2014, quand les Hongkongais descendaient encore pleins d'espoir dans la rue, ni en 2019, alors que l'espoir était déjà mort et que c'est surtout le désespoir qui les animait.

Bao Pu est éditeur à Hong Kong, mais ce fils d'un haut fonctionnaire du Parti a grandi au cœur du pouvoir, à Pékin. Il connaît le PCC, il connaît les nouvelles technologies. C'est précisément ce qui justifie son pessimisme. « La technologie, dit Bao Pu, profite toujours au camp qui

détient les meilleures ressources. Internet sert donc plus au PCC qu'à ses adversaires. » Aujourd'hui, la toute-puissante Stasi, explique-t-il, n'aurait qu'à lire Weibo et WeChat, « elle saurait quelles sont les prochaines personnes à arrêter ».

Suite à la censure sur Weibo, WeChat, plus jeune, a rapidement rattrapé la popularité de l'ancien service. Mais WeChat est fondamentalement différent. Weibo était un mégaphone permettant de toucher des milliers, des centaines de milliers, des millions de personnes. Sur WeChat, les gens se rassemblent en petits cercles d'amis. Le maximum autorisé est de 500 personnes par groupe. On reste entre soi. Le passage de Weibo à WeChat est donc aussi un repli dans l'univers semi-privé. Sur WeChat, la censure se montre plus tolérante, mais le sentiment de sécurité relative qu'y éprouvent beaucoup d'utilisateurs est trompeur : les Pékinois qui ont été arrêtés dans le quartier d'artistes de Songzhuang parce qu'ils voulaient participer à une lecture poétique en soutien aux manifestants de Hong Kong s'étaient donné rendez-vous sur cette messagerie. La sécurité d'État lit les messages en même temps qu'eux.

Les protestations de Hong Kong ont aussi été un parfait exemple de ce nouveau management de l'Internet : le Parti ne se contente pas de bloquer les informations, il leur oppose immédiatement ses propres récits. La propagande est devenue plus raffinée. Bien sûr, on retrouve aujourd'hui comme hier des agitateurs déchaînés pour écrire par exemple dans la presse d'État que les manifestants laissent dans leur sillage « une puanteur qui durera dix mille ans ». Mais il y a beaucoup plus efficace : les infographies de professionnels qui produisent l'effet d'un travail de relations publiques malveillantes, les blogs anonymes qui se présentent comme des contributions du peuple inquiet au débat, et qui expliquent à leurs compatriotes la situation en ces termes : Hong Kong sombre dans le chaos ; les manifestants veulent la détacher de la Chine ; ce sont des enfants gâtés qui ne se préoccupent que de leurs avantages économiques ; derrière eux se trouvent de sombres puissances étrangères, les « mains noires » qui ne veulent pas que la Chine devienne forte.

Détournement de concepts

La propagande chinoise a aussi montré de manière exemplaire, à cette occasion, comment elle récupère pour son propre compte les concepts de l'Occident. *Le Quotidien du peuple* a par exemple bel et bien écrit en 2014 que le problème des manifestants à Hong Kong était leur attitude « antidémocratique », que cette « hostilité à la démocratie » leur avait été inculquée par le règne colonial des Britanniques, que c'était désormais une urgente nécessité que de rétablir « l'État de droit » dans la ville, c'est-à-dire de tordre le cou aux manifestations. Dans le même temps, on bloquait sur le réseau tous les termes qu'utilisaient les adversaires : on ne pouvait par exemple plus parler de « parapluies » sur Weibo. C'est vrai, les usagers étaient créatifs et prenaient un malin plaisir à utiliser les caractères signifiant « Perle de l'Orient » quand le nom « Hong Kong » était bloqué – mais Pékin pouvait bien fermer les yeux sur ce genre de petits triomphes : on avait ravi aux manifestants et à leurs sympathisants la langue centrale de leur discours et donc toute perspective de voir leur action produire un effet réel. Le mot, le fusil et le crayon s'associent sur les réseaux pour fournir au Parti une arme invincible.

Le coup de maître a été de voler à l'adversaire ses concepts centraux et de les remplir d'un contenu opposé. L'étonnant, au bout du compte, n'était pas la mise en scène de la propagande : ce qui était ahurissant, c'était de voir à quel point le peuple jouait le jeu. L'armée des « trolls à cinquante cents » n'était pas la seule à présenter les Hongkongais comme des canailles ingrates et sans patrie. On entendait aussi l'écho de la propagande dans les conversations qui se nouaient quotidiennement dans les rues de Pékin ou avec des relations. « Presque aucun de mes amis ne sait ce qui s'est réellement passé à Hong Kong, dit Murong Xuecun, que j'avais retrouvé par hasard en marge de ces manifestations. Et parmi ceux qui savent, 70 % se plaignent des Hongkongais. Ils sont incapables de se figurer que quelqu'un puisse encore aujourd'hui se battre pour ses idéaux. Parce que, en Chine proprement dite, tout idéalisme, tous les principes, toute la morale ont été éliminés. Parce que chacun, ici, œuvre pour ses

propres intérêts et son propre profit, il prête systématiquement à tous les autres les motivations les plus viles. » Il y a une expression pour cela en Chine : « Regarder les gens avec des yeux de cochon. »

Un gigantesque appareil de censure

En 2017, par exemple, les censeurs ont fermé 128 000 sites au motif qu'ils contenaient « des informations pornographiques et vulgaires » et qu'ils exerçaient « une influence négative sur l'opinion publique au sein du réseau ». Chaque fois – par exemple en août 2017, deux mois avant le dernier congrès du PCC –, l'appareil de sécurité pratique la « déconnexion minute » : les administrateurs des plates-formes Internet doivent prouver, au cours d'un exercice de plusieurs heures, qu'ils sont en mesure de paralyser en quelques instants une liste de sites Web déterminés. Pendant les troubles de 2009, des techniciens ont totalement coupé du Net de grandes parties de la province ouïgoure du Xinjiang. Depuis que les ingénieurs chinois du réseau se sont mis, en 2003, sur ordre du Parti, à construire un « Bouclier d'or », c'est-à-dire un « Internet avec des particularités chinoises », ils ont accompli un travail considérable. La Chine a construit un réseau avec du hardware et du software chinois, totalement indépendant du reste du monde. Le réseau chinois est déjà plus un Intranet qu'un Internet. Si les censeurs chinois coupaien du jour au lendemain la totalité des liaisons avec le monde extérieur, la plupart des Chinois ne le remarqueraient même pas. La normalité, c'est l'envoi quotidien de règles de langage et l'actualisation des listes, par exemple celles des mots interdits sur Weibo.

Début 2018, lorsque a été connue la modification constitutionnelle qui permettra à l'avenir à Xi Jinping d'être président à vie, la liste était particulièrement longue. Étaient ainsi bloqués sur ce réseau des termes aussi courants que « accession au trône », « mon empereur », « louez l'empereur », mais aussi « ferme des animaux » (le titre de la parabole de George Orwell sur les dictateurs) ou, en mot comme en image,

Winnie l'ourson, le personnage d'ours dodu du dessin animé Disney, qui était devenu sur Internet un double du chef du Parti et de l'État. Même l'entrée du nom « Xi Jinping » fut pendant un certain temps interdite ; mais que la Chine soit un pays où il arrive qu'on bloque même les noms de ses dirigeants n'a plus rien d'une nouveauté pour les utilisateurs de Weibo. Ce qui était remarquable, cette fois-ci, c'était le blocage des trois caractères *bu tongyi*. Cela signifie « pas d'accord ». Quiconque tentait d'entrer ces mots sur le réseau recevait un message d'erreur l'informant avec regret que ces mots violaient « les lois et les règles ».

Beaucoup considérèrent le changement de Constitution comme un moment historique, une rupture avec l'héritage de Deng Xiaoping, sous lequel on avait introduit la limitation des mandats dans le temps en réaction au pouvoir violent de Mao Zedong. Le plan de Xi Jinping choqua beaucoup d'intellectuels et de membres de la classe moyenne urbaine. Lors de la session du Congrès national du peuple, qui vota l'article modifié en mars 2018 à l'unanimité moins deux voix contre et seulement trois abstentions, la modification constitutionnelle devint par conséquent le sujet numéro un aux yeux de nombreux citoyens dans le pays et pour les médias étrangers. Et sur les réseaux sociaux chinois, après le nettoyage ? Le jour du vote, la nouvelle n'apparaissait même pas sur la liste des sujets les plus lus et les plus discutés. Au cours des heures qui suivirent la décision, le Top 10 de Weibo affichait au contraire l'article « Quand ta copine est mégariche ». Également tout en haut de la liste, le débat « Peut-on manger des nouilles précuites dans les trains à grande vitesse ? ».

Une connaissance berlinoise a évoqué sur Facebook l'un de ses amis, journaliste pékinois, tellement frustré par cette censure en ligne automatisée que toute la nuit, dans ses rêves, il tentait désespérément de remplacer dans un article chaque mot susceptible de poser problème, afin que son papier puisse franchir le cap de la censure. « Comme un chat qui court après un poisson dans son sommeil, bien qu'il soit allongé sur le dos et qu'il dorme », écrivait cette connaissance, qui avait elle-même, jadis, été journaliste à Pékin : « Beaucoup de traumas, chaque jour. »

Le jeu de l'Internet et de la censure

L'Internet a transformé la nature de la censure. Après son triomphe, l'appareil a dû s'occuper non seulement des médias traditionnels du Parti, mais aussi des start-up et des géants de l'Internet, qui étaient presque tous aux mains de l'économie privée. N'importe quel entrepreneur, en Chine, sait qu'il est tributaire de la grâce du Parti, tout le monde jure évidemment au PCC et à son chef fidélité et obéissance, et les opérateurs du Net embauchent des milliers de censeurs. Et pourtant, leur modèle économique était inédit dans le contexte chinois : la rude concurrence avec d'innombrables rivaux, la volonté inconditionnelle de faire du profit, une commercialisation souvent sans frein et le rythme à couper le souffle de l'innovation permanente qui caractérise les affaires mondiales sur Internet. Il arrive régulièrement que des propos indésirables passent à travers les mailles du filet, les censeurs n'arrivent parfois pas à suivre et doivent en permanence affiner leurs interventions.

Deux « chatbots » nommés BabyQ et Xiaobing ont alors fait le bonheur des internautes. Les chatbots sont des systèmes avec lesquels on peut entrer en dialogue en entrant du texte écrit ou parlé, et qui communiquent ensuite avec vous de manière entièrement automatisée. Ces créations de la recherche en intelligence artificielle devaient répondre aux questions des utilisateurs sur la plate-forme dite « QQ » du groupe Tencent. On vit rapidement circuler des captures d'écran où BabyQ avait répondu par un simple « Non » à la question de savoir s'il aimait le PCC. Au slogan « Vive le Parti communiste ! », le bot répondait par une tirade injurieuse sur le système « corrompu et incapable ». Interrogé sur le « rêve chinois », le premier robot répondait qu'il préférerait émigrer aux États-Unis tandis que le second jugeait que « le rêve chinois est un rêve éveillé et un cauchemar ».

Tencent a fait, à cause du caractère incontrôlable des systèmes autoapprenants, des expériences analogues à celles de Microsoft, aux États-Unis, avec son chabot Twitter « Tay », qui avait rapidement dérapé en tenant des propos racistes et sexistes. Dans le même temps, cela donne une petite idée du fait que le vrai « *mainstream* » en Chine

est en réalité totalement différent de celui que le Parti propage avec une telle insistance. Les bots subversifs ont certes été débranchés en un clin d'œil, mais les algorithmes autoapprenants avaient forcément dû puiser quelque part leurs ressentiments à l'égard du Parti.

La Chine a une quantité d'autorités de censure qui s'occupent d'offrir au pays « un réseau civilisé » et de faire « des positions du Parti les voix les plus fortes sur Internet ». En premier lieu, l'administration du cyberspace déjà évoquée plus haut, la CAC, qui, selon *Le Quotidien du peuple*, a entrepris de « synchroniser l'écologie de l'opinion sur Internet avec les données du Parti et de la nation ». L'année qui a suivi sa fondation, la CAC s'est offert un hymne pour la fête du printemps 2015. Une vidéo a circulé sur le Net, où l'on voit un chœur de collaborateurs de la CAC en habits de fête célébrer solennellement la censure du réseau : « Avec dévouement, nous veillons jour après jour sur ce lieu / Une puissance de l'Internet : là où est le réseau est le rêve glorieux. » Après que le glorieux réseau eut accueilli cette chanson avec les moqueries qui s'imposaient, les censeurs censurèrent aussitôt leur hymne à la censure : le clip fut effacé.

Embauches massives

Les ciseaux du pouvoir ont aussi fini par frapper les grands groupes auxquels on ne cesse de reprocher de diffuser des contenus « vulgaires » et « nocifs » ainsi que des « rumeurs ». Les plus grands canaux de médias sociaux chinois, Weibo, WeChat et Baidu, ont tous déjà été mis à plusieurs reprises sous surveillance pour une brève période. Les appels lancés à ces entreprises pour qu'elles « se purgent et se corrigent immédiatement » entraînent régulièrement des gestes de soumission et de nouvelles professions de foi dans les « valeurs socialistes centrales ». Sina Weibo, Baidu et Tencent ont surenchéri dans l'embauche de nouveaux censeurs. Tencent a trouvé pour sa troupe le nom chaleureux de « Patrouille Pingouin » (le pingouin est la mascotte de la firme) et a engagé à cette fin non seulement des

rédacteurs formés, mais aussi des usagers ordinaires d'Internet, que l'on récompense pour leur chasse aux contenus indésirables en leur offrant des bons d'achat et des gadgets. Les nouveaux censeurs sont tellement demandés que les appels à candidatures de l'entreprise sont publics depuis longtemps.

Avec 120 millions d'utilisateurs actifs quotidiens, Toutiao est probablement l'application d'information qui connaît le plus grand succès au monde. *Le Quotidien du peuple* a lancé en 2017 une vive attaque contre cette application, à laquelle il reprochait de diffuser des « contenus non civilisés » et des « informations sensationnalistes ». Cette application souffrait, selon le journal, d'une « maladie incurable », et le responsable en était l'algorithme qui le faisait fonctionner³. Après ces critiques, Toutiao a renforcé son équipe, ajoutant 2 000 vérificateurs de messages à une équipe qui en comptait déjà 4 000. L'appel à candidatures exigeait que les postulants soient dotés d'une « sensibilité politique ». Ils devaient en outre être en mesure de scanner jusqu'à mille posts quotidiens pour y relever des contenus illégaux.

Quelques mois plus tard, l'entreprise annonça qu'elle développait encore son équipe de censeurs, pour atteindre, cette fois, les 10 000 personnes. Et après que Toutiao, début 2018, eut été critiqué à plusieurs reprises par les autorités de censure, la société ne se contenta pas de fermer les comptes de 1 100 blogueurs, elle remplaça aussi brièvement sur sa page d'accueil la rubrique « société » par la rubrique « ère nouvelle », dont les articles chantent surtout les conquêtes de la politique de Xi Jinping – et font donc exactement ce en quoi consiste la mission la plus insigne de la société dans cet État-Parti.

Mais tout cela ne suffisait pas encore. En avril 2018, la pression exercée sur l'entreprise – dont la valeur estimée était désormais de 20 milliards de dollars – atteignit un tel niveau que son fondateur et P-DG Zhang Yiming fit des excuses publiques, mélange inédit de soumission suffocante et de peur de disparaître, une bonne illustration de la crête sur laquelle marchent de nombreuses entreprises. « Depuis que j'ai reçu, hier, le message des autorités de surveillance, je suis rempli de remords et de sentiment de culpabilité, et je n'ai pu trouver le

sommeil », écrit Zhang en introduction de sa lettre⁴. Il reconnaît que l'évolution rapide de son entreprise n'a été possible que grâce à « l'ère grandiose » ouverte par le chef du Parti, Xi Jinping. « Je remercie cette ère. » Et il avoue ses péchés : « Je réfléchis intensément aux motifs profonds des problèmes que rencontre actuellement notre entreprise, motifs qui tiennent à une faible compréhension et à une faible mise en application des “quatre espèces de conscience” [prônées par Xi Jinping], des lacunes dans l'éducation aux valeurs socialistes centrales et aux divergences avec le pilotage [par le Parti] de l'opinion publique. Pendant tout ce temps, nous avons accordé un trop grand rôle à la technologie. Nous avons omis de reconnaître que la technologie doit être guidée par les valeurs socialistes centrales, qu'elle doit diffuser une énergie positive et satisfaire aux exigences de l'ère nouvelle. »

Sur le principe, le Parti n'a cependant rien contre les algorithmes : pour lui aussi, ce sont les armes miracles du futur. Dans l'esprit d'une solution politiquement correcte, le commentateur du *Quotidien du peuple* espérait « la fusion de l'homme et de la machine » – mais sans doute, en réalité, la fusion de l'homme, de la machine et du Parti : l'algorithme rouge.

Le Parti endigue le flot, mais il se garde de le couper totalement. Laisser un peu d'espace aux différentes voix, toujours juste assez pour qu'elles ne deviennent pas dangereuses, lui paraît être une attitude profitable. La société de ce pays s'est déployée au gré des décennies de la réforme et du boom économique pour former un kaléidoscope de centres d'intérêt et de voix. Des voix que le Parti aimerait bien écouter. Il arrive encore aujourd'hui que des débats sociaux enflent dans tout le pays, au moins ponctuellement, pour autant qu'ils ne paraissent pas constituer une menace vitale pour le régime. Le débat sur #MeToo en est un exemple.

#MeToo

L'histoire du suicide d'une jeune étudiante de l'université de Pékin, qui remonte déjà à vingt ans, probablement après qu'elle eut été violée par son professeur, a fait l'objet de millions de discussions en 2018, surtout entre étudiants. Il arrive souvent que même les médias du Parti à vocation commerciale prennent l'existence de tels débats dans les médias sociaux comme prétexte pour publier leurs propres articles, et cela a parfois des conséquences concrètes : l'université de Pékin a publié une déclaration dans laquelle elle s'engageait à lutter davantage contre les agressions sexuelles, et d'autres universités lui ont emboîté le pas.

Mais pendant toute cette période, on a aussi perçu la nervosité instinctive de ce système quand il est confronté à des débats qu'il ne dirige pas. Et dans un milieu dominé par de puissants patriarches, un mouvement dans lequel des femmes demandent désormais des comptes à leurs enseignants, professeurs, supérieurs ou directeurs administratifs a immédiatement suscité des levées de bouclier : ici, l'usage veut que des hommes intouchables se couvrent les uns les autres.

Parallèlement à l'éveil féministe de la société, la Chine a connu ces dernières années un contre-mouvement réactionnaire dans certains segments de la vie économique et politique, souvent sous couvert et avec la participation active des organisations féminines du PCC, qui veulent de nouveau insuffler aux femmes les vertus féminines classiques et la soumission⁵. C'est ainsi que la censure a aussi régulièrement bloqué plus d'une discussion sur #MeToo. Selon un groupe WeChat de l'université de Pékin, des féministes de l'université dont le combat avait été classé comme un « mouvement politique » ont reçu un avertissement. Si elles continuaient à faire autant de bruit, il se pourrait qu'on soit bientôt contraint de les dénoncer comme une « ligue de traîtres à l'université⁶ ». L'étudiante Yue Xin, qui avait écrit une lettre ouverte sur WeChat à propos de ces incidents, fut arrêtée dans sa chambre du foyer étudiant un soir après minuit et enfermée pour quelques jours dans l'appartement de sa mère. L'incident suscita une telle indignation parmi ses condisciples que quelques inconnus allèrent jusqu'à accrocher dans le campus un journal mural réclamant la libération de Yue Xin – il n'y avait plus eu de *dazibao* à l'université

depuis 1989. Le portail China Digital Times, domicilié aux États-Unis, rappela alors à tous les médias et portails en ligne qu'il était strictement interdit de diffuser des « prises de position de prétendue solidarité ». C'est la crainte originelle des autocrates : il faut bloquer la solidarité et les relations entre sujets. Des militantes d'autres universités pékinoises ont elles aussi été mises en garde : leurs actions étaient inacceptables parce qu'elles étaient « préparées » et « organisées ». Préparer et organiser – peu importe quoi ! –, ce sont en Chine des prérogatives exclusives du Parti.

L'idée est d'utiliser l'Internet et les médias sociaux comme canal de *feedback* et comme système d'alarme précoce pour le Parti. Le gouvernement a donc créé dans pratiquement chaque branche du gouvernement et du Parti toute une industrie d'organismes chargés de collecter les données. Le chercheur en communication pékinois Hu Yong, l'un des meilleurs connaisseurs d'Internet en Chine, en parle comme d'une « industrie publique des services de renseignement ». Mais il décrit aussi la manière dont ce système entrave sa propre progression : son travail, écrit-il, débouche automatiquement sur une « contamination de l'opinion publique ». En d'autres termes : dès qu'on localise une opinion divergeant du *mainstream*, les anciens réflexes reprennent le dessus. Les autorités « interviennent immédiatement pour réprimer toute opinion négative ». En Chine, dit Hu Yong, la collecte de données objectives se transforme souvent automatiquement et presque sur-le-champ « en manipulation de l'opinion publique ». Il est ainsi fréquent que l'appareil de sécurité se tire une balle dans le pied.

Une étude menée conjointement en 2017 par les universités de Harvard, de Stanford et de San Diego crut effectivement, sur la base de documents piratés en provenance de la province du Jiangxi, pouvoir prouver l'existence d'une « gigantesque opération secrète » au service du gouvernement chinois⁷. Selon les auteurs, pour cette seule année, les troupes des « cinquante cents » avaient déposé 488 millions de commentaires sur les médias sociaux chinois. L'étude établit, premièrement, que la majorité de ces trolls rémunérés n'étaient pas des commentateurs amateurs, mais des fonctionnaires gouvernementaux en

mission. Et, deuxièmement, que leur objectif principal était rarement d'introduire dans les controverses la position officielle du gouvernement ; leurs techniques principales étaient au contraire, d'une part, un *cheerleading* massif et fidèle au Parti (« Vive le rêve chinois qui offre au peuple une vie meilleure ») et, d'autre part, la diversion : quand l'intensité d'un débat délicat a atteint un niveau critique, ils inondent les forums et les espaces de commentaires avec un flot de posts qui n'ont tous qu'un seul but : changer de sujet.

Idéologies concurrentes

Même après les rudes coups portés par les censeurs, on continue à trouver dans l'Internet chinois toute une série d'idéologies concurrentes : maoïstes, nouvelle gauche, patriotes, nationalistes fanatiques, traditionalistes, humanistes, libéraux, démocrates, néolibéraux, fans de l'Amérique et d'autres, qui débattent sur des forums comme Tianya, Maoyan, Tiexue ou Guancha. « L'opinion publique chinoise, avec son grand éparpillement, est un défi pour le PC chinois qui tente de créer une idéologie homogène », écrit le think tank berlinois MERICS (Mercator Institute for China Studies) dans une étude qu'il a consacrée aux discussions en ligne⁸. Contrairement à ce qui se passait avant 2013, ces débats ne touchent toutefois plus le grand public. « Ils ne représentent donc pas une menace immédiate pour le règne du Parti », estiment les auteurs de l'étude. Mais ce qui est remarquable, c'est que la plupart des participants font partie de la classe moyenne urbaine, dont l'appui est essentiel pour la stabilité du pouvoir du PC. »

Les auteurs étaient parvenus à passer sous les radars de la censure et à effectuer parmi 1 600 utilisateurs un sondage qui produisit quelques résultats étonnants. 62 % des personnes interrogées indiquèrent ainsi souhaiter une Chine plus forte sur le plan international – et dans le même temps, en dépit d'une campagne en cours du PCC contre les « valeurs occidentales », 75 % souhaitaient

encore leur diffusion. Quand on leur demandait lesquelles étaient *mainstream* à leurs yeux, on trouvait aux quatre premières places : la liberté, la démocratie, l'égalité et l'individualisme. Ce sondage n'indiquait pas clairement ce que les personnes interrogées entendaient précisément par « liberté » et « démocratie », ni si certaines d'entre elles n'avaient pas adopté la novlangue du Parti – mais le fait que le « socialisme » ne soit arrivé qu'à la septième place, et le « patriotisme » à la quatorzième, plaide contre cette idée.

Cela dit, ce sondage a été réalisé au cours de l'été 2016 ; depuis, le matraquage organisé par la propagande autour des projets de Xi Jinping – patriotisme, statut de grande puissance de la Chine, dépassement de l'Occident – a pu leur redonner un peu de tranchant et de puissance de feu. « Le gouvernement chinois n'a pas (encore) réussi à s'attirer un large soutien social, il n'a pas non plus chassé du Net les idéologies concurrentes », lit-on dans cette étude, qui prévient toutefois : « Mais le hardware destiné à assurer la domination idéologique de l'État-Parti est déjà prêt. » À l'époque, l'offensive idéologique de Xi Jinping était tout juste dans les starting-blocks. Il s'agissait, là encore, de subjuguer.

Un autre des forums étudiés, Gongshiwang, sur lequel s'étaient retrouvés intellectuels libéraux et gens de gauche, a été fermé par la censure peu après le sondage MERICS. La suppression de comptes et de forums est toutefois un instrument grossier qui fait apparaître trop crûment le caractère répressif du système. Le Parti préfère commencer par effectuer quelques démarches préalables auprès des sujets eux-mêmes : le *Global Times*, frère aussi boulevard desque que nationaliste du *Quotidien du peuple*, avait déjà publié voici quelques années un portrait du « bon citoyen chinois ». À en croire ce texte, l'utilisateur idéal doit veiller personnellement à ce que le « ciel soit clair et ensoleillé » sur le Net et que celui-ci vibre « d'énergie positive ».

Dans la mesure où le réseau en faisait lui-même un créateur, un émetteur et un diffuseur d'informations, le citoyen individuel attirait lui aussi l'attention de la censure. Chaque Chinois, écrivait *Le Quotidien du peuple* dès 2012, est « responsable de ses mots et de ses actes⁹ ». Et parce que ces mots ont aujourd'hui une portée potentiellement bien

supérieure, le Parti veille à ce que le poids de la responsabilité soit lui aussi multiplié. D'un seul coup, les règles et les lois de la censure, qui ne concernaient autrefois que les rédactions du pays, ont aussi le citoyen lui-même en ligne de mire. Les règles d'administration des groupes de discussion édictées en 2017, qui prescrivent entre autres la « propagation des valeurs centrales du socialisme », s'appliquent par exemple, selon ce texte, aux supports des services de chat, mais aussi à « ceux qui fondent des groupes de discussion, les administrent et en sont membres ». En un mot : à tout le monde. L'État dispose d'un accès direct au domaine le plus privé, et cette voie lui permet de surveiller n'importe quel individu. Il est là, en direct, et il veut entrer dans ta tête. C'est seulement dans une première étape qu'il aimerait voir ce que tu écris et ce que tu fais ; son véritable but est que tu intériorises ses règles. « Il s'agit de construire effectivement un *firewall* dans les cerveaux, écrivait *Le Quotidien du peuple*. Alors seulement, nous pourrons réellement parler d'une base pour la sécurité nationale sur Internet¹⁰. »

Une ruche de firewalls

La métaphore la plus employée pour les contrôles effectués sur l'Internet chinois demeure celle du *Great Firewall* censé protéger le pays contre les mauvaises influences du monde extérieur. C'était le but autrefois, lorsque le ministère chinois de la Police, à l'aide de groupes de technologie informatique et de communication comme Cisco, Motorola ou Nortel, porta sur les fonts baptismaux le « Bouclier d'or », le père de tous les projets de contrôle digital de l'information. Mais aujourd'hui, le concept de *Great Firewall* n'est sans doute plus adapté. Il est plus judicieux de parler de toute une « ruche de firewalls » disposée autour de l'individu, écrit David Bandurski, du China Media Project à Hong Kong. Les utilisateurs sont pour lui au cœur d'un « réseau bourdonnant de liaisons dont ils peuvent à tout moment être séparés à l'envi ». Ils s'intègrent tous dans une grande illusion : ils s'imaginent

être « un élément d'un espace qui fleurit et bourdonne alors qu'ils sont en réalité rattachés au projet de guidage et d'homogénéisation contrôlée du Parti ». Mais surtout : tout le monde bourdonne sur la même fréquence.

C'est l'exercice d'équilibre auquel se livre la censure intelligente : toujours laisser aux gens suffisamment d'espace de parole pour qu'ils conservent l'illusion de la liberté – mais pas au point de les rendre téméraires. Aucune censure n'est jamais parfaite. Il y aura toujours des trous de souris. Des faux pas, de fines fissures dans le *Great Firewall*, des récalcitrants et des esprits libres qui en profiteront pour regarder à l'extérieur. Mais le point crucial, c'est que ça n'a pas d'importance. La censure fonctionne, y compris quand elle n'est pas parfaite, pour peu qu'elle soit intégrée à un système de contrôle de la pensée et de manipulation qui s'étend sur toute une vie. Quand il ne vient même plus à l'idée d'une très large majorité de la population que cela pourrait valoir la peine de regarder de l'autre côté du mur. Lorsque le contrôle social et l'intimidation vont de pair avec la récompense matérielle et l'encouragement à la consommation. Quand les citoyens ont le sentiment de jouir de plus de liberté que jamais. Et n'est-ce pas le cas ? Même dans le flot nettoyé d'informations et d'images qui parcourt le réseau chinois, on peut encore se noyer cent fois. La totalité du Top 10 des sites Web les plus visités en Chine est composé de pages Web émises depuis l'intérieur du pays. En comparaison, elles n'étaient que quatre sur dix à Hong Kong en 2017, cinq à Taïwan, trois en Corée du Sud.

La plupart du temps, que le gouvernement réussisse à effacer certains sujets du souvenir et les bannisse de la perception publique ne fait donc aucune différence. Cela ne les dérange pas de ne plus trouver que des informations et des commentaires lissés sur la corruption des fonctionnaires, sur la société civile, sur les scandales alimentaires, sur les tensions au Tibet et au Xinjiang, sur les protestations à Hong Kong, sur la démocratie à Taïwan, sur les grandes catastrophes naturelles et les malheurs provoqués par l'homme. Beaucoup ne le remarquent même plus, d'autres l'acceptent avec un haussement d'épaules. Des failles de plus grandes dimensions apparaissent toujours lorsque le

système est déstabilisé, par exemple par un événement inconnu comme l'explosion d'un entrepôt secret de produits dangereux dans un secteur d'habitation, ce qui a été le cas à Tianjin en 2015. Ou par le coronavirus en 2020. Dans les cas où l'effroi qu'inspire l'événement, et la peur qu'on ressent pour soi-même, deviennent plus puissants que la peur du pouvoir. Lorsque le voile de la propagande se lève un instant, une fois de plus, pour une nouvelle génération de Chinois, et que les yeux s'ouvrent sur la véritable nature du système. Les cadres de Wuhan ne se sont pas contentés de dissimuler pendant plusieurs semaines l'éclatement de l'épidémie ; dans un moment de folie, ils ont en plus convié 40 000 familles à un gigantesque banquet de printemps pour une tentative de record mondial – six semaines après les premières infections et quelques jours seulement avant que la ville de Wuhan ne soit verrouillée et coupée du monde extérieur.

Le marchandage auquel le PCC se livre avec le peuple peut se résumer ainsi : vous nous pliez à notre dictature et, en contrepartie, nous vous fournissons le bien-être, la protection et la sécurité. Tel est le contrat social non écrit de la Chine. En observant l'échec du système lors de la crise du coronavirus, un nombre non négligeable de citoyens a conclu que le Parti avait rompu le contrat. « Nous vivons dans un système qui transforme n'importe quelle catastrophe naturelle en une catastrophe encore supérieure, d'origine humaine, celle-là », a écrit le professeur de droit et essayiste Xu Zhangrun dans un essai très remarqué¹¹. « L'épidémie de coronavirus a dévoilé le cœur pourri du système chinois. » C'était un spectacle remarquable, entre autres parce que la peur de la maladie et les vacances des fêtes du printemps ont retenu des centaines de millions de Chinois chez eux, où ils n'ont rien eu d'autre à faire que de suivre sur les écrans de leurs portables la pire crise sanitaire de ces dernières décennies. « L'élite gouvernante de la Chine a tout à coup été jetée dans un Colisée virtuel dans lequel ses capacités politiques ont été soumises à un test impitoyable », lit-on dans un blog intitulé *Chublic Opinion* et tenu par un auteur de Shanghai. « Et elles ont raté le test d'une manière spectaculaire. » Non seulement on a vite compris que la ville de Wuhan et la province de Hubei avaient contribué à la propagation de l'épidémie en préférant la

dissimulation à l'information, mais l'élite dirigeante locale s'est ridiculisée lors de plusieurs conférences de presse.

Mais c'est après la mort du docteur Li Wenliang que les citoyens ont laissé libre cours à leur colère. Cet ophtalmologue de trente-quatre ans avait évoqué dans un groupe WeChat, en s'adressant à d'anciens condisciples, l'apparition d'une nouvelle maladie infectieuse qui rappelait le virus SRAS de 2003, et avait demandé à ses collègues de faire preuve de prudence dans leurs hôpitaux. Sur ce, la police l'avait convoqué et lui avait reproché de « troubler gravement l'ordre social » et de diffuser des « rumeurs » nocives : « Si vous vous obstinez, si vous ne regrettiez pas vos actions illégales et si vous les prolongez, on vous demandera des comptes », a indiqué la police au jeune médecin. Jusqu'alors, Li Wenliang était un citoyen modèle du système, pas un dissident et, en réalité, même pas encore un lanceur d'alerte : il n'était pas allé voir la presse, n'avait rien posté sur un réseau public, il avait uniquement mis en garde, sur un forum semi-privé, des amis médecins contre un risque sanitaire. Même cela, dans la Chine actuelle, peut être interprété comme un acte criminel.

Sa mort a fait passer Li Wenliang du statut de héros à celui de martyr. Beaucoup d'internautes ont cité une phrase prononcée par Li dans une interview, peu avant sa mort : « Je pense qu'une société saine ne devrait pas avoir qu'une seule voix. » Et aussitôt se sont propagés par millions sur les médias sociaux chinois des hashtags comme « #NousVoulonsLaLibertéD'Expression ». C'était probablement la plus grande éruption de colère populaire depuis le mouvement pour la démocratie de la place Tiananmen en 1989 – et il a eu lieu entièrement dans l'espace virtuel : personne n'est descendu dans la rue, ne serait-ce que par peur de la contamination.

Pour le Parti, c'était l'horreur : la perte de contrôle l'a frappé par surprise. Mais il a vite réagi au moyen d'instruments éprouvés : censure, propagande, répression. Des vidéoblogueurs, comme l'avocat Chen Qiushi et l'homme d'affaires Fang Bin, qui avaient fourni des images du chaos dans les hôpitaux dramatiquement surpeuplés et dépassés de Wuhan, ont disparu début février entre les mains de l'appareil de sécurité. Les discussions sur la liberté d'expression ont

rapidement été bloquées et effacées. La censure s'est toutefois retrouvée en proie à un dilemme : si l'on se proclamait partisan d'une information sur l'épidémie, il était difficile d'effacer tous les débats sur le coronavirus. Une instruction donnée par les autorités de censure aux rédactions du pays leur demanda en revanche « de contrôler efficacement la température des débats ».

Dans le même temps, la propagande tentait de contre-attaquer. Elle lança le slogan d'une « guerre du peuple » contre le virus, un combat pour lequel tous devaient à présent se montrer solidaires. Elle diffusa les images des nouveaux hôpitaux sortis du sol comme des champignons, des histoires d'abnégation héroïque de la part de médecins et d'infirmières. D'une manière générale, titrait l'agence de presse Xinhua¹², « une attitude positive et confiante est la meilleure immunité contre l'épidémie ».

Ensuite, lorsque Xi Jinping apparut pour la première fois au journal télévisé du soir sur CCTV, en tenant le rôle de gestionnaire suprême de la crise, deux mois remarquables après les premières contaminations, on comprit vite que la liberté d'expression que réclamaient en ligne des millions de citoyens ne s'inscrivait en aucun cas dans les leçons à tirer de la crise. Dans un inventaire des mesures à prendre immédiatement pour combattre l'épidémie, on lisait dès le point 3 que ses cadres devraient « renforcer globalement le contrôle social » et « maintenir la stabilité de la société » et, au point 4, qu'il fallait « renforcer la canalisation de l'opinion publique » – concrètement, les médias devaient désormais placer au centre « le grand amour du Parti », mais aussi « les histoires émouvantes du personnel médical sur le front, depuis les médecins jusqu'aux infirmières, des policiers et des cadres municipaux ».

Et quelques jours plus tard, lorsque les autorités identifièrent dans un document¹³ dix catégories de crimes à sanctionner sévèrement dans le contexte de l'épidémie, on n'y trouvait pas seulement les hausses de prix abusives, la rétention de masques de protection ou le commerce illégal d'animaux sauvages, mais aussi « l'invention malveillante d'informations sur l'épidémie, qui déclenche la panique sociale et perturbe l'ordre de la société, notamment quand elle s'en prend de

manière malveillante au Parti et au gouvernement pour pratiquer la subversion du pouvoir politique ou chercher l'effondrement du système socialiste ».

Pour la jeune génération, qui n'avait vécu ni Tiananmen en 1989 ni le SRAS en 2003, l'épidémie a été un choc : c'était la première fois que le système se révélait à eux sous un jour aussi sombre. Le choc durera-t-il ? Cela dépendra de nombreux facteurs, et notamment de savoir combien de temps l'évolution économique permettra encore au PCC d'acheter la bonne volonté et le bon comportement des citoyens. L'appareil du Parti est encore fort et ses instruments de contrôle ont franchi avec succès bien des épreuves.

Artistes surfeurs

Au bout de quelques semaines de cet « été des parapluies » à Hong Kong, alors que les gens continuaient à occuper le centre de leur ville et s'enivraient de leur action, de leur force et de leur solidarité retrouvées, je pris l'avion pour rentrer à Pékin. Depuis l'aéroport, je me rendis directement à une fête qu'organisait un ami peintre dans le nord de la ville. Quelques artistes y avaient aménagé d'anciens poulaillers en ateliers. On faisait griller des brochettes d'agneau qu'on arrosait de bière et de vin. Hong Kong dominait les conversations et l'on se demandait pourquoi tous les Chinois répétaient docilement la propagande de leur gouvernement sur ces étudiants qui manquaient de gratitude envers leur patrie et faisaient le jeu de puissances étrangères obscures. La plupart des personnes présentes avaient la cinquantaine et avaient vécu la révolution culturelle, expérience qui avait transformé beaucoup de membres de leur génération en sceptiques à vie. L'un des invités, un peintre du quartier d'artistes de Songzhuang, avait été prévenu peu avant la fête que quelques-uns de ses amis avaient été arrêtés dans la matinée pour avoir voulu participer à une lecture d'écrivains en soutien aux étudiants de Hong Kong. Il parla du système d'éducation nationaliste et militaire que le Parti avait posé comme une

chape sur le pays après le massacre de la place Tiananmen, en 1989, et qu'on avait continué à construire sous Xi Jinping. Cela n'allait pas sans conséquences, dit le peintre : « Ceux qui sont nés dans les années 1980 et après sont perdus sans espoir de salut. Le lavage de cerveau commence dès la maternelle. C'était autre chose à notre époque. Nous, on a dit que nous étions une génération perdue parce que, à l'époque, on avait fermé les écoles et les universités et que beaucoup d'entre nous ont été privés de formation. Mais en réalité, c'était probablement nous, les chanceux. Nous avons franchi cette crevasse. Le lavage de cerveau ne nous a pas atteints, Mao était mort et tout le monde appelait à cor et à cri l'ouverture, la réforme, la liberté. »

Fossé de générations

David, vingt-huit ans, natif de Pékin, professeur d'anglais dans un lycée d'élite de la ville, parle de ses élèves de dix-sept et dix-huit ans : « Techniquement, ce sont de super experts. Ils utilisent beaucoup plus que nous les logiciels d'anonymat et d'autres technologies qui leur permettent de surmonter la censure. Ils surfent aussi, de la sorte, sur des pages interdites, comme Facebook et YouTube – mais ils le font exclusivement pour se divertir et pour suivre les informations sur leurs stars préférées. » David raconte que parfois, pendant ses cours, il leur donne à lire des livres d'histoire, par exemple, et parfois de bons articles du *New York Times*. « Mais ils me lancent des regards désesparés. Ils n'appréhendent plus les liens entre les choses, le contexte leur manque totalement. » C'est une génération qui pourrait, en quelques clics, acquérir plus d'informations concernant ce monde. Mais elle ne le fait pas. Elle n'en a pas envie.

« Mes élèves disent qu'ils n'ont pas le temps. Leur attention est tellement captée par mille autres choses, dit David. Et j'ai beau n'avoir que dix ans de plus qu'eux, ils ne me comprennent plus. Le contexte dans lequel ils vivent est totalement différent. La manipulation qu'exercent l'éducation et la propagande du Parti est parfaite : mes

élèves consacrent leur vie à la consommation et ignorent tout le reste. Ils ignorent aussi la réalité, on leur mâche le travail. »

« Orwell craignait ceux qui interdisent les livres. Huxley, lui, craignait qu'un jour il n'y ait plus de raisons d'interdire les livres parce qu'il n'y aurait plus personne pour vouloir les lire », a jadis écrit le médiologue et auteur Neil Postman¹⁴.

Weibo existe encore. Il est plus grand que jamais – avec, chaque mois, plus de 460 millions d'utilisateurs actifs, il est aussi devenu, en 2019, plus grand que Twitter, qui compte 330 millions de membres –, et ce n'est pas fini. Seulement ce qu'on y lit et ce qu'on y commente a changé. Le post Weibo le plus diffusé de tous les temps remonte au mois de septembre 2014 : « Aujourd'hui, j'ai quinze ans, et tant d'entre vous sont à côté de moi. Merci d'avoir été auprès de moi ces dernières années. » Il s'agit même probablement du message le plus diffusé au monde sur les réseaux sociaux, ou en tout cas du premier à avoir dépassé les 100 millions de retransmissions. Son auteur était Wang Junkai, l'un des TFBoys. Les TFBoys, un boys band créé de toutes pièces, ont sans doute été le groupe le plus populaire de ces dernières années auprès des jeunes Chinois. Trois garçons dont l'image se situe quelque part entre le communiant, la pop coréenne et le jeune pionnier, et que l'on a débarrassés à grands coups de brushing de tout ce qui pouvait sentir la jeunesse rebelle. Ils chantent la manière dont on fait ses études avec application, dont on se soumet à l'équipe et dont on sert la patrie. Pour une vidéo, ils sont descendus dans le Ravin des jeunes pionniers et ont chanté *Nous sommes les héritiers du communisme*. Ils ont 30 millions de *followers* sur Weibo, ils tournent des films et des séries télévisées, soit plusieurs millions de dollars américains de ventes mensuelles. Telle est la situation actuelle.

Le Singles' Day

Une journée par an, l'Internet chinois va aux limites de ses capacités et les gens la passent à cliquer à tout va. C'est le Singles' Day, une

opération de marketing lancée par le site de vente en ligne Alibaba qui, à l'aide de remises et de petits cadeaux, a ainsi créé en quelques années l'un des jours de fête les plus importants de la Chine. À l'origine, le Singles' Day, le 11 novembre, était un gag monté par des étudiants célibataires et frustrés de Nanjing. Mais Alibaba en a fait une orgie de consommation en ligne qui a depuis longtemps dépassé son modèle – le Black Friday aux États-Unis. Le 11 novembre 2018, Alibaba a fait un chiffre d'affaires équivalent à près de 31 milliards de dollars. Par comparaison, aux États-Unis, Amazon n'en a pas gagné la moitié pour le Black Friday et le Cyber Monday réunis : un peu moins de 14 milliards de dollars. La star de Hollywood Nicole Kidman et la chanteuse Mariah Carey ont déjà participé aux galas au cours desquels Alibaba donne le signal du départ à Hangzhou. La poste chinoise doit ensuite livrer un milliard de paquets et de colis. Greenpeace, à Pékin, qualifie cette journée de « catastrophe pour l'environnement », mais pendant vingt-quatre heures, la nation est emportée par l'ivresse. Le communisme mondial est mort. Le consumérisme mondial a établi ses nouveaux quartiers généraux en Chine. Entre autres grâce à Internet.

Quel chemin parcouru depuis ces journées, qui ne remontent pas si loin, où les vivres étaient rationnés et où il fallait des tickets pour obtenir des marchandises comme un vélo ou une machine à écrire. La consommation est l'unique plaisir pour lequel le Parti n'autorise pas seulement ses sujets à ne plus se fixer de limites, mais va jusqu'à les encourager. Le capitalisme a donné l'exemple : la consommation apporte la croissance, la consommation enivre. « Le monde est stable, à présent, dit le contrôleur dans *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley. Les gens sont heureux ; ils obtiennent ce qu'ils veulent, et ils ne veulent jamais ce qu'ils ne peuvent obtenir¹⁵. » L'État totalitaire parfait, écrivait Huxley en 1946 dans une préface à son livre, est celui dans lequel une caste de gouvernants « aurait la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude¹⁶ ». Des anciens combattants contre la tyrannie, Huxley dirait aussi, par la suite, qu'ils ont manqué d'imagination pour faire face au développement d'une industrie des mass-médias « qui ne se soucie pas de ce qui est vrai ou faux, qui se

préoccupe uniquement de l'irréel, de ce qui n'a plus ou moins aucune importance ». En un mot : « Ils n'ont pas intégré dans leurs calculs l'appétit presque insatiable des hommes pour le divertissement¹⁷. » Huxley était le témoin des premiers excès du capitalisme moderne. Au temps de l'Amérique de Donald Trump et de la Chine de Xi Jinping, ses propos ont une force prophétique considérable.

Au début 2018, l'université de Stanford a publié une fascinante étude de terrain qui étaye les conclusions de David, l'enseignant pékinois que nous avons cité plus haut¹⁸. Les auteurs, David Yang, de Stanford, et Chen Yuyu, de l'université de Pékin, ont accompagné plus de 1 800 étudiants pékinois de 2015 à 2017 et ont étudié leurs habitudes sur Internet. Au début de leurs études, 80 % des étudiants n'avaient encore jamais tenté de contourner par la ruse le *Great Firewall* – chez certains d'entre eux, cela pouvait aussi tenir au coût : Les *Virtual Private Networks* (VPN) permettent certes d'emprunter ce qu'on appelle des « tunnels VPN » pour éviter la censure et les restrictions d'Internet, mais beaucoup d'entreprises proposant l'usage du VPN demandent beaucoup d'argent en échange de leurs services. Les auteurs estiment que pour la totalité du pays, le nombre d'utilisateurs utilisant régulièrement ce type de logiciels se situe seulement entre 1 et 8 % des internautes. Et encore, c'était avant la campagne lancée contre les services de VPN au début de 2018. Les chercheurs ont donc mis gracieusement pour dix-huit mois un logiciel de « tunnel » à la disposition des participants.

Le premier résultat est remarquable : même après six rappels, seuls 53 % des étudiants ont activé le logiciel. Ce qui intéressait les chercheurs, c'était surtout de savoir combien d'étudiants profiteraient de la possibilité de surfer sur des sites d'information étrangers et bloqués en Chine. Qui, par exemple, oserait aller jeter un coup d'œil à l'édition en langue chinoise du *New York Times* ? Ils étaient à peine 5 % parmi ceux qui avaient activé leur tunnel. Étonnant, d'autant plus que le résultat n'avait rien à voir avec un manque de connaissances en langues étrangères : on trouve à Taïwan, à Hong Kong, mais aussi aux États-Unis, des milliers de sites en langue chinoise sur lesquels on peut lire des informations qui n'entrent pas dans la grille de propagande de

Pékin. Moins d'un étudiant sur quarante fit usage de ces informations. Et ce dans une cohorte d'individus qui fréquentaient l'une des universités les plus célèbres et, jadis, les plus libérales de Chine : les jeunes gens les mieux formés du pays, sa future élite. La censure, dit-on, ne fonctionne pas seulement parce que le régime complique l'accès à l'information libre, « mais parce qu'elle crée un environnement dans lequel l'idée de réclamer de telles informations ne vient pas à l'esprit des citoyens ».

Deuxième résultat : dès l'instant où l'on montre aux étudiants qu'il existe dehors, à l'extérieur de la muraille, quelque chose de palpitant et de précieux, leur intérêt augmente rapidement. Pour l'un des groupes d'étudiants, les chercheurs avaient imaginé des questions sous forme de quiz dont la réponse supposait la lecture, par exemple, du *New York Times* ; une bonne réponse était récompensée par de petits gains. Dans ce groupe, à la fin de l'étude, le temps que les étudiants avaient passé sur des pages comme celle du *New York Times* avait été multiplié par neuf. Au bout d'un moment, les étudiants se sont en outre mis d'eux-mêmes à aller chercher des informations non réclamées ; par exemple, ils fréquentaient à présent régulièrement Wikipédia, qui est bloqué en Chine. Chez les étudiants qui, désormais, consommaient régulièrement des informations interdites en Chine, les chercheurs constatèrent au bout du compte un changement « large, substantiel et durable de leurs connaissances, de leurs convictions et de leurs opinions. » Leur confiance dans le gouvernement chinois et ses institutions baissait de manière significative, le scepticisme et la méfiance augmentaient. Leur vision de l'évolution économique devint plus pessimiste. Et beaucoup exprimèrent la conviction que le système politique et économique du pays avait besoin d'un changement radical.

Cette étude était donc une bonne et une mauvaise nouvelle pour le Parti. La mauvaise : il doit effectivement redouter la libre circulation des informations. La bonne : tant que son système continue à s'adapter aux évolutions technologiques et les met à son profit, il n'a, dans un premier temps, rien à craindre. Sa censure n'a pas à être parfaite.

Selon les chercheurs de Stanford et de Pékin, la demande d'informations libres « n'est pas faible par nature et ce n'est sans doute

pas non plus la peur des sanctions infligées par les autorités qui fait que les étudiants ne sont absolument pas demandeurs d'informations sensibles ». Cela tient au contraire aux personnes elles-mêmes : à leur « évaluation erronée de ce qu'est une information non censurée ». Les gens, disent-ils, n'ont pas le sentiment qu'il leur manque quelque chose. Ils sont comme la grenouille de la fable chinoise, qui considère son puits comme la totalité du monde et le petit morceau de ciel qu'elle voit depuis le fond, la voûte céleste tout entière. Un jour où la tortue passe devant le puits et lui parle de la vaste mer, la grenouille la regarde sans comprendre : ne peut-elle pas faire des sauts de-ci, de-là, au bord du puits ? Se reposer dans les niches ? Prendre un bain de boue au fond du puits ? N'a-t-elle pas tout le bonheur de cette terre ? En quoi cette drôle de mer dont lui parle la tortue lui manque-t-elle ?

Dans un système de ce type, cela immunise aussi un nombre non négligeable des sujets contre les informations et arguments venus de l'extérieur, même lorsqu'ils les atteignent. De la même manière que l'on ne pourrait pas parler de la glace avec un oiseau du Sud, ni de la vie avec un savant, disait jadis Zhuangzi, l'ancêtre philosophique du taoïsme, on ne peut pas parler de la mer avec une grenouille qui vit dans un puits¹⁹. Le contrôle des pensées est parfait lorsque la grenouille transporte son puits avec elle quand il lui arrive d'aller en liberté sous le vaste ciel tout en continuant à ne percevoir que le petit détail avec lequel elle a grandi.

LA FEUILLE DE PAPIER

Pourquoi le peuple doit oublier

« Le passé n'est pas mort. Il n'est même pas passé. »

William Faulkner

Le Parti a des raisons de faire la fête. Le 4 juin 2019, on commémore pour la trentième fois le massacre de la place TIANANMEN. Cet écrasement n'a pas seulement sonné la fin du mouvement démocratique, mais aussi celui d'une grande fête populaire, d'un happening au cours duquel des millions de citoyens ont célébré dans l'ivresse leur identité et leur liberté retrouvée, leur rêve d'une Chine meilleure. « Je ne sais pas ce que nous voulons, avait crié dans son exaltation l'un des étudiants sur cette place. La seule chose que je sais, c'est que nous en voulons plus. » Ce qu'ils ont eu, dans cette nuit du 3 au 4 juin 1989, ce sont des balles et des coups de baïonnette. Le roulement des chars a fait trembler la nuit. Des étudiants, des ouvriers, des passants ont été écrasés, fusillés, transpercés – par centaines ou par milliers, on ne connaît toujours pas leur nombre aujourd'hui. Rétrospectivement, et du point de vue du Parti, ce fut un succès. Et un succès d'une ampleur que personne, à l'époque, n'aurait pu imaginer.

« Les Chinois ont dû apprendre à oublier. Pour survivre », dit un homme qui a décidé de se souvenir : Zhang Xiaogang, un survivant. La période précédent 1989 a été la plus libre qu'ait jamais connue la République populaire de Chine. Le peuple avait échappé à l'horreur de

la révolution culturelle, Deng Xiaoping, le nouvel homme fort, ouvrait grand les fenêtres sur le monde et se moquait bien à l'époque de savoir si « quelques mouches » entraient en même temps que l'air frais, comme il l'a dit un jour. Le peintre Zhang Xiaogang se rappelle encore fort bien cette époque : « Tant d'espoirs, tant d'illusions, tant de beauté étaient là tout à coup. Ça a été la période la plus poétique. Une période au cours de laquelle les gens faisaient la queue devant les librairies Xinhua pour acheter un roman. »

Remarquable année que 1989. À l'époque, Zhang a peint une femme rouge sur les rives du Léthé, le fleuve grec antique. À quiconque boit de son eau, le fleuve offre l'oubli complet. Au mois de janvier de cette année-là, on inaugurait à Pékin l'exposition aujourd'hui légendaire intitulée « Avant-garde », qui permit au jeune art nouveau chinois de sortir pour la première fois de la clandestinité. L'exposition avait ouvert ses portes à neuf heures du matin ; à trois heures de l'après-midi, elle fut fermée une première fois par la police : ce que voyaient les bureaucrates nerveux de la culture était tout de même trop inhabituel et trop sauvage. Une nouvelle génération d'artistes parlait ici un langage qu'ils n'étaient tout simplement pas capables de comprendre. Et pourtant, dit Zhang, « désormais, nous étions là. Et nous pensions que la Chine allait inévitablement devenir plus ouverte et plus libre ». Ils conservèrent leurs réflexions, leur idéalisme, leur innocence pour quelques précieux mois.

Puis vint cette nuit où roulèrent les chars et où naquit la Chine que nous connaissons aujourd'hui. Tout le sang, toute la terreur qui suivirent sauvèrent le PCC à une époque où, partout ailleurs, les régimes socialistes tombaient en poussière. En écrasant « l'insurrection contre-révolutionnaire », Deng Xiaoping affermit son pouvoir et celui des chefs que beaucoup des manifestants méprisaient pour leur corruption et leur népotisme et qui sont aujourd'hui à la tête de clans familiaux dotés d'une richesse à l'époque inconcevable. L'acte sanglant commis par Deng offrit au régime des décennies de richesse. Il lui permit, une fois de plus, de contrôler la vérité et le souvenir. Et il lui valut au bout du compte l'admiration renouvelée des politiciens et des hommes d'affaires occidentaux. « Ne serait-il pas plus simple pour le

gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ? » demanda jadis Bertolt Brecht¹. Le gouvernement chinois n'élut pas un autre peuple, il le modela.

L'astrophysicien Fang Lizhi a été l'un des héros du mouvement de 1989. Après le massacre, il a cherché à se consoler avec la présumée certitude que face à la monstruosité de ces journées, face aux millions de témoins, cette fois, au moins, « la technique de l'oubli de l'Histoire était condamnée à l'échec ». Personne ou presque ne pouvait deviner à l'époque à quel point Fang se trompait sur ce point. Le PCC appuya simplement sur la touche d'effacement et reformata le peuple chinois.

Le massacre de la place Tiananmen a bouleversé le monde – en Chine, on l'a tout simplement oublié. L'année 1989 ? « Sans aucun doute une année tout à fait ordinaire », lit-on dans un texte du poète Yang Lian.

Les fusils sans les stylos, ça ne fonctionne pas. Les soldats assassinent les insurgés, les écrivains de cour assassinent la vérité. « Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé », écrit George Orwell².

Effacer la mémoire

L'autocrate a besoin de l'amnésie collective de son peuple. La propagande du Parti ne cesse de prescrire de nouveau ce remède à son pays. Jadis, Mao Zedong avait souhaité que son peuple soit une feuille de papier blanche et vierge : « C'est là-dessus que l'on peut peindre les caractères les plus frais et les plus beaux. » Après le 4 juin 1989, le pays s'était gelé dans la terreur. Lorsque le peuple fut sorti de sa léthargie pour mieux courber l'échine, la propagande sut masquer avec art les terreurs de ces journées : « l'insurrection contre-révolutionnaire » se transforma d'abord en une simple « insurrection », puis l'insurrection en « tempête politique », et la tempête en « incident ».

Et à la fin le silence recouvrit même « l'incident ». Comme une vieille photographie qui pâlit jusqu'à ne plus laisser que des ombres.

Quand des policiers pékinois s'en prennent aujourd'hui à des correspondants étrangers qui enquêtent sur le massacre, ils les mettent en garde en termes vagues : il ne faut pas « écrire sur des sujets sensibles concernant des périodes sensibles ». Ils ne prononcent même plus les mots : « cette année-là », « ce jour-là ». Et de fait, chaque année autour du 4 juin, les expressions « cette année-là » et « ce jour-là » apparaissent de nouveau dans l'index des censeurs du Net. Sont également bloquées sur Weibo, pendant ces périodes, des expressions comme « lorsque le printemps rencontre l'été » ou « le 35 mai » – forgées autrefois par des usagers inventifs pour désigner le 4 juin. Wikipédia est interdit en Chine, son pendant chinois s'appelle Baidu Baike et se présente comme une « encyclopédie en ligne ouverte et libre ». Sur Baidu Baike, on trouvera une entrée pour l'année 1988 et une autre pour l'année 1990. Mais l'année 1989 n'existe pas. Une année entière est sortie de l'Histoire.

Ce qu'il y a d'ahurissant, là-dedans, ce ne sont pas les efforts des censeurs, c'est que ça ait bel et bien fonctionné. On peut y arriver. À une époque où les portes de la Chine sur le monde étaient, grâce à Internet, plus ouvertes que jamais, on pouvait laver le cerveau d'un peuple tout entier. Il y a de jeunes Chinois, des esprits intelligents et ouverts, qui ont grandi avec les smartphones et les réseaux sociaux, qui se rendent à l'étranger pour la première fois à vingt ans, pour leurs études, et qui entendent parler, là encore pour la première fois, de ce qui s'est passé dans leur patrie en 1989. Certains sont alors choqués, d'autres ne veulent pas y croire : ils tiennent ces informations à l'écart et se renferment dans le cocon que le Parti a tissé autour d'eux. « Pourquoi n'arrêtez-vous pas de mentir, vous, les journalistes occidentaux ? m'a écrit un jour un étudiant chinois en Allemagne. La réalité, c'est que vous ne pouvez pas supporter que la Chine soit forte. »

Le militant des droits civiques Hu Jia parle du 17 janvier 2005, le jour où est mort Zhao Ziyang, le leader libéral du PCC entre 1987 et 1989, l'ancien Premier ministre qui avait cherché à apporter une réponse aux étudiants de place Tiananmen avant d'être renversé par les hommes de la ligne dure regroupés autour de l'éminence grise Deng Xiaoping. Hu Jia connaissait la famille de Zhao ; il voulut aller

présenter ses condoléances. Lorsqu'il revint chez lui, son épouse Zeng Jingyan lui demanda où il était allé. Il le lui expliqua. Elle eut l'air surpris : « Chez qui ? Zhao Ziyang ? Qui est-ce ? »

« Ça m'a fait un petit choc, dit Hu Jia. Elle est née en 1983, c'est une femme intelligente, à l'esprit critique, elle a fait ses études à l'université du Peuple, l'une des universités d'élite de Pékin³. Et de toute sa vie, elle n'avait encore jamais entendu parler de Zhao Ziyang, l'homme qui fut, au moins sur le papier, l'homme le plus puissant de la nation. J'ai compris à cet instant de quel pouvoir le Parti dispose sur les cerveaux. »

Lorsque la journaliste américaine Louisa Lim a mené l'enquête pour son livre *The People's Republic of Amnesia*⁴, elle a montré à cent Pékinois la célèbre photo de « Tank Man » : cet homme en pantalon noir et chemise blanche qui, tout seul, sans autre arme qu'un sac en plastique à la main, barre le chemin à un convoi de chars roulant dans sa direction et, lorsqu'ils sont à un bras de sa frêle silhouette, les arrête. C'est l'une des images iconiques du xx^e siècle. Mais seuls quinze étudiants interrogés sur cent ont compris – avec un profond effroi – que la photo avait été prise en Chine, et plus précisément à Pékin : sur l'avenue de la Paix éternelle, celle qui mène à la place Tiananmen. Les quatre-vingt-cinq autres ? Ils ont hoché la tête et parié sur le « Kosovo » ou la « Corée du Sud ».

Villes disparues

Cette question du souvenir constitue un problème majeur lorsque, à quelques années ou quelques semaines d'intervalle, le monde, y compris physique, est régulièrement pulvérisé autour de nous, disparaît sans laisser de traces, est remodelé de fond en comble. Au cours des deux dernières décennies, toute la Chine a été rasée et reconstruite, parfois même plusieurs fois. Cela a permis aux citadins chinois d'adopter un style de vie occidental, de beaux appartements neufs dans des barres résidentielles sorties de terre comme des champignons et des

villes aussi modernes qu'anonymes. Ce processus a en outre effacé du jour au lendemain tout ce qui était familier aux gens.

« Il a suffi qu'on tourne le dos, et la rue que je connaissais depuis toujours avait disparu, dit Zhang Xiaogang, le peintre, à propos des années 1990. Je n'avais quitté Kunming que pendant un semestre. À mon retour, ma ville natale n'existe plus. Détruite en moins de temps qu'il ne le fallait pour le dire, ravagée. » À l'époque, où que l'on aille, les villes chinoises n'étaient que des décombres et attendaient de ressusciter, clonées en mille exemplaires. « Je crois qu'on n'a encore jamais vu ça au monde, à ce rythme, dans ces dimensions, dit Zhang. Dans ce monde, on bouleverse tout, jour après jour. Dans ta ville, mais aussi dans ta vie. Le rythme de ce qui se déroule ici est démentiel. Cela dépasse largement ce que l'âme d'un être humain supporte normalement. »

L'effacement de la mémoire dans l'urbanisme et l'architecture n'est que l'expression d'un oubli collectif devenu l'un des instincts de survie de ce peuple. « Les anciens bâtiments ont même probablement été la dernière chose qu'on ait effacée, dit Wang Shu, le plus célèbre architecte du pays, l'unique Chinois à avoir remporté le prestigieux prix Pritzker. Cela explique pourquoi les gens ont cessé de se défendre contre les démolitions et la reconstruction totale. Tout le reste, notre ancienne vie, notre tradition et notre culture, avait déjà été fichu en l'air auparavant, notamment pendant la révolution culturelle. Les anciennes maisons n'étaient qu'une ultime relique creuse. »

La Chine compte aujourd'hui cent vingt villes plus grandes que Chicago. La taille de beaucoup d'entre elles a décuplé, ou plus, au cours de la dernière décennie, et toutes ont ainsi totalement effacé leur histoire. « On a l'impression que quelqu'un a jeté cent vingt bombes atomiques sur la Chine », dit Wang Shu. Aucun des bâtiments qu'il a lui-même construits dans les années 1990 n'existe plus aujourd'hui. Ils ont tous été rasés.

Ce peuple qui se livre souvent à des culbutes désespérées manque aujourd'hui de bases, il est fortement déstabilisé. Si je suis allé rencontrer Zhang Xiaogang, le peintre, mais aussi Wang Shu, l'architecte, c'est que tous deux avaient choisi de bonne heure de

chercher du côté du souvenir. Or, en Chine, travailler sur la mémoire est infiniment plus compliqué qu'ailleurs et peut vous transformer en paria.

Ces deux créateurs n'y ont été reconnus qu'au moment où leur succès à l'étranger les a rendus célèbres. Zhang Xiaogang s'était fait remarquer par ses portraits de famille fondés sur les photos de studio de la révolution culturelle : des personnes portant le coutil uniforme imposé par Mao, des visages graves et immobiles. Quiconque s'intéresse à l'art moderne ou à la Chine a sans doute déjà été pris sous le charme de ses portraits, captivé par le regard hypnotique de ses visages peints comme des rêves. Ils sont sérieux, tranquilles comme un lac paisible : leur résignation muette dissimule toutefois une tempête des sentiments, la douleur et la nostalgie des individus s'y déchaînent. Tous ces tableaux paraissent un peu flous, les seuls détails vivants sont toujours les yeux noirs qui scintillent. Zhang Xiaogang a intitulé *Amnésie et Souvenir* une série qu'il a commencée au début du nouveau millénaire. La force indomptée du changement est pour le peintre l'une des puissances auxquelles il faut résister avec toute son énergie quand on veut retenir les événements pour le présent et pour le futur. Le Parti communiste est une puissance encore supérieure, lui qui voit dans le souvenir une force dangereuse et subversive. Quand tu transformes les gens en sans-logis, en apatrides, ils vont se blottir en frissonnant dans les bras protecteurs de la mère, le Parti – c'est cela, le calcul.

Zhang se rappelle son enfance, pendant la révolution culturelle. Enfermé entre les quatre murs nus de l'appartement attribué par leur unité de travail à Chengdu, où ses parents sont allés s'installer alors que Zhang avait cinq ans. Comme le petit garçon qu'il avait peint et qui fait des tours autour d'une table. Aucun rayon de lumière ne passe par les fenêtres qu'on voit sur ces tableaux. « À l'époque, dans notre immeuble, toutes les fenêtres étaient murées, se rappelle-t-il. Pendant deux ans, à cause des gardes rouges qui, de temps en temps, tiraient des salves sur la maison. Il n'y avait pas d'électricité non plus, juste des lampes à pétrole. C'était obscur. Comme dans un bunker. Ça m'a bousillé les yeux. »

Une horreur ? Oui et non. L'enfant de huit ans et ses amis trouvaient ça cool. « Nous formions une grande bande d'amis. Et il n'y avait aucun adulte qui ait pu s'occuper de nous. Nous nous promenions comme nous le voulions. » La révolution culturelle a été l'une des heures les plus sombres de l'humanité. Mais pour certains enfants – on l'entend souvent dire –, une grande époque de plaisir. Du matin au soir, les adultes participaient à des réunions militantes, ils se dénonçaient et s'humiliaient les uns les autres. Des gardes rouges paradaient avec les cadavres torturés à mort de leurs ennemis « contre-révolutionnaires ». Mais les petits enfants, eux, passaient leur temps à courir dans les escaliers, ils se retrouvaient dans un conte de fées, un monde anarchique dont les adultes étaient exclus. Jamais encore une génération d'enfants chinois n'avaient grandi avec aussi peu de contraintes et autant de liberté. Pas d'autorités, pas d'école, pas de devoirs à la maison, et ce à longueur d'année. Zhang a vu beaucoup de morts au cours de ces journées-là, a entendu beaucoup de fracas dû aux combats. « Pour un petit garçon, c'était effroyable, dit-il. Et excitant. »

La révolution culturelle oubliée

La révolution culturelle, qui dura de 1966 à 1976, a dévasté l'âme du peuple. « Et aujourd'hui, dit Zhang, elle est oubliée. » On a pu le constater en 2016, cinquante ans précisément après la date où Mao Zedong avait lancé sa campagne des Cent Fleurs. De toute l'année, il n'y a eu aucune commémoration, aucune cérémonie de deuil. Aucun débat, aucune autocritique. Un manteau de silence a recouvert le pays. Le Parti sait que le souvenir peut le mettre en danger. C'est la raison pour laquelle il réécrit le passé et met ce roman historique fantasmé au service du temps présent.

Après la mort de Mao, les grands chefs du PCC ont affirmé que la révolution culturelle avait représenté « dix années de chaos », mais pour ajouter hâtivement que Mao avait eu de grands mérites et que ses erreurs avaient été vénielles. Le Parti refit ses comptes et jugea que le

Grand Timonier avait été « bon à 70 % et mauvais à 30 % ». Ce bilan intègre aussi les quarante millions de morts par famine du Grand Bond en avant, de 1958 à 1961, cette campagne criminelle au cours de laquelle Mao ordonna même aux derniers des paysans dans le dernier des villages de fondre leurs outils et leurs casseroles pour en faire de l'acier. Mao voulait ainsi « rattraper l'Angleterre et dépasser l'Amérique », faire de la Chine, du jour au lendemain, un pays industrialisé. Au bout du compte, la Chine n'avait plus une bêche, plus une pelle, plus un soc de charrue, plus un wok, et le résultat fut l'une des plus grandes famines de l'Histoire.

Peu après son entrée en fonctions, le chef du Parti Xi Jinping a frappé une nouvelle fois de tabou toute critique de Mao Zedong. Le PCC qualifie tout examen critique du passé de « nihilisme historique » et le réprime. Ensuite, en avril 2018, le Congrès national du peuple a promulgué une loi qui menace de sanction quiconque « offense ou calomnie les héros et martyrs » communistes, c'est-à-dire toute personne qui oserait mettre en doute la véracité des récits héroïques du glorieux passé du Parti. Le jour même où je suis allé rendre visite au peintre Zhang Xiaogang dans son atelier, des ouvriers étaient justement en train de changer le célèbre portrait de Mao à la porte de la Paix céleste : le Grand Timonier devait être sans taches et repeint de frais pour la fête nationale.

« J'ai toujours pensé que l'histoire et le souvenir l'emporteraient, au bout du compte, sur les défigurations du passé, écrivait l'auteur Yan Lianke en 2013. C'est manifestement le contraire. Dans la Chine actuelle, l'amnésie l'emporte sur le souvenir. Le mensonge triomphe de la vérité⁵. » La peur est une chose. Que ceux qui étaient présents gardent le silence, qu'il y ait un accord tacite avec le pouvoir : en Chine, ce sont de simples techniques de survie. Tout comme cacher la vérité à ses propres enfants, de crainte qu'elle puisse les mettre en danger s'ils en faisaient état de manière irréfléchie devant des camarades de classe ou des enseignants. J'ai rencontré un jour Cui Jian, le rocker qui a joué en 1989 pour les étudiants sur la place Tiananmen et dont la chanson *Je n'ai rien* (*Yi wu suo you*) est devenue leur hymne ; je lui ai demandé ce qui le préoccupait le plus en Chine.

« *Zhuang-sha* », a-t-il répondu du tac au tac : l'expression qui désigne cette manière de faire l'idiot qui, sous des dictatures comme celle-ci, est devenue pour beaucoup une seconde nature.

Yan Lianke déplore le silence et la pusillanimité de ses collègues écrivains et, d'une manière générale, de la caste des intellectuels face à la perte de mémoire ordonnée par l'État. « La fenêtre ouverte dont nous jouissons aujourd'hui, ce sont plutôt les puissants qui nous l'ont octroyée que les intellectuels qui l'ont conquise en se battant inlassablement pour l'ouverture, écrit-il. Quand on a passé des années dans la cellule obscure d'une prison, on éprouve inévitablement de la reconnaissance si l'on ouvre l'une des fenêtres de sa cellule et qu'un peu de lumière y entre. Qui trouverait encore le courage de demander qu'on veuille bien lui ouvrir la porte ? »

Courir après l'argent

Mais c'est plus qu'une simple peur. Après 1989, quelque chose de nouveau s'y est ajouté. La direction du pays, réunie autour de Deng Xiaoping, a proposé un échange à son peuple, au moins celui des villes : faites de l'argent, devenez riches – et fermez-la ! Et le peuple a répondu : tope là ! « *Wang qian kan* » était le slogan du moment : « Regardez vers l'avant ! », ne vous retournez surtout pas. Pratiquement, on peut aussi comprendre « *Wang qian kan* » comme : « Courez après l'argent ! » Depuis, le Parti suit une trajectoire sans précédent, mélange d'ouverture économique et d'étranglement politique. Il continue à brandir le communisme comme le saint graal, mais tout le monde sait qu'il est mort depuis longtemps. En guise d'opium du peuple, les chefs ont préféré le nationalisme, une petite plante toxique qu'ils engrangent avec application et qui, depuis, porte bien des fleurs sauvages.

Le passé est oublié, mais il n'est pas passé. Que la société chinoise fonctionne aujourd'hui comme elle le fait est indissociable de ce qui s'est produit pendant la révolution culturelle. Cette dernière, dit Zhang

Xiaogang, n'est pas simplement un fait historique, plutôt un « état d'âme ». La Chine d'aujourd'hui peut bien scintiller de mille paillettes, elle peut bien être en plein boom, qu'on ne se laisse pas abuser pour autant : « Beaucoup de ce qui se passe dans le psychisme actuel des Chinois remonte à cette époque. » On sait que lorsqu'il est question de guerre, ce type de traumatismes se transmet sur plusieurs générations. Si, aujourd'hui, chacun continue à se méfier de tout le monde, si chacun considère que nul ne peut avoir d'autre intention que celle de le tromper et de le désavantager, c'est qu'il fut un temps où des époux se dénonçaient entre eux et où des enfants envoyoyaient leurs parents en camp de travail, quand ce n'était pas à l'échafaud. La jeunesse de l'époque – les bourreaux comme leurs victimes – est aujourd'hui au pouvoir. Elle dirige le Parti, l'État, les grandes entreprises.

Et si le pays est aujourd'hui ce qu'il est, on ne peut pas le dissocier non plus de ce qui s'est produit en 1989. La Chine est rutilante, la Chine est puissante, la Chine est en pleine ascension – et la pourriture est en son noyau. Pendant de nombreuses années, l'expansion fulgurante et la prospérité croissante des villes ont justement fait de la bourgeoisie urbaine le plus fidèle complice du Parti. Et comme les idéaux sont interdits dans le pays depuis 1989, il s'est précipité dans un matérialisme sans frein. Les familles des chefs du PCC se sont insolemment enrichies, et en premier lieu le clan de Li Peng, le Premier ministre qui avait proclamé l'état de guerre en 1989. Dans la société, l'idéalisme et l'abnégation de jadis ont laissé place à un cynisme omniprésent. La crise morale dont souffre la société, la perte de toute confiance en autrui et dans l'appareil, la corruption qui pullule, le désastre écologique, tout cela trouve son origine dans ces moments fatidiques.

Le deuil interdit

Mais si l'on ordonne de vouer la nuit du 4 juin à l'oubli, alors le souvenir est un crime. Sur l'index des censeurs de Weibo, au cours des

premières journées de juin, on trouve toujours aussi, année après année, le mot *daonian*, « porter le deuil ». Le deuil est interdit, en parole et en acte. De qui le Parti a-t-il peur ? Manifestement, de cette poignée d'obstinés qui s'accrochent à leurs souvenirs. Chaque année se répète la même comédie, les autorités font taire ou jettent en prison quelques dizaines de têtes brûlées au cours des semaines qui précèdent le 4 juin. Le dessin que Zhang Xiaogang a posté le 4 juin sur son compte Weibo, qui montre un visage effrayé, aux mains jointes devant la bouche, a immédiatement été supprimé. Dès les premiers jours du mois de juin chaque année, journalistes et diplomates étrangers ne parviennent plus à joindre les « mères de la place Tiananmen », un groupe de militantes pour la démocratie qui ne veulent pas cesser de commémorer la mort violente de leurs fils et de leurs filles. Autre cas, celui de Chen Guang, l'un des soldats de l'époque, devenu peintre par la suite – il a été arrêté peu avant le vingt-cinquième anniversaire du massacre, après avoir fait devant des amis une performance au cours de laquelle il avait numéroté des murs peints en couleurs vives de 1989 à 2014 avant de les recouvrir de peinture blanche. Et en avril 2019, un tribunal de Chengdu a envoyé l'activiste Chen Bing en prison pour trois ans et demi. Il avait participé avec son frère au mouvement de contestation de 1989 ; en 2016, il avait produit avec des amis un alcool de commémoration de TIANANMEN : sur l'étiquette de cette bouteille vendue 89,64 yuans figurait une photo de « Tank Man ».

Le massacre de 1989 n'a pas fait taire tout le monde. Quand on considère la poignée de ceux qui pourraient constituer aujourd'hui quelque chose comme la conscience de la Chine – avocats, militants des droits civiques, intellectuels, auteurs –, on constate qu'effectivement, pour beaucoup d'entre eux, cette nuit a été le déclencheur de leur engagement. Mais globalement, le triomphe de la propagande est écrasant. « Les moins de cinquante ans n'ont pratiquement aucune idée de ce qui s'est passé sous Mao, dit le journaliste et auteur Yang Jisheng. Ils croient que c'était grand et bien parce que c'est ce que leur racontent la télévision et les livres. » Yang Jisheng a été un journaliste de l'agence de presse d'État Xinhua, il a utilisé son statut pour avoir accès aux archives partout dans le pays et a écrit après de longues années

d'enquête le livre *Stèles*, dans lequel il révélait des détails encore totalement inconnus sur le Grand Bond en avant⁶. Yang documente dans son ouvrage de nombreux cas de cannibalisme ; il évalue le nombre des morts à 36 millions – d'autres historiens, comme Frank Dikötter, considèrent que ce chiffre a même pu monter jusqu'à 45 millions⁷.

Il arrive que le souvenir soit sélectif – c'est le cas de la révolution culturelle : on a pu publier quelques livres et films qui décrivaient le chaos et l'atrocité de ces années-là sur la base des expériences individuelles – mais à cette date, la question du « pourquoi » était tabou. Comment cela a-t-il pu se produire ? Qui était responsable ? Quel rôle a joué le Parti ? Il avait commencé par faire émerger un autocrate comme Mao et l'appareil avait permis l'exercice d'un pouvoir brutal aux dépens d'un peuple tout entier – ce qui avait du reste suscité dans certaines parties de la gauche européenne un enthousiasme tout aussi religieux qu'en Chine. La révolution culturelle s'était lancée dans une atroce campagne d'éradication des « quatre anciens », c'est-à-dire la « pensée ancienne », l'« ancienne culture », les « anciennes habitudes » et les « anciennes mœurs ». Au bout du compte, elle avait effectivement réduit à néant toutes les conquêtes de l'antique culture chinoise – et n'avait sauvé, pour le faire entrer dans l'ère nouvelle, que cette vieille plaie de la Chine antique qu'était le despotisme. Ironie de l'Histoire, les chefs du Parti utilisent aujourd'hui encore le souvenir amputé de ces troubles mortels : « Plus jamais le chaos ! » dit la propagande en sachant pouvoir compter sur l'assentiment de ses citoyens traumatisés. En conséquence, conclut-elle dans une deuxième étape : « Serrez les dents derrière le chef et ne le mettez pas en doute ! » Son mantra, c'est la « stabilité ». La répression de toute espèce de nuance se fait sous le slogan « *weiwen* », « maintenir la stabilité ».

Contrairement à ce qui s'est passé pour la révolution culturelle, l'oubli est complet pour ce qui concerne le Grand Bond en avant – bien qu'il ait coûté un nombre de vies humaines plusieurs fois supérieur. Pour autant qu'il le mentionne encore, le Parti parle pudiquement des « années difficiles ». Il ne cesse de prescrire au peuple l'amnésie historique – le contraire le forcerait à répondre de ses crimes. La haine

contre le Japon, avec la litanie des crimes commis par les Japonais contre le peuple chinois, est l'un des thèmes centraux de la propagande nationaliste. Que se passerait-il si on laissait s'infiltre dans la conscience des Chinois l'idée que le PCC, sous Mao Zedong, a sans doute tué « entre huit et dix fois plus de Chinois que les Japonais », comme l'évalue le sinologue américain Perry Link⁸ ? « On pourrait utiliser l'argument que les Japonais étaient plus cruels, eux qui enterraient les gens tout vifs et rivalisaient pour le plus grand nombre de têtes coupées pendant le massacre de Nanjing, écrit Link, mais qui peut dire si c'était plus cruel que l'arrachage des yeux pendant la révolution culturelle ou le repas rituel avec les foies des ennemis de classe à Guangxi, en 1969, que Zheng Yi a documenté dans son livre *Stèles rouges*⁹ ? »

Le professeur d'histoire Liu Tong, de Shanghai, a sans doute raison lorsqu'il estime que si le PCC a une leçon à tirer de la chute de l'Union soviétique, c'est bien que le Parti ne doit jamais abandonner le contrôle de l'historiographie : « La destruction de l'histoire, dit ce professeur – et il entend par là l'historiographie officielle et dictée depuis le haut –, serait le premier pas vers la destruction du Parti. Cela ébranlerait la croyance des gens¹⁰. »

Stèles rouges de Zheng Yi ou encore *Stèles*, le livre courageux du journaliste Yang Jisheng, ont paru à Hong Kong et à Taïwan. Ils sont lus aux États-Unis et en Allemagne. En Chine, ils sont interdits.

Yang Jisheng avait en dernier lieu travaillé pour la remarquable revue *Yanhuang Chunqiu*. Il ne s'agit pas d'un magazine dissident, bien au contraire : il a été fondé en 1991 par des vétérans du Parti qui avaient toutefois tiré les leçons de la gouvernance violente de Mao. Avec des rédacteurs qui étaient presque tous membres du PCC et n'avaient d'autre projet que de « chercher la vérité dans les faits », comme Deng Xiaoping l'avait jadis prescrit à son peuple. La revue mettait au jour des éléments qui démasquaient certaines des histoires préférées de la propagande du PCC. Mais c'est précisément ce type de révélations qu'a en tête Xi Jinping lorsqu'il parle de « nihilisme historique » : elles ébranlent cette foi qui est le privilège des aveugles et des sourds.

Yanhua Chunqiu n'a pas survécu non plus à la campagne lancée par Xi contre l'élaboration de l'histoire ; en 2017, des cadres de la propagande lancèrent une OPA hostile sur cet organe de presse. Du Daozheng, le très âgé fondateur et rédacteur en chef, venait d'être admis à l'hôpital. Depuis son lit de malade, cet homme de quatre-vingt-douze ans condamna cette prise de contrôle dans laquelle il voyait un procédé « semblable à ceux de la révolution culturelle ». En 2011, Du Daozheng avait comparé la situation en Chine à celle d'une cocotte-minute : « Plus tu visses la soupape, plus la pression monte à l'intérieur. Et un jour, tout explose. » Un an plus tard, Xi Jinping devenait chef du Parti. Depuis, on donne chaque jour un tour de vis supplémentaire.

Travail de détail

Mais la machine à oublier n'efface pas seulement les grands mensonges historiques et les grands crimes du Parti, elle travaille aussi dans le détail et enterre jour après jour, année après année, tous les petits faux pas, gaffes, malheurs et catastrophes qui pourraient laisser penser qu'il y a quelque chose de pourri dans le système. Des événements sur lesquels la réflexion et l'analyse trouveraient matière à s'exercer doivent se dissoudre pour devenir quelque chose qui n'a jamais eu lieu. Les lieux qui pourraient fournir des informations sont verrouillés. Il ne subsiste souvent plus qu'un écho discret : c'était quoi, déjà ? S'il reste encore un souvenir aux hommes, alors il ne doit être peuplé que d'ombres et de silhouettes.

Les villages frappés par le sida dans la province du Henan en sont un bon exemple. Là, des cadres peu scrupuleux du Parti construisaient main dans la main avec des hommes d'affaires, à travers tout le pays, des réseaux de don du sang travaillant d'une manière si peu hygiénique qu'au bout du compte des villages entiers furent contaminés par le virus HIV et attendirent la mort ensemble.

Autre exemple, l'explosion d'un entrepôt de produits toxiques à Tianjin, au mois d'août 2015, provoquant au beau milieu de la nuit une

colonne de feu plus haute qu'un gratte-ciel. C'était à quelques centaines de mètres seulement d'une zone résidentielle de luxe. Un enfer au cœur de l'une des villes les plus riches et les plus modernes du pays, à deux heures de voiture de la capitale. Et tout cela en raison d'un entrepôt illégal de produits dangereux dont les autorités ne savaient même pas quelles substances mortelles il abritait. Une municipalité ingénue, des autorités corrompues, une direction désemparée qui envoya des dizaines de pompiers à une mort certaine par le poison et par le feu. Le bilan catastrophique : 200 morts et disparus dans le monstrueux incendie, un cratère au cœur de la ville, des sols et des logements contaminés. Les gens étaient choqués. S'ils en entendirent parler, c'est uniquement parce que des images de cet enfer circulèrent, au début, dans les médias sociaux. Les premiers jours, l'appareil du Parti était comme tétanisé.

À l'époque, un ami publicitaire me passa un coup de téléphone. Lui et son épouse avaient décidé d'émigrer. « C'est par un pur hasard que nous avons entendu parler de Tianjin, par hasard que cette fois tout est sorti au grand jour : leur degré de corruption, la manière dont ils maquillent tout, dont ils se couvrent mutuellement, le peu de cas qu'ils font de la vie du peuple. Mais, à ton avis, combien de choses se déroulent en ce moment précis autour de nous, qui sont tout aussi effroyables et dont nous ne saurons jamais rien ? » Il me parla de son fils, âgé de sept ans, pour lequel ils cherchaient à présent des écoles en Europe. « Quel pays ! Tu n'es jamais en sûreté et il n'y a pas d'espoir. Tu sais, nous, nous pouvons tout avaler. Mais nous devons au moins faire sortir notre fils du pays, ou en tout cas lui permettre de mener une autre vie. »

Le Parti savait ce qui était en jeu. Il savait que l'on pourrait établir un lien direct entre l'accident survenu à Tianjin et l'opacité, la corruption et l'incompétence du système. La censure et la propagande se remirent rapidement sur leurs pattes, commencèrent par transformer les messages exprimant le deuil et le choc en messages glorifiant tous les courageux soldats, pompiers et infirmières qui s'étaient sacrifiés au service du Parti et du peuple. Et très rapidement – cela ne dura que

quelques semaines –, Tianjin disparut complètement des informations et n'y reparut plus jamais.

Un événement qui, en Allemagne – que l'on pense à la catastrophe survenue pendant la Love Parade de Duisbourg –, aurait provoqué des années de travail de recherche des causes, un deuil et une commémoration annuelle, se transforma ici en un néant. Dans le cas du tremblement de terre dévastateur de Sichuan, le 12 mai 2008, le gouvernement se surpassa encore. 69 000 personnes perdirent la vie à l'époque, dont 5 000 écoliers enterrés sous les décombres de leurs établissements. Les écoles étaient de toute évidence des taudis mal construits. Beaucoup de ces enfants n'avaient donc pas été victimes d'une catastrophe naturelle, mais avant tout de la corruption – un fait qu'on ne parvint pas à camoufler et qui suscita dans un premier temps une grande indignation dans tout le pays. Le gouvernement du district ne fit pas du dixième anniversaire du tremblement de terre une journée de commémoration – il le proclama au contraire « Journée de la Gratitude ». Les victimes de l'époque, lisait-on dans un reportage euphorique de la presse d'État¹¹, éprouvaient à présent un « bouillonement de gratitude » pour tous ces nouveaux édifices « beaux et propres », et pour tout le « grand amour » que leur avaient prodigué le pays et le Parti après la catastrophe. Pas un mot de toute la souffrance, de l'amertume et des accusations des parents qui avaient perdu des enfants et dont certains avaient protesté contre le mensonge et le maquillage de la réalité – jusqu'à ce qu'on les arrête et les contraigne au silence.

« Nous nous habituons très progressivement à la perte de mémoire et nous mettons en cause les gens qui posent encore des questions, écrit Yan Lianke. Nous perdons tout doucement les souvenirs que nous avons sur ce qui est arrivé à notre pays dans le passé, puis nous perdons le sentiment de ce qui se passe en ce moment dans notre nation, et pour finir nous courons le risque de perdre les souvenirs que nous avons de nous-mêmes, de notre enfance, de notre amour, de notre bonheur et de notre douleur. »

La Chine se tait ainsi sur les morts par famine du Grand Bond en avant, elle se tait sur les racines de la révolution culturelle et elle se tait

sur le massacre de ses enfants, au cœur de l'Empire, en 1989. Mais sous ce silence de plomb fermenté un bouillon de douleur, de culpabilité et d'amertume qui, en putréfaction, envoie des bulles toxiques à la surface de la Chine actuelle. L'une des plus toxiques est la nostalgie, qui manque de mémoire et donc de vérité. Une nostalgie qui embellit, dans ses rêves, les monstres du passé, et souhaite leur retour.

Au cours de l'été 2012 a de nouveau éclaté une querelle avec le Japon, cette fois à propos des îles Senkaku, en mer de Chine orientale. Au milieu de la capitale s'est formé ce que l'on ne voit jamais dans l'empire du PCC : une manifestation regroupant plusieurs dizaines de participants, acheminés en bus pour laisser libre cours à la colère populaire contre le Japon. Et pour la première fois depuis la fin de la révolution culturelle, une foule a de nouveau marché dans les rues de Pékin non seulement pour souhaiter une mort atroce à ses ennemis (« Effacez Tokyo de la carte ! » lisait-on sur certaines pancartes), mais aussi pour brandir des slogans à la gloire de Mao : « Mao, reviens ! » pouvait-on lire. Et le gouverneur de Chongqing destitué la même année, Bo Xilai – le plus grand rival de Xi Jinping en politique extérieure –, s'était attiré dans tout le pays des adeptes enthousiastes parce qu'il avait fait chanter de nouveau les « chants rouges » de l'époque maoïste dans les parcs de sa ville : « L'amour pour sa mère et pour son père n'égale pas l'amour pour Mao Zedong. »

La clique de néogauchistes et de néomaoïstes intellectuels qui avait applaudi Bo Xilai avec enthousiasme et en avait fait l'espoir de la Chine est aujourd'hui encore l'un des courants les plus bruyants sur l'Internet chinois – beaucoup d'entre eux ont depuis longtemps reporté leurs espoirs sur Xi Jinping, qu'ils vénèrent. Ce sont des gens qui disent que les millions de morts par famine du Grand Bond en avant sont une invention de la CIA.

De quel enfant parles-tu ?

Il existe quelques obstinés que l'oubli horrifie. Zhang Hongbing est l'un de ceux-là ; je l'ai interviewé dans sa région natale de Guzhen, une petite localité de la province de l'Anhui, dans le sud de la Chine. Il est convaincu qu'il faut « enfermer le pouvoir dans une cage » et mettre la vérité au grand jour. C'est un combat pour les enfants, dit-il : les enfants de Chine qui, de nouveau, sont tellement naïfs, tellement vulnérables à la séduction. Zhang Hongbing lui-même s'est laissé séduire, autrefois. Il était garde rouge et il avait seize ans quand il a livré sa mère aux bourreaux, sous prétexte qu'elle avait dit, au dîner, qu'elle préférait voir un autre homme que Mao à la tête de l'État. Comme il s'était mis en colère, elle lui avait répondu : « Mon enfant, tu n'as aucune idée de ce qu'est la lutte des classes. » Le fils avait bondi : « De quel enfant parles-tu ? Nous sommes les gardes rouges de Mao Zedong. Si tu continues à cracher du venin, je te fracasse ton crâne de chienne ! »

Et lorsque sa mère, elle aussi, avait laissé filer sa colère et lui avait répondu que dans ce cas elle arracherait du mur le portrait du grand Mao, son père intervint à son tour : « Fang Zhongmou ! dit-il, tu es une incorrigible contre-révolutionnaire, et désormais tu n'es plus des nôtres. Tu es l'ennemi. Nous te combattons ! » Le fils dénonça la mère au comité de la révolution, il écrivit dans son acte d'accusation que sa mère avait mérité la mort. Quelques semaines plus tard, les révolutionnaires exaucèrent son vœu et exécutèrent sa mère.

Les écoles de Chine, dit Zhang Hongbing, portaient une grande responsabilité. « Aujourd'hui encore, elles éduquent des sujets dévoués. Des esclaves. Des enfants de loup. » Des gens comme Zhang Hongbing ne reçoivent pas seulement des invitations à venir boire le thé envoyées par des policiers soucieux ; ils ont aussi droit à beaucoup de courriers malveillants de la part du peuple : « Dis ce que tu as en tête ! », « Notre vie est pourtant si bonne aujourd'hui. Pourquoi toucher au passé ? », « Ne vivons-nous pas aujourd'hui dans une “société harmonieuse” ? Tu es en train de détruire l'harmonie ! » Zhang Hongbing soupire : « Mais pourquoi les fils et les filles du peuple chinois comprennent-ils si peu de choses ? »

De fait, le Parti s'entend si bien à gommer l'Histoire qu'il lui arrive de se faire à lui-même un croc-en-jambe. À Chengdu, par exemple, la militante des droits civiques Chen Yunfei est parvenue en 2007 à publier dans le journal une petite annonce évoquant un « hommage aux courageuses mères des victimes du 4 juin ». Lorsque le jeune rédacteur a demandé à quel événement renvoyait ce 4 juin, il s'est contenté de la réponse qu'elle lui fournit : « un accident minier ». Par la suite, lui-même et deux autres collègues ont été licenciés – leur ignorance était pourtant la meilleure preuve du succès des efforts de censure accomplis par l'État.

Je n'ai pu m'empêcher d'y penser le jour où j'ai assisté, au Théâtre national de Chine, au cœur de Pékin, à une représentation de danse moderne que le Cloud Gate Dance Theatre de Taïwan donnait sur les *Neuf Chants* du poème de Qu Yuan, une œuvre qui a plus de deux mille ans. Le chorégraphe Lin Hwai-min avait transposé les *Neuf Chants* à Taïwan en en ramenant aussi certains dans la modernité. Je ne m'étais cependant pas préparé à la scène finale. Le plateau était plongé dans le noir. Très lentement, on vit se dessiner, par-derrière, l'ombre d'une voiture blindée. Des gens se dressèrent, d'abord un couple, puis des gens de plus en plus nombreux qui se regroupèrent et formèrent au bout du compte une armée d'ombres marchant, tranquillement, en direction du blindé. Et puis, tout à coup, le feu d'une mitrailleuse. Les danseurs titubèrent, tressaillirent, tombèrent par terre.

Lin Hwai-min avait créé cette scène dans l'esprit d'un hommage aux victimes de la Terreur blanche du dictateur Chiang Kaï-shek (1887-1975), celles du massacre du 28 février 1947 à Taiwan. Mais qui le savait parmi les spectateurs, à Pékin ? Et comment était-il possible, à ce moment-là, dans ce lieu-là, à seulement deux cents mètres à vol d'oiseau de la place Tiananmen, de ne pas interpréter ces images comme une allégorie du 4 juin 1989 ? Je suis resté assis là un moment, comme foudroyé. Puis je me suis demandé comment ce spectacle avait bien pu franchir le cap de la censure. Le Théâtre national inauguré en 2007, un hémisphère en argent qui semble flotter sur l'eau, avait été explicitement conçu par les maîtres d'ouvrage du Parti comme l'expression de l'appartenance de la Chine au monde moderne. Toute

association d'idées avec 1989 avait-elle aussi été effacée des esprits des responsables ? Si oui, alors le lavage de cerveau du Parti aurait justement fait en sorte qu'à un jet de pierre de la place, on rappelle la mémoire des morts de 1989 et que les ombres reviennent, fût-ce pour une seule soirée.

À la fin, ils étaient tous sur la scène, fauchés par les balles, le silence était complet. D'autres danseurs arrivaient sur le côté, avec de petites lumières qu'ils déposaient sur le sol, de plus en plus nombreuses, jusqu'à ce qu'elles finissent par s'unir en une mer d'étoiles.

LE MANDAT DU CIEL

Comment le Parti s'est choisi un empereur

« La dictature d'un seul parti mène toujours à la perte du pays. »

Xinhua Daily, journal du PCC, alors dans l'opposition,
s'exprimant en 1946 sur la dictature du Kuomintang
nationaliste

Oui, la Chine a un gouvernement. Seulement, il ne gouverne pas. Le seul qui gouverne, c'est le Parti communiste. Ministres et ministères ne sont que les organes exécutifs de décisions prises à la tête du Parti – il arrive même fréquemment qu'ils ne soient même pas cela, mais de simples figurants. Et si l'on peut bien entendu parler du « président de la République Xi Jinping », il faut quand même savoir que ce titre est le moins important de ceux que porte Xi. Ce n'est pas la fonction de président qui lui confère son pouvoir, mais celle de secrétaire général du PCC.

Le Parti communiste chinois a été fondé en 1921 par une petite douzaine de communistes locaux qui avaient fui Shanghai sur un bateau de croisière sur la mer du Sud ; c'était dans la ville de Jiaxing. Aujourd'hui, celle-ci compte 89 millions d'habitants, plus que l'Allemagne. Même après sa prise de pouvoir en 1949, le PCC n'a jamais totalement cessé de fonctionner comme une organisation clandestine. La phrase du sinologue Simon Leys vaut encore aujourd'hui, qui décrivait l'ouvrage quotidien du PC chinois comme

« l'art d'interpréter des inscriptions inexistantes portées à l'encre invisible sur une feuille de papier blanc¹ ». Et lorsque parut en 2010 le livre de Richard McGregor *The Party*, une œuvre de référence sur le PCC, il portait le sous-titre « Le monde secret des gouvernants communistes de la Chine² ». La citation la plus mémorable de ce livre était la phrase d'un professeur de l'université du Peuple à Pékin : « Le Parti est comme Dieu. Il est partout. Seulement, tu ne peux pas le voir. »

Le Parti est toujours comme Dieu, il est encore partout – mais une chose au moins a changé avec la prise de fonctions de Xi Jinping : maintenant, on le voit de nouveau. Xi fait en sorte que le Parti redevienne l'objet d'un culte ouvert et ardent. Après des décennies de « politique d'ouverture et de réforme » au cours desquelles le PCC s'est souvent contenté de tirer les ficelles en coulisses, Xi a décidé qu'il n'était plus dans l'intérêt du Parti de dissimuler ou de délayer l'essence de son système : « Peu importe que ce soit le gouvernement, l'armée, le peuple ou les écoles, que ce soit à l'est, à l'ouest, au sud, au nord ou au centre – le Parti domine tout³. » C'est sans ambiguïté. Xi abolit la séparation entre l'État et le Parti qu'avait jadis imaginée Deng Xiaoping. Finis, les espaces de liberté qu'avaient conquis la société civile mais aussi certains médias. Terminée, l'illusion que l'Armée populaire de libération chinoise servait avant toute chose le pays et le peuple. À proprement parler, l'armée chinoise n'a jamais été l'armée de la Chine – elle a toujours été l'armée du Parti et elle l'est encore aujourd'hui. « Vous devez témoigner d'une loyauté inébranlable à l'égard du principe de la direction absolue du Parti sur l'armée, suivre toujours l'appel du Parti, obéir toujours au Parti, expliqua Xi Jinping aux troupes venues manœuvrer devant lui à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de l'APL. Vous devez porter le champ de bataille là où le Parti vous l'indique. »

Les cellules du Parti regagnent aussi du pouvoir dans les universités, les fabriques de la pensée, les ONG et les entreprises – l'historien pékinois Zhang Lifan parle de la « partification » du pays. Les grandes écoles, dit-il, sont en train de se transformer en « écoles du Parti ». Xi Jinping est un maniaque du contrôle : il utilise les cellules du

Parti réactivées au profit de la recentralisation du pouvoir. Dans le même temps, il fait table rase de maintes illusions du passé. L'État, le peuple et le Parti – de toute façon, pour les chefs et les idéologues du PCC, ces différentes productions ne font qu'un et, comme dans le cas de la Sainte Trinité, il est difficile de les dissocier les uns des autres. Dès lors, quand le Parti remplace aujourd'hui ouvertement l'État dans bien des domaines, le système ne fait qu'agir un peu plus honnêtement. De même, la refonte du gouvernement en janvier 2018 était parfaitement logique : des groupes dirigeants du PC ont gagné, aux dépens des autorités gouvernementales, l'autorité sur le ministère de l'Économie et le secteur des finances, sur la politique étrangère et le cyberspace. L'autorité centrale de propagande du Parti a repris le contrôle sur le cinéma, la presse et les maisons d'édition qui dépendaient jusqu'alors des autorités compétentes de l'État⁴. Et le « département central Front uni du travail » du PCC a absorbé les administrations étatiques chargées des affaires religieuses et des relations avec les Chinois de l'étranger.

Le Parti ne se dissimule plus. Les entreprises du pays en font, elles aussi, l'expérience. Des cellules du PCC dans les entreprises, il y en a toujours eu. Mais au cours des dernières décennies, leur présence était purement formelle, il s'agissait en quelque sorte de cellules dormantes. Aujourd'hui, on les réveille, elles veulent avoir leur mot à dire, leur part dans les décisions. Y compris dans les entreprises privées, y compris dans les sociétés étrangères. On voit à présent des membres chinois de sociétés en *joint-venture* exiger de leurs partenaires que les cellules du Parti au sein de l'entreprise soient intégrées aux décisions stratégiques prises par celle-ci⁵. Or, selon les statuts du Parti, ses membres doivent placer « les intérêts du Parti et du peuple au-dessus de tout le reste ». Un juge chinois l'a formulé ainsi : la « nature partisane » d'un membre du PCC doit, en cas de conflit d'intérêts, peser plus lourd que sa « nature humaine⁶ ».

Dans les locaux du groupe Internet Tencent, à Shenzhen, un panneau mural indique le nombre d'employés membres du Parti (ils étaient 8 000 en 2018) ; sur ce tableau, on voit le pingouin, symbole de l'entreprise, porter fièrement marteau et faufile sur la poitrine.

Il y a longtemps que les entreprises privées sont le moteur de l'évolution et de la modernisation de la Chine : quand Xi Jinping a pris le pouvoir en 2012, elles représentaient la moitié de tous les investissements en Chine et les trois quarts de la production. Cela vaut en particulier pour les domaines des technologies de l'information : tous les géants de l'Internet et presque toutes les start-up de l'intelligence artificielle sont des entreprises privées.

Mais la nouvelle classe de chefs d'entreprise se sait tributaire du bon vouloir et de l'arbitraire du PCC. Seuls réussissent les chefs d'entreprise qui sont à tout moment conscients du rôle délicat qui est le leur au royaume du Parti. « Il n'existe rien en Chine qui ressemble au libre entrepreneuriat, dit le professeur d'économie américain Christopher Balding, qui enseigne dans le sud du pays. Il n'y a que différents échelons de soumission à Pékin. » Les hommes d'affaires chinois ne doivent pas seulement gagner de l'argent. Ils doivent avant tout, comme l'a expliqué un jour Xi Jinping en personne à un groupe de chefs d'entreprise, « aimer la patrie, le peuple et le Parti communiste, et pratiquer activement les valeurs socialistes centrales ». En mai 2018, l'administration du cyberspace a créé, en collaboration avec les géants de l'Internet chinois, une « Union chinoise des sociétés de l'Internet » (CFIS) qui se donnait pour but explicite de « promouvoir le développement d'organisations du Parti dans l'industrie⁷ ». Dans *Le Quotidien du peuple*, on a ensuite dit que la CFIS se consacrerait « à l'étude conscientieuse et à la mise en application de l'esprit des idées stratégiques de Xi Jinping sur l'édification d'une puissance interne ». Les vice-présidents de cette nouvelle organisation sont les patrons des sociétés de l'Internet les plus connus de la Chine, Pony Ma (Tencent), Jack Ma (Alibaba) et Robin Li (Baidu), dont on a particulièrement souligné le travail « volontaire ».

« Nouvelles classes sociales »

Il y a plus de quinze ans déjà, le PCC a ouvert ses rangs aux « nouvelles classes sociales », comme il appelait à l'époque les gens riches. Depuis, les relations entre le pouvoir et l'argent sont particulièrement étroites. Lorsque, au mois de mars 2018, le Congrès national du peuple et la Conférence politique consultative, qui siégeaient en parallèle, se sont regroupés afin de célébrer une nouvelle messe du couronnement pour le « leader du peuple » et « timonier » Xi Jinping, on n'y trouva rien de moins que 153 délégués comptant au nombre des « super-riches » recensés par le *Hurun Report*, publié à Shanghai. Ils représentaient au total une fortune équivalant à 650 milliards de dollars, c'est-à-dire à peu de chose près le PIB de la Suisse.

Même les stars, parmi ces grands patrons, rivalisent régulièrement d'hommages au Parti et à son chef. En août 2017, Liu Qiangdong, le patron du géant de l'e-commerce JD.com, a surpris son public en révélant qu'il avait étudié les progrès de l'intelligence artificielle et avait « soudain découvert que le communisme [pouvait] effectivement encore être mis en œuvre sous notre génération ». À l'automne de la même année, le patron d'Alibaba, Jack Ma, partagea ses impressions sur le XIX^e congrès du PCC, qui venait de s'achever. Son résumé : au cours des cinq dernières années, le Parti était devenu encore « plus fantastique dans sa capacité de s'améliorer et de se réinventer⁸ ». Jamais encore les entrepreneurs privés n'avaient eu la vie aussi belle que dans la Chine actuelle, selon lui. Jack Ma se référa aux querelles permanentes et à la paralysie que l'on constatait à Washington, et vanta les « avantages » de la Chine : aucun autre pays au monde ne présentait pareille « stabilité politique ». Une telle servilité est une stratégie calculée dans un pays où ce n'est pas le marché, mais le Parti qui établit les règles. Un Parti dont les inspecteurs et les agents ne cessent de faire disparaître des individus, y compris les patrons des plus grandes firmes, du jour au lendemain et pour des jours, des semaines ou des mois, sous prétexte qu'ils doivent « apporter leur concours dans des enquêtes ». *Le Quotidien du peuple* a du reste révélé en novembre 2018 que le patron d'Alibaba, Jack Ma, était membre du Parti depuis de longues années. Liang Wengen, le milliardaire et patron de l'entreprise de

production d'excavatrices Sany, a un jour fait ce serment public : « Mes biens et ma vie appartiennent au Parti⁹. » Et il a bien raison : il suffit que le Parti le veuille.

Celui-ci ne cesse de donner malgré lui des indices du fait que même sous le règne de Xi, sa rénovation globale est encore loin d'être achevée. La cellule de la ville de Ningbo a par exemple fait imprimer un manuel spécial afin de former le cœur de ses cadres : *Rappel de paroles et d'actes négatifs de membres et de fonctionnaires du Parti*¹⁰. Le chapitre 3 est intitulé « Ce qu'on ne devrait pas dire aux masses » et présente une liste de quarante-quatre expressions courantes qui ne sont pas nécessairement profitables à l'image du membre du Parti s'échinant au service du peuple. En voici sept exemples :

- « – “Je suis parfaitement de votre avis. Mais ce n'est pas le cas des fonctionnaires, en haut, à la ville” ;
- “Je suis occupé, ne me dérangez pas” ;
- “S'il arrive quelque chose, ne vous adressez en aucun cas à moi. De toute façon je ne veux pas de promotion” ;
- “Si peu d'argent et tant de travail. Je fais cela demain” ;
- “Quoi donc, les règles anticorruption ?... Ils font ce genre de choses depuis des années. Nous y avons survécu jusqu'ici, ça va et ça vient” ;
- “Le Parti est tout aussi épouvantable que vous le dites” ;
- “Quand il y aura des élections, alors votez pour moi. Je veillerai à ce que vous en tiriez profit”. »

Immédiatement après le discours de Xi Jinping au XIX^e congrès du PCC, le géant de l'Internet Tencent, entreprise cotée en Bourse, lança sur le marché l'application « Discours carrément authentique : applaudissements pour Xi Jinping ». C'était un jeu dans lequel les joueurs disposaient de dix-neuf secondes pour applaudir Xi Jinping avec le plus d'enthousiasme possible. Ce jeu a été un immense succès : au bout d'une seule journée, il comptait déjà plus d'un milliard d'applaudisseurs.

Applaudir le chef du Parti est aujourd’hui devenu un sport national. Peu après le congrès, la chaîne d’État CCTV a commencé son émission d’informations du soir – le « JT » de la Chine – avec quatre mémorables minutes d’applaudissements ininterrompus adressés à Xi par des camarades méritoires. À ce moment-là, comme l’a relevé Geremie Barmé, Xi n’était plus seulement le « président de tous » et le « président à vie », il avait également été élu « président de chacun » et « président de partout¹¹ ». Le Parti l’avait admis dans le temple de ses penseurs suprêmes, c’est-à-dire intégrés aux statuts du PCC, au titre de la « pensée de Xi Jinping sur le socialisme sous forme chinoise dans l’ère nouvelle » ; quelques mois plus tard, la pensée de Xi Jinping entra aussi dans la Constitution chinoise. Xi est le premier chef, depuis Mao, auquel on accorde cet honneur de son vivant. Dans la pratique, cela signifie que Xi Jinping est inattaquable jusqu’à la fin de sa vie. Qui critique Xi devient automatiquement un ennemi du Parti et de la Constitution.

Beaucoup entendent les signes du temps. C'est le cas des fonctionnaires du district de Yuan, dans la province du Jiangxi, par exemple, qui est la patrie d'un grand nombre de chrétiens. Ils ont incité les gens à décrocher les portraits de Jésus dans leurs foyers et à les remplacer par des portraits de Xi. À Ji'an, une ville de la même province, le portrait de Xi a remplacé celui de la Vierge dans une église catholique. On a aussi vu les chefs du Parti de la province du Henan partir en pèlerinage dans le district de Lankao, au nord-est du pays, pour y rendre visite à un paulownia que le chef du Parti, Xi, avait planté de ses mains huit années auparavant. Sur la page Web de la cellule du Parti, on pouvait admirer les photos où le groupe regarde l'arbre avec respect et dans la méditation tout en réfléchissant « attentivement à la mission du Parti communiste ». Ensuite, ils écoutèrent la lecture d'un poème, lui aussi de la plume de Xi Jinping, qui rend hommage, dans ces vers, à un brave fonctionnaire du Parti ayant travaillé jusqu'à la mort, peu avant la révolution culturelle – au service du peuple jusqu'à y trouver la mort.

Cependant, les représentants du Parti réagissaient de manière allergique, ces dernières années, lorsqu'on leur faisait remarquer qu'un

culte de la personnalité était en train de se constituer. « Non, certainement pas ! a récemment déclaré, peu après le congrès du Parti, Xie Chuntao, l'un des directeurs de l'École supérieure centrale du Parti. La Chine a tiré les leçons de l'Histoire, a-t-il dit en faisant allusion à Mao Zedong. Une chose comme celle-là ne se répétera pas. » Ce que l'on peut constater, pour le moment, ce sont plutôt « le respect et l'amour » du peuple pour Xi, qui tous deux sont « naturels » et s'expriment spontanément, « du fond du cœur »...

C'est d'ailleurs ce que disaient, jadis, les disciples de Mao. Et là où la propagande avait inventé, pour Mao, le *Petit Livre rouge*, elle a offert à Xi une Petite Application rouge : *Xuexi, qiangguo*. « Étudier Xi, rendre le pays fort », tel est le but de l'application ; et comme il se doit, elle a été, peu après son apparition en janvier 2019, l'application gratuite la plus téléchargée du pays – avant WeChat et avant le service de vidéos courtes TikTok. Les membres du Parti ne trouvent pas seulement sur cette application les derniers discours et réflexions en date du président, ils peuvent aussi étudier la presse du Parti, télécharger les classiques du marxisme et des fils révolutionnaires, ils peuvent *chatter* les uns avec les autres et s'envoyer les uns aux autres des enveloppes rouges avec des dons en argent. Mais surtout – et c'est la *killer application* – ils peuvent collecter des points : on obtient un point à chaque fois qu'on lit un essai de la plume de Xi ou qu'on regarde une vidéo où il intervient. On peut collecter dix fois plus de points si l'on s'offre trente minutes de « temps Xi » (c'est l'intitulé d'une rubrique de l'application) ou si l'on répond correctement à un « Quiz Xi ». Et si l'on se consacre à l'application le matin entre six heures et huit heures et demie, ou le soir à partir de huit heures, les points comptent double. Les temps sont révolus où, quand on était membre du Parti, on pouvait laisser filer le journal du soir à la télévision et mettre *Le Quotidien du peuple* aux vieux papiers sans l'avoir lu – le smartphone enregistre désormais chaque minute que vous consacrez à la cause et chaque paragraphe que vous lisez attentivement : le Parti s'infiltre de nouveau par la moindre faille de votre existence. Dans bien des lieux, des cellules organisent des concours d'étude de Xi au moyen de l'application et fixent à leurs cadres des objectifs de points qui les

gardent parfois éveillés jusque tard dans la nuit. Le département propagande du PCC a en outre expliqué que les journalistes des principaux médias du Parti et de l'État n'obtiendraient plus leur carte de presse qu'après un test de solidité idéologique effectué sur l'application. À l'automne 2019, l'entreprise de cybersécurité berlinoise Cure53 a publié en collaboration avec des experts de l'Open Technology Fund une étude montrant que l'application est conçue pour servir d'outil d'espionnage et qu'elle n'ouvre pas seulement aux autorités, *via* une backdoor (une porte d'entrée invisible [N.d.T.]) installée sur les portables Android, une vision sur la totalité des données utilisateurs et sur les autres applications installées sur le portable, mais leur offre aussi la possibilité de changer des données ou d'installer un *keylogger*, c'est-à-dire un logiciel qui enregistre tout ce que l'utilisateur tape sur son clavier¹². Selon l'étude, les informations ainsi puisées, comme les contacts et les localisations, sont transmises une fois par jour au domaine *xuexi.cn*, administré par l'entreprise Alibaba. Alibaba a aussi programmé l'application pour le Parti.

L'Un et l'Unique

L'époque est finie où Xi était célébré comme le « noyau » de la direction – toujours collective. Aujourd'hui, il est « l'Un », « l'Unique », le « stratège des réformes », le « commandant en chef », le « guide du monde » et le « timonier ». La presse du Parti ne connaît plus de limites dans l'étonnement respectueux : « Pourquoi la grandiose pensée de Xi Jinping est-elle aussi grandiose ? » titra par exemple un jour *Le Temps des études*, un journal de l'école du Parti.

Et de fait, l'étonnement est de rigueur. Avec la distance, on a tout simplement du mal à concevoir la vitesse, l'habileté technique et la dureté avec laquelle un homme qui avait d'abord passé pour un apparatchik incolore a su se propulser sur le trône impérial. On ne pouvait pas le prévoir en 2012, quand le Parti, confronté à un besoin urgent de sauveur, élut Xi Jinping. Certaines fractions de la kleptocratie

dominante ne le souhaitaient certainement pas non plus. Xi était un membre de l'aristocratie rouge, le fils d'un ancien révolutionnaire. Jeune homme, il fut envoyé à la campagne ; pendant des années, il vécut dans les plateaux de lœss du centre de la Chine, plus tard il fit une carrière de bureaucrate en province. De toute sa vie, il ne s'était jamais vraiment fait remarquer. Il fit ce qu'exigeait la survie dans un appareil aussi impitoyable que le PCC : il se tint à couvert. Et c'est sans doute aussi la raison pour laquelle il a pu se hisser au sommet du pays : les puissantes éminences du Parti pensaient que cet homme blême ne pourrait pas présenter de danger.

Xi Jinping les a tous pris par surprise.

En politique intérieure, il s'est montré un fabuleux stratège du pouvoir, éliminant l'un après l'autre la totalité de ses rivaux, y compris ceux que l'on considérait jusqu'alors comme intouchables. Il a aussi utilisé à cette fin la plus longue campagne anticorruption que la République populaire ait jamais connue. *Shock and awe*, choc et peur. Il a évacué l'idée, à laquelle chacun s'était habitué, que des campagnes politiques de ce genre vont et viennent comme les marées et que toute personne disposant d'un vrai pouvoir peut se mettre à l'abri en temps utile. Autrefois, le plus souvent, les bonzes du Parti ravissaient à leurs adversaires leur pouvoir politique, mais rarement leur argent, et encore moins fréquemment leur liberté. Xi a aussi rompu avec cette tradition. Il a mis sous son contrôle les organes de sécurité de l'État et l'armée. Sous l'angle de la politique internationale, il a formulé pour la première fois l'ambition de faire de la Chine un pays leader et l'a fait de plus avec une certaine habileté tactique, en tenant un discours au Forum économique mondial de Davos, peu après qu'un Donald Trump qui ne s'intéressait pas au monde extérieur eut été élu à la présidence des États-Unis.

Xi avait bien entendu des alliés au sein du PCC, notamment l'actuel vice-président Wang Qishan, qui a été son bras droit pendant les cinq premières années, en sa qualité de chef suprême de l'anticorruption. S'il a, avec ses alliés, recréé le rôle du chef fort, c'est sans doute aussi parce que c'est du Parti qu'émane le ciment censé assurer la cohésion de la société. Xi remplace les réformes par le pathos et la rhétorique. Il

promet une vie meilleure aux pauvres et à la classe moyenne – mais parce qu'il connaît le degré d'insatisfaction des laissés-pour-compte et leur nombre, il offre en plus à son peuple la perspective d'une participation au rêve chinois d'une nation forte. Le but du culte de la personnalité entretenu autour de Xi est de rassembler le peuple derrière un symbole. Le rêve chinois, le nationalisme croissant et la rhétorique de l'unité : tels sont les moyens par lesquels le Parti tente de réagir à l'extrême scission de la société chinoise en pauvres et en riches, en villes fortunées et en campagnes arriérées. La croissance de l'économie ralentit chaque année. Cela ne dérange guère la petite élite qui a amassé une richesse obscène avec l'aide du PCC. Mais le peuple s'inquiète.

Or, désormais, le Parti a Xi, l'homme qui s'inquiète des autres, celui qui n'oublie pas les gens simples. Xi, le visionnaire qui offre un rêve à la Chine, le héros qui redonne à la nation sa force dans le monde. Xi, le penseur dont le volume d'essais sur le gouvernement se trouve, comme par hasard, sur le bureau du quartier général de Mark Zuckerberg dans les bureaux de Facebook. Il faut dire, rapporte *Le Quotidien du peuple*, que le livre « tient les lecteurs en haleine », du Cambodge jusqu'à l'Angleterre. Xi, le sage dirigeant qui a réconcilié les anciens philosophes qu'étaient Confucius et Han Fei Zi, d'abord l'un avec l'autre, puis avec Marx et Mao, et qui démontre ce faisant sa « position exceptionnelle » parmi les nations – laquelle signifie surtout, au bout du compte, que le pays est fait pour le règne éternel du Parti communiste.

La propagande ne cesse de montrer des images des dures années de jeunesse de Xi qui fut, comme tant d'autres de sa génération, envoyé de force à la campagne pour « apprendre auprès des paysans ». On raconte comment, inlassable, il apportait son aide aux paysans des plateaux de loess de la province du Shaanxi, dans la terre jaune, le pays central et mystique de la civilisation chinoise ; comment il dormait dans des grottes creusées dans le loess, gardait les moutons et, « chargé de cent kilos de blé, grimpait cinq kilomètres sur un sentier de montagne montant sans même changer une seule fois d'épaule ». La localité s'appelait Liangjiahe et il s'agit à présent de la faire entrer dans

l’Histoire. La propagande a déjà invité les universitaires chinois à étudier scientifiquement « les grandes leçons de Liangjiahe ». Au journal du soir, on voit Xi se promener sur ce lieu où il œuvra jadis, admirer des pommiers et dire : « C'est ici que j'ai laissé mon cœur. » Il demande aux paysans si leur vie est bonne. Les paysans répondent : « La politique du Parti est bonne. Les paysans sont pleins d'espoir. »

Le message est sans doute le suivant : regardez, voilà un homme qui vient du peuple. En réalité, Xi est l'un des « princes », comme on les appelle ici, un descendant de l'aristocratie rouge, fils de Xi Zhongxun, qui fut l'un des révolutionnaires proche de Mao et de Deng. Un élu, et qui se considère comme tel. C'est dans ses origines que Xi puise l'assurance qu'il affiche. Toute sa vie, il a été préparé à la mission qu'il remplit à présent : le sauvetage du pouvoir du PCC dans un environnement hostile pour lequel il n'a à proprement parler pas été créé. Xi sait quel est son héritage : il en use en toute conscience. Lorsqu'il a mis un terme aux banquets quotidiens et fastueux des fonctionnaires corrompus de son parti, il a décrété qu'on ne pourrait plus servir désormais aux repas de travail que « quatre plats et une soupe ». C'en était fini des festins dans lesquels les fonctionnaires de tout le pays passaient leurs journées. Il est difficilement concevable que Xi n'ait pas su que le même régime, exactement – « quatre plats et une soupe » – avait été prescrit six cent cinquante ans avant lui par le premier empereur de la dynastie Ming, Zhu Yuanzhang, à ses fonctionnaires de cour à Nanjing. Zhu s'était lui aussi hissé dans la société en partant d'un pauvre village de paysans et avait conquis le « mandat du Ciel », qui, seul, en Chine, faisait de l'empereur un empereur.

En Chine, selon la tradition, le Ciel confie son mandat à un homme lorsqu'il se montre un chef particulièrement vertueux et compétent. Un homme vers lequel les gens s'orientent comme de la limaille vers un aimant, et dont le charisme suffit déjà pour ordonner une bonne fraction du monde. Quand on ne croit pas tant au Ciel, mais qu'on se considère comme le plus vertueux et le plus compétent de tous les chefs, on peut aussi s'attribuer ce mandat soi-même. Lorsque Xi Jinping s'est présenté devant la presse après le XIX^e congrès, il a cité un poète

de la dynastie Yuan : « Je n'ai besoin de personne pour me décrire en termes flatteurs. Il me suffit que mon intégrité emplisse l'univers. » Des mots qui laissaient penser que cet homme était déjà extrêmement conscient de son charisme de dirigeant.

Quelques jours avant ces déclarations, j'avais visité au Centre des expositions de Pékin, un bâtiment de style stalinien de 1954, une exposition qui, selon l'annonce, devait montrer les progrès du pays, mais était en réalité une grand-messe pour un homme que le magazine britannique *The Economist* avait qualifié cette même année 2017 d'« homme le plus puissant du monde ». À un endroit très visible de l'exposition, l'œil était attiré par une gigantesque étagère en forme de tour pleine de livres. Ils étaient tous de Xi Jinping. Une vieille femme feuilletait *Gouverner la Chine*. Elle se présenta comme Mme Liu, soixante-douze ans, bouddhiste pratiquante. Tiens, dis-je : bouddhiste ? Oui, bouddhiste, répondit Mme Liu : après tout, et justement en Chine, les gens ont besoin d'une religion. C'était précisément la raison, expliqua-t-elle, pour laquelle elle vénérait autant Xi Jinping. « Ce n'est pas un homme ordinaire. Il a une destinée. » Dans son esprit, le Parti n'avait d'autre intention que de libérer l'humanité et de pacifier les âmes. « Vous savez, le Parti communiste aussi, c'est une religion. Elle nous fait du bien. »

LE RÊVE

Comment Karl Marx et Confucius ressuscitent en même temps que la grande nation

« Yeah. You. You. You know / Le communisme est suave
comme du miel / Je suis ton Bruno Mars / Tu es ma
Vénus, mon bien aimé Karl Marx. »

Chanson du groupe de rap Xiangshui Zuhe, 2016

D'un côté, Marx est mort. De l'autre, il a célébré son bicentenaire le 5 mai 2018 avec une grande fête sino-allemande à Trèves, sa ville natale. Et avant cela, il avait fêté sa renaissance en Chine, où l'on s'était mis en tête de devenir le « centre mondial d'étude du marxisme » – mais le pays est d'ores et déjà le centre mondial d'adoration de Karl Marx. Faute de concurrence. Et grâce à Xi Jinping, qui a fait sortir du placard et brosser les bustes de Marx déjà sévèrement empoussiérés et auxquels nul ne prêtait pratiquement plus attention en Chine, puis les a présentés au Parti et au peuple pour qu'ils fassent devant lui une nouvelle génuflexion.

On recommence même à sculpter au ciseau et au burin de nouvelles statues de Marx, l'une d'elles a réussi à arriver jusqu'à Trèves, un cadeau de la République populaire pour ce jubilé du grand fils de la ville : quatre mètre quarante de hauteur – deux mètres de moins que ce qui était prévu à l'origine (au grand soulagement des habitants de

Trèves), mais un colosse tout de même. Wu Weishan, le sculpteur, juge que c'est adapté : grand philosophe, grande idée, grande Chine. Il a aussi trouvé des paroles exaltées pour décrire la petite ville de Trèves : « Patrie de Marx, pays de rêve de notre esprit ! » Wu a écrit cela dans un article destiné au *Quotidien du peuple*. Le sculpteur est un bureaucrate de la culture, qui exerce aussi les fonctions de conservateur du Musée national ; c'est en outre depuis des années un artiste de commande auquel le Parti confie beaucoup de travail. Son Marx – marchant vers l'avant d'un pas déterminé, la redingote au vent – symbolise selon lui « la confiance de la Chine dans sa propre théorie, dans son propre chemin, dans son propre système et dans sa propre culture », lit-on encore dans ce texte. Comme il sied à un artiste d'État, Wu s'est en fait contenté de plagier son timonier, Xi Jinping, qui postulait lui aussi, au mot près, ces « quatre espèces de confiance en soi ». Mais cela signifiait seulement : la Chine se suffit à présent à elle-même. Et elle est tellement sûre d'elle qu'il s'agit maintenant de mettre le grappin sur le marxisme et d'en réinventer une version à la chinoise. Les réflexions de Xi Jinping sont le nouveau marxisme, écrit la presse d'État. La reprise du marxisme par le PCC a été « parfaitement correcte », a dit Xi dans son allocution pour l'anniversaire de Karl Marx, tout comme la « sinisation et la modernisation du marxisme¹ ». À ses contemporains et à tout le peuple chinois, il recommandait de faire de l'orientation sur Marx « un art de vivre ».

Épuration idéologique

En 2012, Xi Jinping reçut de ses prédécesseurs un pays gangrené par la corruption et présentant tous les signes d'une crise intérieure. Une grande incertitude régnait dans tout le pays, jusque dans les profondeurs des rangs du Parti. Xi Jinping eut d'emblée un plan de bataille bien clair pour reconquérir le Parti, l'État et la société. L'élément central, ici, fut la vague d'épuration idéologique qui s'abattit successivement sur toutes les institutions importantes du pays – et qui

devait le laver de tout ce qui avait le parfum des « valeurs occidentales ». Avant même que Xi ait terminé de prendre les médias sociaux dans l'étau de la censure, circula parmi les permanents du Parti un document du Comité central du PCC, qu'on appela par la suite *Document numéro 9*, mais dont le titre véritable était : *Rapport sur la situation dans la sphère de l'idéologie*. Ce rapport d'avril 2013 est une attaque frontale contre ce que les penseurs politiques et les défenseurs des droits de l'homme qualifient dans le monde entier de « valeurs universelles », mais que les auteurs nomment « valeurs occidentales », « principes occidentaux » ou « idées occidentales ». Autant d'idées que le Parti considère comme subversives, par lesquelles il se sent menacé, et qu'il doit donc considérer comme inadaptées au monde non occidental. Concrètement, le document appelle les membres du Parti, dans tout le pays, à engager le combat contre des concepts comme la société civile, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice ou des médias, la considération pour le passé – autant d'idées qui avaient pris racine au cours des trois décennies précédant l'arrivée de Xi Jinping, y compris, fréquemment, dans l'esprit des éléments les plus ouverts et les plus critiques du Parti. À partir de ce moment, l'Occident redevint l'adversaire idéologique.

La campagne démarra rapidement. L'appareil de propagande s'en prit systématiquement à certains groupes et institutions. L'une des premières cibles fut l'Académie chinoise des sciences sociales, l'ACSS, la principale fabrique à idées du gouvernement, un lieu qui n'avait cessé de produire au cours des années précédentes des penseurs originaux et indépendants. En juin 2014, un cadre de haut niveau de la puissante Commission disciplinaire centrale – cette même organisation qui lutta pendant longtemps contre la corruption – accusa l'ACSS d'avoir des « problèmes idéologiques », et dénonça une dangereuse imprégnation par des « influences étrangères ». Quelques jours plus tard, l'Académie annonça docilement qu'elle porterait désormais l'accent sur la vérification de la pureté idéologique de ses chercheurs. Le président de l'ACSS, Wang Weiguang, alla encore plus loin en décembre, lorsqu'il écrivit que « la lutte des classes était à tout jamais vivante en Chine » – un retour au jargon maoïste qui en effraya plus d'un. Un mois plus

tard, ce fut le tour des membres du PCC eux-mêmes : le changement social des trois dernières décennies en Chine avait hélas provoqué chez beaucoup de fonctionnaires une « perte de croyance et une déchéance morale », lisait-on dans une déclaration qui en disait beaucoup sur les angoisses de la direction du Parti et sur l'attrait subversif de ces idées diabolisées ; les cadres devaient reprendre une injection de marxisme, une sorte de vaccin qui leur permettrait « de ne pas s'épuiser dans une course à la démocratie occidentale, aux valeurs universelles et à la société civile ».

En septembre 2015, les journalistes chinois furent ciblés à leur tour et reçurent l'ordre de ne plus respecter que les « valeurs marxistes de l'information ». Et en octobre, on s'en prit aux artistes, dont Xi Jinping écrivit qu'ils devaient désormais créer des œuvres qui « servent le peuple et le socialisme », un discours qui, dans le jargon comme dans l'orientation principale, se référait à cette tristement célèbre allocution de Mao Zedong qui, en 1942, allait bâillonner les artistes chinois pour des décennies.

Les universités du pays se retrouvèrent elles aussi très vite dans la ligne de mire de l'appareil. Dès le mois de décembre 2013, le chef du PCC, Xi, avait exigé dans un discours une réorientation des établissements d'enseignement supérieur ; moins de six semaines plus tard, on les mettait au pas. Leurs institutions étaient désormais le « front » dans le champ de bataille de l'idéologie, ainsi que l'annonça aux recteurs des universités le ministre de l'Éducation Yuan Guiren. Et il désigna concrètement l'ennemi qu'il fallait éradiquer : les valeurs occidentales et les manuels occidentaux. Les directeurs et secrétaires du Parti au sein des universités ordonnèrent immédiatement une purge des cursus et des amphithéâtres. Au lieu d'idées occidentales, dit le ministre, il fallait pousser de toutes ses forces les idées du marxisme et celles du chef du PCC, Xi Jinping, « dans les salles de classe et les têtes des étudiants » (« Ah oui ? demandèrent aussitôt, en Chine même, quelques personnes qui avaient encore de l'audace. Et pouvez-vous nous dire, je vous prie, de quelle région du monde Marx et le socialisme sont arrivés dans notre pays ? »). Dans *Qiushi*, revue du Comité central et baromètre de l'orientation idéologique du PCC, le

ministre Yuan ajoutait que les jeunes enseignants et les étudiants étaient « les cibles principales du travail de sape mené par des éléments étrangers hostiles ». Le ministère annonça pour les établissements d'enseignement et les universités de nouveaux manuels, qui devaient réimplanter des « gènes rouges » aux élèves.

Il était dans la nature des choses que la fièvre idéologique frappe surtout les universités : elles sont le foyer d'une génération de professeurs et de maîtres de conférences qui ont plus arpентé le monde qu'aucun autre groupe en Chine. En tant qu'enseignants, ils exercent en outre une grande influence sur les éléments les meilleurs et les plus intelligents de la nouvelle génération. Jusqu'à ce jour, les attaques n'ont pas décliné et les purges continuent. Des inspecteurs de la Commission centrale disciplinaire ont déjà fait plusieurs fois le tour des universités du pays, ils ont aussi critiqué des établissements d'élite comme l'université Tsinghua ou celle de Pékin pour la « faiblesse de leur travail idéologique et politique » et ont exigé qu'elles se soumettent immédiatement et intégralement à la « direction exercée par le Parti ». Ce type de critique exprimée par cette Commission disciplinaire redoutée déclenche en règle générale un activisme panique du côté des institutions critiquées. Un nombre non négligeable d'esprits indépendants ont été renvoyés ou mis au placard, peut-être parce qu'ils s'étaient permis une remarque critique sur Mao Zedong, ou bien parce qu'ils avaient manifesté un trop grand enthousiasme en parlant de la liberté de parole. D'autres sont passés dans l'émigration intérieure et s'enfoncent dans le silence.

En 2012 encore, c'est à l'ACSS ou dans les grandes universités que nous, correspondants étrangers, trouvions souvent nos interlocuteurs les plus passionnants et les plus originaux – c'étaient fréquemment des membres du Parti. Aujourd'hui, il n'est pas rare qu'ils ne décrochent même plus leur téléphone. Le culte de la dénonciation est de retour. Les « officiers d'information étudiants » sont de nouveau présents en grand nombre dans les amphithéâtres et font aux cellules du Parti, à l'université, des rapports sur le moindre mot d'enseignant qui dévie de la ligne du Parti.

Mais le Parti ne travaille pas seulement avec des menaces, il achète en même temps la loyauté des professeurs d'université. Deux amis à moi, tous deux maîtres de conférences en anglais dans une grande université pékinoise, m'ont parlé avec un profond étonnement du *weiwenfei* récemment introduit, ce « bonus de stabilité » que l'université verse, en plus de leur traitement, à tous les enseignants qui ne se sont pas fait remarquer par des propos critiques pendant leur cours : en 2017 le premier avait encaissé 40 000 yuans, le second 50 000, ce qui représentait tout de même à cette époque l'équivalent de 5 300 et de 6 600 euros. « Tu te rends compte, disait le premier. Tout cet argent ! »

L'université de Pékin – qui fut jadis le phare libéral du pays – avait déjà pris les devants en 2015 en donnant le nom de Karl Marx à l'un de ses bâtiments et en constituant une équipe qui s'attela à la collecte des classiques marxistes. Le projet porte le nom de *ma zang*, ce que l'on peut traduire par « canon marxiste ». Ce qui n'est pas sans ironie : les savants chinois désignaient jadis par le mot *zang* la collection de textes sacrés ou canoniques du bouddhisme, du taoïsme et du confucianisme. En 2015, lorsque le *Global Times* de Pékin a publié un article sur le projet, l'auteur se permettait encore un discret pessimisme. À propos des cours de formation politique, que les étudiants considéraient comme une sinistre obligation et détestaient, il écrivait : « Le marxisme a perdu son attrait pour les étudiants, les enseignants ne peuvent pratiquement plus rien y faire. Les étudiants n'apprennent plus le marxisme que pour avoir des notes². » Trois ans plus tard, le même journal écrivait, comme il en avait le devoir : « Plus de 90 % des étudiants chinois interrogés ont dit se sentir inspirés par la formation politique et idéologique³. » Le journal citait le ministre de l'Éducation qui annonçait fièrement que les étudiants en étaient à « se battre » pour obtenir une place dans ces cours. Le genre de propos que tiennent les ministres de l'Éducation quand ils veulent être câlinés par la direction du Parti.

Gènes rouges

Les formations idéologiques paraissent avoir singulièrement déteint sur l'administration de la banque de sperme de la troisième clinique universitaire de l'université de Pékin. Lorsqu'elle a cherché de nouveaux donneurs, elle n'a pas seulement exigé des candidats potentiels, entre vingt et quarante-cinq ans, qu'ils soient dénués de maladies héréditaires ou infectieuses, ou encore de « calvitie manifeste ». L'appel à dons de la banque de sperme sur Weibo réclamait en outre « d'excellentes qualités idéologiques » : on n'acceptait que des donneurs « patriotes, soutenant le pouvoir du Parti communiste et ayant une attitude loyale à l'égard de la mission assignée au Parti ». Afin que les gènes rouges se transmettent eux aussi.

Reste à savoir ce que veut obtenir la direction du PCC avec ce *revival* idéologique. En réalité, une telle campagne n'a de sens que si l'unique but est de conforter le pouvoir du PC à tout prix, y compris celui de son appauvrissement intellectuel. Mais, justement dans le but de légitimer son pouvoir, le Parti dépense aussi beaucoup d'énergie et de moyens pour développer l'argument que lui, et lui seul, détient non seulement les stratégies, mais aussi les outils intellectuels pour offrir au pays une bonne gouvernance au terme de laquelle doit intervenir « la grande renaissance du peuple chinois ». Le regard fixé sur son rival, les États-Unis, elle prône une économie de niveau mondial, une recherche de niveau mondial et des fabriques de la pensée de niveau mondial. Comment y parvenir si l'on interdit la réflexion à ses meilleurs esprits ? Cela reste son secret. De toute évidence, le Parti espère développer un esprit original, créatif et critique dans des domaines comme l'informatique, la physique, les mathématiques et la chimie, esprit qui sombre instantanément dans un profond sommeil quand il entre en contact avec la politique, l'histoire ou la religion.

Avant que Xi Jinping ne prenne ses fonctions, le Parti avait un problème : depuis quelques décennies déjà, il lui manquait une idéologie et un système de valeurs qui lui permette de maintenir la cohésion de la nation. « Ce que nous constatons en Chine, c'est un découplage complet entre la théorie et la pratique : ici, ce qui est dit ne

se distingue pas seulement de ce que l'on fait, on fait même souvent le contraire de ce que l'on dit », a écrit en 2013 dans un essai très remarqué l'intellectuel Rong Jian, auquel le massacre de 1989 avait fait renoncer à son statut de chercheur en marxisme pour celui de directeur de galerie artistique. « Beaucoup de problèmes auxquels la Chine est confrontée tiennent au fait que les prêches présentent comme un socialisme le capitalisme dans lequel nous vivons. Ce paradoxe existe depuis longtemps et n'a pas été résolu à ce jour⁴. » Au début, il témoignait d'un certain désarroi : Xi Jinping tenta précisément de combler le vide idéologique qui règne en Chine depuis la mort factuelle du marxisme en faisant appel à ses reliques. Contrairement aux purges idéologiques de Mao Zedong – du temps de Mao, on ne manquait pas de croyants –, la campagne de Xi sur le marxisme a une orientation majoritairement négative. Elle se définit avant tout par son ennemi : l'Occident et ses valeurs. Ce qu'elle demande à son public, ce n'est plus la foi, mais le geste de soumission devant un Marx empaillé, un geste qui associe le serment de loyauté au Parti au refus des aberrations occidentales non marxistes.

La réaction du Parti a été éloquente lorsqu'on a soudain retrouvé, dans la Chine de Xi Jinping, une poignée de croyants authentiques : des jeunes gens, des étudiants qui se disent ardents marxistes et auxquels les inégalités, l'absence de réseau social et la destruction de l'environnement, mais aussi et avant tout le sort de la classe ouvrière exploitée, tiennent tellement à cœur qu'ils veulent courir à son secours – ce qui leur a valu de sentir la poigne du PCC. Pour la seule date du 24 août 2018, ce sont cinquante étudiants que la police a arrêtés dans le contexte de la contestation ouvrière à Shenzhen – l'appareil n'avait plus procédé aussi durement contre des étudiants protestataires depuis Tiananmen, en 1989. Et que ce soit un parti prétendument communiste qui s'en prenne ici de toutes ses forces à des étudiants marxistes n'était, pour leurs sympathisants, qu'une preuve supplémentaire de ce qu'ils dénonçaient : le socialisme, en Chine, n'est plus qu'une phrase creuse.

Xi Jinping a le nom de Marx aux lèvres, mais Lénine dans la moelle. « Qui récuse l'Union soviétique et le PCUS, qui récuse Lénine et Staline,

pratique le nihilisme historique, perturbe notre réflexion et sape les organisations du Parti à tous les niveaux », disait déjà Xi Jinping dans un discours interne peu après sa nomination à la tête du PCC⁵. La journaliste chinoise Gao Yu, qui avait osé rendre publics aussi bien le *Document numéro 9* que le discours secret de Xi, a été arrêtée et condamnée en 2015 à sept ans de détention pour « divulgation de secrets d’État » – mais des protestations provenant avant tout d’Allemagne et des États-Unis lui ont permis de sortir de prison pour être placée en résidence surveillée.

Contre les poissons d’avril

Au-delà des débats théoriques, la campagne contre les valeurs occidentales porte ses fruits. La dénonciation des fêtes de Noël, par exemple : célébrer Noël est devenu une activité populaire en Chine au cours des deux dernières décennies. Comme d’autres Asiatiques, les jeunes Chinois, surtout, ont adopté la fête dans sa variante exempte de toute composante religieuse : une simple fête doublée d’un événement commercial. « Enfin une fête pour nous tout seuls, sans le stress de la famille, très loin des parents et des grands-parents », m’a dit un jour un ami. Mais voilà, la nouvelle passion antioccidentale n’épargne pas non plus ce « Noël light ». Dans différentes provinces, les directions du PCC ont demandé à leurs membres de ne pas participer aux célébrations et aux usages occidentaux. Cette prescription vaut aussi pour Halloween, la Saint-Valentin et même pour les poissons d’avril, contre lesquels l’agence de presse Xinhua a cru devoir lancer une mise en garde pressante le 1^{er} avril 2016 sur son compte Weibo : ces plaisanteries étaient selon elles « incompatibles avec les valeurs socialistes centrales ». « Alors, s’il vous plaît, n’inventez pas de rumeurs, ne les croyez pas et ne les diffusez pas ! »

Noël est tout particulièrement ciblé. En 2017, la ville de Hengyang a interdit à tous les fonctionnaires et à tous les membres du Parti de participer aux fêtes : car enfin, tout communiste doit aussi être un

athée. Se référant aux ingérences occidentales en Chine, il y a plus d'un siècle, la Ligue communiste de la jeunesse, dans la province de l'Anhui, a qualifié Noël de « fête de l'humiliation » et l'université pharmacologique de Shenyang a mis ses étudiants en garde contre « l'influence corruptrice de la culture religieuse occidentale », et leur a conseillé de travailler plutôt la « confiance dans leur propre culture ». « Noël est une fête des chrétiens, et donc une blessure infligée au peuple chinois. Elle n'est pas faite pour les Chinois, lisait-on dans un article publié sur WeChat et qui circulait à la même époque. Nous ne devrions jamais oublier l'histoire infamante de notre pays⁶. »

Ne pas oublier l'histoire, voilà qui n'est pas un mauvais conseil. Qui s'y tiendrait constaterait que l'histoire du christianisme en Chine est aussi ancienne que celle du christianisme en Amérique. Même en oubliant les nestoriens qui prêchaient dès le VII^e siècle à Xi'an, la capitale Tang. Le missionnaire jésuite Matteo Ricci atteignit Macao en 1582 et Pékin en 1601, et si la Chine compte aujourd'hui, estime-t-on, 70 millions de chrétiens pratiquants, c'est aussi dû aux germes laissés par la mission de Ricci et de ses frères d'ordre.

D'une manière générale, on peut probablement dire, en toute bonne conscience, que les Chinois d'aujourd'hui ont au moins autant en commun avec nous, en Occident, qu'avec leurs ancêtres. Ils s'habillent et se coiffent à l'occidentale, roulent de préférence en voiture allemande et vivent dans les édifices que l'architecture occidentale a jadis créés. Ils se règlent sur le calendrier grégorien, ils préfèrent la musique du classicisme européen à leur propre tradition d'opéra, ils croient plus en la médecine occidentale qu'en la médecine chinoise traditionnelle, ils écrivent, comme nous, de gauche à droite et non plus de haut en bas comme autrefois, et quand ils ont assez d'argent, ils envoient leurs enfants dans des universités occidentales.

Xi Jinping lui-même a fait suivre quatre années d'études à Harvard à sa fille, Xi Mingze. Le Parti dont il aimeraît prolonger le pouvoir à l'infini a jadis été créé par des conseillers venus d'Union soviétique ; et l'idéologie qu'il prêche de nouveau aujourd'hui a été inventée par un philosophe allemand. Mais dans la foulée du marxisme se sont infiltrés dans le pays des concepts comme la démocratie, la liberté, l'égalité, les

droits individuels, qui sont depuis aussi ancrés dans le pays que cette doctrine. Il y a cent ans, ces concepts ont trouvé une plate-forme avec la légendaire revue *Nouvelle Jeunesse*, qui a marqué toute une génération de réformistes et de révolutionnaires, lesquels ont ensuite bouleversé la Chine. *Nouvelle Jeunesse* prônait « la science et la démocratie », son fondateur, Chen Duxiu, pestait dans son « Appel à la jeunesse » contre « l'air vicié » de la Chine ancienne et de ses traditions, air qui étouffait la nation et lui ravissait sa force vitale. Peu après, Chen devint marxiste ; il fut l'un des cofondateurs du Parti communiste chinois en juillet 1921.

À l'époque, pour les modernisateurs de la Chine, le plus grand ennemi était Confucius. « La culture chinoise n'est qu'un festin de chair humaine qu'on prépare pour le seul plaisir des riches. » C'est ce qu'écrivait en 1925 Lu Xun, le plus grand écrivain qu'ait eu la Chine. Si un Chinois a jamais mérité le prix Nobel de littérature, c'est bien lui. Il a eu la chance de mourir peu avant que le Parti communiste n'arrive au pouvoir, en 1949. Le PCC et ses chefs récupérèrent rapidement l'auteur défunt. Il est jusqu'à ce jour l'une de leurs figures intouchables, ce qui peut avoir deux significations : ou bien ils ne l'ont pas lu, ou bien ils ne l'ont pas compris. Un jour, le magazine cantonais *Nanfang Zhoumo* (*Southern Weekend*) a paru avec une gravure sur bois de Lu Xun en couverture. « Tout ce que nous aimerais maudire aujourd'hui, affirmait le titre à la une, Lu Xun l'a déjà maudit. » Cela reste, de nos jours, aussi vrai que tragique. Une guerre civile, une expérience communiste et des dizaines de millions de morts plus tard, la Chine est toujours hantée par bon nombre de spectres identiques. Ils parlent en chuchotant de l'enrichissement insolent d'une élite corrompue, d'abus de pouvoir et d'oppression. Aujourd'hui comme autrefois, la Chine fait face, désemparée, aux mêmes questions existentielles : quel rapport doit-elle avoir avec le monde, mais aussi avec ses propres citoyens ?

Les mots de Lu Xun sur la « société de cannibales », on les retrouve constamment dans les blogs et les commentaires de ceux qui réfléchissent et réussissent à passer à travers les mailles de la censure. La Chine est la civilisation, et la civilisation, c'est la Chine. C'est ce qu'enseignaient les confucéens. Après tout, la Chine n'était-elle pas

l'empire du Milieu ? Le centre du monde civilisé ? Par son seul charisme, le souverain de la Chine mit en ordre son univers, pacifia son empire et prit sous sa coupe les peuples du bout du monde. Les confucéens enseignaient aussi : « Que le souverain soit le souverain, et le sujet, le sujet. » Quand chacun connaît sa place, l'harmonie règne. Jadis, les communistes ont brûlé Confucius. Et voilà qu'ils ressortent ses livres de la cendre froide – des recueils de sagesses confucéennes deviennent des best-sellers – et qu'ils lui dressent de nouveaux autels – des écoles confucéennes ouvrent dans tout le pays.

Un corset étroit

Lu Xun et ses contemporains haïssaient les confucéens. Ou plutôt ce que les penseurs de l'État et les souverains avaient fait, au fil des siècles, de la doctrine morale de Confucius et de ses idées : un penseur que l'on dépouillait le plus souvent de sa philosophie de l'humanité et dont il ne restait que le corset étroit du rituel et de la hiérarchie dans lequel il engonçait l'être humain. La colère des réformistes était avant tout dirigée contre cet esprit de sujexion engrainé dans le confucianisme, ce despotisme caché par ce manteau discursif de « l'humanité », sous lequel le peuple chinois devait se tapir depuis plus de deux millénaires. Lu Xun attaquait la « mentalité d'esclaves » de ce peuple, tandis que le penseur libéral Hu Shi réclamait en éclaireur, en 1919 : « Détruisez la boutique de Confucius ! » Et l'on ne trouvait nulle part d'ennemis plus acharnés de Confucius que dans les rangs du Parti communiste. Son Grand Timonier, Mao Zedong, ne se vantait-il pas d'avoir fait mieux que le premier empereur de Chine ? L'empereur, fanfaronnait Mao, n'avait fait enterrer vivants que 460 confucéens ; lui en avait mille fois plus sur la conscience.

La réhabilitation de Confucius par le Parti communiste ne fut donc pas une mince affaire. Elle commença déjà sous l'autorité des prédecesseurs de Xi, avec la carrière soudaine du vieux concept confucéen de « l'harmonie », *hexie* : les nouveaux trains à grande

vitesse sont tous baptisés du nom « Harmonie » (« *Welcome to harmony !* » faisait dans un souffle, en chinois et en anglais, la voix transmise dans les haut-parleurs lors du départ du train Pékin-Shanghai, et quand le train arrivait au terminus elle prenait congé avec un aimable : « *Goodbye in harmony !* »). Et la propagande célébrait l'idéal de la « société harmonieuse », ce qui désignait surtout, bien entendu, l'harmonie entre l'ordre et l'obéissance. En 2011, à la surprise de beaucoup, une gigantesque statue de Confucius en bronze fit son apparition au bord de la place Tiananmen, à quelques pas du mausolée de Mao. Son créateur était d'ailleurs Wu Weishan, le sculpteur du Karl Marx de Trèves. Que le colosse ait ensuite de nouveau disparu sans explication, trois mois plus tard, était sans doute un indice du fait que le retour de Confucius n'était pas encore aussi incontesté que ça.

Pour que la contestation s'arrête, il fallut que Xi Jinping devienne le chef du Parti. Celui-ci ne réussit pas seulement, en effet, le tour de force de remettre Mao et Marx au premier rang sur l'autel de la vénération communiste des ancêtres, il parvint en outre à placer Confucius à leur côté. Xi fut du reste le premier chef du Parti à imiter l'ancien empereur et à se rendre en pèlerinage à Qufu, la ville natale de Confucius. Il y assista à une fête donnée en l'honneur du philosophe le plus influent de Chine à l'occasion de son deux mille cinq cent soixante-cinquième anniversaire. Dans un discours tenu devant des érudits confucéens, Xi expliqua ensuite pourquoi la politique du Parti était la conséquence logique et inévitable de la pensée de la Chine ancienne. On ne devait voir en effet dans l'idéologie et la culture de la Chine actuelle que « le prolongement et l'affinement de l'idéologie et de la culture chinoises⁷ ». Le confucianisme était, dit-il, la clé permettant de comprendre ces « particularités nationales de la Chine, que l'on affirme de si bon cœur ». Et le Parti lui-même n'était que l'« héritier et le propagateur de la grande culture chinoise ».

C'était un discours témoignant d'un certain toupet, face aux orgies de destruction de tout ce qui avait un parfum de culture et de tradition auxquelles s'était livré le Parti sous la direction de Mao. Ce même Parti que préside aujourd'hui Xi Jinping élimina littéralement à l'époque toute une génération de vecteurs de la grande culture chinoise : artistes

et poètes disparurent dans des camps de travail, on vit des professeurs racler le lisier dans des porcheries, des mécènes et des collectionneurs issus de la grande bourgeoisie furent exécutés et des écrivains poussés au suicide. Les gardes rouges brûlèrent des livres et détruisirent des temples de Confucius. Mais ce qu'il y avait de beau dans le confucianisme, estima Xi Jinping à Qufu, c'était la manière dont celui-ci avait « évolué au fil du temps et n'avait pas cessé de s'adapter aux réalités du moment », autant dire la manière dont chaque gouvernant de la Chine pouvait le pétrir et l'utiliser à son profit. Cela fonctionne peut-être mieux aujourd'hui que jamais : si radicale qu'ait été la rupture avec la tradition et l'histoire que le PCC a imprimée au pays pendant les quatre premières décennies de son règne, l'oubli et l'ignorance sont si profondément ancrés, la peur est si grande que l'on peut peindre les caractères les plus biaisés et les plus absurdes sur cette feuille de papier vierge sans que nul ne proteste.

Les « doctrines nationales »

Xi Jinping ne cesse de faire comprendre qu'il situe son propre règne dans la lignée des grandes époques des anciennes dynasties. Son « rêve chinois » est la « résurrection de la grande nation chinoise » et son retour à son ancienne grandeur. Si le communiste Xi Jinping (comme le fit en dernier lieu en Chine le dictateur nationaliste de Taïwan, Chiang Kaï-shek) cherche précisément un refuge dans la réaction et met à son service la tradition de la Chine, en particulier Confucius, c'est d'abord parce que ces théories doivent l'aider à injecter de la stabilité et de la morale dans une société chinoise désorientée. Quand chacun connaît sa place dans la famille, la société et l'État, l'ordre s'installe de lui-même. Le recours aux confucéens doit permettre d'inculquer au peuple cette identité et ces valeurs qui lui manquaient tellement en dernier lieu. D'un autre côté, Xi pouvait ainsi étayer l'affirmation du « caractère unique » de la Chine et de son contexte national, c'est-à-dire l'immuniser contre les séductions exercées par les valeurs et les

pratiques occidentales. C'est ainsi que partout dans le pays, les universités ne se consacrent pas seulement avec une ardeur nouvelle à l'étude de Marx et de Lénine : elles ont parallèlement créé de grands instituts des « doctrines nationales », les *guoxue*, à l'aide desquelles la dictature va fouiller les sites de la Chine antique pour y exhumer les ornementations utiles et les sentences susceptibles d'étayer sa domination.

Elles sont rares, les voix d'hommes qui se font entendre, comme l'historien Li Ling, de l'université de Pékin, qui a reproché à ses collègues universitaires « de politiser, de commercialiser, de simplifier et de vulgariser la culture chinoise », et d'agir ainsi dans le seul but de satisfaire « quelques chefs égarés⁸ ». Le PCC et le gouvernement ont publié en 2017 leur propre document visant à « mettre en œuvre le projet de diffusion et de développement de la grandiose culture traditionnelle chinoise⁹ ». Culture et tradition, y lit-on, sont « les vaisseaux sanguins d'un peuple et la patrie de son esprit ». Les idées et la sagesse uniques de la culture chinoise inspirent au peuple de Chine fierté et confiance en soi. Elles apportent ainsi une contribution essentielle « à la construction d'un État socialiste puissant doté de particularités chinoises, au soft power culturel de l'État et à la mise en œuvre du rêve chinois d'une remontée grandiose de la nation chinoise ». Dans le même temps, le Parti publiait en 2019 des « directives pour la construction de la morale des citoyens dans l'ère nouvelle », qui prévoient aussi bien une éducation aux « valeurs socialistes centrales » qu'une « éthique du cyberspace ». Cette dernière incite à la « propagation de contenus positifs », mais aussi à la « surveillance des plates-formes de médias sociaux ».

Un chef ne se convertit de toute façon pas sans risques au confucianisme, car en le faisant, il rappelle aussi aux gens le vieil idéal confucéen du noble roi philosophe : un souverain est suffisamment inspiré, vertueux et honnête pour que son charisme, à lui seul, inspire les gens et mette la société en ordre. « Celui qui fonde son gouvernement sur la vertu peut se comparer à l'étoile Polaire qui demeure immobile, cependant que toutes les étoiles tournent autour d'elle », lit-on dans *Les Entretiens de Confucius*¹⁰. Chez les confucéens,

le bon roi n'est pas un autocrate qui s'efforce d'obtenir un pouvoir sans limites. Chez Confucius, le bon gouvernement ne s'immisce pas beaucoup dans les affaires, il ne punit pas non plus, ministres et savants n'ont pas seulement le droit, mais aussi le devoir de contredire le souverain quand celui-ci dévie du bon chemin. À cette aune, le pouvoir de Xi est tout sauf confucéen. En cela, Xi rappelle cependant aussi la plupart des anciens empereurs : ils avaient tous Confucius aux lèvres, mais dans la main le poignard que constituent les lois et les peines draconiennes.

À cela s'ajoute l'inlassable récitation des mantras sur les cinq mille ans d'histoire de la Chine. Quand je suis allé faire mes études en Chine, on n'invoquait encore que trois mille ans d'histoire, et cela ne remonte quand même pas à deux millénaires. Les trois mille ans sont justifiables d'un point de vue historiographique : la plus ancienne dynastie chinoise dont on puisse prouver l'existence aujourd'hui par l'archéologie est la dynastie Shang, qui débute sans doute au XVI^e siècle avant J.-C. Mais à un moment donné, les chefs du PCC ont sans doute entendu parler de l'Égypte et de ses cinq mille ans d'histoire ininterrompue – et à Pékin, on n'aime pas arriver deuxième.

La propagande tente d'apaiser la douleur qu'inspire la supériorité technologique de l'Occident au cours des cent dernières années en rappelant les heures glorieuses où le pays inventa le papier, l'impression, le compas et la poudre à canon. Ce sont les « quatre grandes inventions », auxquels des chercheurs commandités par l'État rajoutent constamment de nouvelles découvertes : en 2016, une équipe de plus de cent scientifiques a annoncé avoir établi, après huit années de travail, que la Chine était aussi responsable de l'invention de l'étrier, de la fusée, du système décimal, de l'arbalète et d'un total de 88 percées scientifiques. Ce qui était en outre un heureux hasard, car les Chinois considèrent le 8 comme le meilleur chiffre, celui qui promet bonheur et richesse. La découverte régulière de nouvelles inventions chinoises est depuis des années un sport apprécié par la presse du Parti. Cela fait déjà longtemps qu'ils ont revendiqué le football et le golf au profit de la Chine. Mais celle-ci a également « inventé Lassie », à en

croire le titre d'un journal qui publiait de nouvelles connaissances sur la domestication du chien il y a seize mille ans.

Le nationalisme est un instrument puissant. Partout où il plonge ses racines, a jadis écrit Ernest Gellner, le chercheur britannique spécialisé dans l'étude du nationalisme, il n'a pas de mal à prendre le dessus sur toutes les autres idéologies de la modernité¹¹. Depuis sa fondation en 1921, le PCC a toujours été aussi un parti nationaliste ; beaucoup des révolutionnaires de l'époque avaient trouvé la voie du communisme en cherchant une puissance qui restaurerait et fortifierait leur pays. Après la rupture de fait avec le communisme dans les années 1980, le Parti a cherché de nouveaux piliers pour légitimer son pouvoir, et en a trouvé deux. Le premier était la promesse d'une nouvelle prospérité, le second était le nationalisme. La fierté patriotique qu'inspirait le grand passé de la Chine, les poètes de la dynastie Tang, les philosophes des Song, les artistes et les auteurs des Ming, tout cela, contrairement à ce qui se passait sous Mao, non seulement on ne l'interdisait plus, mais on l'encourageait.

Au centre de la nouvelle propagande, on a cependant trouvé très vite la variante toxique de cette idéologie : le récit qui présente principalement les Chinois comme des victimes. Dans les établissements d'enseignement, les musées, les discours, les films et les séries télévisées, l'histoire de la Chine est enseignée comme une succession interminable d'humiliations infligées par des puissances étrangères, série à laquelle seul le PCC met un terme. Dans ce récit, la Chine est une nation qui peut revendiquer cinq millénaires d'une histoire grandiose, alors que seule la corruption de la dynastie mandchoue (eux aussi des souverains étrangers), associée à l'agression barbare des Japonais et de « l'Occident », a apporté, avec le début de la guerre de l'Opium déclenchée par les Anglais en 1839, un « siècle d'humiliation ». C'est la glorieuse victoire des communistes de Mao qui a sauvé la Chine. Après que le Parti a fait fusiller ses propres citoyens lors du massacre de 1989, le besoin d'une nouvelle légitimation s'est fait encore plus pressant, et « l'éducation patriotique » a effectué un bond supplémentaire ; désormais, on inocule le nationalisme aux enfants chinois dès leur plus jeune âge.

La mentalité de victime et le souvenir des humiliations infligées par l'étranger sont constamment maintenus à vif. Toute une industrie est en particulier apparue autour de la haine du Japon. Pendant un certain temps, il a été impossible d'allumer un téléviseur sans voir des soldats japonais qui assassinaient, incendaient ou violaient et qui, à leur tour, étaient écartelés, décapités ou réduits en charpie par les bombes de résistants communistes héroïques. Ces séries passaient simultanément et à n'importe quelle heure de la journée et de la nuit sur des dizaines de chaînes. En mars 2013, le *Nanfang Zhoumo*¹², qui était encore à l'époque le journal le plus courageux du pays, recensa rien de moins que quarante-huit équipes de télévision tournant à la même époque des séries télévisées antijaponaises aux Hengdian World Studios.

L'argument ressassé par la propagande, notamment ces dernières années, selon lequel l'Occident s'applique toujours à saboter l'ascension de la Chine, n'a pas de mal à s'appuyer sur ce vieux récit. Le message a été diffusé dans la population de multiples manières, par exemple avec une série de dessins animés dans lesquels un gentil petit lapin (la Chine) subit les brimades d'un pygargue, un aigle à tête blanche (l'Amérique). Selon cet argument, toute critique adressée au Parti et au gouvernement chinois n'est qu'une tentative d'affaiblir le pays. Pour que cet argument fonctionne, le Parti affirme l'identité complète entre lui-même et la nation : le Parti *est* le peuple, il *est* la Chine. L'étranger qui flatte le Parti peut par conséquent se dire « ami de la Chine », mais celui qui le critique « ne la comprend pas » et « blesse les sentiments du peuple chinois ». De la même manière, le Chinois qui aime la Chine aime *forcément* le Parti. À l'inverse, celui qui le critique est un traître à la patrie.

Officiellement, pendant toutes ces années, la Chine s'en est tenue au slogan de « l'ascension paisible » du pays. Elle avait besoin du monde pour son miracle économique, il lui fallait de la stabilité et la paix à ses frontières extérieures. De fait, la Chine a été au cours des deux dernières décennies l'un des pays qui ont le plus profité de l'ordre mondial globalisé. Et à l'intérieur, c'est la nouvelle classe moyenne montante qui en a le plus bénéficié. On peut aussi expliquer pourquoi cette catégorie de la population ingère et répète les mots du

nationalisme officiellement prescrit, mais ne s'oppose pas jusqu'à ce jour de façon agressive à la mondialisation et à ses grands acteurs : les citadins, mais aussi les millions d'ouvriers qui travaillent pour les usines exportatrices sur la côte savent ce qu'ils doivent à la coopération avec le monde et à l'ouverture de l'économie.

Xi Jinping a une fois encore réveillé le nationalisme. Le « rêve chinois », *zhongguo meng*, dont il a fait son label personnel à son entrée en fonctions, avait été deux ans plus tôt le titre d'un best-seller nationaliste¹³. L'auteur, Liu Mingfu, un colonel à la retraite de l'Armée populaire de libération, réclame dans son livre le réarmement de l'armée chinoise et prophétise une rivalité croissante avec les États-Unis, au terme de laquelle la Chine sera numéro un dans le monde. Le connaisseur de la Chine et du Japon qu'est Ian Buruma a éprouvé, face à la renaissance sous domination chinoise que décrit *Le Rêve chinois*, de « fortes réminiscences de la propagande japonaise des années 1930 ».

La mère patrie

C'est un jeu avec le feu. On a vu par exemple en janvier 2018 à quel point la mentalité de victime entretenue par le Parti et le refuge dans le giron de la patrie sont devenus un réflexe jusque dans la vie quotidienne : en un mois, à trois reprises, des groupes de touristes chinois ont tenté de faire appel à la main puissante de la patrie. L'un de ces groupes était bloqué par des intempéries à l'aéroport de Téhéran et n'arrivait pas à trouver un endroit pour loger ses membres. Dans un clip vidéo qui a circulé sur Internet, plusieurs centaines de Chinois expriment leur colère en scandant : « Chine, Chine. » On avait vu une scène analogue quelques jours plus tôt à l'aéroport de Tokyo : alors que leur vol retour pour Shanghai, avec une compagnie japonaise *low cost*, avait vingt-quatre heures de retard, les touristes, en guise de protestation, se mirent à chanter à tue-tête l'hymne chinois avant de déclencher des bagarres avec la police japonaise. La même scène se produisit dans un aéroport au Sri Lanka. Nombre de commentateurs

dans les médias sociaux chinois ont manifesté leur gêne, mais ces scènes furent aussi désagréables pour la Chine officielle. La chaîne d'État CCTV publia un commentaire qui rappelait les Chinois à l'ordre : « Quiconque expose aujourd'hui de manière inappropriée un patriotisme à la *Wolf Warrior*¹⁴ et hurle "Chine !" à chaque fois que le cœur lui en dit ne s'attirera ni la sympathie dans un aéroport étranger ni celle de ses compatriotes dans son pays. Le fait que la patrie te soutienne quand tu as des problèmes ne signifie pas encore, loin de là, qu'elle va jouer pour toi les boucs émissaires¹⁵. »

Cela fait très longtemps que le PC lui-même tente non sans un certain succès de rallier à sa cause les Chinois vivant à l'étranger, de faire de la diaspora chinoise, y compris à l'Ouest, un instrument de sa propagande et un moyen de pression contre les universités, les groupes de la société civile ou les gouvernements déplaisants. Le Parti a kidnappé la fierté de la Chine et fait désormais valoir sa version du nationalisme, fortement nourrie par les rêves de grande puissance et le chauvinisme Han. Et cela fonctionne : beaucoup sont captivés par cette idée selon laquelle la Chine a été et demeure l'éternelle victime des humiliations occidentales, le communisme étant l'unique salut, et toute critique du PCC une pure et simple tentative de saboter l'ascension de la Chine dans le monde. Quand des étudiants chinois injurient et menacent des condisciples hongkongais dans les universités de Sydney, de Cambridge ou de Boston ; quand, à Toronto, de jeunes Chinois, en signe de soutien au PCC, accrochent à leurs Ferrari et à leurs Porsche des drapeaux chinois, font des allers-retours au volant de leurs voitures et klaxonnent en traitant les Hongkongais qui manifestent de « pauvres cons », on est en droit de s'étonner de l'efficacité inaltérable de la propagande qui leur a été inoculée. On peut par ailleurs renoncer à l'illusion que les étudiants qui vivent des années en Europe ou en Amérique se laisseront obligatoirement prendre par le charisme de la démocratie et pourront se révéler, une fois revenus chez eux, comme une force de changement.

Une minorité bruyante s'est depuis longtemps vouée à un mode agressif de nationalisme dont la face grimaçante s'exprime aussi en public. On l'a vu lors des manifestations contre le bombardement de

l'ambassade de Chine à Belgrade par l'OTAN, en 1999, au cours desquelles les correspondantes de CNN et de la télévision publique allemande ont subi des agressions physiques. Ou bien pendant les exactions antijaponaises de l'été 2012, lorsque des affiches placardées dans les rues de Pékin réclamaient que l'on rase Tokyo, et que des manifestants rouèrent de coups des conducteurs de voitures japonaises à Xi'an. Sans parler d'Internet où, par exemple, les *xiao fenhong* (littéralement, les « petits roses ») mettent le feu ultranationaliste sur Internet dès que s'élève la moindre critique contre la patrie et les mythes patriotiques. Les *xiao fenhong* s'organisent au sein de forums comme celui « de l'Empereur » qui compte près de 30 millions d'abonnés et y lancent aussi des attaques concertées contre des pages Web situées en dehors du *Great Firewall*. Par exemple, les trolls roses s'abattent par milliers sur Instagram lorsque Lady Gaga rencontre le dalaï-lama, ils inondent les pages d'information de Taïwan avec des injures obscènes adressées à la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, et lorsque des étudiants de l'université chinoise de Hong Kong plaident pour l'autonomie ou l'indépendance de leur ville, ils envahissent les pages de commentaires sur le site Web de l'université et laissent des messages menaçants du type : « Cette nuit, le forum de l'Empereur vous trouvera. »

Si les « roses » s'appellent ainsi, c'est parce que leur lointaine origine remonte aux forums roses du très populaire portail de littérature féminine « Cité de la littérature Jinjiang ». En 2008, les débats y quittèrent le champ du littéraire pour celui du nationalisme – c'était au temps des Jeux olympiques, conçus comme une célébration du Parti et de la patrie, mais qui furent recouverts par l'ombre des troubles sanglants survenus dans la capitale du Tibet, Lhassa, et par de longs débats sur les droits de l'homme dans les médias occidentaux. À l'époque, une vague de nationalisme rageur parcourut le pays et se déversa avant tout sur les forums Internet.

« Qui vous a envoyé tout l'argent de la patrie ? demandait alors quelqu'un aux Tibétains ingrats. Avez-vous oublié tout cela ? » Un autre applaudissait la répression violente des manifestations à Lhassa : c'était, disait-il, une bonne chose que le gouvernement « excise cette

tumeur cancéreuse ». Un troisième mettait les Tibétains en garde : « Si vous vous comportez mal, nous prendrons votre culture et nous la mettrons au musée. » Et un autre encore réclamait : « Mais pourquoi discutons-nous ? Il faut liquider l'ordure séparatiste. Et si nous avons un jour la démocratie, je veux voir les nationalistes au pouvoir. » Un blogueur déplorait que les étrangers aient tous subi un « lavage de cerveau ». C'était un avant-goût de l'avenir possible après le PCC – un rappel du fait que les communistes ne provoquent pas seulement des ravages écologiques et moraux dont les générations futures devront encore supporter les conséquences. Nombre des graines toxiques que le Parti sème aujourd'hui germeront encore dans des décennies.

Un patriotisme rationnel ?

Le Parti sait quel danger fait courir ce nationalisme rageur qui, un jour, pourrait aussi se retourner contre lui ; la propagande prône un « patriotisme rationnel » et pourtant Xi Jinping ranime sans cesse, par sa rhétorique, le sentiment national, invoque le « territoire sacré » de la Chine dont la grande nation ne doit pas céder « un seul pouce ». Concrètement, le nationalisme chinois tourne le plus souvent autour de trois thèmes : d'abord, Taïwan, l'île qui constitue *de facto* un État à part entière depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949, mais dont les chefs du PCC présentent le retour dans la patrie chinoise comme un impératif chaque année plus urgent. Taïwan est le sujet avec lequel il est le plus facile de susciter l'émotion sur le continent – et dans le même temps, c'est là qu'une solution est la plus improbable : Taïwan est depuis plus de trois décennies une démocratie vivante, et les 23 millions de Taïwanais ne manifestent pas la moindre envie de se placer sous le joug du PCC. Le deuxième saint graal des nationalistes, c'est cet archipel dans la mer de Chine orientale que les Japonais appellent Senkaku et les Chinois Diaoyutai. Il a été le déclencheur des exactions antijaponaises au cours de l'été 2012. Et, troisièmement, la Chine a des préentions sur la mer de Chine méridionale, et ce dans sa

globalité. Elle présente, dans ce domaine, des revendications historiques douteuses, que ses voisins considèrent comme des absurdités, mais qui ont aujourd’hui acquis en Chine le statut de vérités sacrées.

Xi est de plus le premier chef du Parti depuis des décennies à ne pas se payer de mots. Xi agit. Dans des discours soignés, il proclame certes que le sang chinois ne comporte « aucun gène de l’hégémonie ou de l’invasion » (l’agence de presse Xinhua en a fait un « gène historique de la paix » du peuple chinois¹⁶). Mais dans le même temps, il dépense beaucoup d’argent pour reconstruire l’armée, il exige d’elle qu’elle puisse « gagner des guerres » et arme avant tout la marine. C’est elle qui exécute la politique du fait accompli dans la mer de Chine du Sud ; elle construit des îles de remblais dans des lieux contestés, aménage des massifs de corail pour en faire des points d’observation, intimide les pêcheurs et les garde-côtes des États voisins. Et lorsque la Cour internationale de justice de La Haye, en juillet 2016, a en grande partie rejeté les prétentions de la Chine en mer de Chine méridionale, les responsables du pays ont pour leur part déclaré le jugement « nul et non avenu » et ont simplement poursuivi leurs prises de territoires et la militarisation des eaux. Mais les mots et les actes de plus en plus agressifs ne vont pas sans risques, ni pour la direction chinoise, ni pour le reste du monde.

Xi Jinping attise des espoirs qu’il ne pourra pas tous exaucer. Le nationalisme se transforme facilement en un monstre que même ses créateurs ne contrôlent plus totalement. Que se passera-t-il le jour où Xi se verra dans l’incapacité de faire des compromis parce que sa propre rhétorique l’aura conduit à l’impasse et parce que tout compromis serait considéré, dans son pays, comme une faiblesse ? Et si la Chine se retrouve en crise après bientôt quatre décennies de croissance ? Si le Parti considère par conséquent que l’un des piliers de sa légitimité – l’augmentation infinie de la richesse grâce à la croissance économique – risque de se briser et qu’il ne reste plus que le second, le nationalisme, quelle diversion utiliseront le PCC et Xi Jinping ? Quelques Chinois, surtout des jeunes, jugent déjà inévitable une guerre contre les États-Unis.

Des connaissances pékinoises m'ont parlé de leur fils de onze ans, auquel ils avaient joyeusement annoncé quelques jours plus tôt que la famille pourrait s'offrir cette année-là un voyage à l'étranger et qu'il pourrait fêter son douzième anniversaire en Europe. « Non ! a crié leur fils. Je ne vais pas à l'étranger. Je ne fête mon anniversaire que dans ma patrie ! » Désarroi du père. « C'est de la folie, dit-il. Que font-ils de mon enfant ? »

L'ŒIL

Comment le Parti régénère son pouvoir grâce à l'intelligence artificielle

« La perfection du pouvoir [tend] à rendre inutile l'actualité de son exercice¹. »

Michel Foucault

À l'University College de Londres se trouve, sur une chaise, derrière une vitre, le squelette vêtu d'une chemise et d'une veste du philosophe et théoricien de la société Jeremy Bentham. Avant sa mort, le 6 juin 1832, Bentham avait demandé que l'on veuille bien mettre son cadavre à disposition de la science et qu'on expose sa dépouille au public. Son ami Thomas Southwood Smith se chargea de la dissection du cadavre au cours d'une leçon publique. La momification de la tête, selon des techniques qu'on avait observées chez les Maoris de Nouvelle-Zélande, ne se déroula cependant pas aussi bien qu'espéré, si bien que l'on épargna rapidement ce spectacle au public et qu'on installa à sa place une tête en cire plus présentable sur le squelette de Bentham.

Les étudiants qui passent devant le philosophe lui lancent un coup d'œil, certains font des selfies, beaucoup l'ignorent. Pendant un moment, on a pu observer la scène en direct, car on ne regardait pas seulement Bentham, lui aussi regardait : une webcam placée au-dessus de son squelette captait les admirateurs curieux et ceux qui ne faisait pas attention à lui, puis diffusait les images en *live* sur Twitter.

« Observer Bentham comme il t'observe » : tel était le titre donné à ce projet monté par l'équipe du groupe PanoptiCam de l'université. Elle voulait, entre autres, étudier les algorithmes de surveillance. Bentham avait jadis été le fondateur de l'utilitarisme, l'un des représentants majeurs des Lumières britanniques, un défenseur de la rationalité et de la liberté, un précurseur de la démocratie et de la société libérale. Et il fut l'inventeur de la prison *panopticon*, qui demeure l'une des métaphores les plus éclairantes de l'État de surveillance, lequel touche à la perfection quand il peut regarder tranquillement le sujet qui assure sa propre surveillance.

L'œil invisible de l'autorité qui tantôt félicite et tantôt punit, qui a le pouvoir de vous broyer et dont la bonté s'exprime dans le fait de ne pas vous écraser : la religion organisée travaille depuis des millénaires avec cette suggestion. Tu ne le vois pas, mais il te voit. À tout instant, jour et nuit. En d'autres termes : peut-être ne regarde-t-il justement pas dans ta direction à ce moment précis, mais peu importe. Il n'a aucun besoin de le faire, ni maintenant ni la plupart du temps. Il lui suffit que tu aies l'intuition, non, la certitude qu'il peut à tout moment regarder dans ta direction pour faire de toi un observateur de toi-même. Le *panopticon* de Bentham était la tentative architectonique de faire entrer ce type de surveillance dans le monde des Lumières, de le perfectionner et de le rationaliser. Lui-même jugeait cela aussi efficace qu'humain, il parlait d'une « nouvelle manière d'exercer sur l'esprit un contrôle d'une ampleur sans précédent ». Il pouvait aussi imaginer qu'on utilise le *panopticon* qu'il avait conçu comme une école, une usine ou un hôpital, mais c'est surtout en tant que prison qu'il lui semblait parfait – Bentham le qualifiait de « moulin dans lequel on meulait honnêtement les malfaiteurs ».

Le *panopticon* est un dispositif aussi simple que génial : un bâtiment circulaire doté de nombreux niveaux qui, à l'intérieur, donnent sur une cour. À chaque niveau, une quantité de petites cellules s'alignent et forment un cercle. Chacune a deux fenêtres : une vers l'extérieur, qui laisse entrer la lumière, et une vers l'intérieur, sur la cour. Au centre de la cour se trouve un bâtiment étroit : la tour du gardien. Les fenêtres s'y ouvrent dans toutes les directions, elles sont disposées de telle sorte

que le surveillant puisse regarder chaque cellule du grand cercle extérieur sans jamais être vu lui-même. Les détenus ne peuvent pas se voir les uns les autres. « Il suffit alors de placer un surveillant dans la tour centrale, et dans chaque cellule d'enfermer un fou, un malade, un condamné, un ouvrier ou un écolier. Par l'effet du contre-jour, on peut saisir de la tour, se découplant exactement sur la lumière, les petites silhouettes captives dans les cellules de la périphérie, écrit Michel Foucault dans son livre *Surveiller et Punir*. Autant de cages, autant de petits théâtres, où chaque acteur est seul². »

Bentham est mort en 1832. Le *panopticon*, sous la forme qu'il avait imaginée, n'a jamais été construit. Et pourtant, en tant qu'idée, il a déployé une telle force qu'il est devenu pour Foucault la métaphore de la situation de contrainte dans la société moderne. Quand l'homme est parfaitement isolé, mais surtout parfaitement visible, alors, selon Foucault, le pouvoir fonctionne automatiquement : la surveillance doit être « permanente dans ses effets, même si elle est discontinue dans son action ; que la perfection du pouvoir tende à rendre inutile l'actualité de son exercice³ ». Cela signifie que le gardien n'a même pas besoin d'être présent. Il suffit que les occupants des cellules croient qu'il pourrait être présent, « de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des moyens de force pour contraindre le condamné à la bonne conduite, le fou au calme, l'ouvrier au travail, l'écolier à l'application, le malade à l'observation des ordonnances. Bentham s'émerveillait que les institutions panoptiques puissent être si légères : plus de grilles, plus de chaînes, plus de serrures pesantes ». Il suffit que les séparations soient conséquentes et la visibilité assurée. Car, écrit Foucault, « celui qui est soumis à un champ de visibilité, et qui le sait, reprend à son compte les contraintes du pouvoir ; il les fait jouer spontanément sur lui-même ; il inscrit en soi le rapport de pouvoir dans lequel il joue simultanément les deux rôles⁴ ». Ceux qui sont nus devant l'œil assument leur propre surveillance.

Foucault a écrit *Surveiller et Punir* en 1975, à une époque où nul ne pouvait deviner à quel point les progrès de la technique permettraient de perfectionner les possibilités de surveillance totale des sujets. Xueliang est le nom d'un projet de combinaison entre caméras de

surveillance et banques de données à l'échelle de tout le pays. C'est une allusion à la « vue perçante des masses », un slogan de la période de Mao, lequel fit en sorte que le peuple entier s'espionne mutuellement et en permanence. L'œil qui, depuis sa tour de garde, voit tout a dans son champ de vision un peuple de 1,4 milliard de personnes : il a fallu attendre notre époque pour que cela devienne possible. Le système de surveillance chinois fonctionne à l'électricité.

Le moment Spoutnik chinois

Le 15 mars 2016 est l'une de ces journées que l'humanité gardera en mémoire. Ce jour-là, dans une salle de bal du Four Seasons Hotel à Séoul, la machine a infligé à l'homme une défaite à laquelle nul ne s'attendait encore à cette date. C'était une compétition qui n'allait pas sans rappeler celle de 1997, lorsque l'ordinateur joueur d'échecs développé par IBM, Deep Blue, avait défié le champion du monde de l'époque, Gari Kasparov, et avait gagné la partie. Mais cette fois, l'enjeu était supérieur. Les adversaires se mesuraient au jeu de go. Le go est l'un des plus vieux jeux de table du monde ; il a été inventé sous le nom de *wéiqi* voici plus de deux millénaires et demi dans la Chine antique, où les fonctionnaires érudits l'ont longtemps considéré comme l'un des quatre arts que doit maîtriser un homme cultivé. Mais surtout, le go, qui se joue sur une planche comprenant dix-neuf fois dix-neuf points, est infiniment plus complexe que les échecs. Il exige une pensée non linéaire et fonctionnant en réseau – même les joueurs de classe mondiale invoquent aussi l'intuition quand ils jouent un coup. Après les deux premiers coups aux échecs, le joueur dispose de 400 possibilités différentes pour le troisième. Au jeu de go, à ce même stade, on en compte environ 130 000.

Le fonctionnaire érudit Shen Kuo, un célèbre astronome, mathématicien, géologue, botaniste, pharmacologue, cartographe, ingénieur hydraulicien et général chinois du xix^e siècle, a été le premier à estimer dans ses *Mengxi Bitan* (« Discussions de pinceau près du petit

ruisseau de rêve ») le nombre des positions possibles au go, soit 10^{171} , plus qu'il n'existe d'atomes dans l'univers.

Ce 15 mars, donc, le Sud-Coréen Lee Sedol, le joueur le plus fort de la décennie précédente, se présenta devant la planche de go contre AlphaGo, la machine de DeepMind, société londonienne qui appartient aujourd'hui à Google. C'était le cinquième et dernier match du tournoi, et ce fut le coup de grâce. La machine battit Lee Sedol 4 à 1. Ses fabricants avaient utilisé, pour concevoir son algorithme, deux réseaux neuronaux artificiels qui s'entraînaient mutuellement. Au début, ils l'avaient alimenté avec trente millions de coups de joueurs expérimentés, puis ils avaient fait jouer à des versions légèrement différentes de la machine des millions de parties contre elle-même. Le logiciel avait ainsi appris de toutes nouvelles stratégies inconnues de l'être humain. Le triomphe d'AlphaGo à Séoul en surprit beaucoup et en choqua plus d'un – la plupart des observateurs n'attendaient une telle issue qu'une décennie plus tard. Si cette victoire déclencha d'étonnantes réactions émotionnelles, c'est que même pour les non-spécialistes, partout dans le monde, une intuition se condensa tout à coup pour devenir une certitude : l'avenir est ici. Les technologies au cœur d'AlphaGo sont celles qui vont bouleverser notre monde comme l'a fait en dernier lieu la révolution industrielle il y a deux siècles.

L'intelligence artificielle (IA), c'est la nouvelle électricité⁵. C'est Andrew Ng qui le dit, un homme qui dirigea jadis la recherche en IA chez Google et Baidu, et enseigne aujourd'hui à Stanford. L'IA n'est pas une technologie parmi de nombreuses autres – elle est la force qui applique des algorithmes à toutes sortes de données numériques et qui propulsera à l'avenir toutes les branches de l'industrie et de nombreux aspects de la vie privée. Une force à l'aide de laquelle on va réinventer tout ce qui peut être saisi ou soutenu sous forme numérique, qu'il s'agisse de l'éducation, de la médecine, du monde de la finance, de la recherche scientifique, des transports ou de la ville dans laquelle nous vivons. Et à l'aide de laquelle, aujourd'hui, on réinvente aussi l'État autoritaire.

Il est probable que nulle part au monde on n'ait suivi cette journée à Séoul avec autant d'étonnement ou de fascination qu'en Chine, le

pays d'origine de ce jeu. Il est certain que nulle part ailleurs on n'y a réagi avec une telle virulence et à un tel rythme. Pour la direction chinoise, ce moment a dû être analogue à celui qu'ont vécu les États-Unis le 4 octobre 1957 lorsque s'est abattue sur eux la nouvelle que le grand rival, l'Union soviétique, venait tout juste de tirer dans le cosmos le premier satellite terrestre construit par l'homme, le Spoutnik 1. « Le contrôle du cosmos, c'est le contrôle de la terre », prévenait en janvier 1958, dans un discours clé de la guerre froide, Lyndon B. Johnson, à l'époque chef de la majorité au Sénat américain. L'avenir, dit-il, n'était « plus aussi éloigné que nous l'avons cru ». Et quel que soit le vainqueur de la course au cosmos, il aurait « le contrôle total de la terre, ou bien pour instaurer la tyrannie, ou bien pour servir la liberté ». Deux conseillers IA du Conseil d'État chinois ont qualifié la victoire d'AlphaGo à Séoul de « moment Spoutnik » chinois⁶. Et l'État chinois y a réagi comme l'avaient fait, jadis, les États-Unis : en pratiquant un changement de pensée subit et un effort financier et stratégique qui déboucha, quasiment du jour au lendemain, sur la concentration de ressources gigantesques au profit de l'intelligence artificielle.

« La victoire d'AlphaGo a fondamentalement transformé notre réflexion », dit Zhang Bo, un mathématicien réputé et expert en IA de l'Académie chinoise des sciences. J'ai entendu Zhang Bo s'exprimer lors d'un séminaire sur l'IA, dans le centre de conférences de Wuzhen, pendant la conférence mondiale de l'Internet, fin 2017. En mai de la même année, dans cette même ville de Wuzhen, dans la province du Zhejiang, au sud de la Chine, la machine de DeepMind avait réitéré son tour de force devant un public chinois et battu 3 à 0 celui qui était alors au sommet du classement du jeu de go, un Chinois de vingt ans, Ke Jie. Celui-ci, une célébrité en Chine, qui paraissait passablement ahuri après sa défaite, déclara par la suite que la machine était le « *God of Go* », le dieu du go.

La star incontestée de la conférence n'était pas le patron d'Apple, Tim Cook, présent sur les lieux, ce n'était pas non plus l'idéologue en chef de la Chine, Wang Huning, qui transmit les mots de bienvenue du chef du Parti, Xi Jinping, et annonça que l'économie numérique allait devenir la principale force motrice de la Chine (« Nous ne laisserons

pas passer cette chance »). Cette fois, la star n'était pas l'Internet lui-même, mais cette chose merveilleuse que l'on appelait l'IA. « Nous allons bâtir une Chine plus forte à l'aide du *big data* et de l'intelligence artificielle », affirma Wang Huning. On avait presque l'impression que les hôtes chinois et leurs invités étrangers étaient venus à Wuzhen pour un concours d'euphorie.

On put ainsi entendre l'informaticien américain John E. Hopcroft prophétiser à l'humanité une troisième grande révolution : après la sédentarisation de l'humanité au cours de la révolution néolithique, il y a dix mille ans, et après la révolution industrielle, c'était la révolution de l'intelligence artificielle qui s'abattait à présent sur nous. Hopcroft avait surtout apporté deux messages à son public étonné. Premièrement, grâce à l'IA, on n'aurait désormais plus besoin que d'un quart de la population pour produire la totalité des biens et des services. Et, deuxièmement, « seules deux nations profiteraient de la révolution de l'IA : les États-Unis et la Chine ». Partout ailleurs, expliqua Hopcroft, les infrastructures n'étaient pas disponibles : le seuil d'entrée dans l'IA était tout simplement trop élevé.

On put aussi entendre Vaughan Smith, vice-président de Facebook et responsable de l'IA au sein de cette société, qui commença par présenter au public sa plate-forme interdite en Chine : « Beaucoup d'entre vous, ici, ne connaîtront pas Facebook. » Smith assura que comme toute autre technologie, l'intelligence artificielle allait « avant tout apporter de bonnes choses », et qu'en tout cas on vivait dans les laboratoires de Facebook « une période grandiose ». Puis il justifia son optimisme par des exemples puisés dans son entreprise. « Nous sommes devenus assez bons pour faire passer des informations de la machine à l'homme, dit Smith. Le défi, à présent, est le suivant : comment faisons-nous passer les informations du cerveau humain vers la machine ? » Un cerveau, dit-il, produit chaque seconde un térrabyte de données, l'équivalent de quarante à cinquante longs métrages en haute définition, expliqua Smith. « Reste à savoir comment nous le faisons sortir du cerveau et entrer dans l'ordinateur. » C'était en tout cas la question que l'on se posait chez Facebook où, selon Smith, ils travaillaient désormais jour et nuit à la solution de ce même problème.

Si l'on comprenait bien le manager de Facebook, son entreprise faisait cela avant tout pour créer un monde dans lequel des tétraplégiques pourraient, à l'aide de leur seule pensée, piloter un clavier et écrire cent mots par minute. Les non-initiés, regrettait Smith, avaient hélas souvent des conceptions totalement erronées de la recherche sur l'IA, c'était en partie pourquoi ces débats étaient généralement pétris d'angoisse. Il fit fièrement état des derniers progrès effectués dans ce projet : « Nous venons de mettre au point un bonnet qui, à l'aide de lasers, palpe les neurones dans le cerveau pour comprendre ce qui s'y passe. » Un bonnet que l'on met sur le crâne, donc, qui vous lit l'intérieur du cerveau et qui transfère en temps réel à la machine tous les films qui y passent – Smith n'eut pas l'air de comprendre un seul instant que c'est justement cela, le cauchemar des non-initiés.

Invitation

En tout cas, les Chinois présents dans le public écoutaient avec recueillement. « Nous invitons chaleureusement les groupes et les instituts internationaux à ouvrir des bureaux ici, en Chine, et à partager avec notre pays les résultats de leurs recherches », dit avec une franchise désarmante Chen Zhaoxiong, vice-ministre au sein du ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT). Ensuite, des représentants de l'industrie chinoise présentèrent leurs premiers succès dans le domaine de l'IA. Lu Yimin, le président de China Unicom, l'un des deux géants des télécommunications en Chine, expliqua que le temps des îlots de données isolés était révolu : « À l'avenir, nous aurons une plate-forme centrale de *big data*. » Toutes les informations concernant chaque client regroupées en un seul lieu : voilà qui permettrait d'exaucer la promesse faite par le nouveau slogan de la firme : « Être un créateur de vie *smart* et agréable au client. »

Smart était aussi le mot-clé chez Robin Li, le P-DG du groupe de moteurs de recherche. En 2016, Baidu avait provoqué un scandale avec

des résultats manipulés au profit de clients annonceurs peu sérieux qui dirigeaient des patients cancéreux en quête d'assistance vers la page Web d'un groupe de cliniques douteuses. La mort d'un étudiant cancéreux de vingt et un ans déclencha un débat de plusieurs mois sur les pratiques de Baidu. Aujourd'hui, le groupe tente de se réinventer en entreprise d'IA, sur le modèle de Google et avec le soutien de l'État : les voitures, les supermarchés, les villes, tout sera *smart* à l'avenir. « Plus de bouchons ni de pollution. Dans le futur, chacun pourra être détendu et de bonne humeur. Nous allons rendre les gens plus heureux », annonça ce jour-là Robin dans un élan d'enthousiasme avant de conclure par ce voeu : « Nous devons injecter de l'intelligence artificielle dans le moindre recoin de la vie humaine. »

C'est précisément ce que fait la Chine. Le chef du Parti, Xi Jinping, exige que son pays devienne au plus vite « le leader mondial » de l'intelligence artificielle et que les scientifiques chinois se risquent courageusement « dans le *no man's land* », de telle sorte que la Chine détienne aussi « le commandement » dans la recherche sur l'intelligence artificielle et ses applications⁷. Une petite année seulement après qu'AlphaGo eut battu le Sud-Coréen Lee, et deux mois seulement après que la machine chinoise l'eut emporté sur Ke Jie, le Conseil d'État chinois publia un « plan de développement pour l'intelligence artificielle de la génération à venir⁸ ». C'est un plan d'une ambition extraordinaire. L'intelligence artificielle, écrivent les auteurs, transformera la vie de l'humanité et donnera au monde un autre visage. L'IA deviendra « le nouveau point de focalisation de la compétition internationale : la technologie qui dominera l'avenir ». L'IA va renverser l'industrie et devenir le nouveau moteur de l'évolution économique. Enfin, l'IA recèle de « nouvelles chances » sans précédent pour la construction de la société – il s'agit, pour le Parti, de l'utiliser en faveur du contrôle social. Le *Guangming Daily*, le journal du Parti destiné aux intellectuels, a décrit dans un article la puissance et la richesse de la Chine au temps où les peuples de la terre vivaient encore en sociétés agraires⁹. « Mais à ce moment-là, notre pays est passé à côté de la révolution industrielle et a été doublé par l'Occident. La

Chine ne commettra pas la même erreur avec le *big data* et l'IA. La numérisation a offert au peuple chinois la chance du millénaire. »

Depuis les entreprises privées high-tech et les universités jusqu'à l'armée, en passant par les villes, les gouvernements provinciaux et les ministères, de nombreux acteurs travaillaient déjà depuis un certain temps avec leurs propres programmes dans les domaines du *big data* et de l'IA. Mais le plan du Conseil d'État a été un coup de tonnerre : les efforts ont ensuite été joints et multipliés. Selon ce plan, la Chine devait se trouver en 2020 au niveau des nations de pointe – c'est-à-dire des États-Unis – dans le domaine de l'IA. En 2025, la Chine aimerait même réussir des « percées importantes » dans la recherche et l'application de l'IA. Pour l'année 2030, Pékin souhaite voir la Chine, devenue le « principal centre d'innovation du monde en IA », faire cavalier seul. Si ce plan est mis en œuvre, l'industrie de l'IA devra à cette date valoir l'équivalent de 130 milliards d'euros. Et la « sécurité publique » devra être mieux assurée que jamais grâce à un « système intelligent de surveillance, d'avertissement anticipé et de contrôle ». Le plan réclame de nouvelles « applications intelligentes » pour l'« administration de la société » – par exemple « les technologies d'analyse d'images vidéo et d'identification, les technologies d'identification biométrique, les produits intelligents à destination de la sécurité et de la police ». Et comme toujours en Chine, c'est la volonté de rattraper et de dépasser les autres qui fait avancer les choses.

L'œil de la libellule

L'œil de la libellule est composé de 28 000 facettes, dont chacun est un petit œil en soi. La libellule peut reconnaître des images cinq ou six fois plus vite que l'homme, tout en gardant une vue de 360 degrés. *Les Yeux de la libellule* est le titre d'un film que j'ai vu par une journée d'automne, en 2017, dans un atelier d'artiste de l'un des nouveaux quartiers anonymes situés au nord du quatrième boulevard circulaire de Pékin. « Je vais te révéler un secret, dit un jeune homme dans le

film. Je t'observe souvent sur le moniteur. » Puis, en off, la voix du commentateur : « Voilà un homme, dit-il. Ce jour-là, il sera vu trois cents fois par une caméra. Et voilà une femme. Elle n'a plus de sphère privée. L'homme et la femme vont se rencontrer. » Le récit commence comme un film d'amour. La femme travaille dans un centre d'élevage du bétail. Elle observe les vaches. Elle est elle-même observée par des caméras. Ceux qui surveillent la caméra sont eux aussi observés. En train d'observer. Le film montre un couple faisant l'amour dans une voiture, il présente des discussions amoureuses au restaurant, une course-poursuite sur l'autoroute, des bagarres sauvages et une opération de chirurgie esthétique. Ce long-métrage a déjà été présenté dans des festivals, par exemple à Toronto. C'est le premier dont aucune scène n'a été jouée ou même tournée. Chaque image, chaque plan – un peu moins de 600 – provient du système chinois de surveillance et de *livestream*.

La Chine : le pays qui va chercher le futur pour le ramener dans le présent, avec avidité et bien plus vite que l'Occident n'ose le faire. « Lorsque j'ai eu l'idée du film, en 2013, il n'y avait pratiquement pas de matériau », dit le réalisateur du film, l'artiste pékinois Xu Bing, qui s'est fait connaître dans le monde entier à la fin des années 1980 avec son installation *Livre venu du ciel* pour laquelle il avait inventé des milliers de nouveaux caractères chinois. Vers 2015, les *streams* sont tout à coup apparus sur le réseau, sur des sites Web accessibles à tous. On y voit surtout des caméras de surveillance appartenant à des particuliers et à des entreprises. « Nous nous sommes trouvés d'un seul coup avec beaucoup, beaucoup plus de matériau que nous n'aurions jamais pu l'espérer. Ça a explosé à une vitesse que personne ne peut se représenter. » L'équipe disposait de vingt ordinateurs qui téléchargeaient des images vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Des 11 000 heures de documents, ils ont ensuite distillé les 81 minutes qui composent *Les Yeux de la libellule*.

À quelques kilomètres de distance de l'atelier de Xu Bing, une salle austère. Il y a des écrans aux murs, beaucoup, et sur ces écrans des visages, des visages photographiés dans la rue, dans des halls, accompagnés de noms, du genre, de numéros de carte d'identité. Le

tout saisi par les caméras de Megvii Face ++, l'une des start-up les plus brûlantes d'une branche déjà chauffée à blanc et qui prétend vouloir changer le monde. Ici, l'intelligence artificielle est un modèle économique. Ici prend déjà forme ce que le Conseil d'État vient tout juste de souhaiter dans son plan. Dans la salle se trouve un jeune homme répondant au nom de Xie Yinan. Il remplit les fonctions de directeur du marketing. Xie Yinan porte des baskets, un tee-shirt, des lunettes cool, il rit beaucoup et parle avec cet enthousiasme de missionnaire qui anime ceux qui voient l'avenir chaque jour. « C'est comme au cinéma, dit-il. Cela fait trois ans que je suis là et, même en rêve, je ne me serais pas imaginé que nous ferions un jour tout ce que nous faisons aujourd'hui. Tout ce que tu connais par la science-fiction, nous allons le ramener dans la réalité. » Il est mort de fatigue, cela fait déjà longtemps qu'il n'a pas pris un jour de congé. Mais il est euphorisé. Son pays veut devenir numéro un dans le monde sur le terrain de l'intelligence artificielle. Et sa firme le numéro un dans son domaine. C'est l'époque qui veut ça. « Nous voulons créer les yeux de la ville, dit Xie Yinan. Et nous voulons la rendre intelligente. »

Megvii et SenseTime, probablement son plus grand concurrent, ont leur siège non loin l'un de l'autre, dans des tours de bureaux modernes de l'arrondissement de Haidian, à Pékin, tout près des universités d'élite du pays. Chez SenseTime, la porte d'entrée s'ouvre sous l'action de caméras qui reconnaissent les visages. L'une d'elles capte le mien et le projette sur un écran dans le hall d'accueil. « Masculin », lit-on à côté de mon portrait. « Âge : 45 ans », une erreur de sept années. « Mais vous avez vraiment l'air plus jeune », dit la dame de la réception. « Séduction : 99 %. Je me dis que l'algorithme a probablement intégré un facteur de flatterie pour les clients potentiels. Puis l'écran montre mon état d'âme : « Agacé », peut-on lire. Allons, allons : « surmené » aurait été plus juste. Un écran vidéo commence à diffuser un film de publicité que le système a taillé sur mesure à mon intention : de la publicité pour Wuliangye, marque d'une liqueur de millet à 52°. Ce que boivent en Chine les quadragénaires de mauvaise humeur qui disposent de pouvoir et d'argent.

Grâce à la technologie de SenseTime et Megvii, les gens ont déjà pu débloquer leur smartphone Huawei ou Vivo à l'aide de leur visage bien avant qu'Apple n'en ait eu l'idée. Ils peuvent aussi s'en servir pour commander leurs frites chez Kentucky Fried Chicken à Hangzhou. Ou payer tous leurs achats avec l'application Alipay, ce que font déjà régulièrement plus de 700 millions de Chinois. Des hôtels vérifient à l'aide de caméras Megvii si leur client a décliné la bonne identité. Des gares, comme à Guangzhou ou à Wuhan, n'accordent plus l'accès qu'à celui qui fait scanner son visage et accepte qu'on le compare à la banque de données de la police. L'entreprise expérimente en ce moment des supermarchés sans personnel. « Grâce à nos caméras, nous pouvons reconnaître l'âge de nos clients, savoir s'ils sont sportifs et quelles marques de vêtements ils portent, dit Xie. Et en examinant ce qu'ils achètent, nous pouvons déterminer à quelle catégorie de citoyens ils appartiennent et leur faire défiler des publicités bien précises et des offres particulières. » Devant nous, on guide un autre groupe dans la salle d'exposition, l'un des visiteurs porte un uniforme de police. Le guide montre un écran sur lequel se déplace une grande foule, on a l'impression qu'elle fait des vagues d'un côté et de l'autre, elle est soulignée de diverses teintes de rouge et de vert, on dirait une image infrarouge. Le guide explique que le système peut, entre autres, prédire les mouvements de masse. « Nous l'avons vendu dans beaucoup de provinces, il fonctionne aussi au Xinjiang, nous avons de bons retours. » Le Xinjiang est la province à problèmes de la Chine, la patrie des Ouïgours musulmans.

Les yeux de la ville. Les yeux de l'État. Le visage de l'individu devient une clé qui lui ouvre l'accès au monde. Pour les observateurs, la caméra devient une clé qui lui permet de capturer les faits et gestes de l'individu. « Aujourd'hui, les criminels doivent y réfléchir à deux fois avant de commettre un nouveau crime, promet Xie Yinan. Notre algorithme peut soutenir des réseaux de 50 000 à 100 000 caméras de surveillance. Nous pouvons te dire quel type de personne se trouve où et à quel moment. Nous pouvons répondre aux questions suivantes : Qui est-ce ? Où est-il ? Combien de temps reste-t-il ici ? Où va-t-il ensuite ? Nous suivons la trace d'une personne d'une caméra à l'autre. »

Cela fait longtemps, dit Xie, que le système reconnaît les visages mieux que les gens ne peuvent le faire. Les nouvelles caméras augmentent en outre la précision en combinant reconnaissance faciale et reconnaissance de la démarche : chacun d'entre nous a une manière tout à fait personnelle de marcher.

Megvii et les autres entreprises peuvent bien faire la réclame de leurs applications commerciales et en proposer qui vous collent par magie un museau de chien rigolo sur le nez, mais le nom de leur premier investisseur actuel, qui est aussi leur principal client, n'est un secret pour personne : il s'agit de l'État, et avant tout des organes de sécurité. Xie parle des lettres de remerciements envoyées par les postes de police du pays tout entier. 3 000 criminels dont les visages se trouvaient dans les banques de données des autorités seraient déjà tombés dans les bras des autorités grâce aux caméras. La fête d'octobre de Qingdao a fait les gros titres en 2017 : la reconnaissance faciale avait permis l'arrestation de vingt-cinq personnes recherchées depuis longtemps. Et en avril 2018, des caméras ont réussi à repérer, dans la foule de 60 000 personnes qui peuplait un stade de Nanchang à l'occasion d'un concert, un garçon de trente et un ans dont le profil était enregistré pour « crime économique » dans une banque de données nationale.

Les caméras peuvent faire encore plus : elles alertent quand un visage se présente à une fréquence suspecte dans un lieu – par exemple à un arrêt de bus. « Il pourrait s'agir d'un pickpocket », dit Xie.

L'homme dans la foule constitue lui aussi une menace. Chez le concurrent, quelques pâtés d'immeubles plus loin, on montre comment les caméras analysent les foules. Le système reconnaît l'endroit où se rassemblent beaucoup de personnes, dit la porte-parole de SenseTime, Yuan Wei. Mieux encore : celui où elles vont se rassembler sous peu. L'algorithme distingue aussi quand une foule, dans un lieu donné, se déplace dans une direction et qu'un individu va à contre-courant. « Le système l'identifie alors comme anormale », dit Yuan Wei. Et il déclenche l'alarme.

En 2017, environ 200 personnes travaillaient chez Megvii ; deux ans plus tard, elles étaient déjà plus de 2 000, dont beaucoup étaient

revenues des États-Unis. La Chine ne tente pas seulement d'importer la technologie de l'IA et d'acheter des entreprises aux États-Unis et en Europe, elle recrute aussi des talents, ce qui implique une concurrence de plus en plus vive avec la Silicon Valley. L'État joue un rôle central, il a élaboré un programme dit des « mille talents », et le ministère de la Science et de la Technologie a présenté fin 2017 un projet de « technologies transformatrices » qui doit notamment produire d'ici à 2021 de nouvelles puces à hautes performances destinées à faire fonctionner des réseaux neuronaux.

Mais contrairement aux projets scientifiques de grande ampleur qu'on lançait autrefois – dans le domaine de la biotechnologie, par exemple –, Pékin sait que le champ de l'intelligence artificielle est trop large, trop divers et trop dynamique pour être couvert par un acte d'autorité étatique, un ordre d'en haut exécuté par la bureaucratie. La contribution des groupes de hautes technologies privés et des innombrables start-up ainsi que leur coopération avec l'État sont des éléments centraux dans les projets de Pékin. Les liens entre l'État et toutes ces sociétés sont étroits, le ministère de la Technologie a officiellement choisi des entreprises comme Baidu, Alibaba, Tencent et le groupe de reconnaissance de langage iFlytek pour développer dans tout le pays des plates-formes d'IA dans les domaines comme la voiture autonome, les *smart cities*, le diagnostic médical et la reconnaissance vocale. Cela donne aux firmes choisies une avance sur ces marchés, et cela leur procure en outre un accès précieux aux banques de données de l'État. L'Académie chinoise des technologies de l'information, un think tank du ministère de l'Industrie et de la Technologie de l'information (MIIT), s'est explicitement félicitée fin 2018, dans son *Livre blanc sur la sécurité en intelligence artificielle*, de la participation de grands groupes Internet privés que sont Alibaba, Tencent, Baidu et NetEase et de leur contribution active à la numérisation du « contrôle national de la société » dans des champs comme la « surveillance sécuritaire, la recherche de données et le contrôle de l'opinion publique¹⁰ ».

L'économie privée, là encore généreusement soutenue par des fonds publics, ouvre en outre ses propres laboratoires dans la Silicon Valley et

ailleurs, les entreprises chinoises y recrutent des experts de l'IA en offrant beaucoup d'argent et plus encore de possibilités : il se passe plus de choses en Chine ; et elles vont plus vite ; l'Occident lève des barrières légales et discute de la protection des données, mais la Chine fait les choses, tout simplement. En novembre 2017, Megvii a lancé un appel de fonds et récolté 460 millions de dollars, ce qui était à l'époque le record mondial pour une entreprise d'IA. Depuis, la technologie de l'entreprise a remporté plusieurs concours, y compris face à des équipes de Google, de Microsoft et de Facebook. L'équipe de recherche de SenseTime a quant à elle présenté depuis 2015 plus de nouvelles études que Google ou Facebook dans les grandes conférences mondiales sur l'IA, et a dépassé en avril 2018 son concurrent Megvii en récoltant de nouveaux investissements à hauteur de 600 millions de dollars, devenant ainsi la start-up d'IA la plus cotée du monde. Les start-up de ce genre poussent en Chine comme des champignons. Ce sont des fonds d'investissement publics qui financent une bonne partie de leur croissance. Et l'argent arrive vite : en Chine, il faut à peine neuf mois à une start-up nouvellement fondée avant que n'arrivent les premiers subsides des fonds d'investissement ; aux États-Unis, il faut actuellement un peu moins de quinze mois.

« Nous n'en sommes qu'au commencement, dit Xie Yinan. Le marché grandit à une vitesse fulgurante. La concurrence ne nous dérange pas, les besoins sont gigantesques et il y a de la place pour tous. » En 2016, on comptait en Chine 176 millions de caméras de surveillance ; à la même date, il y en avait 62 millions aux États-Unis, c'est-à-dire plus qu'en Chine par habitant, mais l'ambition des plans chinois et le rythme de leur mise en œuvre visent là encore à mettre la Chine à la première place : deux ans plus tard seulement, en 2018, le nombre des caméras avait déjà doublé, selon une étude du service d'information britannique IHT Markit, pour atteindre les 349 millions. Beaucoup de ces appareils sont équipés de technologie IA, et la propagation doit encore suivre ce rythme pendant quelques années. SenseTime veut prochainement investir dans cinq superordinateurs équipés du système qu'il a développé, Viper : Viper sera alors en

mesure de surveiller et d'exploiter de manière simultanée et automatique des réseaux pouvant comporter jusqu'à 100 000 caméras.

L'allocution de Nouvel An donnée par le chef du Parti et de l'État au peuple chinois en 2018 l'a elle aussi montré : le PCC a compris quelle nouvelle arme magique constituerait pour lui l'intelligence artificielle. Comme chaque année, Xi se tenait devant un grand mur de livres dans lequel le téléspectateur attentif pouvait entre autres reconnaître *l'Odyssée d'Homère* et *Le Vieil Homme et la Mer* d'Hemingway. Et, comme chaque année également, les internautes allèrent inspecter à la loupe tous les dos des ouvrages. Ce qui en frappa beaucoup, cette année-là, c'est que Xi Jinping avait installé à portée de main *Le Manifeste communiste* et *Le Capital* de Karl Marx. Mais on trouvait surtout, pour la première fois et placés en évidence dans la bibliothèque, deux best-sellers sur l'intelligence artificielle : *Augmented* de Brett King et *The Master Algorithm* de Pedro Domingos. Domingos est chercheur en IA à l'université de Washington. Dans son livre, il lance la recherche de l'algorithme de tous les algorithmes, c'est-à-dire d'un algorithme qui se rappellerait lui-même à l'infini. « Quand cet algorithme maître existera, écrit Domingos, il pourra déduire des données tout le savoir de ce monde – passé, présent et futur. Son invention serait l'un des plus grands progrès dans l'histoire de la science. » Contrairement à Marx, toutefois, il n'est pas attesté que King et Domingos aient vraiment été lus par Xi, le chef du Parti.

Montée en puissance de la R&D

Aux États-Unis, ce sont surtout les chercheurs et les chefs d'entreprise qui suivent avec curiosité les projets de la Chine, et certains tirent la sonnette d'alarme. « En 2025, ils nous auront rattrapés », prophétisait par exemple Eric Schmidt, aujourd'hui chef de la société Alphabet, anciennement filiale de Google, un homme qui avait manifestement étudié le document du Conseil d'État de Pékin. « Et en 2030, ils domineront l'industrie. » On n'est certes pas tenu de

prendre pour argent comptant tout ce qui sort de la bouche des planificateurs chinois, mais l'État a montré dans le passé – par exemple lors de la construction fulgurante du plus grand réseau de trains à grande vitesse au monde – de quoi il est capable une fois qu'il a identifié un but politique. Et le PCC a manifestement défini l'intelligence artificielle comme un élément essentiel pour sa propre survie et pour le perfectionnement de sa domination.

Dans le domaine technologique, la Chine a déjà démenti depuis longtemps les sceptiques qui continuent à penser qu'un système autoritaire est un poison pour tout type d'innovation. Une étonnante croyance veut qu'on ne puisse pas programmer une application pour smartphone tant qu'on ne connaît pas la vérité sur ce qui s'est passé en 1989 sur la place Tiananmen, a dit un jour Kaiser Kuo, un observateur américain de la Chine et guitariste heavy métal qui avait dirigé pendant des années, à Pékin, les relations publiques internationales de Baidu. « Sauf que ça n'est pas vrai¹¹. » Cela fait longtemps que la Chine n'est plus le paradis des contrefaçons de chaussures Nike et de sacs à main Louis Vuitton sur lesquels on colle en prime le logo de Chanel. Elle a aussi cessé d'être « l'usine du monde », le pays où une main-d'œuvre bon marché assemble nos téléviseurs et nos smartphones, c'est-à-dire celui auquel reviennent tout juste 5 euros sur les 800 que nous payons pour un iPhone.

Cela fait longtemps que la Chine est, derrière les États-Unis, le numéro deux pour les dépenses de recherche et de développement, et selon le dernier rapport en date de la National Science Foundation américaine, le pays ne va pas tarder à dépasser les États-Unis : entre 2000 et 2015, la Chine a consacré chaque année 18 % de plus à la recherche et au développement, tandis qu'aux États-Unis les dépenses dans ce domaine n'augmentaient que de 4 % en moyenne¹². Le nombre des publications scientifiques en provenance de Chine a quintuplé depuis 2003. Les chercheurs chinois ont aujourd'hui plus de superordinateurs dans le top 500 mondial que les États-Unis. En 2021, en même temps que les États-Unis, des chercheurs de la ville portuaire de Tianjin comptent mettre en service le premier ordinateur Exascale, qui serait plusieurs fois plus rapide que le superordinateur actuel. La

Chine talonne aussi les États-Unis en matière de recherche sur les ordinateurs quantiques. En octobre 2019, le chef du Parti, Xi Jinping, a personnellement dirigé une session d'étude du Politburo sur la technologie du blockchain, où il a fixé l'objectif que la Chine établisse des normes internationales dans ce domaine aussi, afin d'« accroître l'influence de la Chine et son pouvoir de définir les règles sur la scène mondiale¹³ ».

Un univers parallèle high-tech se profile derrière le *Great Firewall* – que la censure ne protège pas seulement contre le libre flux de l'information, mais aussi, de manière concrète, contre la concurrence. La Chine est le plus grand marché de e-commerce du monde, et les groupes Alibaba ou Tencent jouent depuis longtemps, au moins pour ce qui concerne leur cotation, dans la même catégorie qu'Amazon, Alphabet et Facebook.

Dans la tête des citoyens

Pour ce qui concerne la circulation électronique de l'argent et le développement des applications financières *smart*, la Chine a dépassé depuis longtemps le reste du monde. « Quand tu quittes la Chine, écrivait le *Financial Times*, tu as l'impression de remonter le temps. » Les possibilités économiques, le bond en avant technologique sont une chose. Mais il y a d'autres éléments tout aussi séduisants pour l'État : des possibilités sans précédent de regarder dans la tête des citoyens, de les accompagner dans leur chambre à coucher, dans la rue, quand ils font leurs courses ou dans leurs conversations les plus privées.

WeChat est par exemple un phénomène sans équivalent à l'Ouest. L'application a commencé modestement sous la forme d'une simple messagerie – un WhatsApp chinois, en quelque sorte. Mais les utilisateurs de téléphones portables en Chine l'ont ensuite rapidement utilisée en plus comme un Facebook chinois. Puis comme un Uber, un Booking.com et un Deliveroo chinois. Et ainsi de suite. WeChat a pratiquement dévoré l'Internet dans le pays, au moins pour ce qui

concerne le smartphone. Sur WeChat, tu peux discuter avec tes amis, commander un taxi, un repas et une chambre d'hôtel, acheter des billets de cinéma, réserver des places dans les trains et les avions, t'abonner à la télévision câblée, payer tes factures d'eau et d'électricité, t'acquitter de tes amendes et obtenir un crédit à la consommation. Mais tu peux surtout payer sans argent liquide. Et pendant que tu te livres à toutes ces activités, les services de sécurité de l'État regardent par-dessus ton épaule. En 2019, plus d'un milliard de Chinois avaient installé WeChat sur leur téléphone portable.

Les deux applications, WeChat (de Tencent) et Alipay (d'Alibaba), se sont répartis le marché du paiement électronique – et les Chinois aiment ça. En un temps record, tout un peuple est passé au paiement par portable. Ici, on n'utilise pratiquement plus, voire plus du tout, les cartes bancaires ou de crédit. En 2017, les Chinois avaient déjà utilisé leurs portables pour un total de transactions s'élevant à 17 billions de dollars – plus de 60 % de toutes les transactions sans argent liquide dans le monde en 2017 ont eu lieu en Chine. Dans ma rue, je pouvais payer avec WeChat chez le marchand de légumes, chez le coiffeur et dans la petite gargote une soupe aux nouilles qui coûte l'équivalent de 1,50 euro. À la fin, on me regardait d'un drôle d'air quand je plongeais les mains dans les poches de mon pantalon pour aller chercher de la monnaie. Même les mendiants, à Pékin, opèrent aujourd'hui avec des codes-barres que le passant scanne avec WeChat pour virer son obole.

Dans un tribunal de Haidian, district de Pékin, on peut aujourd'hui utiliser WeChat pour envoyer les documents et payer les frais ; l'identification de l'envoyeur se fait par reconnaissance faciale automatique¹⁴. Et en décembre 2017, la presse d'État a annoncé que l'on testerait dans vingt-six villes pilotes l'utilisation de WeChat comme carte de sécurité sociale électronique et comme carte d'identité¹⁵. C'est le rêve de tout citoyen désireux de se faciliter la vie. Et c'est le rêve de l'État de surveillance, qui peut ainsi suivre librement et en temps réel chaque démarche et chaque transaction des citoyens.

Start-up

Tencent coopère étroitement avec la censure, la police et les organes de sécurité d'État. Il arrive que l'on constate soudain, pendant un chat, que la conversation perd toute espèce de sens : c'est que certains termes sont effacés automatiquement par WeChat dans les échanges entre l'émetteur et le récepteur sans qu'aucun des deux n'en ait été informé. Dans la ville de Puyang, le contremaître Chen Shouli a passé cinq jours dans une cellule après avoir retransmis – sous l'intitulé « Haha » – une blague sur une prétendue liaison amoureuse entre une chanteuse et un haut fonctionnaire. Et Wang Jianfeng, de Shandong, a même fait vingt-deux mois de prison après avoir qualifié le chef du Parti, Xi Jinping, de *baozi* et de « chenapan maoïste ». Un *baozi* est un grand chausson cuit à la vapeur, mais aussi le surnom de Xi depuis des années.

En 2019, pour la première fois, la Chine possédait plus de « licornes » que les États-Unis – c'est-à-dire de start-up que le marché évalue à un milliard de dollars ou plus. Pour le développement de puces mobiles d'intelligence artificielle, certains experts voient déjà le groupe chinois Huawei devancer Apple. Et le 17 janvier 2018, c'est aussi une machine chinoise qui a remporté la victoire sur le maître du go Ke Jie. Le programme Fine Art de Tencent avait donné à ce dernier deux pions d'avance. Il a tout de même été battu.

Pour ce qui concerne les exportations, en revanche, les groupes chinois restent faibles, et aussi bien par le nombre de talents que par le volume des investissements globaux dans le domaine du high-tech, le pays est encore à la traîne des États-Unis. Les éditions scientifiques néerlandaises Elsevier et les éditions japonaises Nikkei publient une liste des institutions dont les recherches sur l'IA sont le plus fréquemment citées dans le monde – deux des trois premières sont originaires de Chine, et l'on compte trois entreprises chinoises dans le Top 10. Cependant, si la recherche chinoise sur l'IA ne pêche plus par manque de quantité, elle manque sans doute encore d'originalité, estime Jeffrey Ding, du programme « Governance of AI » de l'université d'Oxford, auteur d'une étude sur le programme chinois d'IA¹⁶. Son

jugement : « La Chine ne peut pas encore rivaliser avec la recherche la plus innovante et les scientifiques les plus talentueux des nations dirigeantes. » L'étude de Ding a établi en 2018, pour la première fois, un « IA Potential Index » pour comparer les capacités de la Chine en termes d'IA avec celles des États-Unis ; ceux-ci avaient encore des résultats deux fois supérieurs.

Il est vrai que les États-Unis sont toujours en avance, pour le moment, dans la recherche fondamentale sur l'IA, reconnaît Xie Yinan à propos de Megvii. « Mais nous avons déjà une grande avance sur eux dans l'application pratique », ajoute-t-il. Il marque une pause. « L'État, ici, ne nous impose pas autant de limites, dit-il. Le gouvernement nous soutient. » Dans la province du Hebei, l'IA apporte déjà une aide dans la préparation des jugements. Des procureurs et tribunaux de la ville vérifient ainsi, selon la presse d'État, la qualité des moyens de preuve pour éviter « la condamnation d'innocents¹⁷ ». La ville de Hangzhou utilise les algorithmes pour prédire la circulation, et partout dans le pays apparaissent des projets de *smart cities* en coopération avec des entreprises comme Alibaba et Huawei. Et le PCC va encore plus loin. Dans la province du Sichuan et dans sa Ligue de la jeunesse, le Parti teste sur lui-même un « *smart cloud rouge* » : l'algorithme doit moderniser l'évaluation et le choix de ses propres fonctionnaires. Le système analyse toutes les démarches et les « relations humaines » des cadres du PCC pour prédire leurs « futures idées et leur futur comportement ». Et le *big data* doit aussi devenir « l'arme la plus puissante dans la lutte contre la corruption », comme l'a indiqué le « Centre pour le gouvernement propre » à l'université de Pékin.

Aux États-Unis aussi, certains font un parallèle avec la compétition engagée pour l'espace avec l'Union soviétique il y a plus d'un demi-siècle. Et beaucoup de ceux-là pensent que c'est la Chine qui a l'avantage : tandis qu'elle se focalise sur des objectifs stratégiques clairs, les États-Unis titubent sous la présidence d'un Donald Trump ignorant et hostile à la science (Trump a présenté une stratégie de son gouvernement concernant l'IA en février 2019, dix-neuf mois après celle de Pékin). Mais surtout, la simple masse de données auxquelles chercheurs et entreprises ont accès au sein de ce peuple d'un milliard

de personnes est à peine réfrénée par les lois ou les débats sur la protection de la vie privée. Si les données sont effectivement le pétrole du futur, écrit *The Economist*, alors la Chine est « l'Arabie Saoudite des données ».

Le fabricant de caméras SenseTime prétend disposer, par le biais d'instances gouvernementales, d'un total de 500 millions de visages ; son concurrent Yitu affirme même pouvoir en comparer 1,5 milliard. Cela n'inclut pas seulement tous les Chinois, mais aussi tout étranger ayant passé au moins une fois les frontières de la Chine et dont les traits, après l'instantané pris par le policier des frontières, ont automatiquement atterri dans une banque centrale de données. « Aucun autre pays » ne peut rivaliser avec les avantages que présente la Chine, lit-on dans un document de l'investisseur en technologie pékinois Sinovation Ventures : « Les gens y effectuent plus de cinquante fois plus de paiements avec leur téléphone mobile qu'aux États-Unis. Le volume des livraisons de repas est dix fois supérieur. Et l'on utilise trois cents fois plus le *bike-sharing*. »

Il faut en outre savoir que les vélos couleur bonbon des entreprises de location, omniprésentes en Chine, transmettent toutes les données de déplacement et de paiement à une banque de données. L'entreprise Mobike a annoncé en 2018 que ses huit millions de vélos fournissaient 30 téabytes de données quotidiennes. La firme ne sait pas seulement à quel moment quelqu'un part dans quelle direction et à quelle vitesse il roule, elle exploite aussi l'identité de ceux avec qui se déplace le cycliste. Et elle partage toutes ces données avec le gouvernement.

Plus on collecte de données, plus les algorithmes autoapprenants trouvent la nourriture nécessaire pour se perfectionner. Tous les experts ne souscrivent pas, cependant, à l'argument selon lequel la pure masse des données rend insignifiants d'autres facteurs, par exemple la qualité de la technologie de semi-conducteurs de l'IA ou le nombre d'experts en IA. Selon l'étude de l'université d'Oxford mentionnée plus haut, ce sont 78 700 scientifiques qui ont travaillé en 2017 aux États-Unis dans le domaine de l'intelligence artificielle, contre 39 200 en Chine. L'étude n'exclut pas que des algorithmes d'IA plus *smarts* n'aient

à l'avenir plus autant besoin d'accéder à une masse de données préexistantes.

Ce qui reste à la Chine, en tout cas, ce sont le rythme soutenu et l'exceptionnelle absence d'inhibition avec lesquels elle se consacre à la technologie. « L'intelligence artificielle a été inventée en Occident, écrit la *MIT Technology Review*, le magazine de l'université d'élite du Massachusetts, mais son avenir est en train de prendre forme de l'autre côté du monde. » L'entreprise de reconnaissance faciale SenseTime a annoncé en mars 2018 un partenariat avec le MIT – le fondateur de SenseTime, Tang Xiao'ou, y a d'ailleurs lui-même passé son doctorat en 1996. Son entreprise n'a été fondée qu'en 2014, mais elle vaut d'ores et déjà plus de 7 milliards de dollars. SenseTime a attiré à Pékin des gens du MIT, de Microsoft et de Google. « Nous sommes encore un bébé à côté de Facebook et de Google, dit la responsable des relations publiques, Yuan Wei, mais notre but est tout à fait clair : nous voulons arriver au sommet mondial. » Le nom chinois de l'entreprise est Shang Tang, ainsi appelée d'après la première dynastie Shang (du xviii^e au xi^e siècle avant J.-C.) et son premier empereur, Tang. « À l'époque, la Chine dirigeait le monde, a expliqué un jour Tang Xiao'ou pour justifier le choix de ce nom, et elle le fera de nouveau à l'avenir grâce à ses innovations technologiques. »

Le Parti espère en tirer plusieurs bénéfices. Que ce soit dans l'éducation, dans le système de santé ou dans l'infrastructure, la nouvelle technologie doit résoudre des problèmes et augmenter la productivité. Dans le même temps, l'intelligence artificielle doit être pour l'appareil centralisé et ses planificateurs un mécanisme de retour d'information et de pilotage permettant de prédire et d'éviter des crises économiques et sociales susceptibles de mettre le système en danger. « L'utilisation de l'IA, omniprésente dans l'éducation, la santé, l'assurance vieillesse, la protection de l'environnement, l'infrastructure urbaine, la justice et bien d'autres domaines, accroîtra fortement la précision des services publics et la qualité de vie des citoyens en général », lit-on dans la première partie du plan d'État pour l'intelligence artificielle¹⁸. Et le texte continue en ces termes : « Les technologies de l'IA peuvent percevoir et prédire avec une grande

acuité des évolutions décisives dans les projets d'infrastructure et des opérations visant à maintenir la stabilité sociale, et servir de système d'alarme préventif. Elles peuvent reconnaître en temps utile les ambiances collectives et les changements psychologiques [...]. Cela augmentera de manière significative les capacités et le niveau du pilotage social et jouera un rôle irremplaçable dans le maintien effectif de la stabilité sociale. » L'IA promet d'exaucer le rêve de tous les gouvernants autoritaires : le contrôle et la surveillance totale des sujets. En juillet 2019, Chen Yixin, responsable des poursuites pénales dans le pays, a exigé dans un discours que les fonctionnaires du Parti permettent au gouvernement « d'avancer grâce à l'IA » et en fassent « un important instrument de contrôle ».

Reconnaissance faciale

C'est la reconnaissance faciale qui a fait les plus gros titres sur la question du contrôle. Les universités s'en servent pour vérifier la présence de leurs étudiants, les machines automatiques du Temple céleste à Pékin pour limiter la consommation de papier toilette : l'automate délivre soixante centimètres de papier par visage, quand on en veut plus, il faut patienter neuf minutes pour que soixante centimètres supplémentaires soient libérés. La police de Shenzhen a fait la publicité de ce système de reconnaissance en exploitant une affaire d'enlèvement d'enfant qu'elle avait résolue en quinze heures à l'aide des caméras. Dans le métro de la même ville, chaque wagon dispose de caméras qui permettent « la surveillance du moindre centimètre carré en qualité ultra-HD », comme l'a expliqué le *South China Morning Post*. « Même les émotions les plus imperceptibles sur le visage des passagers peuvent désormais être captées et transmises sans aucun décalage, sous forme d'images d'une clarté extrême. » À Shanghai, la police de la circulation utilise des caméras intelligentes pour repérer des conducteurs qui roulent sans permis ; à Chongqing, les agents de l'état civil démasquent les escrocs au mariage ; à Jinan et à Shenzhen, la

police met au pilori virtuel les piétons qui traversent au rouge : leurs visages apparaissent en temps réel sur un écran vidéo disposé sur le trottoir – avec leur nom, leur adresse et le numéro de leur carte d'identité. À un seul croisement du district de Fujian, les caméras ont ainsi pris sur le fait pas moins de 13 930 personnes en dix mois. Il est prévu que, prochainement, les contrevenants recevront automatiquement sur leur portable des SMS dans lesquels on les menacera de sanction en cas de récidive.

Le collège numéro 11 de Hangzhou s'est attiré des articles enthousiastes dans la presse¹⁹ quand il a installé dans toutes les classes de l'établissement des « yeux du ciel » : des caméras de surveillance qui gardent constamment chaque élève à l'œil. « Ce sont des yeux omniscients auxquels rien n'échappe. Dès qu'un élève pique du nez ou pense à autre chose, la reconnaissance faciale l'appréhende aussitôt », lit-on dans un article publié sur Sina.com. Selon cet article, les caméras ne saisissent pas seulement à la minute près le nombre de fois où un élève n'était pas à son affaire au cours des huit heures que dure une journée d'école, « elles analysent aussi les mimiques et les humeurs, c'est-à-dire si quelqu'un est joyeux, triste, agacé ou récalcitrant, et envoient directement les données au terminal, qui analyse ensuite l'attitude des élèves à l'égard de l'apprentissage. Le système a réellement des pouvoirs magiques ». L'école a aboli depuis longtemps la carte scolaire qui permettait jadis de fréquenter la cantine ou la bibliothèque. « Les élèves scannent leur visage pour avoir à manger, ils scannent leur visage pour acheter des choses, ils scannent leur visage pour emprunter des livres. » Si l'on en croit ce reportage, le *big data* et la reconnaissance faciale aident « les collégiens à mieux étudier ». Un élève nommé Xiao Qian admet qu'autrefois, il ne rechignait pas à paresser un peu pendant les cours qu'il n'aimait pas trop : « Par exemple, on fermaient brièvement les paupières, ou alors on feuilletait en secret un autre manuel. » Avec les yeux du ciel tout cela est terminé : « Désormais, tu sens constamment une paire d'yeux mystérieux pointés vers toi, et personne n'ose plus avoir le moindre instant de distraction. »

Réseau céleste

Cela fait des années déjà que la police chinoise a donné le nom de « réseau céleste » au maillage de caméras qui recouvre le pays ; elle l'a probablement fait sans aucune ironie et sans penser à la série de films hollywoodiens *Terminator* dans lesquels le « réseau céleste » (« Skynet ») est un organisme d'IA dont on a perdu le contrôle et qui s'est donné pour but la destruction de l'humanité. Le réseau céleste de la Chine, écrit la presse du Parti, ce sont « les yeux qui veillent sur la Chine ». Un tweet du *Quotidien du peuple* en mars 2018 affirmait que le réseau céleste était d'ores et déjà « en mesure d'identifier les 1,4 milliard de Chinois en l'espace d'une seconde » et aidait ainsi « la police à poursuivre les criminels ». Masques, chapeaux, lunettes de soleil, et même la chirurgie esthétique, ne seront bientôt plus un problème, dit-on chez Megvii et SenseTime. « On ne trompe pas les machines aussi facilement que les hommes. »

Aux États-Unis, cela dit, on a toutefois fait dans le passé des expériences qui vont dans une tout autre direction. Une étude du Government Accountability Office, la Cour des comptes américaine, a fait apparaître de si sévères lacunes dans le programme de reconnaissance faciale du FBI qu'une audition à la Chambre des représentants a été organisée sur ce point en mars 2017. Dans 15 % des cas, la technologie du FBI identifie de mauvaises personnes lors de la recherche de criminels – et ce sont les femmes noires qui sont le plus touchées par ces erreurs. Dans un système comme le chinois, de telles fausses alertes ont des conséquences plus lourdes qu'ailleurs, puisque le taux de condamnation des personnes arrêtées se situe en Chine au-dessus de 99,9 %. L'appareil a toujours raison, et là où les preuves font défaut, il n'est pas rare que la police fournisse des aveux obtenus sous la menace ou la torture.

On peut considérer que pour le moment, le système est encore loin d'avoir tout en main : des banques de données qui, dans de nombreux lieux, ne communiquent pas encore les unes avec les autres ; des entreprises qui enjolivent leurs résultats réels ; une technologie qui, pour le moment, promet encore beaucoup plus qu'elle ne tient. Un

maillage qui tient plus du tapis raccommodé. Et pourtant, si outrancières soient-elles, elles ont un sens les fanfaronnades de ces entreprises qui font leur publicité en disant que l'on peut identifier un individu à quinze kilomètres de distance, ou celles du *Quotidien du peuple* qui affirme qu'on peut identifier n'importe qui en l'espace d'une seconde. Reste que, pour que le *panopticon* fonctionne, il n'est pas absolument nécessaire que le regard de l'œil qui voit tout se pose sur toi. Il suffit que tu l'imagines. Même si, en réalité, il est pointé dans une tout autre direction.

Les villes de Chine sont d'ores et déjà les plus surveillées du monde. Une étude du portail Comparitech recensait en 2019 huit villes chinoises parmi les dix cités mondiales comportant le plus de caméras de surveillance par habitant (Londres arrivait au sixième rang, Atlanta au dixième)²⁰. La première place, selon cette étude, revenait à Chongqing avec 2,6 millions de caméras installées (168 pour 1 000 habitants), et la deuxième à Shenzhen, avec, pour le moment, 159 caméras pour 1 000 habitants. Le rapport soulignait toutefois les projets de la municipalité de Shenzhen, qui prévoit de faire passer le nombre de ses caméras – à peine 1,9 million aujourd'hui – à près de 17 millions pour une population d'un peu moins de 13 millions de personnes.

En Chine, le réseau céleste n'est que la partie d'un « *cloud policier* » beaucoup plus vaste auquel l'organisation Human Rights Watch (HRW) a consacré un rapport²¹. Le *cloud policier* est un projet du ministère de la Police, qui a publié quelques règles sur ce point en 2015. Selon ce texte, des autorités policières de différentes provinces rassemblent depuis cette date toutes les données qu'elles peuvent se procurer sur des centaines de millions de citoyens : dossiers maladie, commandes de repas, livraisons par des coursiers, numéros de carte de fidélité dans les supermarchés, méthodes contraceptives, tendance religieuse, comportement en ligne, voyages en avion et en train, coordonnées GPS des déplacements et données biométriques, visage, voix, empreintes digitales, mais aussi, déjà, l'ADN de 40 millions de Chinois – avant tout des Ouïgours du Xinjiang. Dans la presse d'État, on a par exemple pu lire comment la police de la ville de Xuzhou, dans la province du

Jiangsu, achète aussi ses informations à des entreprises privées, entre autres le « comportement de navigation sur Internet et les notes prises sur la logistique, les achats et les transactions d'importantes entreprises de e-commerce », mais aussi les adresses MAC des appareils qui permettent d'identifier les usagers d'Internet. « Autrefois, les policiers faisaient du porte à porte pour rassembler les informations, explique l'article. Aujourd'hui, les machines les collectent inlassablement et à longueur de journée²². » Depuis décembre 2019, on n'obtient plus de carte SIM pour son portable sans s'être auparavant enregistré par reconnaissance faciale.

« *Big data* vous révèle l'avenir », se réjouissait déjà, fin 2015, Wang Yongqing, à l'époque secrétaire général du puissant Comité de la politique et du droit du PCC ; c'était dans la revue du Comité central du Parti à Pékin, *Qiushi*²³. Le Parti doit « disposer d'une collection complète d'informations fondamentales sur tous les lieux, toutes les affaires et toutes les personnes : des tendances et des informations sur ce qu'elles mangent, sur la manière dont elles se logent, sur les lieux où elles voyagent et sur ce qu'elles consomment ». Cela rend « notre système d'alerte préventive plus scientifique, nos défenses et nos contrôles plus efficaces et nos coups plus précis ». Et le supérieur de Wang à cette époque, Meng Jianzhu, membre du Politburo, a exigé à l'automne 2017 que les organismes de sécurité abattent toutes les barrières qui s'opposent à un large échange des données : les images prises par toutes les caméras de surveillance dans la totalité du pays doivent ainsi converger au sein d'une seule banque de données.

Indirectement, l'exhortation de Meng reflète aussi un vieux problème des grandes bureaucraties, notamment de celles des systèmes autoritaires : chaque sous-administration reproduit à échelle réduite le goût du secret et l'opacité de l'appareil, et se protège jalousement des instances voisines. Les récriminations incessantes concernant ces « îles de données » éparses qu'il faudrait regrouper au plus vite indiquent qu'une fois de plus, les planificateurs de l'administration centrale ont bien du mal à faire appliquer leurs plans aux niveaux inférieurs.

Et pourtant : l'intelligence artificielle, disait au cours de l'été 2017 Li Meng, vice-ministre de la Science et de la Technologie, va aider la

Chine « à savoir à l'avance qui pourrait être un terroriste et qui pourrait avoir de mauvaises intentions ». La prédiction de crimes futurs a longtemps été un sujet de romans et de films de science-fiction, comme *Minority Report* de Steven Spielberg. En Chine, ils en sont déjà à faire des essais de mise en œuvre. Dès 2016, le *Journal du droit de Shandong* a fait état d'un projet allant dans ce sens, mené par la police de la ville de Dongying²⁴. Le projet s'appelle « À huit heures du matin » et le journal le présente comme un remarquable exemple d'utilisation créative du *cloud* policier : le système envoie chaque matin, à huit heures, sur le téléphone portable des 1 300 policiers participant à l'opération, un rapport qui leur indique les « faits frappants et tendances » dans leur secteur d'intervention. L'algorithme analyse à cette fin les données de la veille, entre autres celles des hôtels, cafés Internet, compagnies aériennes et celles de la police elle-même. Il utilise par exemple toutes les informations concernant les nouveaux venus dans le quartier : lieu d'origine, appartenance ethnique, peines subies ou comportement en ligne au café Internet. « Chaque matin à huit heures, le système nous envoie des informations taillées sur mesure pour nous et pour notre secteur d'intervention, explique un policier au journal. Surtout sur les gens qui pourraient être impliqués dans le terrorisme ou dans des activités menaçant la stabilité. »

Travailleurs migrants et minorités ethniques sont des objets de surveillance très fréquemment cités dans ce type de rapports. Human Rights Watch cite un appel d'offres de la police de Tianjin, qui a centré son *cloud* policier sur la surveillance de « membres de certains groupes de la population », des « personnes ayant des idées extrémistes », des « pétitionnaires extrêmement obstinés » et des « Ouïgours du Xinjiang ». Le système, selon l'appel d'offres, doit être en mesure d'identifier sur une carte les lieux où logent ces individus et leurs mouvements.

Reste à savoir ce qui constitue un crime. Et à quel moment on se retrouve dans le viseur de cet État pour qui même l'auteur et prix Nobel de la paix Liu Xiaobo n'est qu'un « repris de justice ».

Système d'alerte

Selon une note rédigée par le ministère de la Police en 2014, la police s'efforce, dans le domaine du *big data*, de mettre en place un « système d'alerte préventif » qui sonne l'alarme en cas de « comportement anormal » de citoyens. Il s'agit donc, pour les autorités, explique Sophie Richardson, directrice du service Chine à Human Rights Watch, d'identifier, parmi des centaines de millions de simples particuliers, ceux dont la pensée diverge de ce qui, pour eux, passe pour « normal ». On trouve, dans des documents du ministère, parmi les groupes que le système doit identifier et poursuivre, non seulement les reclus de justice et les toxicomanes, mais aussi les « pétitionnaires », les « perturbateurs ayant des problèmes psychiques » et des gens qui « sapent la stabilité sociale ». Bref, quiconque se met en travers de la route du Parti d'une manière ou d'une autre. Ou pourrait le faire, même s'il n'en sait encore rien lui-même. Mieux : justement s'il l'ignore.

Par précaution, le gouvernement intervient aussi directement au sein de certaines nouvelles entreprises. L'État est ainsi le principal actionnaire de la société Hikvision, à Hangzhou, qui est issue d'un institut de recherche d'État et qui est aujourd'hui le plus grand fabricant au monde de systèmes de surveillance vidéo. Les caméras de Hikvision fonctionnent maintenant dans plus de cent cinquante pays, elles identifient les visages et les plaques d'immatriculation, et préviennent automatiquement quand un automobiliste tape des SMS sur son smartphone. 1,3 million de caméras de l'entreprise étaient en fonctionnement en Grande-Bretagne en 2019. Aux États-Unis, elles équipent des prisons, des écoles, des immeubles privés, mais aussi des installations militaires. Même l'ambassade des États-Unis à Kaboul a installé les systèmes de la firme chinoise. Cela a provoqué un grand débat à Washington, mais aussi à Londres, lorsque des critiques ont indiqué que Hikvision collabore étroitement, en Chine, avec le ministère de la Sécurité publique et ses centres de recherche, alors que la société avait tenté à plusieurs reprises, à l'étranger, de camoufler ses liens avec l'État chinois. Son directeur, Chen Zongnian, est en même

temps secrétaire du Parti au sein de l'entreprise et a été pour la première fois, en mars 2018, député du Congrès national du peuple. Certains soupçonnent Hikvision d'avoir pourvu sa technologie d'une backdoor permettant à la Chine d'accéder aux caméras reliées à Internet et de récupérer des données. L'existence de telles « portes » n'a pas été prouvée à ce jour, mais les ambassades des États-Unis à Kaboul et la base militaire de Fort Leonard Wood, dans le Missouri, ont démonté toutes les caméras Hikvision.

La dernière fois que l'entreprise a attiré l'attention, c'est parce qu'elle vantait sur sa page Web un modèle de caméra qui ne reconnaissait pas seulement le sexe et la couleur de peau des personnes filmées, mais était aussi censé reconnaître automatiquement, « avec un taux de réussite d'au moins 90 % », si elles appartiennent au peuple des Ouïgours²⁵. Le *New York Times* avait déjà révélé en avril 2019 que la Chine était le premier État au monde à utiliser l'intelligence artificielle pour classer des personnes selon des critères raciaux, ce qu'on appelle le *racial profiling*²⁶. Cela signifie que les caméras de surveillance d'entreprises comme Yitu, Megvii, SenseTime ou CloudWalk travaillent déjà depuis un certain temps avec des algorithmes qui seraient en mesure de reconnaître des Ouïgours. Selon cet article, ce logiciel est déjà utilisé dans des villes comme Hangzhou ou Wenzhou. À Sanmenxia, sur le fleuve Jaune, on aurait scanné en un seul mois 500 000 individus pour déterminer s'ils étaient ouïgours. « Quand un Ouïgour vit dans un quartier, mais que six autres apparaissent en l'espace de vingt jours, lit-on à propos de ce système sur la page Web de l'entreprise CloudWalk, il tire aussitôt la sonnette d'alarme. »

Les entreprises citées dans ce rapport comptaient au nombre de celles que les États-Unis ont placées en octobre 2019, en raison des violations des droits de l'homme dans le Xinjiang, sur l'Entity List, cette liste noire qui restreint fortement le commerce des sociétés concernées avec des firmes américaines. Pour des start-up ambitieuses, comme SenseTime et Megvii, c'est un revers qui freine leurs velléités d'expansion mondiale.

Quelques mois plus tôt, le groupe de télécommunications Huawei s'était déjà retrouvé sur l'Entity List. Huawei avait pris de plein fouet le

débat sur les backdoors : suite à des mises en garde lancées par les États-Unis, des gouvernements se sont alors demandé dans tout le monde occidental si l'on pouvait réellement faire appel à Huawei pour équiper les futurs réseaux 5G – l'infrastructure de notre avenir – ou si l'on faisait entrer ainsi dans la maison le risque d'espionnage, voire de sabotage de la part de la Chine. Le patron de Huawei, Ren Zhengfei, a garanti dans une série d'interviews l'indépendance de son entreprise à l'égard du gouvernement chinois et affirmé que Huawei « ne causerait jamais de tort à une nation ou à un individu ». Ce qu'il n'a pas dit, c'est que la nouvelle loi chinoise sur les services de renseignement, promulguée en 2017, oblige « toutes les organisations et tous les citoyens chinois » à apporter « soutien, aide et coopération au travail national des services secrets ». Et qu'avec cet article, le PCC n'a fait que fondre dans un texte de loi ce qui constitue depuis toujours la pratique dans un système qui n'a encore jamais autorisé des firmes indépendantes, au sens où nous l'entendons. « À l'intérieur de la Chine, expliquez constamment que Huawei soutient fermement le Parti communiste, ordonne une instruction interne diffusée à ses managers par Ren, le patron d'Huawei, en 2014, citée par le *Financial Times*. En dehors de la Chine, insistez sur le fait que Huawei suit toujours les tendances internationales majeures. » Pendant l'été 2019, quelques mois après que Huawei se fut retrouvé sur la liste noire des États-Unis, on transmit à l'agence de presse Reuters un mémo dans lequel le patron appelait le personnel à repenser les affaires internationales et à mener un combat de résistance « pour la vie ou pour la mort » : « Mais si nous survivons à ce moment, le plus critique de notre histoire, alors une nouvelle armée sera née. Pour quoi faire ? Pour dominer le monde²⁷. »

Beaucoup de ces entreprises s'efforcent d'accéder aux marchés étrangers. Dans la province de l'Anhui, on peut visiter iFlytek, le numéro un chinois dans la reconnaissance vocale. « Aujourd'hui, nous sommes meneurs en Chine, lit-on sur une banderole dans le hall d'entrée, demain ce sera dans le monde entier. » Ou encore, sur une autre : « Faites écouter et parler les machines, faites-les comprendre et évaluer. Bâtissons un beau nouveau monde avec l'intelligence

artificielle. » iFlytek, elle aussi, se sert tout autant du commerce que de l'État policier. L'entreprise produit des systèmes d'assistants personnels à haut-parleurs intelligents, semblables à ceux du système Alexa d'Amazon. « Installe-les dans ton appartement, dit la guide dans la salle d'exposition d'iFlytek, et ils entendront toujours tout, où que tu te trouves. » La société fournit aussi des assistants vocaux pour les voitures de Volkswagen et de Mercedes. Notre guide montre de grandes photos du chef du Parti, Xi Jinping, venu en personne visiter l'entreprise. « Nous avons le soutien du gouvernement », affirme Pan Shuai, qui dirige le marketing pour les marchés étrangers. Lorsque le président américain Donald Trump est venu à Pékin, un clip de l'entreprise est devenu viral sur Internet : « J'aime la Chine », dit Trump, qui paraît plus vrai que nature, et dans un chinois fluide : « iFlytek, c'est vraiment super ! »

La Chine compte 800 millions d'utilisateurs d'Internet et 1,4 milliard de portables. iFlytek travaille avec les trois grands opérateurs de téléphonie mobile, il gère leurs call-centers et, selon ses propres indications, l'entreprise met son logiciel de reconnaissance vocale à la disposition de plus de 370 000 applications. « Nous avons chaque jour 4,5 milliards d'utilisateurs qui ont recours à nos services, dit Pan Shuai. Notre population gigantesque nous procure de très sérieux avantages dans la collecte de données. » Bien entendu, précise-t-il, on ne viole pas la loi. Mais c'est pour ajouter : « La Chine, actuellement, c'est le Far West. Un laboratoire où l'on pratique des tests. »

Et la coopération avec le ministère de la Police ? Pan Shuai hésite et finit par dire : « Ça, je n'en sais rien. » Mais cela figure même sur le site Internet de la firme, quoique uniquement dans la version chinoise : iFlytek gère en commun avec le ministère de la Sécurité publique un laboratoire d'intelligence artificielle et de reconnaissance vocale. L'entreprise a développé pour la sécurité publique et à des fins de défense du pays une technologie de reconnaissance des mots-clés, lit-on encore dans ce texte ; elle aide en outre les autorités à construire une banque nationale de modèles de voix et de données vocales.

Le patron d'iFlytek, Liu Qingfeng, est aussi député au Congrès national du peuple à Pékin. C'est à ce titre qu'en 2014, il avait appelé les autorités à « utiliser dès que possible, dans l'intérêt national, le *big data* dans la lutte contre le terrorisme et à se lancer au plus vite dans la construction d'une banque de données sur les modèles de langues à l'échelle du pays ». On lit aussi sur le site de l'entreprise qu'elle a déjà aidé la police des provinces du Gansu, du Tibet et du Xinjiang à « élucider des crimes ». Les systèmes de reconnaissance vocale de la firme ont aussi servi efficacement, on le sait, pour le tibétain et l'ouïgour. Au bout d'un moment, l'homme du marketing, Pan Shuai, se rappelle aussi la collaboration avec la police. « Ah oui ! dit-il, vous parlez de ça. » Oui, c'est exact, la société met aussi sa technologie à la disposition de la police : « Nous apportons notre aide, par exemple, en cas d'escroquerie par téléphone. » Le portail de Shanghai *The Paper* écrit que dans les réseaux téléphoniques de l'Anhui, la province d'origine de l'entreprise, la technologie est déjà utilisée à grande échelle pour scanner toutes les télécommunications en temps réel. « Quand notre système reconnaît un criminel, il alerte la police automatiquement », dit fièrement Pan Shuai.

Le Xinjiang dans le viseur

Une province a pris de l'avance dans l'utilisation de toutes les technologies de surveillance. On y trouve aujourd'hui une sentinelle de la police tous les cent mètres. Dans certaines circonscriptions, il est obligatoire d'installer un émetteur GPS surveillé par l'État dans sa voiture. On n'a le droit de faire le plein à la station-service que si l'on a fait scanner son visage et que le système n'y a rien trouvé à redire. Des caméras, omniprésentes, suivent le moindre de vos pas. Quand on a été identifié comme un fauteur de troubles potentiel, les caméras sonnent l'alarme dès qu'on s'éloigne de plus de trois cents mètres de la « zone de sécurité » autorisée. Tout détenteur d'un téléphone portable a l'obligation d'y installer l'application Jingwang (« réseau propre »).

Cette application a accès au contenu de l'appareil et doit « empêcher l'accès aux informations terroristes » : elle détecte « toute information nocive » et autre « activité religieuse illégale » sous forme de messages, ebooks, sites Web, images et vidéos, et l'adresse automatiquement aux autorités.

Aux innombrables check-points de la police que l'on doit franchir plusieurs fois par jour, les policiers scannent les visages sur leur propre smartphone, puis vérifient sur celui des personnes concernées qu'elles ont bien chargé Jingwang. Quand on achète un couteau de cuisine, on grave à l'acide un QR-Code dans l'acier²⁸. Les autorités savent combien de fois vous allez prier, si vous avez des parents ou des relations à l'étranger et s'il y a un ancien détenu parmi vos connaissances. Tout cela est enregistré dans votre dossier, au même titre que vos empreintes digitales, votre groupe sanguin, des scans de votre iris et des échantillons de votre ADN, prélevés lors des examens de santé gratuits proposés par le gouvernement (le *New York Times* a révélé que pour le classement dans sa banque de données ADN, la police chinoise se fie à une technique fournie par l'entreprise américaine Thermo Fisher). La somme de toutes ces informations décide si l'on a accès aux hôtels, si l'on peut louer un appartement ou avoir un emploi. Ou si l'on atterrit dans l'un des nombreux camps de rééducation que la police a aménagés partout dans la province.

Tout cela vaut quand on est un musulman, c'est-à-dire, dans la province du Xinjiang, en règle générale, un Ouïgour. Cette province a toujours été dans le viseur de l'appareil de sécurité. Après une série d'affrontements violents entre Ouïgours et chinois Han dans le Xinjiang, ainsi que des actions terroristes à Pékin et à Kunming, la direction du Parti a décrété une « guerre populaire contre le terrorisme ». Xi Jinping a ordonné, dans un discours secret, mais publié par le *New York Times*, que les « organes de la dictature » ne devaient « montrer absolument aucune pitié²⁹ ». Immédiatement après sa prise de fonctions en août 2016, Chen Quanguo, le nouveau chef du Parti communiste du Xinjiang, a donné instruction aux autorités de sécurité d'« attraper tous ceux qui doivent l'être ».

Sous Chen Quanguo, les autorités commencèrent à détruire des mosquées et des cimetières. Quand on appelle son enfant Mohammed ou Fatima, quand on jeûne pour le ramadan ou quand on invite trop de monde à son mariage, on peut s'attendre à être signalé à la police. Si quelqu'un est trop religieux du point de vue du Parti (il suffit de porter une barbe), s'il a des parents à l'étranger, s'il leur écrit des mails ou leur téléphone, s'il a installé des applications interdites (par exemple WhatsApp) sur son portable, il a de bonnes chances d'être interné dans un camp.

L'un des plus puissants instruments de surveillance de masse dans le Xinjiang est la « plate-forme intégrée pour opérations communes » (IJOP), un système bâti sur l'intelligence artificielle, qui collecte des données sur tous les citoyens du Xinjiang et dont les algorithmes préviennent ensuite de la présence de suspects potentiels. La plate-forme passe par une application qui permet aux policiers de comparer directement, dans la rue, le visage et l'identité des passants à la banque centrale de données. L'appétit du système à l'égard des données est insatiable. Les fonctionnaires du Xinjiang ont dû collecter pour IJOP les données « de chaque individu dans chaque foyer », lit-on dans des documents que Human Rights Watch a rendus publics en 2019³⁰.

Human Rights Watch avait réussi à se procurer l'application IJOP et, par *reverse engineering*, l'avait fait démanteler et analyser par des programmeurs berlinois. Le système est approvisionné par une filiale du fournisseur d'armement China Electronics Technology Group Corporation CETC, une entreprise qui a signé depuis 2018 avec le groupe allemand Siemens un accord de « coopération stratégique », qui, selon cette entreprise, va « ouvrir un nouveau chapitre dans la numérisation de l'industrie chinoise de l'information électronique³¹ ». Dès 2016, CETC avait fait savoir dans une conférence de presse que l'entreprise développait à la demande du gouvernement des systèmes de *big data* censés identifier à l'avance les terroristes potentiels³². « Il est important, après un acte terroriste, d'étudier les causes possibles, dit l'ingénieur en chef Wu Manning. Mais il est beaucoup plus important de prédire des activités futures. »

China Cables

Le « document numéro 14 » des *China Cables* publiés en novembre 2019 révèle comment le système IJOP a pu, à lui seul et en une semaine, en juin 2017, identifier dans le sud du Xinjiang 24 412 « suspects », dont 15 683 ont ensuite été internés dans un camp de « formation supplémentaire et permanente³³ ».

Depuis le début de l'année 2017 et en l'espace d'une seule année, on a créé en Chine un goulag dans lequel, selon les enquêtes menées par le sinologue allemand Adrian Zenz, jusqu'à un million de personnes ont déjà disparu – sans s'être rendues coupables d'un quelconque délit. « On ne trouve plus aujourd'hui un Ouïgour qui n'ait pas déjà au moins un proche parent ou une proche relation au camp », me disait Adrian Zenz.

Le gouvernement de Pékin a longtemps contesté l'existence de ces camps ; lorsque des prises de vue par satellite ont prouvé qu'ils étaient bien réels, il a changé de stratégie et affirmé qu'il s'agissait d'« écoles » et de « centres de formation professionnelle » ; des diplomates et journalistes choisis ont pu assister à des spectacles de danse et de chant soigneusement chorégraphiés, donnés par des « élèves » ouïgours heureux et portant des tenues aux couleurs vives – et qui exprimaient leur profonde reconnaissance à l'égard du Parti qui les avait éloignés du dangereux chemin de l'extrémisme. D'anciens détenus réfugiés à l'étranger faisaient quant à eux état d'un programme de rééducation dans lequel ils devaient jour après jour jurer fidélité au Parti communiste et à Xi Jinping, et renier leur propre religion et leur propre culture. Certains parlèrent de torture, de viol et de travaux forcés ; au micro de la station Radio Free Asia, un policier du district de Kuchar évoqua plus de 150 personnes mortes en six mois dans l'un des camps à l'extérieur du centre-ville de Kuchar³⁴.

La publication des *China Cables* par l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) en novembre 2019 a définitivement prouvé que l'on avait affaire au plus grand internement d'une minorité ethnoreligieuse depuis l'époque nazie³⁵. L'ICIJ a reçu des documents secrets des autorités du Xinjiang qui décrivent en détail ces écoles

sécurisées au moyen de barbelés et de miradors comme des camps verrouillés, rigoureusement surveillés et destinés à l'endoctrinement politique. Les portes doivent y être « fermées à double tour » pendant la nuit, la surveillance vidéo y est « complète et dénuée d'angles morts » : « Il faut à tout prix empêcher des évasions. » Les documents parlent de « châtiments et de punitions » et révèlent que tous les détenus doivent être gardés au moins un an dans les camps. Tous sont ensuite évalués selon un système de points. Une « transformation idéologique » vaut des points positifs mais trop de points négatifs prolongent automatiquement la détention. Il s'agit, lit-on dans un document officiel de la circonscription de Xinyuan, de « laver les cerveaux et de purifier les cœurs, d'encourager le bien et d'éradiquer le mal³⁶ ».

Le Parti n'a pas seulement transformé le Xinjiang en un immense État-camp, elle fait aussi de cette province un laboratoire pour ses petits jeux avec l'IA. L'expert en sécurité néerlandais Victor Gevers a découvert début 2019 un ensemble de données que l'entreprise de reconnaissance faciale SenseNets, à Shenzhen, avait laissées en ligne sans protection. On y trouvait les relevés de surveillance de plus de 2,5 millions de citoyens du Xinjiang, avec leur nom et le numéro de leur carte d'identité : en vingt-quatre heures, les gens – essentiellement des Ouïgours – avaient été mis en relation avec 6,7 millions de géolocalisations manifestement recueillies par des caméras à IA (« mosquée », « café Internet », « hôtel »)³⁷.

Le Xinjiang, aujourd'hui, c'est la « version high-tech de la révolution culturelle », dit Adrian Zenz : « La tendance est à l'automatisation, au *predictive policing*. La Chine rattrape les États-Unis, mais le Xinjiang est largement en avance sur le reste du pays. » On arrête de plus en plus souvent en fonction de quotas, dit Zenz. Dans cette province, explique-t-il, les décisions d'arrestation sont de plus en plus souvent prises par des systèmes technologiques, on n'examine pas les cas individuels. Zenz discerne une stratégie claire : « L'objectif, c'est que les citoyens aillent au-devant de l'obéissance, c'est l'intériorisation du contrôle, c'est l'autocensure. »

Et les grandes entreprises high-tech chinoises sont à la pointe de ce phénomène. Prenons l'exemple de la firme Huawei, qui réalise depuis

longtemps la moitié de son chiffre d'affaires à l'étranger et qui fournit entre autres, en Allemagne, Deutsche Telekom et Vodafone. En mai 2018, l'entreprise a entamé une coopération technologique avec les autorités policières du Xinjiang. Elle collabore, depuis, à un laboratoire d'innovation sur « l'industrie de la sécurité intelligente » que les autorités installent à Ürümqi, la capitale du Xinjiang. L'objectif déclaré du gouvernement local est la création d'un parc industriel pour la technologie de surveillance high-tech dans le Xinjiang – que l'on puisse non seulement utiliser sur place, mais aussi exporter dans les pays qui participent à la « nouvelle route de la soie » chinoise (également appelée *Belt and Road Initiative*). Enfin, comme l'explique une page Web du gouvernement d'Ürümqi, il existe aussi à l'étranger un marché croissant pour les « produits de l'antiterrorisme et du maintien de la stabilité³⁸ ». Sur le site Internet, on salue le « nouveau soldat » luttant pour un « Xinjiang pacifique » : Huawei sera un « partenaire étroit » du travail « technologique » et « numérisé » de la police. Le cadre dirigeant de Huawei présent, Tao Jingwen – dont le hasard voulut qu'il soit aussi à cette époque le directeur de Huawei pour l'Europe de l'Ouest –, déclara que Huawei voulait « porter le monde numérique dans chaque organisation, chaque famille et chaque être humain » – et qu'indubitablement, « l'élément le plus important, dans cette stratégie, était la sécurité publique ». Un travail commun avec la police de la province permettrait d'« ouvrir une nouvelle ère dans le travail *smart* de la police ». Ce même Huawei qui, à l'étranger, fait si grand cas de son indépendance à l'égard du PCC et dont les représentants ne cessent d'affirmer qu'ils ne font pas d'affaires directes avec les autorités chargées de la sécurité dans le Xinjiang : « Nous restons dans le cadre commercial », dit par exemple le cadre de Huawei chargé de la cybersécurité mondiale, John Suffolk. La coopération décrite plus haut, à Ürümqi, n'est pas la seule à le démentir. Une nouvelle étude de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) a trouvé des preuves d'autres activités de Huawei dans le Xinjiang : selon ce rapport, Huawei a aussi travaillé avec la police de Karamay à des projets de *cloud computing* ou a coopéré avec le bureau de la sécurité publique de la préfecture d'Aksou sur des centres de calcul modulaires³⁹.

Société de la post-surveillance

Le Parti se présente aussi comme un bienfaiteur dans la capitale de la province : dans les maternelles de la ville d'Ürümqi, chaque enfant de moins de six ans reçoit quotidiennement une poche de lait gratuite au dos de laquelle sont imprimés les vers de la chanson *Ah, le Parti, ma mère aimée*. Dans le même temps, manifestement, des milliers d'enfants sont placés en « centre de bienfaisance », l'État ayant mis leurs parents dans des camps : des orphelins de la rééducation⁴⁰.

Ce fut le début d'un débat sur les scénarios de risques et les implications éthiques. Le livre publié par l'institut de recherche de Tencent *Intelligence artificielle. Une initiative stratégique nationale pour l'IA* évoque cette question dans un chapitre et réclame « des règles rigoureuses⁴¹ ». Le plan du Conseil d'État promet des règles de ce type pour 2025, mais comme toujours en Chine, on peut considérer qu'elles ne s'opposeront pas au besoin de contrôle exprimé par le Parti. Tout débat public sur la surveillance exercée par l'État est tabou. Le montage cinématographique sur le sujet, *Les Yeux de la libellule* de Xu Bing, constitue en soi un état des lieux impressionnant, mais quand on l'interroge, l'artiste se réfugie dans la philosophie et évoque une dissolution des identités inspirée par le bouddhisme (« Suis-je réellement moi ? Et chacun n'est-il pas lié à chacun ? »), ainsi qu'une « société de la post-surveillance » qu'il considère comme acquise. Les visions de terreur développées par Orwell ? « Sans intérêt. De toute façon, tout le monde le sait », dit Xu Bing, qui s'était d'ailleurs donné beaucoup de mal, lorsqu'il a tourné son film, pour retrouver chacune des personnes reconnaissables sur les images qu'il a utilisées et lui demander son autorisation.

Les cadres de l'industrie évoquent volontiers la prétendue insensibilité culturelle des Chinois à l'égard de la protection des données. « Les Chinois sont plus ouverts, ils ne sont pas aussi sensibles à ces questions, affirmait le patron de Baidu, Robin Li, lors d'un forum à Pékin. Si les gens sont disposés à échanger leur sphère privée contre l'efficacité – et ils y sont souvent prêts –, alors nous pouvons encore plus utiliser les données⁴². » Il restait toutefois à prouver que c'est bien

la culture, et pas plutôt la politique, qui avait banni depuis longtemps l'expression « sphère privée » du débat public en Chine. Les propos de Robin Li ont en tout cas déclenché un débat fulminant sur le Net, l'un des commentaires les plus partagés qualifiait le patron de Baidu d'« insolent » et de « lamentable », beaucoup écrivaient simplement, en reprenant la citation de Li : « Je n'y suis pas disposé ! » À Hong Kong et à Taïwan – autres patries de Chinois –, les thèmes de la protection des données et de la sphère privée déclenchent régulièrement des passions tout aussi ardentes qu'en Europe et aux États-Unis, et en Chine continentale aussi, les discussions timides sur ce sujet ont été de plus en plus fréquentes ces derniers temps.

La nouvelle loi sur la cybersécurité interdit aux entreprises privées tout usage abusif des données qui leur ont été confiées ; mais la même loi ne fixe aucune limite aux instances gouvernementales. Dans leurs discussions, comme dans le cas du patron de Baidu, les internautes se contentent presque toujours d'une critique des excès commerciaux ; celle de la fureur avec laquelle l'État collecte les données reste taboue. L'entreprise de cybersécurité Qihoo 360 avait par exemple directement diffusé en *streaming* les images des caméras de surveillance qu'elle avait vendues à des particuliers et à des entreprises, dont des *livestreams* provenant d'écoles maternelles et de salles de classe en école primaire. L'entreprise s'est défendue en expliquant qu'elle avait ainsi voulu permettre aux parents de contrôler leurs enfants. Après un violent déferlement de commentaires haineux, Qihoo 360 a supprimé la page (c'était l'une de celles dont Xu Bing s'était servi pour son film). Répondant à un sondage de la télévision d'État, CCTV, et de l'Office national de la statistique, 76 % des personnes interrogées indiquaient tout de même au début 2018 qu'elles considéraient l'intelligence artificielle comme une menace pesant sur leur vie privée⁴³. Et fin 2019, le professeur de droit Guo Bing a fait les gros titres quand il a porté plainte contre un parc de safari à Hangzhou pour « violation des droits des consommateurs ». Le parc avait commencé à scanner tous les visiteurs avec des caméras à reconnaissance faciale.

Mais quand, pour l'équivalent de quelques centaines d'euros, un artiste peut se procurer auprès de marchands de données, sur Wuhan

Online, les données de 346 000 citoyens – nom, sexe, âge, numéro de téléphone, adresse, projets de voyage, achats en ligne – et les exposer ensuite dans une installation artistique intitulée *Les Secrets des 346 000 de Wuhan*, la police ferme l'exposition et le met en examen pour vol de données. Si quelqu'un ose publier en ligne quelques mots sur le « contrôle de la pensée par l'IA », comme l'a fait sur WeChat l'essayiste YouShanDaBu, la censure les efface aussitôt. Il est toujours interdit de critiquer la surveillance exercée par l'État. « La radiographie de toute la population est devenue une réalité, lisait-on dans l'article. Personne n'a plus le moindre recoin où il pourrait encore se cacher. Cette ère est admirable. Il ne nous reste plus à tous qu'à penser ensemble la même et unique pensée. Veuillez abandonner toutes les autres. »

Ne vous faites pas de soucis, exhortait *Le Quotidien du peuple* : « Certains peuvent se sentir menacés par une technologie qui met pratiquement chacun sous l'œil d'un microscope. Mais la grande majorité se sent en sécurité parce qu'elle sait que la technologie est en de bonnes mains⁴⁴. »

Ne vous faites pas de soucis, m'a aussi dit Xie Yinan, de Megvii : « Voyons, les données sont toutes détenues par la police. Elles y sont tout à fait en sécurité. » Et en voyant ma mine un peu sceptique, il ajouta : « Tu parles de sphère privée ? Tu as un smartphone ? Eh bien, alors, dans ce cas, tu as déjà perdu. Il y a toute ta vie, là-dedans. Alors quelle importance ? »

L'HOMME NOUVEAU

Comment le big data et un système social de bonification doivent engendrer le brave sujet

« Ceux qui sont dignes de confiance doivent pouvoir se promener librement sous le ciel, mais ceux qui ont trahi la confiance ne doivent plus pouvoir faire un seul pas. »

Extrait du plan du Conseil d'État pour instaurer un système de fiabilité sociale

Ce dont il est question en Chine, une fois de plus, c'est l'homme nouveau. L'homme bon. L'homme honnête. « Nous voulons civiliser les hommes, m'a dit un fonctionnaire dans la petite ville de Rongcheng, en Chine orientale. Notre objectif est de normaliser le comportement des gens. Si tout le monde se comporte conformément à la norme, la société est automatiquement stable et harmonieuse. » Cet homme était radieux : « Ensuite, mon travail sera beaucoup plus simple. » L'homme honnête, c'est l'homme fiable. C'est peut-être la denrée la plus rare en Chine : la confiance.

Car la Chine se trouve bel et bien dans une crise de confiance. Chacun se méfie de chacun. « Notre société est encore immature, notre marché chaotique », dit le professeur Zhang Zheng, de Pékin. Pour lui, cela tient à l'exode rural et à l'urbanisation rapide, aux bouleversements sociaux et économiques des dernières décennies.

« Celui qui est honnête est un idiot » – c'est ainsi que Wang Junxiu décrivait l'ambiance dans le pays. Wang était l'un des auteurs d'un rapport que l'Académie chinoise des sciences sociales, à Pékin, avait consacré à « l'état d'âme de la société chinoise » et publié en 2013. Lors d'un sondage effectué par la filiale de l'ACSS à Shanghai, 90 % des personnes interrogées ont indiqué que se comporter de manière honnête et fiable, aujourd'hui, en Chine, c'était automatiquement s'exposer à des problèmes.

Pour certains, cette méfiance omniprésente remonte aux politiques du passé, et notamment à la révolution culturelle qui a dressé les gens les uns contre les autres au nom du messie Mao Zedong : les enfants contre leurs parents, les femmes contre leurs époux. Mais Wang parlait aussi de notre époque : « On ne demande pas de comptes aux escrocs, le pouvoir d'État lui-même transgresse le principe du bien commun. »

En 2013, il était encore possible de parler aussi franchement. Cette année-là, on faisait circuler sur le Net le texte d'un sociologue pékinois connu : « Un pays dans lequel même les enseignants et les moines sont corrompus est pourri jusqu'à la moelle », écrivait-il.

Mais ce fut aussi l'année où le nouveau chef du Parti et de l'État, Xi Jinping, prit ses fonctions. Il comprit le défi qu'il devait relever : la disparition totale de la confiance risquait de saper le pouvoir du PCC, mais aussi de faire obstacle à un aménagement fiable du marché en Chine et pouvait donc menacer la poursuite de la croissance. Produits alimentaires toxiques, pollution, travaux bâclés dans le bâtiment : dans le capitalisme de western qui est celui de la Chine, le profit justifie presque n'importe quelle ignominie. Le rapport de l'ACSS concluait à l'époque qu'il manquait à la société un arbitre chargé de garantir la loyauté. Et il proposait, en guise de solution, la consolidation et la réforme de l'État de droit. Mais le Parti avait une autre idée. Quelque chose que le monde n'a encore jamais vu sous cette forme : il allait créer un « système de fiabilité sociale ». Un système social fondé sur les bonus.

Rendez-vous chez le professeur Zhang Zheng à l'université de Pékin. Il est le doyen de la faculté des sciences économiques, mais c'est surtout un important conseiller du nouveau système. C'est bien simple

à comprendre, dit le professeur. « Il y a des gens bons et des gens mauvais. Maintenant, imagine un monde dans lequel les bons sont récompensés et les mauvais, punis. » Un monde dans lequel la préséance est toujours accordée à ceux qui honorent père et mère, traversent sur les bandes blanches et paient toutes leurs factures. Dans lequel une personne de ce type peut réserver une couchette de train et obtenir de sa banque un crédit, toutes choses qui ne seront pas accordées au voisin qui a triché pendant l'examen d'entrée à l'université, qui télécharge des films piratés et dont l'épouse vient de mettre au monde un enfant non souhaité par l'État. Un monde dans lequel un mécanisme qui sait tout et qui voit tout en sait plus sur toi que toi-même. Un mécanisme qui peut t'aider à t'améliorer et à devenir malgré tout un homme honnête et fiable. Dites-moi, ça ne serait pas un monde juste et harmonieux ?

L'honnêteté. À Shanghai, il existe désormais une application pour cela : « Shanghai honnête ». Tu la télécharges. Puis tu t'inscris. L'application scanne ton visage. Te reconnaît. Et fait ensuite défiler ta vie. Pour le moment, elle peut fournir, par citoyen, exactement 5 198 données individuelles provenant d'un total de 97 bureaux et administrations, m'a indiqué lors de ma visite Shao Zhiqing, un représentant de la commission de l'économie et l'information de Shanghai. C'est l'autorité vers laquelle convergent toutes les données de la ville ; c'est elle qui a présenté l'application. Vous avez bien payé la facture d'électricité ? Vous avez fait un don de sang ? Ou bien vous êtes en retard sur les impôts ? Vous avez pris le métro sans payer ? L'application ingère tout ce que vous faites. Elle calcule. Et elle crache le résultat : « Bon », « Sans commentaire », « Mauvais ». Si tu es un bon habitant de Shanghai, tu peux par exemple emprunter des livres dans les bibliothèques municipales sans verser les 100 yuans de caution qui sont normalement obligatoires.

L'application est un jeu que l'on pratique volontairement. La participation au système qui l'encadre n'a en revanche rien de facultatif. Le « Système de fiabilité sociale », c'est son nom officiel, doit devenir une réalité pour tous les citoyens chinois d'ici à 2020¹. À Shanghai, il concerne d'ores et déjà chaque habitant. Shao Zhiqing

tient à affirmer que ce n'est pas son administration qui évalue les personnes. Cela, c'est la tâche des tiers qui ont répondu à l'appel d'offres et auxquels ils ne font que transmettre les données. Les algorithmes évaluent et décident de ce qui est bien ou mal. Le système qui fournit les données va toutefois sans aucun doute transformer la Chine. « Pour commencer, il s'agit de savoir si tu es une personne fiable, dit Shao. Il s'agit de l'ordonnancement du marché. Nous aimerais que tout le monde respecte les lois et que chacun remplisse ses contrats. L'économie de marché repose sur la confiance. L'enjeu, ce n'est rien de moins que l'ordre dans la société. »

Évaluer

Le professeur Zhang Zheng est de bonne humeur. Il est même tout excité. Pourquoi n'apprenons-nous pas simplement à mieux connaître l'être humain ? demande-t-il. Pas seulement son hier et son aujourd'hui, comme nous avons eu l'habitude de le faire jusqu'ici : « Il est tout de même plus important de considérer son lendemain. » Afin de pouvoir débusquer les personnes mauvaises, les entreprises mauvaises, les mauvais fonctionnaires, les personnes qui abusent de la confiance. C'est ainsi que les appelle le système : « ceux qui abusent de la confiance ».

Ceux-là, on veut les traquer, partout et tout le temps. À l'aide du *big data*, on appose sur chaque citoyen un tampon d'évaluation qui deviendra son identité et décidera au bout du compte de sa participation à la vie quotidienne et de son accès aux ressources sociales.

Zhang Zheng n'est pas seulement le doyen, il est aussi le secrétaire du Parti au sein de la faculté d'économie ; mais qu'on n'aille pas s'imaginer un idéologue calcifié. Zhang Zheng voyage beaucoup : au Japon, aux États-Unis. Il connaît le monde, il est curieux, souple, parfois aussi critique. Nous nous retrouvons dans une salle de séminaire de l'université. C'est le Nouvel An chinois, la fête la plus

célébrée en Chine. « Écoutez ça, dit le professeur en esquissant un sourire. Ce calme. » Il n'est pas exclu que nous soyons les deux seules personnes à s'être donné un rendez-vous de travail ce jour-là. Zhang Zheng, on le sent, brûle d'aborder le sujet. « Vous venez d'Allemagne ? » En Allemagne, dit-il, on a tout de même aussi un système de renseignement qui permet aux banques et aux entreprises d'évaluer la crédibilité d'un demandeur. La Schufa² ? C'est ça, dit-il, la Schufa. Maintenant, imaginez une Schufa, mais plus grande. Enfin, beaucoup plus grande. Disons le mot : qui englobe tout. « Bien entendu, les rapports que vous pouvez avoir avec l'argent sont importants. J'entends par là savoir si vous payez vos dettes ponctuellement, dit Zhang en me dévisageant. Mais la manière dont vous traitez vos parents et votre conjoint, toute votre activité sociale, le fait que vous respectiez ou non les règles morales, tout cela ne nous révèle-t-il pas aussi des éléments déterminants sur votre fiabilité ? »

« Rongcheng, indique ensuite le professeur. Allez donc là-bas. Allez voir ça. Ce sont des pionniers, personne n'est allé aussi loin en Chine. » Rongcheng est une petite ville sur la côte orientale de la Chine. On y compte 670 000 habitants, une réserve de cygnes, une centrale nucléaire – et un Bureau de l'honnêteté. « Les gens du *chengxinban*, du Bureau de l'honnêteté, y font un travail formidable », dit le professeur.

Le Bureau de la fiabilité

La Chine de demain, on l'expérimente d'ores et déjà ici. Rongcheng est un projet pilote, un sur trois douzaines en Chine. Chacun cherche son propre chemin, mais tout le monde travaille sur l'homme honnête. « Ce que nous faisons ici, il faut d'abord que ça entre peu à peu dans les têtes », dit le directeur du Bureau de Rongcheng, Huang Chunhui. D'ailleurs, son service ne s'appelle plus « Bureau de l'honnêteté ». « En fin de compte, ça nous a paru un peu trop vague », dit-il. Il porte désormais le nom de « Bureau de la fiabilité ». Le directeur Huang prend une feuille, dessine un œuf, puis coupe d'un trait rapide d'abord

la pointe, puis le fond de l'œuf. Ça, dit-il, c'est la société : en haut, au sommet, les citoyens modèles. « Et en bas, au fond, ceux que nous devons éduquer. »

Puis il explique le système. Chaque entreprise et chaque citoyen chinois y prennent part. Chacun est évalué. À tout moment. À Rongcheng, chaque citoyen reçoit un compte à points alimenté de 1 000 points. Ensuite, il peut s'améliorer. Ou se dégrader. On le remonte ou on le descend. Tu peux être un citoyen AAA (un « modèle d'honnêteté », il te faut, pour cela, plus de 1 050 points). Ou un AA (« remarquable honnêteté », de 1030 à 1049 points). Mais tu peux aussi dévaler la pente jusqu'au C, avec moins de 849 points, le « seuil d'alerte ». Ou même jusqu'au D, avec moins de 599 points, et dans ce cas-là le système t'identifie comme « malhonnête », ton nom est porté sur une liste noire, le public est informé de ton cas et tu deviens un « objet de surveillance significative ». C'est ce qu'on lit dans le *Manuel des mesures administratives concernant la fiabilité des personnes physiques* de l'administration municipale de Rongcheng.

Le « système de la responsabilité sociale » combine l'éducation morale et la surveillance ; à l'aide du *big data*, l'une et l'autre doivent se dérouler en temps réel. Le système doit éradiquer « mensonge et tromperie », lit-on dans le texte de 2014 qui fixe les grands principes, « augmenter l'honnêteté et la qualité de la nation », promouvoir une « société socialiste harmonieuse ». Il doit aussi et notamment – en théorie – rendre possible une surveillance par le public des niveaux inférieurs de gouvernement.

Il est clair que ce système fonctionne, dit le directeur Huang. Il commence avec les feux rouges : autrefois, beaucoup d'automobilistes s'en moquaient. « Aujourd'hui, personne n'ose plus le faire. Parce que ça ferait tomber leur évaluation. » Les deux premiers habitants de Rongcheng auxquels je pose la question par la suite n'ont encore jamais entendu parler de « fiabilité sociale ». « Comment ? » La troisième personne que j'interroge ne sait rien, elle non plus, sur le fait qu'on collecte depuis longtemps des informations sur la totalité de sa vie afin de l'évaluer. « Mais maintenant que vous me le dites, effectivement, on surveille de plus près le respect des règles de circulation. C'est pour

cela que je roule si lentement. Je trouve ça bien. Une société fiable, tout de même, c'est bien. »

Le quartier Aurore, à quelques pas seulement du Bureau de la fiabilité. Des pelouses soignées, de nouveaux immeubles d'appartements pour 5 000 familles, 12 000 habitants au total. Devant les maisons sont garées des Volkswagen, des Toyota, quelques BMW, la nouvelle classe moyenne chinoise. « Autrefois, les gens n'avaient pas de limites, dit le secrétaire local du Parti, Dong Jiangang. Maintenant, la morale est revenue. » Il ne peut sans doute pas tenir un autre discours : c'est lui qui en est responsable. « Nous édifions un voisinage honnête », dit-il. Mme Wang a laissé son chien déposer une crotte sur la pelouse : 5 points en moins. M. Sun a versé devant sa porte, en plein hiver, de l'eau qui a ensuite gelé : là aussi, 5 points en moins. « Bien sûr qu'ils ont honte, dit Dong, le secrétaire du Parti. Mais c'est comme ça. Regardez donc ici. » Il sourit, à présent. M. Zou a aidé un vieux couple à déménager : 5 points en plus. M. Li a donné un cours de calligraphie : 5 points en plus. La famille Yu a mis sa cave à disposition pour chanter des chansons rouges de l'époque révolutionnaire : 5 points en plus. Des points qu'on peut aussi récolter en déneigeant la rue, en accompagnant les personnes âgées chez le médecin ou en aidant les garçons à apprendre leurs leçons.

Le secrétaire aborde le sujet de ses « stars ». Ce sont ceux qui ont plus de 1 000 points et auxquels on a décerné une distinction : « famille modèle d'honnêteté ». Le vieux Qin Zhiye – soixante-quatre ans, à la retraite, membre du Parti – est l'un de ces citoyens exemplaires. Il invite ses hôtes à prendre place sur le canapé de son nouvel appartement, qu'il a soigneusement protégé avec une couverture piquée. On est assis sur des roses roses. Cela fait sept ans que Qin vit dans le quartier Aurore : « Ici, chaque brin d'herbe et de chaque arbre m'inspire un sentiment. » Bien entendu, dit-il, ce système a amélioré la vie en commun. « Quand tu as beaucoup de malus, les autres bavardent à ton sujet : "Regarde, celui-là, c'est un B." Ou bien un C. Ça te prend par le sens de l'honneur. Parfois, il suffit que nous mettions les gens en garde : "Toi, nous allons te faire baisser d'échelon." Alors ils ont peur. »

Tout le lotissement est divisé en « cellules » ; 400 familles constituent une unité. « Comme ça, ils font attention les uns aux autres, dit le secrétaire Dong. Nous avons des gens qui inspectent leur pâté de maisons, ils posent des questions aux autres, ils font des photos et des vidéos des méfaits commis. » Dès 2001, le Parti est passé à « l'administration de la société par réseaux de cellules », une gestion assistée par la technologie. De tels systèmes ont une tradition en Chine. Le conseiller du prince Shang Yang, empereur qui a fourni les bases de l'unification de l'Empire chinois et donc du pouvoir, avait fait répartir le peuple en groupes de cinq à dix familles. C'était au IV^e siècle après J.-C. Les gens se surveillaient et se dénonçaient mutuellement : que l'un d'eux commette un faux pas et tous étaient punis. « Quand les peines sont lourdes et que la faute est collective, le peuple n'osera même pas essayer de commettre un acte répréhensible, lit-on dans un texte. Or, si le peuple ne tente même pas de commettre des actes répréhensibles, il n'est pas besoin de punitions. » L'homme nouveau, celui qui a intériorisé le contrôle, le sujet qui se surveille lui-même, était déjà le rêve de l'autocrate.

Mais le système de bonus moral et social du Parti communiste a lui aussi eu des prédecesseurs historiques. Aux XVI^e et XVII^e siècles, ce que l'on appelait les « registres des mérites et des délits » était en vogue au sein du peuple. Ces ouvrages contenaient des représentations morales confucéennes et bouddhistes, ainsi que des règles de vie. Les gens pris de doute pouvaient aller y lire comment leur karma leur revaudrait sans doute leurs bonnes et leurs mauvaises œuvres. Ces siècles avaient eux aussi été des temps de déchéance morale et économique, de confusion sociale et morale. L'économie fut monétarisée, le commerce et les marchés prirent de l'importance, les anciennes hiérarchies furent mises en question et, parfois, renversées. Dans la société confucéenne des érudits, la caste des marchands était traditionnellement la partie basse et méprisée ; mais d'un seul coup, les marchands remontèrent et gagnèrent en prestige et en influence. Les « registres des mérites et des crimes » offraient aux citoyens désorientés et désemparés un point de repère à une époque où l'État était corrompu, où les valeurs changeaient et où la mobilité était importante. Sauver la vie d'un autre

ou respecter la chasteté d'une dame valait 100 points dans le registre de Yuan Huang. Assurer la descendance de la famille ou adopter un orphelin, 50. Recommander une personne vertueuse pour une fonction valait tout de même 10 points supplémentaires. Ce n'est pas tellement éloigné du registre de voisinage du quartier Aurore. Si ce n'est que le karma porte aujourd'hui le nom de PCC, qu'il appelle *big data* à la rescousse et que la récompense et la punition vous atteignent avant même d'avoir quitté cette vie – et même, dans le cas idéal, de manière immédiate.

On lit dans le *Manuel de la ville de Rongcheng* que l'on veut avant tout travailler « avec l'incitation ». Les punitions n'y sont conçues que comme « des aides ». La réflexion de Dong, le secrétaire du Parti d'Aurore, va bien au-delà du voisinage. « Nous faisons en sorte que l'harmonie règne dans la société. » Dong parle des parents qui viennent le voir pour se renseigner, avant le mariage de leur fille, sur le niveau de points des beaux-fils potentiels : la Schufa des gendres. Sur le canapé aux roses, le vieux Qin éclate de rire. « Évidemment. Enfin quoi, on veut quand même savoir à quoi s'attendre, s'exclame-t-il. Vous feriez exactement la même chose, admettez-le ! »

Financièrement, le comportement civique paie aussi. « Quand quelqu'un a beaucoup de points, comme notre bon M. Qin, ici, il n'a plus à apporter de garanties à la banque quand il veut un crédit, dit Dong. Ça n'est pas magnifique ? Mais notre Parti est comme ça : si tu fais le bien, il te fait du bien lui aussi. » Et si je fais le mal ? « Dans ce cas, à un moment, tu ne peux plus prendre ni l'avion ni le TGV. Et je ne t'embauche pas. »

Exact. C'est bien ce qui figure dans les *Mécanismes d'avertissement et de sanction des personnes abusant de la confiance*, publiés en octobre 2016 par le Comité central du PCC et le Conseil d'État chinois. Les entreprises pratiquant la tromperie risquent l'exclusion des appels d'offres de l'État. Des citoyens qui ont perdu leur avance de points ne sont plus autorisés à déposer leur candidature pour des emplois dépendant du gouvernement. L'accès aux assurances et aux crédits bancaires leur devient plus difficile ou leur est défendu. Il en va de même pour l'achat de voitures et la construction d'immeubles. Les gens

qui ont été rétrogradés ne peuvent plus voyager en avion ni acheter de billets pour les trains à grande vitesse et n'ont pas accès à la classe confortable des trains de nuit. Leur accès à Internet est restreint. Ils ne peuvent plus descendre dans des hôtels de luxe ni manger dans des restaurants chic. On peut leur interdire de sortir de Chine, bloquer l'accès de leurs enfants aux écoles coûteuses.

Beaucoup de détails du système sont encore obscurs. Lequel de la quarantaine de modèles régionaux actuels va-t-il s'imposer ? Pourront-ils cohabiter à l'avenir, ou bien va-t-on prescrire des normes uniformisées dans tout le pays ? S'agira-t-il au bout du compte d'un écosystème composé des modèles d'incitation et de punition les plus divers, ou bien d'un système monolithique ? Quand et comment les systèmes de bonus seront-ils intégrés à l'économie privée ? Le système démarrera de manière plus officielle dans tout le pays en 2020, mais son introduction est encore progressive. Pour le seul niveau du gouvernement national, ce sont rien de moins que quarante-six organismes du Parti et autres administrations gouvernementales qui négocient les détails. Le gouvernement introduit en ce moment dans tout le pays un système de numéros de bonus homogène : à l'avenir, chaque citoyen et chaque entreprise aura un numéro sous lequel seront stockées toutes les informations importantes.

Listes noires et récompenses

Certaines des pièces du puzzle sont connues depuis longtemps. Un système de récompense qui distingue un comportement conforme du point de vue social et louable du point de vue moral, un système, donc, qui fait d'un stakhanoviste un « héros du travail » ou d'une famille un « modèle d'hygiène », cela existe en Chine depuis des décennies. Dès 2013 est entrée en vigueur une loi qui impose à tous les Chinois, sous peine de sanctions, de veiller aux soins et à l'entretien de leurs parents entrés dans le quatrième âge. La même année, la Cour suprême a commencé à tenir une liste de débiteurs négligents, qui est devenue

dans tout le pays la base d'une liste noire du système de bonification sociale : 17 millions et demi de Chinois n'ont plus eu le droit de prendre l'avion en 2018, 5 millions et demi n'ont pas pu s'acheter de billets de train à grande vitesse – ce sont les chiffres que transmet le Centre national d'information. Le nombre de punis augmente toutefois rapidement : en juillet 2019, selon le journal *Global Times*, 2,56 millions de personnes ayant rompu la confiance se sont vu interdire l'accès à un billet d'avion. Dans deux circonscriptions de la province du Henan, les tribunaux collaborent avec les entreprises locales de télécommunications : lorsqu'on appelle quelqu'un dont le nom figure sur une liste de débiteurs, on entend au début de la communication non pas une sonnerie, mais un message informant l'appelant que l'appelé est inscrit « sur la liste des personnes pratiquant la rupture de confiance ».

La dénonciation publique est partie intégrante de ce système. Le portail Internet Credit China, que le gouvernement a instauré pour le système de bonus, a mis en ligne, à titre d'illustration, une série de portraits³. Quand les tribunaux ont inscrit quelqu'un sur leur liste noire, lit-on, « son portrait apparaîtra sur de nombreux grands écrans de la ville, si bien qu'il ne pourra plus se cacher nulle part et que les passants pourront voir partout sa photo et ses informations personnelles ». L'une des caricatures montre un jeune homme en costume et noeud papillon, tenant un bouquet de roses, qui demande sa main à la jeune fille qu'il adulé. Il a des sueurs froides parce qu'on l'a publiquement dénoncé comme débiteur inconséquent. « Honte », lit-on dans un petit encadré qui se trouve au-dessus de sa tête et le désigne avec une flèche. Et la jolie femme courtisée refuse poliment : « Tu ne paies jamais tes dettes, dit-elle. J'ai vu ta photo sur le grand mur vidéo du comité de rue. Aucune femme n'acceptera plus un rendez-vous avec toi. » L'avertissement est clair : « Ne gâche pas toute ta vie avec tes ruptures de confiance. » Autre exemple de la coopération étroite entre les compagnies d'Internet privées et l'État, l'application de vidéo musicale Douyin (en anglais : TikTok) a lancé à l'été 2018 la chasse aux personnes pratiquant la rupture de confiance : les utilisateurs de la province du Guangxi ont reçu, entre leurs vidéos musicales, des images

de personnes recherchées et inscrites sur l'une des listes noires. L'application demandait à quiconque connaissait le lieu de séjour de l'une des personnes recherchées de la signaler à la police ; en récompense, celui qui aurait donné le renseignement verrait une partie de ses dettes effacée.

Credit China permet la recherche ciblée de personnes figurant sur les listes noires. Les vertueux sont inscrits sur des « listes rouges ». Une deuxième page Web fournit des informations analogues sur des entreprises qui ont été sanctionnées : 3,59 millions d'entreprises pour l'année 2018, par exemple des fabricants de vaccins qui ont été impliqués dans des scandales. Le système de bonification sociale englobera aussi les entreprises étrangères ; une étude de la chambre de commerce de l'Union européenne à Pékin a demandé à toutes les entreprises de bien se préparer : le système est déjà une réalité et peut « décider de la vie et de la mort des sociétés en nom personnel⁴ ». On peut dès maintenant consulter en ligne le nombre de points des entreprises, calculé à partir de leur comportement passé dans des catégories comme le droit du travail, la protection de l'environnement, l'hygiène ou la loyauté à l'égard du contrat.

Les mécanismes de sanction, lit-on dans une proclamation officielle de mars 2018, devaient appliquer le principe selon lequel « les ruptures de confiance dans un lieu donné entraînent des sanctions partout ». Faire du scandale dans l'avion est ainsi sanctionné par une interdiction de vol, tout comme l'escroquerie aux impôts, les délits financiers et les défaillances dans le paiement des cotisations sociales. À l'avenir, une peine de six mois d'interdiction de prendre le train devrait frapper non seulement ceux qui vendent des tickets à la sauvette, mais aussi tous ceux qui allument une cigarette dans un train à grande vitesse.

Depuis l'époque de Mao, la Chine connaît le *dang'an*, le « dossier secret » qui retrace la biographie de chaque individu, consigne ses préférences et ses aversions, sa carrière et sa fiabilité politique. Ce dossier accompagnait l'existence de chaque citoyen, mais lui-même n'en avait jamais connaissance. Seulement, jusqu'à ce jour, ce dossier était en papier et l'on avait presque fini par l'oublier. Mais désormais, et

pour la première fois, tous ses éléments sont réunis pour former un tout.

Les directives promulguées par l'État en 2016 précisent, sous l'intitulé « Accélération des logiciels de sanctions pénales », que l'objectif est « la vérification automatique, la surveillance automatique et la sanction automatique » de toute rupture de confiance. Il n'y a plus aucune échappatoire, nulle part.

Et bien que le gouvernement mène depuis au moins 2014 un travail intensif sur ce système, la plupart des Chinois n'en ont à ce jour jamais entendu parler. « Allons donc, fait un ami pékinois. Face à cet État, de toute façon, nous sommes tous tout nus. » Lorsqu'il est question de l'emprise du Parti et de l'État, les attentes des Chinois pour ce qui concerne leur sphère privée sont faibles et tissées de fatalisme. Comme si l'on ne pouvait pas être plus nu que nu. Mais si, on peut l'être, quand quelqu'un vous met aussi le cerveau au grand jour.

L'opinion publique prend très progressivement conscience de ce système – plus le temps passe, plus les listes noires de ceux qui ont « rompu la confiance » sortent au grand jour et plus la presse du Parti fait état de cas concrets de récompenses et de sanctions. Fin 2019, le métro de Pékin a annoncé qu'il comptait installer de nouvelles caméras à reconnaissance faciale et les intégrer dans le système⁵. Les caméras devraient ensuite identifier et mettre de côté pour de futurs contrôles les passagers dont les noms figurent sur des listes noires, considérés comme des « risques potentiels pour la sécurité ». « La société de la fiabilité est à nos portes – es-tu prêt ? » demandait *Le Quotidien du peuple* à l'été 2018. Beaucoup de Chinois auxquels je parlais un peu de ce système m'ont dit qu'ils trouvaient excellent qu'il y ait enfin plus de confiance dans la société. Mais lorsqu'un collège public, à Weifang, dans la province du Shandong, a annoncé au début 2018 que, désormais, aucun enfant ne pourrait plus demander son inscription si ses parents figuraient sur la liste noire, des commentaires indignés par cette punition familiale ont commencé à pleuvoir sur le réseau.

Sesame Credit

Le projet pilote de fiabilité sociale le plus connu en Chine n'est pas le fait de l'État, mais du secteur privé : Sesame Credit est un élément de l'application Alipay, laquelle domine le paiement électronique (Alipay affirme compter 1,2 milliard de clients en incluant ses partenaires). Chaque client d'Alipay peut activer son propre Sesame Credit ; il est alors évalué sur une échelle allant de 350 à 950 points. L'algorithme qui exploite les données est secret. Mais les concepteurs du programme ont rendu publics les cinq piliers de classification des utilisateurs : outre leur identité, leur capacité à rembourser leurs dettes et leurs rapports passés avec l'argent, on y trouve aussi leurs préférences comportementales et leurs réseaux personnels.

Li Yingyun, directeur technique du projet, a cité les exemples suivants : « Quelqu'un qui passe dix heures par jour sur des jeux vidéo serait sans doute placé dans la catégorie des personnes improductives. En revanche, une personne achetant des couches serait probablement évaluée comme un parent ayant un meilleur sens des responsabilités. » Le portail *The Paper*, de Shanghai, a révélé que lorsque quelqu'un changeait souvent de domicile, cela faisait descendre son évaluation. « De plus, le nombre de points de tes amis influence ta propre évaluation Sesame. » Le message est clair : tiens-toi à distance de ceux qui ont une mauvaise cote.

Sesame Credit travaille avec le plus grand site chinois de rencontres en ligne, Baihe : ceux qui cherchent un partenaire se vantent de leur nombre de points. Ceux qui ont les meilleurs résultats peuvent aussi accéder sans difficulté à des crédits, ils bénéficient d'un service de visa express pour des États comme le Luxembourg ou Singapour. Alipay tourne de plus en plus le regard vers l'Occident. Dans de nombreux lieux des États-Unis ou de l'Europe, les voyageurs chinois peuvent payer avec Alipay ; en contrepartie, l'application retransmet en temps réel les données liées à leurs transactions et à leur géolocalisation.

Le système semble très avancé, mais l'avenir des projets de bonification commerciale est encore incertain. La Banque populaire de Chine avait accordé à huit entreprises son autorisation de mener des

projets pilotes, mais a finalement décidé de ne donner à aucune d'entre elles une licence de fonctionnement officiel. Elle a justifié son choix en arguant de problèmes de protection des données et en considérant qu'on ne pouvait pas négliger les « conflits d'intérêts » auxquels seraient confrontées ces entreprises. Sur Internet, beaucoup d'utilisateurs ont rappelé qu'Alibaba utilisait avant tout le Sesame Credit interne à l'entreprise pour augmenter le chiffre d'affaires sur son portail, et qu'au bout du compte il s'agissait plus, pour le moment, d'un programme de fidélisation des clients que d'un système permettant d'augmenter la compétence sociale de ses utilisateurs. On trouve aussi désormais les premiers reportages sur la manière dont on peut manipuler le système. Dans un article publié sur Weibo, des hackers se sont vantés d'avoir modifié sur Alipay les données de clients lents à payer de telle sorte qu'ils obtiennent plus de points ultérieurement. « Il est vraisemblable que l'on verra encore apparaître d'autres méthodes de falsification lors de la suite du développement du système social de bonification », lit-on dans un rapport de MERICS⁶.

Les concepteurs du système soulignent les avantages de la « fiabilité sociale » : le système empêche les pires manifestations de l'escroquerie, qui coûterait aux marchés chinois au moins 90 milliards par an. Et il ouvrirait de surcroît, par le biais de la monnaie électronique, la voie du crédit à plusieurs centaines de millions de défavorisés – paysans, ouvriers ou étudiants. C'est-à-dire à tous ceux qui n'avaient jusqu'alors aucune chance de pouvoir prouver leur solvabilité. Au bout du compte, le projet doit aussi être un immense programme d'aide à la croissance. Il s'agit de libérer la consommation.

C'est une vision qui fait peur à certains. L'écrivain Murong Xuecun qualifie le système d'« atroce ». « Ils parlent de confiance. En réalité, il s'agit de contrôle, il s'agit de voir au plus profond de toi-même. Que se passe-t-il si un jeune, une fois, ne s'exprime pas comme il faut sur Internet ? D'accord, on ne l'arrête pas tout de suite. Mais ils vont peut-être lui retirer son passeport. Ou son permis de conduire. Ou geler son compte en banque. »

Depuis que les comptes Weibo de Murong Xuecun ont été fermés par le gouvernement et que l'écrivain n'est plus autorisé à publier des

romans ou des scénarios, il fait comme il peut, il vend sur Internet tantôt des cosmétiques, tantôt des fraises ou des melons. « Une fois que le système fonctionnera, il dépassera encore l’Océania de George Orwell, dit-il. Et moi, oiseau peu fiable sur le plan politique, j’aurai une évaluation franchement lamentable. Je ne pourrai peut-être plus quitter le pays ou prendre le train, mon propriétaire me mettra peut-être à la rue. Eh bien, je dormirai sous les ponts ! » L’auteur arrive à notre rendez-vous avec plus d’une heure de retard : des agents des services de sécurité d’État ont lu nos échanges sur WeChat et ont tenté jusqu’à la dernière minute de le dissuader de venir.

Certains se consolent encore en se disant que le nouveau système de surveillance ne fonctionnera jamais. Parce que les défis techniques à relever sont immenses : faire converger toutes les données, garantir leur qualité, les évaluer correctement. Et parce que le PCC a échoué à de nombreuses reprises dans ses tentatives de civiliser le peuple. En dépit d’innombrables campagnes, les Pékinois continuent à cracher dans la rue et l’on voit encore à Shanghai des gens aller en plein jour faire leurs courses en pyjama chez le marchand de légumes.

Peut-on se consoler en se disant qu’au bout du compte, le système est toujours marqué par l’inefficacité et la corruption qui caractérisent jusqu’à ce jour les autorités chinoises malgré tous les moyens de récompenser et de punir le citoyen dont il dispose ? Il est bien possible que ses concepteurs échouent finalement à atteindre le premier de leurs objectifs centraux – la fiabilité sociale – mais que le deuxième, le contrôle politique, finisse par fonctionner admirablement.

Arbitre des comportements

C’est le Parti, en dernier ressort, qui décide qui perd la confiance et pourquoi. À Rongcheng, si quelqu’un se consacre à des « activités religieuses illégales » – l’expression désigne avant tout le mouvement Falun Gong, illégal et sévèrement réprimé –, il se voit privé de 100 points. On ne peut pas en enlever plus en une seule fois. Des

pétitionnaires désirant, pendant d'importantes réunions du Parti ou du gouvernement, attirer l'attention sur une injustice qu'ils ont subie – fréquemment causée par les autorités locales – sont sanctionnés par la perte de 50 points. Et quand on va jusqu'à porter sa pétition à Pékin, on tombe automatiquement au niveau D : individu non fiable ayant rompu la confiance. On sanctionne également le comportement « négatif » en ligne : par exemple lorsque quelqu'un écrit sur Weibo des commentaires exerçant « une influence nocive sur la société ». Et qui décide de ce qui est nocif et de ce qui relève de la rumeur ? « Pas de souci, répond le directeur du Bureau de la fiabilité Huang Chunhui. Nous ne prenons en compte que des choses incontestées et attestées. » Attestées par des décisions de justice ? « Pas seulement, dit Huang. L'évaluation des organes de sécurité nous suffit. » Incontesté dans les cercles de la police et de la sécurité d'État : cela suffit.

Le système n'appréhende pas seulement la « fiabilité sociale » des individus, mais aussi celle des entreprises et des organisations, y compris étrangères. Et là encore, l'orientation politique est de plus en plus visible. D'authentiques organisations non gouvernementales ont été asphyxiées depuis la promulgation d'une loi instituant leur contrôle au début 2017. En 2018, quelques-unes des ONG – en Chine, on compte aussi dans le lot les fondations allemandes Heinrich-Böll ou Konrad-Adenauer – ont reçu un manuel depuis la promulgation de la loi sur leur contrôle. Le principe central de ce projet d'instructions, qui compte un peu moins de quarante pages : les ONG et les fondations, mais aussi leurs dirigeants, doivent désormais se soumettre au système de bonification sociale⁷. « Mise en péril de la réunification et de l'unité nationale de la Chine » ? 100 points tout rond retirés à la fondation, et 50 – mesquin – pour son directeur. « Calomnie » ou « publication d'informations nuisibles » ? Même tarif. Cela signifie que toute critique de Xi Jinping et du PCC est proscrite, ainsi que toute expression de sympathie pour la démocratie à Taïwan. Et la fondation Heinrich-Böll, à Pékin, se voit elle aussi infliger des malus quand l'un de ses représentants à Berlin se montre lors d'une réunion sur le Tibet ou sur Taïwan. Le PCC tente-t-il donc d'exporter plus loin encore ses valeurs et ses conceptions politiques ? Le projet de texte le suggère. Mais on peut

aussi gagner des points. Par exemple quand on promeut « l'amitié internationale » (5 à 10 points).

Terre inconnue

Zhang Zheng, l'économiste et professeur de l'université de Pékin, ne tarit pas d'éloges sur les avantages du système. Sur le fait que l'on pourra bientôt s'opposer aux entreprises qui travaillent mal, aux médecins corrompus, aux enseignants qui frappent leurs élèves et aux fonctionnaires qui acceptent des pots-de-vin. Mais il met aussi en garde contre les risques, contre une concentration excessive du pouvoir d'État et contre son abus. C'est précisément pour cette raison, dit-il, qu'il est opposé à l'institution d'une banque de données dans laquelle on intégrerait les données de toutes les autres banques de données dans le monde. La banque de données nationale, omnisciente, serait le cerveau de la société chinoise.

La puissante Commission nationale pour le développement et la réforme a été chargée de mettre ce système en place ; elle envisagerait à l'heure actuelle une banque de données centrale de ce type, dit Zhang Zheng. « Nous considérons toutefois que c'est dangereux. » Qui, nous ? « Nous, universitaires », dit le professeur. Mais il reconnaît qu'il existe « d'autres voix ». Des voix qui, dans un système comme celui de la Chine, comptent sans doute plus que celles des universitaires. « Notre grand problème, c'est que nous ne pouvons nous inspirer de personne. Ici, nous sommes en terre inconnue, dit le professeur. Mais c'est aussi ce qui rend cette affaire tellement passionnante. » Il se penche vers moi, bouleversé par l'enthousiasme : « Nous sommes les premiers ! C'est excitant. »

Les premiers. Ce serait une mise en garde pour toutes les démocraties dans lesquelles des groupes et des administrations caressent leur propre rêve de *big data*. Et cela pourrait par conséquent en séduire d'autres : « L'autoritarisme assisté par IA de la Chine, prophétise MERICS, deviendra un modèle attrayant et un fournisseur

de technologies pour d'autres pays autoritaires. » Le sinologue Sebastian Heilmann parle même de « léninisme numérique⁸ ».

Nous vivons effectivement le retour du totalitarisme sous les atours du digital. La République populaire de Chine a toujours été une dictature. Mais elle n'a été que pendant quelques années, sous Mao Zedong, un État totalitaire qui tentait de se frayer un chemin dans les dernières circonvolutions des cerveaux de ses sujets, et dont l'œil surveillait jusqu'à leur chambre à coucher et leurs relations humaines les plus intimes. Mais le nouveau totalitarisme atteindrait un niveau de perfection bien supérieur à celui que nous avons connu avec Mao et Staline : nous avons tous transféré nos cerveaux dans nos smartphones ; les réseaux numériques recueillent toutes nos pensées et toute notre existence. Et contrairement à l'ancien totalitarisme, le nouveau peut renoncer à faire régner la terreur au quotidien : il suffit qu'elle continue à être présente de manière sous-jacente, comme une possibilité et une menace. Elle se faufile ainsi, d'abord discrète et imperceptible, elle fait du citoyen son complice.

« Est-ce que ce ne serait pas le meilleur des mondes si, d'ici quelques décennies, on n'était absolument plus forcé de parler du système et de ses règles ? m'a demandé à Shanghai Zhao Ruiying, cheffe de service et responsable de la mise en œuvre du système de bonification sociale de la ville. Peut-être y arriverons-nous, peut-être parviendrons-nous au point où personne n'osera plus envisager de rompre la confiance. Un point où personne n'aura l'idée de nuire à notre communauté ! » Elle me lance un regard radieux. « Arrivé à ce point, notre travail sera accompli. »

Et l'avènement de l'homme nouveau aura eu lieu.

LE SUJET

Comment la dictature atrophie les âmes

« Et comme nous pouvons pourtant facilement devenir des esclaves, et comme nous en sommes en outre extrêmement satisfaits. »

Lu Xun, 1925

Certains disjonctent.

Un travailleur journalier, dans l'arrière-pays. Quelque part près de Chongqing. Un parmi des dizaines de millions. Un fils qui lui est étranger, une mère encore plus. Il se procure un pistolet, attaque une banque, quelques personnes se mettent en travers de son chemin. Il utilise son arme.

Une femme au cœur de la Chine. Dans la province du Hubei. Son amant est marié, l'épouse les fait rouer de coups. Elle travaille dans un sauna. Un client la frappe avec des liasses de billets et l'humilie. Elle sort un couteau.

Un jeune travailleur migrant dans une ville du Sud. Dongguan. Il a fait faillite, n'a pas d'amis (il les a trahis) ni de famille (sa mère le méprise parce qu'il n'a pas réussi à gagner de l'argent), il est sans amour (la femme qu'il aime s'offre sous ses yeux à d'autres hommes au bordel). Il grimpe les étages de son foyer (qui s'appelle « Oasis de la croissance ») et saute par la fenêtre.

Un ouvrier dans la région du charbon. Le Shanxi. Jadis, les cadres avaient promis de partager les bénéfices avec les ouvriers. À présent, ils

mettent l'argent dans leur poche. L'ouvrier réclame la justice, mais n'arrive qu'à prendre des coups sous les yeux de tous. Les cadres mafieux lui crachent dessus. Ses collègues, qu'on a trompés comme lui l'a été, lui rient au nez. Il se procure un fusil. Cela finit dans le sang.

Sombres histoires. « Mais, estime le narrateur, ces histoires sont comme une allumette qui projette une lueur dans notre direction. » Au moment où quelqu'un les arrache à l'oubli, au moment où on les raconte. *A Touch of Sin* est le titre du film de Jia Zhangke qui les fait remonter à la mémoire. C'est un film de fiction. Mais les actes de violence qu'il raconte se sont tous déroulés dans la Chine réelle. Le jeune homme a réellement sauté par la fenêtre, la femme a vraiment frappé, tout ce sang a réellement coulé.

Ces histoires, c'est le réseau qui les a apportées à Jia Zhangke, le réalisateur les a pêchées dans le flot puissant de Weibo juste avant que le Parti ne rétablisse la censure en 2013. Il les a reliées pour en faire un vaste panorama. Les vieux peintres appelaient cela un tableau « de fleuves et de montagnes sur dix mille lieues ». « J'ai toujours voulu faire cela, dit Jia Zhangke, un film qui résume la situation de la Chine. » C'est l'un des meilleurs que le pays ait produits ces dernières années. Et l'un des plus sombres. *A Touch of Sin* montre le vide derrière le nouveau confort. Un pays sans équité, une société sans morale, des gens qui se réfugient dans la violence parce que c'est la seule manière dont ils pensent pouvoir sauver encore un peu de leur dignité. Le film fait des emprunts esthétiques et narratifs au genre du *wuxia*, l'art du combat chinois. Les romans de *wuxia* classiques, avec leurs brigands et leurs insurgés, ou les films avec leurs héros sans peur, ont toujours été des fables politiques : ils parlaient de desperados qui prenaient les armes au moment où ils se voyaient poussés dans l'impasse, en marge de la société. Mais les héros de Jia sont brisés, ils ne peuvent espérer ni consolation ni purification.

Jia Zhangke est né dans la province du Shanxi, une région de charbon noircie par la suie. Fils d'un enseignant et d'une vendeuse, il a grandi dans un quartier de gens simples. Il a d'abord fait des études d'art. En 1993, il est entré à l'Académie du cinéma à Pékin, où il a étudié la théorie du septième art et son histoire. « L'Académie était un

lieu de liberté, un lieu sans tabous, raconte-t-il. Je suis arrivé, et la première chose que j'aie faite a été de louer un porno japonais. C'était une période heureuse, elle m'a libéré. » Comme d'autres cinéastes de sa génération, Jia Zhangke, le réalisateur de *Still Life* et des *Éternels*, s'est volontairement démarqué de modèles comme Chen Kaige ou Zhang Yimou. Aux images surchargées et aux paraboles historiques de ces derniers, les jeunes cinéastes ont opposé un nouveau réalisme. « Des réalisateurs d'aujourd'hui doivent raconter des histoires d'aujourd'hui », dit Jia. Et la Chine en déborde. Xi Jinping aurait dit un jour qu'il aimait les films de Jia Zhangke et leur réalisme laconique, qu'il les préférerait à l'emphase d'un Zhang Yimou. Mais il a prononcé ces mots avant que ne sorte *A Touch of Sin*.

Jia Zhangke est assis dans son bureau, au nord de Pékin. Derrière lui, au mur, un portrait de Mao Zedong : l'affiche française de son film *Platform*, sorti en 2000 ; sur l'original, on voit Mao la tête en bas mais Jia a accroché l'affiche à l'envers, si bien que le Mao qu'on voit derrière lui est de nouveau dans le bon sens. Il parle de la culture de la violence avec laquelle beaucoup de Chinois ont grandi, à cause de Mao. Dans une autre Chine, dit Jia, dans un pays qui aurait fait de réels progrès, son film n'aurait pas nécessairement été une explosion de violence. « J'aurais pu tourner un film sur la justice. » Jia Zhangke montre les victimes du changement. Une société qui a perdu la compassion et l'humanité. La corruption et l'enrichissement des puissants. Des gens sans espoir, humiliés. S'ils ont recours à la violence, ce n'est pas parce qu'elle promet une solution, mais parce qu'elle est, pour eux, un acte d'autodétermination. « C'est la seule manière dont ils puissent encore parler de leur désespoir et trouver du respect, dit Jia Zhangke. Ils sont sous haute pression et tous les autres canaux, toutes les autres soupapes leur sont fermés. C'est dangereux. »

La réalité n'est pas tant que la Chine soit submergée par une épidémie d'assassinats et d'attentats, le pays reste vraisemblablement l'un des plus sûrs du monde. Et pourtant, on y assiste régulièrement à des explosions de violence déconcertantes : un homme en fauteuil roulant qui déclenche une bombe à l'aéroport de Pékin, un marchand de rue paupérisé qui fait sauter un bus à Xiamen et tue quarante-sept

personnes, douze pétitionnaires de province qui avaient du poison ensemble à proximité de la place Tiananmen parce que le suicide collectif est la dernière forme de protestation qu'il leur reste. Quelque chose macère sous la surface de cette stabilité que le Parti invoque à cor et à cri. « Autrefois, avant que Weibo existe, quand les gens entendaient une histoire de ce genre, ils pensaient que c'était un cas isolé, m'a dit Jia lorsque je lui ai rendu visite, durant l'été 2013. Mais depuis que Weibo existe, nous constatons que ces choses se produisent tout le temps et dans tout le pays. Elles font partie de notre réalité, nous ne pouvons plus les nier. » Le film de Jia Zhangke était une fenêtre. Tout comme le fut Weibo pour une brève période. Peu après ma visite, la censure a annoncé à Jia que son film, que les censeurs avaient pourtant laissé passer, ne pourrait finalement pas être projeté dans les cinémas du pays. Le vent nouveau commençait déjà à souffler. Au même moment, les hommes de Xi Jinping mettaient Weibo aux fers. Le déni avait recommencé.

Ce qui occupe Jia Zhangke, c'est le changement profond de ce pays, le destin des gens simples qui se perdent eux-mêmes et se perdent les uns les autres. Des critiques ont écrit que Jia Zhangke militait pour la « classe inférieure », ce à quoi le réalisateur apporte cette réplique remarquable : « Il est assez amusant d'entendre tout le monde, dans ce pays, qu'il s'agisse de paysans, d'ouvriers ou d'intellectuels, s'exprimer avec dédain sur la "classe inférieure", et de constater qu'aucun n'aimerait en faire partie. Alors qu'en Chine, nous vivons tous sous le même régime autoritaire. Cela nous rend tous égaux. Il y a ceux qui font partie du pouvoir – et il y a tous les autres, dit Jia. Nous sommes tous la classe inférieure. »

Le bonheur de ne pas savoir

Il existe en anglais la belle expression de *blissful ignorance* : la félicité que nous apporte le fait de ne pas savoir. C'est l'état idéal dans lequel l'autocratie tente de maintenir ses sujets. Il s'inscrit dans une

politique d'infantilisation qui considère les citoyens adultes comme de petits enfants incapables de penser par eux-mêmes et d'assumer une responsabilité, toujours disposés à être réprimandés et éduqués : parce qu'ils ont craché dans la rue, ont resquillé, ont parlé fort en public, se sont montrés insolents et désobéissants. C'est l'état dans lequel la censure avait maintenu avec un certain succès de grandes parties du peuple chinois avant que l'on ne commette la bêtise de laisser le libre débat se déchaîner sur Weibo. Il a fallu cette liberté, offerte fortuitement pour quatre années, pour pouvoir faire apparaître des fissures dans le tableau peint par la propagande. Il a fallu le regard de quelques intellectuels, artistes et écrivains courageux pour révéler une tout autre société derrière les façades du brillant et de la nouvelle richesse qu'invoquaient avidement les magazines occidentaux sur papier glacé. « Quand je regarde la Chine actuelle, je vois une nation prospère et, pourtant, défigurée, a observé l'écrivain Yan Lianke. Je vois la corruption, l'absurdité, le désordre et le chaos. Un système de morale et de respect de l'être humain qui a mis des millénaires à se constituer est en train de se dissoudre¹. »

Presque tous ceux à qui j'ai parlé au cours des deux premières années qui ont suivi mon retour en 2012 – amis et interviewés, représentants typiques de la nouvelle classe moyenne urbaine, profiteurs du miracle chinois – avaient à l'époque un souhait : quitter la Chine. Les recherches en ligne sur le mot « émigration » sont montées en flèche sur Baidu. « Une heure sur Weibo suffit pour une semaine de dépression », me dit une amie pékinoise. Le flot d'informations sur Weibo électrisait les gens. Et ne tardait pas à les plonger dans le marasme. Un grand désespoir s'est alors diffusé. C'était cela, l'avenir qu'on leur avait promis ?

C'est l'époque où Xi Jinping entra en fonctions et proclama son « rêve chinois », celui de la renaissance de la glorieuse nation chinoise. Mais aussi celle où les gens se retrouvaient et se racontaient leurs rêves par le biais des nouveaux médias sociaux. « Autrefois, nous faisions aussi les rêves de notre État, m'expliquait à l'époque un universitaire de premier plan. Mais aujourd'hui, les gens disent : ces rêves n'ont rien à voir avec moi. » Il m'a parlé de sa fille, qui fait des études d'anglais.

« Mon rêve, c'est qu'elle ait un bon avenir. » C'était une période extrêmement dangereuse pour le Parti communiste et son projet de domination illimitée et éternelle sur ce peuple. De grands pans de la société étaient en train de sortir de l'état de transe dans lequel la propagande du Parti les avait maintenus comme sous hypnose depuis des décennies. Il y avait trois phrases que je n'arrêtais pas d'entendre : *Mei you anquangan* (« Ici, il n'y a pas de sécurité ») ; *Mei you xinren* (« Ici, il n'y a pas de confiance ») ; *Mei you daode* (« Ici, il n'y a plus de morale »).

Bien sûr, on trouve aussi, en Chine, des courageux, des passionnés et des solidaires. Mais non seulement ils ont la tâche infiniment plus difficile que dans d'autres sociétés, mais ils se retrouvent souvent eux-mêmes soupçonnés par leurs concitoyens et il n'est pas rare qu'ils soient pris dans le viseur de l'appareil d'État. La lamentable expulsion de masse des non-autochtones à Pékin a choqué et indigné beaucoup de citoyens de la ville. Au cours de l'hiver 2017, les autorités municipales ont littéralement démolí au-dessus de leur tête le toit de beaucoup de personnes venues d'ailleurs. Quelques Pékinois ont proposé leur aide à ces gens devenus sans-abri du jour au lendemain, et ont ensuite eu à leur tour maille à partir avec l'appareil de sécurité : Yang Changhe, de Tongzhou, qui avait mis en banlieue un espace à la disposition des sans-abri pour entreposer leurs effets personnels, a lui-même reçu la visite de la police, et il a perdu son propre logement. Le peintre Hua Yong, qui a tourné des vidéos de ces évacuations forcées, a été contraint de fuir Pékin et a été poursuivi par des policiers pendant des jours avant d'être finalement capturé à Tianjin. Et le militant des droits civiques Hu Jia a été arrêté parce qu'il s'était mis en tête d'aider les malades dans les villages du Henan frappés par le sida. « Pourquoi les coups tombent-ils si souvent sur les bons, dans ce pays ? » demandait Hu Jia. C'est précisément leur idéalisme qui les expose au soupçon.

Toute autocratie tient à détruire la solidarité et la compassion entre citoyens. Dans la Chine actuelle, la méfiance de tous à l'égard de tous est totale, et les récriminations concernant la dépravation morale sont d'une intensité toute particulière. Il y a plusieurs raisons à cela. L'une d'elles est le traumatisme de la révolution culturelle qui, à ce jour, n'a

pas été résorbé. Mais lorsque, en même temps que Mao, la foi dans le communisme a elle aussi plongé dans la tombe, un vide s'est ouvert dans le pays : plus de valeurs, plus de croyances, nulle part. La seule exhortation du Parti : devenez riches ! L'impératif de la nouvelle Chine : soyez cupides ! « En réalité, ma génération n'a ni valeurs ni principes, dit Charles Zhang, né en 1964, l'une des stars de la Chine nouvelle en sa qualité de directeur de l'entreprise d'Internet Sohu. Alors, ce sont les lois de la jungle qui règnent. Ici, tu peux connaître le succès pour les raisons les plus diverses. Au lieu de t'en tenir à des principes, tu deviens un simple utilisateur. Tu utilises tout et n'importe quoi, dans des dimensions gigantesques. »

Lorsque l'institut de sondage et d'enquête Ipsos a demandé en 2017 à des citoyens du monde entier ce qui leur causait le plus d'inquiétude dans leur pays, les réponses, dans la plupart des États, étaient le chômage, la corruption et les inégalités². La Chine était l'unique pays dans lequel les personnes interrogées indiquaient que leur plus grande inquiétude était la « déchéance morale ». La vie sous l'autocratie corrompt la société, elle empoisonne l'individu et ses relations avec autrui. « Partout où l'État autoritaire a sévi, il s'est mis à détruire l'essence même de l'être humain », écrit Hannah Arendt³. La société chinoise est une société malade, même si cela ne se voit pas du premier coup d'œil quand on vient de l'étranger. Il y a l'adoration du pouvoir et de l'argent ; un pragmatisme brutal distillé au fil de toutes les années pendant lesquelles la simple survie a été la seule valeur.

L'un des phénomènes les plus remarquables au cours de la campagne électorale de Donald Trump et de ses premiers temps comme président des États-Unis aura été le fan-club chinois qui s'est créé autour de lui et aux yeux duquel ses sorties antichinoises avaient moins d'importance que sa croisade insolente contre tout ce qui relevait du politiquement correct. Ils applaudissaient à tout rompre ses attaques contre l'État social et contre la politique adoptée par d'autres pays envers les réfugiés, dans laquelle ils voyaient l'œuvre de *baizuo* égarés et exécrables. Les *baizuo*, ce sont des « gauchistes blancs », un mot qui a longtemps été l'une des injures les plus utilisées dans l'un des groupes chinois sur Internet. Ce groupe visait des libéraux occidentaux comme

Hillary Clinton ou Angela Merkel (pour elle, on avait forgé le mot moqueur *shengmu*, « sainte mère »), mais en réalité aussi quiconque s’engageait en faveur des réfugiés de guerre, des laissés-pour-compte ou des homosexuels : on les traitait d’hypocrites et de faibles d’esprit. Dans cette logique, chacun est responsable de son destin et de son avenir. Des chercheurs norvégiens ont eu la surprise de découvrir en 2018 dans une enquête que la proportion de Chinois qui défendaient les conceptions libérales de droite, qui acceptaient donc par exemple l’inégalité sociale comme le cours naturel des choses et voulaient laisser aux riches toutes leurs richesses sans y opérer la moindre retenue, était bien supérieure à celle qu’on relevait aux États-Unis : un sur cinq indiquait que l’État devait s’abstenir de toute espèce de redistribution, une proportion supérieure à celle des citoyens américains interrogés. « Les Chinois sont plus à droite que les Américains », titrait le portail scientifique Science Nordic.

« Beaucoup de Chinois ne haïssent pas les riches, ils veulent eux-mêmes devenir riches. En revanche, ils haïssent la morale. Il y a tant de choses qui ont été bousillées, ici », m’a dit un jour à Chengdu Li Chengpeng, un ancien reporter sportif et auteur de best-sellers libéral, l’une de ces personnalités critiques qui ont été contraintes au silence en 2013, au cours de la campagne contre les blogueurs et les auteurs indépendants. Le darwinisme social s’est installé en Chine depuis longtemps et solidement, dit l’historien Cheng Yinghong. « Le darwinisme social et la politique autocratique sont des alliés naturels, écrit Cheng. Ils ignorent l’injustice que recèle la répartition inégale des droits et des ressources. Et ils se placent en bouclier devant la violence, la tromperie et l’exploitation qui les justifient⁴. »

« Nous vivons un temps où la crasse voile le ciel. La politique est sale, l’économie est sale et même la culture sent le pourri, écrit l’auteur Murong Xuecun dans un essai. Notre cœur devrait en réalité être aussi clair que l’eau de l’automne et le ciel sans fin, mais s’il vit longtemps dans la saleté, il deviendra de lui-même sale et fragile⁵. » C’est un artiste dans la tradition du grand Lu Xun, et c’est l’une des analyses les plus clairvoyantes de la société chinoise moderne. Le jour de sa publication, le texte a été l’un des plus partagés sur Weibo, et il a bien

entendu été effacé aussi vite qu'il avait paru. Murong Xuecun décrit les ravages que la vie dans l'autocratie provoque dans l'âme de ses sujets. Il identifie plusieurs types de constitution psychique, avant tout la surdité, l'aveuglement à la réalité et la servilité. Et tous résultent du fait que les gens, ici, pendant des générations, ont dû s'exercer à la pure survie.

Le sourd, par exemple. « Quand on lui vole sa nourriture, il meurt de faim. Quand quelqu'un le frappe au visage, il l'accepte. Quand on détruit son foyer, il regarde sans rien dire. Quand on le force à se débarrasser de son bébé à naître, il se contente de pleurer. Toute injustice est acceptée comme inévitable, voire comme attendue. Il serait anormal qu'il en aille autrement. » La surdité vaut aussi pour le destin des autres. « Quand des gens se font passer à tabac, lui se contente d'assister à la scène. Quand des gens se plaignent, il se moque d'eux. Quand ils menacent de se suicider, il dit : "Ils veulent juste devenir célèbres." Quand personne n'intervient en sa faveur, il remercie son destin et dit : "Eh bien, c'est ce qui m'est dû !" Quand quelqu'un intervient en sa faveur et que cela ne donne rien, il fait comme s'il le savait depuis le début : "C'était du temps perdu !" Et quand quelqu'un le défend et que cela lui vaut de se faire embarquer par la police, il rigole et dit : "Bien fait pour ce perturbateur". »

C'est un stade particulier de la surdité, celui où le sujet hait tout ce qui est juste et bon. Chaque idéaliste est pour lui un hypocrite qui s'engage pour la justice, un opportuniste éhonté qui, en réalité, n'agit que pour son propre compte. Partout, l'impression d'infériorité morale éveille des réflexes de défense. À l'Ouest aussi, des études ont montré que les rares à agir moralement au sein d'un groupe ne s'attirent pas de l'admiration, mais de la haine⁶. Ils montrent aux autres leurs propres lacunes et rappellent qu'une autre manière d'agir est tout de même possible. Il s'agit donc d'un mécanisme qu'on observe dans toutes les sociétés et qui est pourtant d'une extrême toxicité quand on vit sous le précepte « Prête toujours aux autres les plus viles motivations possibles ».

Vivre dans la brume

Il y a cent ans, Lu Xun avait déjà écrit sur la propension des sujets des régimes autoritaires à mener une existence d'esclaves – par crainte, par opportunisme, par surdité. « Mais aujourd'hui, la plupart ne se considèrent plus du tout comme des esclaves, ils pensent être les maîtres du pays, écrit Murong Xuecun. Depuis qu'ils sont petits, on leur a appris à être loyaux envers un collectif : le Parti, le pays. Ils ne sont déloyaux qu'envers une seule personne : eux-mêmes. » Dans un tel État, il est judicieux de se tenir volontairement à l'écart des informations. Les Chinois ne sont pas fous, écrit l'auteur Chang Ping, aujourd'hui exilé en Allemagne, qui fut rédacteur en chef du *Southern Weekend* lorsqu'il s'agissait encore du meilleur journal de Chine : beaucoup décident volontairement de ne pas penser. « Car la pensée vous fait comprendre. Et comprendre, ça n'apporte que des ennuis⁷. »

Ces réflexions, je les ai entendues un certain nombre de fois. « Ceux qui s'en sortent vraiment mal, dans ce système, ce sont ceux qui ont compris sa nature, m'a dit une enseignante de Pékin. Le mieux, c'est de continuer à vivre dans la brume et au fil du courant, là, tu es en sécurité. » L'artiste Ai Weiwei a un jour écrit sur Twitter : « Dès que tu essaies de comprendre ta patrie, tu es déjà sur le sentier du crime⁸. » Suivre le chemin suicidaire des défenseurs des droits civiques et des dissidents n'est pas donné à grand monde ; aux autres, la connaissance ne rend que plus douloureux le fait de vivre dans le mensonge.

J'ai constaté une fois, lors d'un voyage à Taïwan effectué en compagnie de touristes originaires de Chengdu, la volonté inconditionnelle de ne pas se laisser toucher par des informations susceptibles d'être perturbantes. L'un des membres du groupe occupait des fonctions de secrétaire du Parti dans une administration municipale, c'était une jeune femme bien habillée et avec laquelle j'ai eu une discussion animée sur les marchés nocturnes de Taïwan et leurs repas fabuleux. « Nous aussi, nous avions des marchés nocturnes extraordinaires à Chengdu, dit-elle. Malheureusement, ils ont été rasés. » Nous étions à proximité du hall de commémoration de Sun Yat-

sen et nous attendions notre car lorsque s'approcha un homme d'un certain âge qui se révéla bientôt être membre de la secte Falun Gong.

Avec son mélange de gymnastique d'entretien et de doctrine inspirée par le bouddhisme et le taoïsme, Falun Gong avait attiré dans la Chine des années 1990 des millions d'adeptes, jusqu'à ce que le Parti communiste considère que ce groupe bien organisé constituait une menace. Le chef du PC à l'époque, Jiang Zemin, décida d'interdire Falun Gong et de poursuivre ses membres, parfois brutalement. À Taïwan, les gens se placent volontairement sur le trajet des touristes chinois afin de les informer de la persécution de leurs coreligionnaires ; ils brandissent des affiches et des brochures qui montrent d'atroces scènes de torture et des extractions d'organes, des scènes censées provenir de prisons et de camps chinois.

Nous nous tenions donc sur le trottoir quand cet homme est venu vers nous. Il s'est dirigé vers la jeune secrétaire du Parti qui se trouvait à côté de moi et lui a tendu une brochure. J'ai vu sa surprise laisser rapidement place à une légère panique, puis il s'est produit quelque chose qui m'a totalement ahuri : au début, il m'a semblé qu'elle avait froid, puis elle s'est tenu les mains contre les oreilles et a fermé les paupières aussi fort que possible avant de se mettre à trépigner comme une petite fille en criant d'une voix forte : « Je ne vois rien ! Je ne vois rien ! Je ne vois rien ! »

Taïwan

D'une manière générale, ce fut un voyage mémorable. Les participants de mon groupe, originaires de Chengdu, venaient tous pour la première fois à Taïwan, cette île qui, depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949 a suivi son propre chemin. À Taïwan aussi, une dictature a longtemps régné, celle du Kuomintang nationaliste dirigé par le *generalissimo* Chiang Kai-shek – jusqu'à ce que l'île, sous la direction du fils de Chiang, Chiang Ching-kuo, se mette en marche vers la démocratisation, à partir du milieu des années 1980. Aujourd'hui

encore, le PC, à Pékin, revendique Taïwan, considérée comme une province chinoise ; mais au fil des trois dernières décennies, les Taïwanais ont fait de leur patrie la démocratie la plus vivante d'Asie et n'ont pas la moindre envie d'une réunification.

Les gens de Chengdu formaient un groupe pensif qui, dès les premiers jours passés à Taipei, criblèrent la guide de questions, mais s'interrogèrent aussi abondamment les uns les autres : pourquoi les gens se comportent-ils avec tant de gentillesse et de courtoisie ? Et pourquoi les passants s'y montrent-ils aussi secourables avec des inconnus ? Pourquoi la circulation, contrairement à ce qui se passe chez eux, est-elle aussi ordonnée ? Pourquoi même les piétons s'arrêtent-ils au rouge ? « Nous nous sommes donné des règles, dit laconiquement la guide de voyage, une habitante de Taipei, et nous nous y tenons. » Mes touristes étaient sincèrement stupéfaits par ce qu'ils observaient à l'intérieur de leur autocar, certains avaient même honte : n'étaient-ce pas des Chinois, eux aussi ? N'étaient-ils pas issus de la même culture, n'avaient-ils pas les mêmes cheveux noirs sur la tête, le même ADN dans le corps ? Et pourtant les Taïwanais entretenaient les uns avec les autres des rapports radicalement différents.

Ce qui est passionnant, avec Taïwan, ce n'est pas seulement que l'île est un des rares exemples de passage sans violence de la dictature à la démocratie : Taïwan est la réfutation vivante de l'affirmation du PCC selon laquelle les Chinois ne sont pas faits pour la démocratie (officiellement, l'État de Taïwan porte le nom de « République de Chine », par opposition à la République populaire de Chine, de l'autre côté, sur le continent). Mais ce qui est au moins aussi passionnant, c'est que la transformation survenue à Taïwan a permis d'observer à la loupe les conséquences sur la société et l'influence que la Constitution politique d'un pays peut avoir sur la coexistence de ses habitants. En 1987, lorsque je suis arrivé à Taipei pour y faire une année d'études, le président Chiang Ching-kuo était en train de mourir. Taïwan était encore, officiellement, une dictature à parti unique et Taipei, une ville asiatique comme tant d'autres : stimulante, en ascension, chaotique, pittoresque et crasseuse. L'air empestait, la circulation était chaque jour au bord de l'apoplexie et personne, bien entendu, ne s'arrêtait jamais à

un feu rouge. Puis sont arrivées les premières élections libres et les Taïwanais se sont précipités dans le projet démocratique avec une passion que je n'ai encore jamais vue en Europe. Une société se levait pour se défendre elle-même.

J'ai eu un déclic en mars 2004, la nuit de la deuxième élection présidentielle, que l'ancienne opposition était susceptible de remporter. J'étais alors correspondant dans l'île et j'ai quitté aux alentours de minuit l'une des soirées électorales au cours desquelles les partisans du parti démocrate progressiste célébraient la victoire de leur candidat. Il faisait nuit noire, on ne voyait pratiquement plus de voitures dans la rue. Je me suis mis en route vers mon hôtel et je suis arrivé avec un groupe d'autres passants à un carrefour où le feu piéton venait juste de passer au rouge, sur quoi j'ai simplement continué ma route, comme d'habitude. Je n'avais pas fait trois pas en travers de la rue que quelqu'un cria : « Hey ! » puis, plus fort : « Hoho ! » Je me retournai. Tous les autres passants s'étaient sagement arrêtés au feu. Et celui qui avait appelé pointa le doigt en l'air : « Le feu ! Rouge ! » Pas une voiture à la ronde, et pourtant les Taïwanais étaient restés sur le trottoir. Je connus alors cet instant d'hébétude qui frappa quelques années plus tard mes touristes de Chengdu. Puis, honteux, je revins gentiment sur le trottoir.

Il y a deux manières de faire arrêter les gens au feu rouge. On peut les y pousser à l'aide d'une surveillance sans faille, des caméras, du *big data* et les sanctions d'un système social de bonification. Ou bien on considère que les gens sont responsables et on laisse une société se donner à elle-même les règles qu'elle juge nécessaires à une cohabitation rationnelle.

Je conseillerais d'ailleurs à tous ceux qui partent en Chine pour un an ou plus de penser à rester quelques mois supplémentaires à Taïwan ou à Hong Kong. Au moins s'ils ont envie de se permettre un jugement sur le fonctionnement « des Chinois ». Un coup d'œil à ces communautés chinoises qui jouissent du privilège de vivre dans le cadre d'un État de droit affûte extraordinairement le regard sur ce qu'il pourrait y avoir de « chinois » chez les Chinois et sur la part du

comportement qui a ses racines dans le système politique et déteint sur les gens.

Champ de mines

La première victime de la manipulation permanente des hommes par le pouvoir d'État, c'est le cœur humain, dit le scientifique et ancien diplomate sud-coréen Ra Jong-yil, qui a beaucoup écrit sur la Corée du Nord. « Quand le contrôle totalitaire d'une société dure longtemps et quand les hommes n'ont plus d'autre choix que de se plier à la contrainte extérieure, alors le résultat est une sorte de syndrome de Stockholm affectant toute une nation. Les gens intérieurisent le système répressif pour améliorer leurs chances de survivre et rendre l'inévitable supportable. Ils ne se fient pas seulement au système, ils croient réellement ce qu'ils sont forcés de croire, ce qu'on leur inculque⁹. » Il n'est pas rare que les Chinois défendent sur un ton profondément convaincu même les altérations les plus incroyables que le Parti fait subir à la réalité. Parce qu'ils n'en savent pas plus. Mais il n'est pas rare non plus qu'ils soient tout à fait au courant et fassent simplement comme si.

En autocratie, l'art de la dissimulation devient une seconde nature. C'est vrai, certains s'approprient totalement le mensonge dans une sorte de processus d'osmose et perdent la capacité de reconnaître la vérité – mais ils ne seront sans doute jamais qu'une minorité. La plupart portent un masque, et il arrive qu'ils ne l'ôtent même pas entre leurs quatre murs : que l'enfant aille raconter ce qui a été dit à la maison pourrait les mettre en danger. « Ici, c'est l'État qui définit l'opinion dominante, et il faut que tu t'adaptes quand tes idéaux ne sont pas conformes, a dit un jour à la BBC le jeune chef d'entreprise Wang Sicong, qui gagne sa vie avec des jeux en ligne. Pourquoi les jeux en ligne sont-ils si populaires en Chine ? Parce que, en ligne, tu peux ôter ton masque et dire tout ce que tu as envie de dire, même si ce n'est pas l'opinion dominante. » Wang Sicong est le fils du promoteur

immobilier Wang Jianlin, qui a longtemps été l'homme le plus riche de la Chine.

Mei you anquangan. « Ici, il n'y a pas de sécurité. » Tout le monde s'agit. Personne n'est au calme. Est-ce de la dynamique ? Peut-être. Cela révèle surtout la nervosité. En Chine, l'incertitude semble encore plus grande aujourd'hui que jadis. Dans les sociétés européennes, le sentiment de sécurité a accompagné l'ascension matérielle, au moins pour ceux qui se sentaient désormais membres de la classe moyenne. Ce n'est pas le cas ici. Les citadins sont incomparablement plus riches qu'autrefois. Et dans le même temps, ils semblent soumis à une pression accrue. Les prix de l'immobilier ont augmenté beaucoup plus vite que les salaires. Un ingénieur employé chez le fabricant d'iPhone Foxconn, à Shenzhen, a calculé devant moi, sur la nappe en papier d'une pizzeria à quelques pas de son entreprise, combien de temps il devrait travailler s'il voulait s'offrir un deux pièces dans le quartier : plus de deux cents ans. Cet homme était diplômé de l'université d'Harbin.

Il n'existe que des germes de réseau social fonctionnel. « Il suffit qu'une personne soit atteinte d'un cancer pour ruiner une famille, m'a dit un ami à Pékin, un publicitaire qui gagnait bien sa vie. Aujourd'hui, ils donnent à des gens comme moi le nom de "classe moyenne", mais le mot n'a rien à voir avec ce qu'il signifie chez vous. » Une autre personne que je connais, directrice des relations publiques dans une grande chaîne de restaurants, me l'a confirmé : « Personne ne se sent en sécurité ici, personne, quelles que soient ses ressources. Vous, en Allemagne, vous vivez – nous, nous courons après notre vie. »

Le changement turbulent et la concurrence qui caractérisent la nouvelle Chine sont une chose. Mais le vieux système chinois persiste ; on ne cesse de montrer aux gens qu'ils sont incapables de faire face aux épreuves décisives de leur existence – l'école pour leur enfant, l'hôpital, les médicaments et les transfusions sanguines pour la mère atteinte d'un cancer –, et qu'à chaque étape ils doivent avoir recours à un réseau de relations. Les gens ne peuvent pas invoquer leurs droits, ils n'ont pas de tribunaux pour les protéger ni de politiciens envers lesquels ils se sentirraient engagés. Après l'explosion catastrophique de

l'entrepôt illégal de produits toxiques à Tianjin, à proximité immédiate d'un quartier d'immeubles de luxe, un texte très partagé sur Weibo résumait le phénomène en ces termes : « Tu vis dans un bel appartement, tu as une BMW et un petit chien, quand tu as du temps libre tu vas faire du jogging ou de la remise en forme au club. À chaque fois que tu entends parler d'incidents, tu gardes un silence élégant. Au premier regard, rien ne te distingue d'une personne de la classe moyenne d'un pays normal. Mais ce n'est qu'une hallucination. Une explosion plus tard et tu es exactement semblable à ces pétitionnaires que tu as toujours regardés d'en haut : tu rampes à genoux en brandissant des affiches exposant ton affaire et tu ne cesses de répéter aux fonctionnaires à quel point tu fais confiance au Parti et à ta patrie... Très lentement, le hashtag #NousSommesTousPareils mûrit dans ton esprit¹⁰. » Nous sommes tous la classe inférieure.

L'autocratie est un champ de mines pour quiconque y vit. Quels que soient l'argent ou le pouvoir qu'il a accumulés, nul n'y est en sécurité. Parce que les lois sont faites pour que chacun les transgresse de manière quotidienne. Et parce qu'au bout du compte on ne peut pas s'y fier. Quand le Parti a décidé que le moment était venu, les patrons des plus grandes entreprises peuvent disparaître du jour au lendemain. Le même destin peut frapper n'importe quel fonctionnaire du Parti, quel que soit le niveau auquel il a pu se hisser : la vie qu'on mène au sommet du PCC est « répugnante, brutale et, parfois, brève¹¹ ». Officiellement, les personnes interpellées sont toujours accusées de corruption ; en réalité, la vénalité, la fraude fiscale ou le trafic sont des délits dont la quasi-totalité de l'élite chinoise s'est rendue coupable à grande ou à petite échelle. Mais ces fautes se retournent seulement contre vous au moment où vous vous retrouvez du mauvais côté dans le jeu du pouvoir.

Du jour au lendemain, des gens que la propagande qualifiait encore la veille d'anges gardiens du peuple envoyés par le Parti deviennent des diables noirs. Lu Wei est un bon exemple : cet homme a dirigé l'administration du cyberspace pendant des années, il a fait taire les blogueurs chinois pour le compte de Xi Jinping, il a inventé pour lui la conférence mondiale de l'Internet, s'est fait courtiser par Mark

Zuckerberg et a été élu en 2015 par le magazine *Time* parmi les cent personnalités les plus influentes du monde. Le lendemain de son arrestation, en février 2018, la presse du Parti a révélé au public étonné que ce même Lu Wei avait été pendant toute sa vie un homme « impudent » et « tyrannique » : « Il échangeait du pouvoir contre des faveurs sexuelles. Il utilisait les avantages liés à sa fonction pour son profit personnel et s'est fait offrir de nombreux biens immobiliers. Il a trahi tous les principes importants. C'est un hypocrite caractérisé. Son cas est extrêmement grave et particulièrement sérieux. » Peu après, j'ai été invité pour une tout autre raison au ministère des Affaires étrangères, où un fonctionnaire m'a révélé, en passant, qu'il avait lui-même travaillé un temps sous les ordres de Lu Wei, une dizaine d'années plus tôt : « Et à l'époque, nous savions déjà tous quel sale type c'était. » Si c'est vrai, pourquoi a-t-il fait carrière pendant dix années encore, jusqu'à se hisser à la tête du Parti et de la nation ?

C'est l'ironie de ce type de systèmes : même l'autocrate lui-même ne peut pas être sûr de sa liberté et de sa vie. Jour et nuit, il craint ceux dont il suppose qu'ils préparent déjà sa chute et leur vengeance. C'est probablement pour cette raison qu'à Ankara, Recep Tayyip Erdoğan mène son pays à sa perte et que Xi Jinping fait inscrire dans la Constitution la possibilité de conserver le pouvoir à vie : ils se sont fait trop d'ennemis. Les chefs du Parti, à Pékin, ont par ailleurs à l'esprit l'histoire de leur pays qui, dans un vieux dicton en quatre caractères, résumait ce que leurs combats pour le pouvoir avaient d'impitoyable : *Ni si wo huo*, dit-on en Chine : « Tu meurs, je vis. » S'ils veulent conserver au moins un minimum de sécurité pour eux et leurs familles, ils ne doivent plus, de toute leur vie, abandonner le pouvoir.

LA MAISON DE FER

Comment une poignée d'irréductibles refuse le mensonge

« Mieux que l'assentiment de la foule : la contradiction
d'un seul homme courageux ! »

Sima Qian, *Notes de l'historien*, vers 100 avant J.-C.

Imagine une maison de fer. Grande, sans fenêtres, indestructible. Dans cette maison, un grand nombre de personnes sont couchées et dorment sans se douter qu'elles vont bientôt étouffer. Tu sais que leur mort est imminente, mais tu sais aussi qu'elles vont mourir sans douleur. « Maintenant, si tu te mets à crier pour réveiller les quelques-uns d'entre eux qui ont le sommeil léger, et que tu fais prendre conscience à ces quelques malheureux qu'ils vont bientôt connaître une mort irrévocable – crois-tu que tu leur aies rendu un bon service ? »

Ces lignes sont de Lu Xun. Il raconte son cas de conscience lorsqu'il a préparé la publication de sa première nouvelle, *Le Journal d'un fou*, en avril 1918, un jalon de la littérature moderne alors en genèse en Chine¹. Ce récit décrit la Chine comme un « festin de chair humaine ». « Il y a les personnages éminents et les vils, des grands et des petits, le haut et le bas. On est maltraité, mais on peut aussi en maltraieter d'autres ; on est mangé, mais on peut aussi en manger d'autres. » Que fait-on avec ce type de savoir : appelle-t-on ceux qui sont enfermés dans la maison de fer de Lu Xun ? Tente-t-on de les libérer ? En dépit

de toute rationalité ? « Si quelques-uns s'éveillent, tu ne peux pas dire qu'il n'y ait aucun espoir de démolir la maison. »

Lu Xun a décidé d'écrire. Il a écrit et crié, il a tenté de réveiller les dormeurs avec ses mots. Il est mort en 1936. Quelques années avant son décès, la maison a eu de nouveaux maîtres, de ceux qui étaient eux-mêmes intervenus pour éveiller les dormeurs. « Levez-vous ! entend-on au début de l'hymne national de la République populaire. Vous qui ne voulez plus être esclaves ! » Mais une fois dans la maison, ils doublèrent les murs de fer et colmatèrent les dernières fissures.

La figure de l'intellectuel qui pratique la critique de la société et s'oppose au pouvoir n'a pas une longue histoire dans le pays. Mao qualifiait les intellectuels de « neuvième classe puante », il leur vouait une haine toute particulière et leur reprocha toute sa vie le dédain avec lequel ils l'avaient traité jadis, lui le fils de paysan et bibliothécaire auxiliaire. Le fonctionnaire érudit a toujours fait partie du pouvoir, il considérait l'empereur comme son interlocuteur et devait lui être loyal. Les livres anciens exigeaient aussi qu'il dise la vérité en face à un empereur qui se fourvoyait. Dans la pratique, toutefois, la cruauté des tyrans faisait qu'au quotidien, on pratiquait surtout l'esquive et l'opportunisme. Sima Qian, l'Hérodote de la Chine antique, le plus fameux historiographe qu'ait jamais engendré le pays, put faire personnellement en 99 avant J.-C. l'expérience physique de ce que coûtait une parole déplacée. Le crime de Sima Qian était d'avoir défendu à la cour un général dont il disait qu'il était un homme courageux, bien qu'il eût capitulé devant les troupes ennemis. L'empereur fit châtrer Sima Qian. Les savants, les intellectuels et les secrétaires des millénaires suivants tirèrent les leçons d'exemples comme celui-ci : par la suite, une génération après l'autre, ils préférèrent s'imposer eux-mêmes une castration préventive. Aujourd'hui encore, dans leur écrasante majorité, ils disent au pouvoir ce qu'il a envie d'entendre.

« Mais pourquoi le cynisme et l'impudence sont-ils tellement répandus dans la Chine actuelle ? demandait Li Chenjian, professeur et vice-doyen de l'université de Pékin dans un texte très partagé jusqu'à ce qu'il soit effacé². Notre système éducatif forme des menteurs raffinés et

présentables, pas des défenseurs de la vérité. » Li appelait ses collègues à au moins refuser de vendre leur dignité et leur indépendance. L'auteur n'avait pas beaucoup d'espoir, il ne rendait pas seulement « la lâcheté et la vulgarité de la nature humaine » responsables de la triste situation des intellectuels. Aujourd'hui, lisait-on dans son texte, on a même pris aux gens leur droit de se taire : « On les force à entrer dans le chœur de ceux qui acclament. » Le texte a beaucoup circulé en mars 2018. Une semaine plus tôt, l'université de Pékin avait ouvert sa dernière faculté en date : le centre pour l'étude des « réflexions de Xi Jinping sur le socialisme d'obéissance chinoise en vue d'une ère nouvelle ». Des dizaines d'autres universités avaient déjà été pourvues avant elle de centres de recherche analogues. « Mais où est donc passée la glorieuse tradition de l'université de Pékin ? » demanda aussi, en soupirant, l'historien Li Ling³. Normalement, écrit-il, une université est quand même censée former l'élite du pays. « Mais ceux qui, au bout du compte, se contentent de servir avec zèle les chefs et les patrons ne méritent pas qu'on les qualifie de talents. Ce sont des esclaves. »

Doit-on donc être étonné qu'un écrivain comme Mo Yan, lauréat du prix Nobel de littérature (son pseudonyme signifie : « Ne parle pas ! »), se soit accommodé de la censure et de l'appareil de persécution ? Ou que lui-même, ensuite, fasse sagement la courbette lorsque le Parti lui confie la tâche de rendre hommage, pour un album commémoratif, au tristement célèbre *Discours de Yan'an sur la littérature et l'art* prononcé par Mao en 1942 ? Pour un salaire de 1 000 yuans chacun, Mo Yan et d'autres collègues bien vus par le Parti ont peint des phrases de Mao que le Parti avait utilisées pendant des décennies comme directives pour la persécution des artistes et des écrivains ; ils ont saisi dans une calligraphie gracieuse les mots vénéneux du Grand Timonier, ces mots qui avaient valu jadis la torture et la mort à beaucoup de leurs collègues. Il n'y a sans doute rien d'étonnant à ce que Mo Yan soit resté muet face au destin de l'autre prix Nobel chinois, l'essayiste Liu Xiaobo, que l'État a laissé pourrir en prison jusqu'à ce qu'un cancer l'emporte dans des conditions épouvantables. Mais à qui sont donnés l'inflexibilité et le courage face à la mort d'un Liu Xiaobo ? C'est plutôt le contraire qui est étonnant : que ce pays continue à produire des gens

comme lui. « Il faut la lucidité de quelques grands hommes pour compenser la faiblesse et la lâcheté des masses, notre pays a besoin de géants moraux », écrivait-il dans une lettre au poète et écrivain Liao Yiwu, qui vit aujourd’hui en exil en Allemagne⁴. Des géants moraux : une espèce rare dans toute société.

Résistances

Les voix de l’autre Chine ont beau être devenues pratiquement inaudibles, elles n’ont pas cessé d’exister. Il y a celles qui protestent, celles qui ne peuvent faire autrement qu’exprimer la vérité et celles qui se refusent à ajouter leur voix à celles du chœur. Et il y a celles qui ne font que rester honnêtes face à l’hébétude et la franche hostilité.

Cela fait des décennies que le sinologue Geremie Barmé traque ces voix, il les compare à des « flots de magma qui, dans des périodes politiquement sombres comme celle que nous vivons », coulent à travers la société chinoise. Les résistants : l’écrivain qui réintègre la phrase qui a été coupée, même s’il sait qu’elle va être coupée de nouveau. Le journaliste licencié qui élève la voix sur Weibo, même s’il sait qu’il ne sera entendu que pendant quelques minutes. L’avocat mis sous pression par la sécurité d’État et qui prend simplement au mot la loi et la Constitution. La simple citoyenne qui décide de protester pour la première fois de sa vie. Comme la Pékinoise Zhao Xiaoli qui, choquée par la manière dont Xi Jinping transformait l’article 79 de la Constitution, ouvrant la voie à un gouvernement à vie, a placé sur Internet un texte étonnant⁵.

Zhao Xiaoli en appelle aux satiristes et autres « chuchoteurs » chinois pour qu’ils cessent de mettre sous le boisseau leur colère et leurs critiques – le temps est venu, dit-elle, de « ne plus se cacher derrière des métaphores ». Oui, écrit-elle, elle a peur. « Mais parce que ce qui se passe actuellement atteint le sommet de l’insupportable, je ne me tairai pas plus longtemps. Je vais renoncer à la satire et au sarcasme. Je n’utiliserai pas de métaphores. J’exprimerai mon point de

vue clairement et distinctement. » Si l'article 79 annule la limitation à deux mandats présidentiels, il s'agit selon elle d'un « instrument permettant à des dictateurs de prendre le pouvoir. Un pas en arrière pour mon pays. Une trahison de tous les idéaux d'une révolution centenaire. On foule aux pieds le contrat social et les droits civiques ». C'est la raison, écrit-elle, pour laquelle le silence doit à présent prendre fin : « Notre silence encourage l'insatiable avidité de pouvoir des dictateurs et des autocrates. Notre silence nous a apporté ce changement de Constitution. Et il nous a valu ce coup de botte dans la figure que décrit Orwell dans *1984*. »

Ce ne sont que des individus, mais le Parti les considère comme un grand danger.

« Les mots ont encore du pouvoir. Ceux qu'on prononce en public en ont plus que les pensées secrètes. Et les protestations exprimées, plus que n'importe quelle métaphore », lit-on à juste titre dans ce texte publié par la citoyenne pékinoise. Toute tentative de sortir du mensonge, même si elle est entreprise par un individu en apparence faible, est une attaque contre tout l'édifice du mensonge. « Le linceul de la “vie dans le mensonge” est taillé dans un tissu singulier, écrivit jadis le dramaturge et dissident tchèque Václav Havel dans son texte *Tentative de vivre dans la vérité*. Tant qu'il recouvre hermétiquement toute la société, il semble être fait en pierre. Mais au moment où quelqu'un le perce en un seul endroit, si une seule personne crie : “L'empereur est nu !”, si un seul joueur transgresse les règles, dévoilant ainsi qu'il s'agit d'un jeu, tout apparaît soudain sous un autre jour et l'ensemble du linceul donne l'impression d'être en papier – comme s'il se mettait à tomber irrésistiblement en lambeaux⁶. » Václav Havel et ses amis avaient intitulée « Charte 77 » la déclaration autour de laquelle s'est groupée l'opposition – rien d'étonnant à ce que, trois décennies plus tard, Liu Xiaobo ait préparé une « Charte 08 » inspirée par ce prédécesseur. Rien d'étonnant non plus à ce que le Parti ait emprisonné Liu.

« En réalité, je n'ai jamais voulu que dire la vérité. Pas plus, pas moins. Vivre dans la vérité, comme l'a dit Havel. N'est-ce pas quelque chose d'inné pour tout être humain ? m'a demandé le défenseur des

droits civiques Hu Jia. Mais vivre dans la vérité, cela ne signifie pas seulement être honnête avec soi-même et avec les autres, mais aussi reconnaître clairement la société et le système pour ce qu'ils sont. » Pour cette interview, je n'ai pu parler à Hu Jia que par téléphone, l'anniversaire du massacre de Tiananmen approchait et la sécurité d'État l'avait placé en résidence surveillée. Lorsque je lui ai demandé combien de personnes, dans ce pays, réussissaient à vivre dans la vérité, il m'a parlé de l'arrestation de son ami, l'auteur Yu Jie, par des fonctionnaires de la sécurité d'État, au moment du Printemps arabe. « À l'époque, ils lui ont dit : "Dans toute la Chine, il n'y a pas plus de deux cents critiques influents du Parti comme toi. Si un jour notre Parti est sérieusement menacé, nous pouvons tous vous embarquer en une seule nuit et vous enterrer vivants. Et personne ne viendra demander où vous êtes passés". » Hu Jia a éclaté de rire : « Il y a donc au moins ces deux cents-là. »

Simplement dire la vérité. C'est précisément pour cette raison que des gens comme Liu Xiaobo et Hu Jia sont dangereux pour le Parti. Dans un État comme la Chine, ceux qui résistent sont le dernier souvenir du fait qu'une autre vie est possible. Il ne faut donc pas seulement les faire taire, il faut aussi les salir et les calomnier en les présentant comme des dégénérés moraux ou sexuels. Cela explique ces émissions de pilori télévisuel où l'on fait passer pour des escrocs cupides et des monstres sexuels des blogueurs et des avocats militants. Les géants moraux doivent être réduits à l'état de gnomes dépravés, pour le plus grand plaisir de la masse : « Ils ne valent pas mieux que nous. »

Le simple fait de dire à voix haute ce que les autres ne peuvent ou n'osent pas dire est ce qui fait du dissident un dissident, écrivait Václav Havel, dont « le programme le plus positif et le plus maximaliste » était simplement la défense de l'être humain et de ce qu'il représente. Ils ne sont plus nombreux, ces dissidents, et la puissance du Parti est tellement écrasante que leur action rappelle celle de Don Quichotte attaquant les moulins.

« Nous savons que la machine a désormais toujours plus de moyens pour faire ce qui lui plaît. Le monstre est devenu adulte, écrivait

en 2018 la militante des droits de l'homme Xiao Meili sur son compte WeChat à propos de l'appareil de sécurité. Certains m'écrivent dans leurs commentaires : "Pourquoi n'importunent-ils que toi et pas d'autres gens ? Qu'est-ce qui ne va pas, chez toi ?" Et je comprends bien : quand on vit dans un monde où la résistance n'est pas autorisée, on a facilement envie de croire les puissants. Il arrive que certains me disent : "Ne soyez pas si radicale. Ne les provoquez pas." Mais, croyez-moi, si les gens qui se placent devant vous n'étaient pas là, vous aussi, vous deviendriez radicaux. En fait, bien entendu, comme vous l'avez constaté, nous sommes assez inutiles (LOL). »

Et Xiao Meili de poursuivre : « J'ai demandé à Lu Pin : "Que devons-nous faire, puisque les conditions ne cessent d'empirer ?" Et Lu Pin a répondu : "Continuer à vivre. Leur survivre. C'est la seule manière de créer de l'espoir." Oui, nous devons vivre avec une âme saine et un corps sain. Et j'espère que nous nous développerons. Dans un cyberspace où l'hostilité est omniprésente, je créerais volontiers suffisamment de place pour que l'on puisse s'embrasser. Construire entre les gens une confiance qui ne soit pas facile à briser. C'est pour cela que j'écris ces histoires⁷. »

Il est possible que Mao Zedong ait eu raison et qu'il suffise effectivement d'une étincelle pour mettre le feu à toute la steppe. Dans la cendre froide, ces étincelles sont celles qui, du seul fait de leur bref embrasement, empêchent que meure jusqu'au dernier espoir. Et puis, il y a encore les enfants, écrivait jadis Lu Xun, qui n'ont pas encore mangé de chair humaine. « Sauvez, sauvez les enfants ! »

LE pari

Comment le pouvoir se barre lui-même le chemin

« Obéir au Parti ! »
Inscription sur un gâteau de lune,
pour la fête de la lune, septembre 2015

Certains éléments, dans les projets du Parti, relèvent de la science-fiction. Ce n'est pourtant pas la première fois que le communisme rêve de renaissance numérique. Des informaticiens qui avaient découvert la cybernétique le faisaient déjà il y a plus d'un demi-siècle, à Kiev et à Moscou¹. Eux aussi travaillaient sur des fantasmes high-tech censés remplacer le marché libre, idéologiquement indésirable. Le cybernéticien Viktor Glouchkov avait ainsi pour but le « socialisme électronique » lorsqu'il présenta en 1962 son « Système automatisé par l'État pour collecter et traiter les données » (OGAS) : Glouchkov voulait aménager dans tout le pays un réseau informatisé passant par le réseau téléphonique et auquel seraient rattachées chaque usine et chaque entreprise de l'économie planifiée. Cela devait être le système nerveux *smart* de l'économie soviétique : il aurait permis un retour d'expérience en temps réel, des procédés de décision rationnels et même une monnaie électronique. La résistance et des intrigues de quelques ministres et bureaucrates finirent par infliger un échec très ordinaire à Glouchkov et à ses camarades.

Cette fois, les prémisses sont plus favorables. La Chine dispose aussi d'une bureaucratie paralysante et de ministres qui intriguent, mais le soutien apporté par le sommet est puissant. Et malgré tout, ce que Xi Jinping a engagé ici est un gigantesque pari. Parviendra-t-il non seulement à réinventer la dictature, mais à la mener dans les parages dont il rêve aujourd'hui ? La République populaire de Chine sera-t-elle en 2049, pour son centenaire, ce pays « moderne, riche, fort, démocratique, civilisé, harmonieux et beau » que Xi Jinping fait miroiter avec exaltation à son peuple et au monde ? Un pays sous la direction d'un Parti « encore plus fort » et « au centre du monde », dont le modèle de direction forte et d'économie florissante devient « une nouvelle alternative pour d'autres États ». Avec une armée « de classe mondiale » et « prête au combat ». Cela peut-il fonctionner ? Ou bien ce système ne devient-il pas peu à peu son propre pire ennemi ? Certains signes le laissent penser.

La République populaire existera-t-elle seulement encore en 2049 ? Et le Parti ? Xi Jinping aura alors quatre-vingt-seize ans, un âge qui n'est pas totalement improbable compte tenu de la longévité fréquente de la noblesse rouge : le père de Xi, Xi Zhongxun, est mort à quatre-vingt-neuf ans, Mao Zedong a tout de même atteint quatre-vingt-deux ans et Deng Xiaoping quatre-vingt-douze.

Le PCC a l'expérience de la réincarnation. Cela le distingue de tous ses partis frères. C'est la raison pour laquelle il vit et gouverne encore là où tous les autres ont quitté le pouvoir ou se sont atrophiés jusqu'à devenir leur propre caricature. Ses premières renaissances, peu après la mort de Mao en 1976 puis, dans une moindre mesure, après le massacre de la place TIANANMEN en 1989, ont été des succès aussi étonnantes qu'improbables. Le Parti avait montré qu'il pouvait désactiver les lois de la nature et gouverner contre la pesanteur. C'est-à-dire importer le capitalisme tout en restant fidèle sinon à l'idéaliste qu'était Karl Marx, du moins à l'homme de pouvoir qu'était Lénine.

Ce fut le mérite de Deng Xiaoping. Dans une mondialisation en pleine surchauffe a eu lieu le miracle économique chinois, dont les taux de croissance mythique produisent d'autant plus d'effets que le même

PCC avait auparavant mis le pays à genoux et que la situation économique générale y était lamentable.

Pour que cela fonctionne, Deng libéra le peuple de la politique, et le fit dans une mesure que l'on n'avait encore jamais connue. Il condamna le culte maoïste de la personnalité et donna au Parti une direction collective. Il accomplit, au moins dans les années qui précédèrent 1989, la séparation de l'État et du Parti et accorda de nouvelles libertés à la société, y compris hors du champ économique. Tout cela donna au PCC ce pragmatisme souvent vanté, sa fameuse capacité de transformation et d'adaptation. Tout cela a rendu possible le miracle chinois dont Xi Jinping a hérité et sur lequel il bâtit son rêve de « résurrection de la grande nation chinoise ».

C'est avec cet héritage que Xi rompt aujourd'hui. Il mène la réidéologisation du pays, il tire tout le pouvoir à lui, il étouffe toutes les expériences, il remonte des digues autour de la Chine et restaure l'omniprésence et la toute-puissance du Parti.

Cela étant dit, Xi Jinping n'est ni un Mao Zedong ni, encore moins, un kleptocrate d'Asie centrale, il a une véritable vision pour l'État. Beaucoup de gens, dans le pays, l'admirent et voient en lui l'homme fort qui combat la corruption et qui fait de la Chine une nation fière. Le mélange de nationalisme, de rêve de grande puissance et de mentalité d'assiégés que la propagande insuffle aujourd'hui au peuple est un propulseur efficace. On peut penser que tant qu'aucune crise de grande ampleur n'affecte le système, Xi se sait soutenu, comme d'autres autocrates avant lui dans l'Histoire, par la majorité d'un peuple privé d'accès à l'information libre.

Et pourtant, on a eu au début du deuxième mandat de Xi une intuition de ce qu'est la logique du pouvoir. Avant Xi, même la partie la plus libérale de la classe moyenne s'était montrée disposée à accepter le règne du Parti tant qu'il leur apportait au moins une fraction des avantages des sociétés ouvertes : une prospérité croissante, une administration en état de marche, la mise en place d'une infrastructure moderne, des libertés accrues dans le domaine privé. Le « contrat social » que mentionne cette Pékinoise désespérée dans l'appel cité dans le chapitre précédent a bien entendu toujours été un pacte non

écrit, mais il n'en était pas moins réel pour beaucoup de citadins : dès le début, espoir et optimisme ont été une partie intégrante de la vie de tous ceux qui ont grandi en Chine ces quarante dernières années. C'était la confiance d'un peuple qui se portait un peu mieux chaque année. C'était aussi cet éternel espoir qui contribuait à ce que les hommes ne se rebellent plus beaucoup face aux ravages de l'environnement, aux inégalités criantes dans le pays, à la corruption impudente d'une élite cupide. Pendant longtemps, chacun de ceux qui se sentaient encore négligés et désavantagés pouvait supposer que son sort, ou au moins celui de ses enfants, s'améliorerait un jour.

Nouvelles lunes

« Nous observons chaque nouveau chef comme on observe les quartiers de lune, disait un écrivain libéral à l'occasion de la fête de la lune, en 2012, peu avant l'entrée en fonctions de Xi Jinping. Nous sommes certains que cette fois, elle sera pleine et ronde. Et nous n'abandonnons jamais l'espoir, même s'ils nous déçoivent tous, les uns après les autres. »

Lors de la fête de la lune, en Chine, trois ans après l'entrée en fonctions de Xi, sont soudain apparus les petits gâteaux de lune de la police dans lesquels on avait gravé les caractères : « Obéir au Parti ! » Et trois ans plus tard, de nouveau, Xi Jinping a fait changer la Constitution, ce qui lui permet désormais d'être président à vie. Les recherches en ligne sur le mot « émigré » ont monté en flèche sur Baidu, le Google chinois. Auparavant, pendant cinq ans, Xi Jinping avait sectionné l'une après l'autre les libertés des Chinois – mais il fallut attendre cette étape pour que beaucoup d'entre eux abandonnent l'espoir. Ces gens ont définitivement perdu la foi dans le pragmatisme du Parti et dans sa volonté de réforme. C'est vrai, on avait vécu sous une dictature, mais une dictature qui avait essayé d'institutionnaliser les règles, de rendre le pouvoir plus prévisible, d'intégrer partiellement la compétition des groupes d'intérêts. Mais avec le goût de

l'expérimentation, la capacité d'adaptation et la flexibilité du Parti, ce sont les piliers centraux de la stabilité des dernières décennies qui font soudain défaut. Oui, la classe moyenne a été la grande alliée du PCC au cours des trente dernières années. Mais elle l'a été parce que le Parti ne se contentait pas de phrases creuses et lui fournissait ce qu'elle demandait : prestige international, infrastructures, mais surtout prospérité matérielle. Que reste-t-il au bout du compte lorsque, soudain, l'économie se paralyse ou même s'effondre, lorsque le Parti ne peut plus fournir ce qu'on attend de lui ?

Xi Jinping a fait revenir dans le système une cohérence qu'on est aussi en droit de décrire comme une absence de pitié. Ces dernières décennies, la Chine avait été un pays du *chabuduo*. On peut traduire *chabuduo* par « Ça ira comme ça ». C'est la version chinoise du « Il faut laisser filer les choses ». Il arrivait souvent que les lois ne soient pas appliquées ; la censure ne regardait pas toujours les choses de si près que cela ; souvent, les autorités fermaient un œil – le Parti laissait ainsi des niches à une société consciente d'elle-même et ambitieuse, et cela nourrissait aussi, chez beaucoup de personnes, l'illusion de la liberté. Xi Jinping, lui, ne laisse plus de niches. Or, les systèmes rigides deviennent fragiles, et le pouvoir absolu ne se contente pas de corrompre, il rend aussi aveugle et débouche sur l'irrationalité. Dans un journal scientifique de Pékin a paru en 2017 une étude intitulée « L'application du marxisme dans l'analyse des taux d'ozone à Pékin ». Non, ce texte n'est pas encore l'emblème des sciences chinoises, mais il s'agit tout de même d'un signe du temps : la dernière fois que des scientifiques se sont pliés à ce genre d'absurdités monstrueuses, c'était sous le règne de Mao.

Beaucoup, parmi les déçus, tenteront sans doute de quitter le pays. Numériquement, cela ne causera aucun mal au Parti, au contraire, la tranquillité de la Chine ne pourra sans doute que profiter du fait que les mécontents s'en aillent. Mais la question est de savoir si cela n'emportera pas justement les meilleurs. Dans ses discours, Xi invoque lui aussi depuis longtemps l'« innovation » et la « créativité », deux éléments présentés comme indispensables à l'avenir de la Chine. Or, ceux qui innovent et qui créent compteront justement au nombre des

déçus, car dans un système fermé comme celui que Xi s'efforce de mettre en place, ce sont les premiers à se heurter aux limites. Un tel système se prive rapidement lui-même de cet afflux constant d'énergie et d'idées en provenance de la société, afflux auquel il a, en théorie, attribué un rôle central pour ses projets. C'est d'autant plus risqué que la Chine vieillit à une vitesse fulgurante : début 2019, le Bureau national de la statistique recensait pour la première fois un nombre de personnes de plus de soixante ans (249,5 millions) supérieur à celui des moins de quinze ans (248,6 millions).

L'État à Parti unique est fort, et Xi fait tout pour qu'il le soit encore plus. Le Parti dispose des instruments de répression et des moyens financiers permettant d'étouffer dans l'œuf une éventuelle alternative politique, il peut ainsi s'assurer la loyauté des élites et le soutien, ou du moins l'indifférence résignée d'une grande partie des masses. Xi affiche en public une grande assurance, mais l'ampleur de la répression, le renforcement sans précédent de la surveillance et de l'appareil de sécurité trahissent la nervosité.

Le Parti a bien compris que le soutien populaire est un élément fluctuant. « Le souverain, c'est le bateau ; le peuple, c'est l'eau, écrivait l'influent philosophe confucéen Xunzi au III^e siècle avant J.-C. L'eau peut porter le bateau, et elle peut aussi le faire chavirer. » Le Parti sait que le soutien des citoyens dépend avant tout de la croissance, mais aussi du contrôle de l'information et de la pensée, ainsi que de la répression des opinions divergentes. S'il y a une leçon à tirer des événements survenus en 1989 autour de la place TIANANMEN, de la chute du communisme en Europe de l'Est et de la désagrégation de l'Union soviétique, c'est bien que le bateau peut basculer rapidement dès que les gouvernants donnent des signes de faiblesse et que les ressentiments du peuple, toujours présents sous la surface, deviennent une puissance.

Le chemin qu'a emprunté Xi ne va pas sans risque. On peut sans doute s'attendre à une répression accrue et à un culte de la personnalité encore plus élaboré. Mais quand on ne tolère même plus une opposition loyale, quand on finit par ne plus être entouré que de courtisans et de bénoui-oui, on rend le système vulnérable à des

erreurs qui, sans mécanismes de correction, peuvent avoir de graves conséquences. Quand on force tout un peuple à mentir, même les derniers conseillers qu'on tolère encore autour de soi finissent par mentir à leur tour. Le silence des intellectuels et des universités, l'angoisse paralysante de nombreux fonctionnaires, tout cela signifie aussi qu'à l'avenir, le sommet du Parti pourra passer à côté de réactions peut-être importantes des provinces, des régions, des groupes de défense d'intérêts sociaux et économiques, ou bien qu'il les percevra de manière déformée et tardive. Dans la théorie imaginée par les adeptes euphoriques de l'IA, c'est là qu'interviennent les algorithmes censés faire remonter au QG de Xi les crises qui s'annoncent. Mais les machines à IA ne valent elles aussi que par ce qu'on y entre : si les algorithmes sont nourris de déchets, ils recrachent des déchets. Or, il n'est guère de domaine dans lequel les fonctionnaires locaux et les cadres dirigeants chinois aient une aussi grande expérience que dans la manipulation de données. La crise du coronavirus a révélé à quel point la manie du contrôle qui caractérise Xi Jinping a aujourd'hui affaibli le système immunitaire de la société : lorsque le virus SRAS a frappé la Chine, en 2003, la crise avait aussi été considérable – mais à l'époque, il y avait encore des acteurs de la société civils et des journalistes d'investigation, y compris dans les médias contrôlés par l'État. Autant de voix capables de lancer des mises en garde. Mais Xi Jinping a effacé la société civile, il a castré les médias traditionnels et Internet. La société n'a plus de signal d'alerte précoce. C'est un système qui se rend lui-même aveugle. Xi a rassemblé autour de lui une cour de flagorneurs et la primauté qu'il accorde à l'idéologie sur la compétence et le professionnalisme a créé un « système de l'impuissance », a écrit le professeur de droit pékinois Xu Zhangrun à propos de la crise du virus. Une Chine gouvernée par un tel système ne peut plus être, selon lui, qu'un « géant estropié ».

Mauvais calcul politique

Que ce système se tire une balle dans le pied lorsqu'il pousse à l'extrême sa logique de la répression, on l'a déjà vu depuis deux décennies avec l'exemple de Falun Gong : avec la persécution impitoyable de la secte menée à partir de 1999 par Jiang Zemin, qui était à l'époque le chef du Parti, ce mouvement religieux chinois dont les membres étaient en majorité à l'âge de la retraite est finalement devenu un groupe d'activistes bruyants opérant dans le monde entier et doté d'un empire médiatique global dont le principal objectif est aujourd'hui la chute du Parti communiste.

Xi Jinping gouverne volontiers en menant des campagnes et en appelant à la mobilisation des masses plutôt qu'en appliquant une grille de règles solides. Mais cela signifie que les fonctionnaires de tout le pays rivalisent d'ardeur à deviner la volonté du souverain et à la satisfaire. Que Xi demande que l'air de Pékin soit pur, voilà que des cadres empressés démontent en plein hiver glacial les poèles à charbon des habitants des faubourgs. Qu'il émette le vœu de voir la capitale se « civiliser », ils chassent du jour au lendemain des non-Pékinois de leurs logements et démolissent leurs abris. Cette rigueur n'est pas seulement inhumaine, elle manque aussi d'intelligence politique.

On a de plus en plus l'impression que le système se crée des ennemis en pure perte. Par exemple en faisant emprisonner des féministes qui veulent manifester contre le harcèlement sexuel. Ou quand l'autorité absolue du pouvoir part en guerre contre l'humour et la plaisanterie, et que le Parti finit par les interdire. Ce fut par exemple le cas en 2014, où l'administration d'État pour la presse, l'édition, le cinéma et la télévision a bel et bien promulgué une interdiction des jeux de mots au motif que la pratique consistant à transformer d'anciens dictions menait au « chaos culturel et linguistique ». Ce qui était une folie, ne serait-ce que parce que aucune langue, ou presque, ne se prête aussi bien aux jeux de mots que le chinois, avec ses homophones polysémiques, et parce que aucun peuple n'a pris autant de plaisir que le peuple chinois à jongler, depuis des millénaires, avec sa langue. Ou en 2018, lorsque l'autorité de la radio et de la télévision a ordonné la fermeture de l'application humoristique Neihuan Duanzi de la société ByteDance, une application dont les utilisateurs – ils

étaient 17 millions en dernier lieu – échangeaient surtout des photos et des vidéos amusantes, des sketches et des plaisanteries. Pour les censeurs, tout cela était « vulgaire » et « inapproprié ». Auparavant, la censure avait déjà mené une campagne contre les bavardages concernant les *people* sur Internet et interdit non seulement aux rappeurs, mais aussi aux footballeurs professionnels du pays d'exposer leurs tatouages. En 2019, elle fit sortir le *soap* légendaire *L'Histoire du palais Yanxi* (300 millions de spectateurs) du programme télévisé après que les organes du Parti se furent plaints que l'exposition des intrigues et du luxe de la cour impériale corrompait un peuple économe et qui travaillait dur. Sous Xi Jinping, l'appareil a parfois une attitude très calviniste à l'égard de la plaisanterie, faisant preuve d'une rigueur qui, souvent, n'est pas seulement politique, mais aussi morale. Cela heurte : non seulement on gâche ainsi des plaisirs anodins, mais la double morale du Parti saute souvent aux yeux.

Tout pouvoir porte en lui les germes de sa chute ; les leaders du PCC d'autrefois en ont toujours été conscients. Le risque réel commence au moment où le pouvoir se gargarise tellement de ses propres mérites qu'il devient aveugle à cette évidence. Si le PCC ne comprend plus la plaisanterie, il ne tardera pas à ne plus rien comprendre non plus à son peuple – avec ou sans IA. Alors, il fera courir un danger à son modèle, qui fonctionnait pourtant si bien avant la chute et dans lequel les sujets qui se consacraient au travail, au commerce et au divertissement acceptaient aussi, et tout naturellement, la surveillance.

Dans un premier temps, tout cela ne menacera pas la domination du PCC. On ne doit avoir aucun doute sur la capacité du Parti à construire, dans les années qui viennent, l'État de surveillance le plus perfectionné que le monde ait jamais vu. Reste à savoir si cet État sera encore, au bout du compte, en mesure de dépasser l'Occident et de se hisser au premier rang dans le monde.

L'ILLUSION

Comment chacun se figure sa propre Chine

« Quand on parle de la Chine, en réalité, on parle de soi-même. »

Simon Leys (1935-2014)

Le sinologue et écrivain Simon Leys, qui a été toute sa vie l'un des observateurs les plus intelligents et les plus clairvoyants, s'est trouvé dans les années 1970 confronté à un type particulièrement aveuglé de créateurs de fantasmes : les maoïstes européens. Mais cela faisait déjà des siècles que des Européens en quête de sens et de profit s'exaltaient à propos de ce pays : depuis que Marco Polo, avec ses écrits sur la lointaine Cathay, a été le premier à enflammer les fantasmes bas de gamme de l'Occident. Pour nous aussi, la Chine a toujours été une feuille de papier blanche : un territoire vierge pour nos projections. Elle était tantôt le ciel, tantôt l'enfer, tantôt le péril jaune – il était rare que quelqu'un s'arrête aux nuances. Le spectacle offert par le pays n'a jamais mieux fonctionné que lorsqu'on ne le regardait pas, se contentant d'y trouver ce que l'on cherchait. C'était aussi l'avis des philosophes européens : « Qui aurait cru, jadis, écrivait Gottfried Wilhelm Leibniz en 1697, qu'il existe sur la planète un peuple qui nous dépasse par ses règles de vie et sa culture¹ ? »

Pendant des décennies, l'Occident s'est trompé dans son évaluation de la Chine. Cela tenait aussi au fait qu'avait été instaurée sous Deng Xiaoping une autocratie d'un nouveau type : le capitalisme des cadres, qui mêlait la répression de l'appareil léniniste à l'énergie de la production capitaliste primitive et à l'éclat du commerce et de la consommation. On n'avait encore jamais vu une chose pareille dans le monde, et aux yeux de beaucoup il ne pouvait s'agir que d'une étape intermédiaire dans une évolution, une transformation. « Et à la fin la Chine deviendra comme nous », chuchotaient-ils.

La Chine troublait les esprits. Beaucoup se réfugiaient dans l'illusion réconfortante que l'essor économique allait automatiquement rendre le pays plus démocratique. On parlait de changement par le commerce. Les chanceliers allemands défendirent cette thèse, tout comme le Comité international olympique et la plupart des hommes d'affaires qui se présentaient à Pékin. On ignore combien croyaient réellement à cet argument et pour combien d'entre eux cette situation était simplement commode et bonne pour les affaires. Mais il avait une faiblesse à la base : il était faux.

« L'histoire du succès chinois est le défi le plus sérieux qu'ait eu à relever la démocratie libérale depuis le fascisme des années 1930 », écrivait il y a plus d'une décennie le bon connaisseur de la Chine qu'est Ian Buruma². En Chine, le communisme était certes mort, mais le règne du Parti était encore plus vivant que jamais. C'est vrai, la couleur du pouvoir avait changé : un régime pratiquant un culte du chef quasi religieux, avec des éruptions d'extase idéologique et un dressage de cour de caserne s'était transformé en un système où l'ancienne élite du Parti et une nouvelle élite issue des milieux économiques avançaient désormais main dans la main pour piller la richesse du peuple. Un régime dans lequel cette élite qui, d'un seul coup, n'était plus seulement puissante mais aussi d'une richesse obscène achetait la bonne volonté de la classe moyenne citadine en la faisant participer à la prospérité. La Chine a toujours facilité la tâche de ceux qui aimait succomber aux illusions. Il est vrai qu'elle pouvait se targuer de succès spectaculaires quant à la croissance économique et à la lutte contre la faim. Et puis ne roulaient-ils pas en Audi, les habitants de Pékin et de

Shanghai ne buvaient-ils pas des cappuccinos chez Starbucks, ne regardaient-ils pas MTV, ne voyageaient-ils pas à Bangkok, à Paris, à Lucerne et à Heidelberg ? On cherchait du familier, on trouva des Chinois en pleine ivresse de la consommation. N'étaient-ils pas comme nous ?

Depuis des années, un *running gag* circule parmi les autochtones : l'histoire de l'éditorialiste de Washington, du banquier d'investissement new-yorkais ou du président de groupe francfortois qui vient d'arriver à Pékin ou à Shanghai : au bout d'une journée, il s'est fait sur la Chine une opinion qui l'accompagnera toute sa vie, au bout d'une semaine il pond une tribune pour le *Handelsblatt*, le *New York Times* ou le *Wall Street Journal* ; en un mois, il aurait collecté de quoi faire un livre, mais généralement il ne reste pas aussi longtemps sur place : à quoi bon ? Ce qui est ahurissant, avec cette catégorie-là d'histoires drôles, c'est que comme tant d'autres clichés, elle ne peut tout simplement pas s'éteindre.

« La Chine dépasse l'Amérique de Donald Trump », tel est le titre de l'une de ces « opinions » exemplaires publiées dans le *Financial Times*, qui commence bel et bien par les mots : « Une semaine en Chine suffit... [pour convaincre chacun que le monde est à l'envers³] ». Mais la fin de l'article est presque encore plus belle : l'auteur, un certain Michael Moritz (et, oui, il est investisseur en capital-risque), presse Donald Trump d'envoyer au plus vite son personnel « en visite dans les meilleurs hôtels de Pékin et de Shanghai ». Il y trouverait en effet « une qualité de service que n'atteignent ni New York, ni Londres, ni Paris ». On notera que le regard porté sur la Chine depuis la fenêtre d'un cinq étoiles et toujours particulièrement bienveillant.

Observateurs bienveillants

Ils ne sont pas rares, à l'Ouest, à tomber dans le piège du Parti. Quand ils ont une certaine notoriété, la Chine cultive ces « amis du peuple chinois », par exemple en offrant des postes de conseillers dans

l'un des innombrables aréopages décoratifs où ils font ensuite état de la « communication ouverte et confiante » avec leurs interlocuteurs. Lors de la conférence mondiale de l'Internet, à Wuzhen, j'ai notamment rencontré Werner Zorn, cet homme qui, à l'époque informaticien de l'université de Karlsruhe, a introduit l'Internet en Chine et peut aujourd'hui, en remerciement, siéger comme pensionnaire au sein d'un « High Level Advisory Council » avec deux invitations annuelles dans le pays. Xi Jinping est « une chance pour les Chinois », m'a dit Zorn ; il a mené contre la corruption dans le pays une action sans précédent. De ce point de vue, Zorn affirmait du reste : « Regardez donc les révélations que nous avons eues sur les comptes offshore avec les *Paradise Papers*. Nous ne valons pas mieux qu'eux. » Le Parti, dit-il, tient simplement la Chine « d'une poigne plus forte parce que c'est une grande holding d'État ». Le système occidental n'est, selon lui, pas viable ici : « Si vous aviez ici une opposition qui disait : "Mais ça, ça ne va pas"... » Zorn secoua la tête. « Comment voulez-vous gouverner un État comme celui-là ? Non. Ils ont besoin d'un chef sage, et c'est tout à fait le qualificatif que l'on peut donner à Xi Jinping. »

On entend certes moins souvent ces temps-ci la chimère du « dictateur sage », mais la légende du pays exotique et incompréhensible par le biais de la logique occidentale est plus vivante que jamais. C'est pourtant une absurdité, ne serait-ce qu'en raison du fait que la Chine actuelle est depuis longtemps aussi redévable à l'Occident – communisme, capitalisme, divertissement, musique, vêtements, urbanisme, science et technique – qu'à l'ancienne Chine. Et beaucoup de ce qui nous distingue encore aujourd'hui (les structures familiales et claniques, par exemple) est moins lié aux gènes chinois qu'au fait que cette nation vient tout juste de sortir de la société agraire.

Quiconque répète comme un perroquet l'affirmation du PCC selon laquelle les « particularités nationales » de la Chine réclament d'urgence cette dictature qu'ils font justement prospérer dans le pays se laisse aller à un orientalisme imaginé par les communistes chinois. Les arguments du relativisme culturel, selon lesquels le Chinois n'est pas mûr pour la démocratie et ne revendique pas autant les droits de

l'homme que nous, ont souvent le goût du racisme quand ils sortent d'une bouche occidentale. Qu'ils aillent donc à Taïwan, ces gens, pour voir ce qu'est la démocratie la plus vivante d'Asie : ceux qui vivent là-bas sont tous des Chinois.

Fait étonnant, de nombreux observateurs occidentaux ont souvent de grandes difficultés à qualifier la Chine de « dictature », bien que le Parti lui-même arbore fièrement ce titre. Les amis de Pékin se laissent souvent prendre à l'affirmation aussi séduisante qu'erronée qu'il s'agit d'une dictature de pays en développement, efficace et supérieure à nos systèmes. Et ils le font très souvent parce que c'est dans leur intérêt économique ou politique. Ledit Michael Moritz, par exemple, en a rajouté avec un autre article dans lequel il pressait la Silicon Valley d'abandonner enfin sa vie de *farniente* et de calquer son comportement sur le capitalisme prédateur des Chinois⁴. En Chine, en effet, raconte, électrisé, l'investisseur en capital-risque, les gens triment pour leurs start-up sept jours par semaine de huit heures à vingt-deux heures, ils recyclent leurs sachets de thé déjà utilisés pendant les pauses, et quand, exceptionnellement, ils veulent voir leur conjoint, elle ou il les « accompagnent en voyage d'affaires ».

Mais la faute en revient aussi à la naïveté de beaucoup de politiciens et hommes d'affaires occidentaux, qui ont toujours prêté les meilleures intentions aux leaders chinois : pendant des décennies, ils ont pris leurs belles proclamations pour argent comptant, et quand les mots n'étaient pas suivis des actes, ils en faisaient porter la responsabilité sur l'appareil. Ou bien ils l'oubliaient purement et simplement et se réjouissaient des promesses toujours nouvelles qui coulaient en provenance de Pékin comme un flot infini. Pékin a toujours utilisé avec habileté l'aveuglement de beaucoup d'observateurs occidentaux. À cela s'ajoute le fait que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a offert à Xi Jinping une occasion unique. La terreur qu'inspire l'isolationniste qu'est Trump et le dégoût que provoque son attitude ont pris en Europe de telles proportions qu'en réaction certains applaudissent copieusement Xi quand il se comporte de manière civilisée et se fait passer pour le sauveur de la mondialisation. C'est étonnant : ceux-là mêmes qui passent à juste titre

la moindre syllabe de Donald Trump au crible avant de crier au mensonge sont disposés à accepter les propos de Xi Jinping sans se poser de questions lorsqu'il vient au Forum économique mondial de Davos prêcher le libre-échange, invoquer l'ordre international, promettre l'ouverture de son pays et vanter la connexion globale.

Alors qu'en réalité, Xi est un bien plus grand protectionniste que Trump.

Alors qu'en réalité, il sape sur de nombreux fronts l'ordre international existant.

Alors qu'en réalité, il ferme hermétiquement son pays.

Alors qu'en réalité, il coupe les dernières liaisons entre l'Internet chinois et le monde.

Xi n'est pas un maoïste, mais il y a une ou deux choses qu'il est allé emprunter chez Mao. Sa recette pour la guérilla, par exemple : « Quand l'ennemi avance, nous nous retirons. Quand l'ennemi fait une halte, nous le harcelons. Quand l'ennemi est épuisé, nous le combattons. Et quand l'ennemi se retire, nous le poursuivons. »

Aujourd'hui, certains se sont réveillés. En mars 2019, dans un texte stratégique, la Commission européenne a par exemple pour la première fois désigné la Chine comme un « rival systémique qui promeut d'autres formes de gouvernement ». Ces termes rompaient avec l'ancienne rhétorique du partenariat, et cela en a surpris plus d'un. En réalité, cela revenait tout simplement à reconnaître la réalité. Beaucoup de membres du gouvernement allemand considèrent à juste titre que ce pays pose problème. Aux États-Unis, au-delà de la guerre commerciale déclenchée par Trump, l'idée que la Chine constitue un défi stratégique et systémique s'est répandue dans tous les camps politiques.

On comprend tout de même aujourd'hui que nos intérêts sont puissants, mais que nos instruments sont faibles, surtout tant que l'Europe n'est pas unie. On a laissé passer des années décisives au cours desquelles notre influence sur ce pays aurait pu être encore supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui.

Au lieu de cela, c'est la Chine qui gagne en influence sur nous.

LE MONDE

Comment la Chine prend de l'influence

« Les réflexions de Xi Jinping ont le potentiel pour corriger et transformer l'ordre existant du monde. »

China Daily, 30 janvier 2018

Prenez le cas de Londres. Le Royal Court Theatre y déprogramme une pièce qui raconte des histoires de Tibétains en exil. Par peur de la Chine, affirme Abhishek Majumdar, l'auteur indien de la pièce. Auparavant, le British Council avait envoyé à la direction de l'établissement un avis indiquant que la pièce coïncidait avec des « rencontres politiques importantes » en Chine et pouvait y mettre en péril de futurs projets du théâtre.

Ou bien celui de Stuttgart. Daimler. Le constructeur de voitures allemand cite sur son compte Instagram le dalaï-lama : « Regarde une situation sous tous les angles, et tu seras plus ouvert. » Une pauvre sentence d'éphéméride. Mais la Chine se met à hurler que le dalaï-lama est un « loup en bure de moine ». Sur ce, Daimler envoie promener le représentant du bouddhisme, se prosterne devant Pékin et se met à utiliser la langue de bois dans ses déclarations publiques. Daimler affirme regretter sa « très grande erreur ». On sait, dit le groupe, que l'on a « heurté les sentiments des Chinois ». « Nous prenons cela comme un avertissement et adoptons immédiatement des mesures concrètes pour approfondir notre compréhension de la culture chinoise et de ses

valeurs. » Si l'opinion publique trouva cela bizarre, c'est surtout qu'ici, Daimler avait repris le langage de propagande du Parti communiste chinois.

Ou bien celui d'Ankara, où le ministre des Affaires étrangères promet de « prendre des mesures pour éliminer tous les articles critiques à l'égard de la Chine dans les médias ».

Ou encore celui de Cambridge. Voilà que la vénérable Cambridge University Press retire de ses pages Web 300 articles et recensions de livres qui traitent de la Chine en termes critiques. La CUP l'a fait à la demande des censeurs chinois et n'a rétabli ces textes qu'après un vaste mouvement mondial de protestation d'universitaires. Peu après, cette comédie s'est répétée à Berlin, chez Springer Nature, l'une des plus grandes maisons d'édition scientifique du monde. Springer Nature a bloqué sur ses pages Web accessibles depuis la Chine plus de mille articles dans lesquels apparaissaient des mots-clés comme Taïwan, Tibet, Xinjiang, révolution culturelle ou place Tiananmen. Là encore, Springer Nature l'avait fait à la demande des censeurs chinois et, contrairement à la CUP, l'entreprise ne se laissa pas impressionner par les protestations : ces articles sont encore bloqués aujourd'hui.

Un moment ! Ne voulait-on pas nous faire croire, il y a peu encore, que la Chine se rapprochait de nous ? Ils vont aussi chez McDonald's, les Chinois, ils écoutent Natalie Dessay et Lady Gaga, ils roulent en Peugeot, en Renault ou en Mercedes. Et voilà qu'ils retournent les armes contre nous ? Ce serait à nous de changer, à l'Ouest, si nous voulons continuer à faire du commerce avec la Chine ? Le P-DG d'Apple, Tim Cook, exprimait encore ce vieil espoir fin 2017 : « Tu as le choix : est-ce que tu restes sur le banc de touche à hurler ce qu'il faut faire ? Moi, je préfère être dans le jeu, car personne n'a encore jamais rien changé en restant sur le banc¹. » La plaidoirie de Cook succédait à des semaines de vives critiques : Apple avait cédé à la pression de Pékin et éliminé de l'App Store des applications indésirables qui permettaient de contourner la censure. Quelques mois plus tard, Apple transféra ses serveurs iCloud en Chine, avec toutes les données de ses clients, à une entreprise qui appartient à la province du Guizhou, c'est-à-dire à l'État. Pour la seule seconde moitié de 2018, selon son propre rapport de

transparence, Apple a supprimé à la demande des autorités chinoises 517 applications de son App Store. Le groupe a été tout particulièrement critiqué en 2019, lorsque, pendant les protestations à Hong Kong, il a éliminé HKmap.live, une application qui permettait aux Hongkongais de marquer en temps réel et de vérifier les points chauds des manifestations dans leurs rues, y compris les interventions policières et les tirs de grenades lacrymogènes. Apple a aussi effacé, pour les utilisateurs de Hong Kong, l'emoji qui montrait le drapeau taïwanais. Par ailleurs, le groupe vend aujourd'hui en Chine un de ses iPhone sur trois.

Microsoft a travaillé avec la National University of Defense Technology (NUDT) de Changsha, un établissement dirigé par l'armée chinoise, sur des projets de recherche portant entre autres sur l'intelligence artificielle et la reconnaissance faciale².

Et Google, l'unique entreprise de la Silicon Valley à avoir défié la censure et à s'être retirée de Chine en 2010, est de retour dans le pays depuis 2018 avec un laboratoire d'intelligence artificielle. « Je crois que l'IA et son utilisation ne connaissent pas de frontière », dit Fei-Fei Li, native de Pékin, à cette époque directrice du département intelligence artificielle chez Google. Mais l'entreprise n'a fait les gros titres qu'au moment où l'on a révélé dans la presse que Google travaillait secrètement pour le marché chinois à un moteur de recherche qui fournirait le régime de censure et de surveillance chinois avec la technique supérieure créée par Google. En interne, le procédé était mené sous le nom de « Project Dragonfly » (« projet libellule »), ce qui suggère que des ingénieurs de Google ne sont pas, eux non plus, dotés d'un sens particulièrement affirmé de l'ironie. Après de vives protestations de ses propres collaborateurs, mais aussi de politiciens américains, Google sembla d'abord prendre ses distances avec le projet. *The Intercept* révéla en outre que Google, IBM et le fabricant américain de puces Xilinx travaillaient ensemble, via l'OpenPower Foundation et avec l'entreprise chinoise Semptian, à une nouvelle génération de microprocesseurs : Semptian, une société de Shenzhen, aurait ensuite utilisé les résultats de ces recherches pour perfectionner sa technologie de surveillance de l'Internet et d'exercice de la censure.

Alors, qui transforme qui ?

Décomplexion

La Chine est depuis longtemps déjà une superpuissance économique. Mais pendant des décennies, elle a marqué une certaine retenue. C'est terminé. Le chef du Parti et de l'État, Xi Jinping, a proclamé une « ère nouvelle » lors du congrès du PCC en octobre 2017. La Chine, a-t-il promis, allait à présent passer « au centre de la scène mondiale ». Son but était de modeler non seulement son propre État, mais aussi, pour finir, la mondialisation, et de le faire dans son esprit. Pour la première fois depuis Mao Zedong, l'autocratie se présente de nouveau au monde comme un modèle, au moment où, selon l'agence de presse officielle Xinhua, la « démocratie libérale occidentale » sombre dans le chaos et la crise. La propagande du PCC célèbre la « voie chinoise ». Et tous les peuples envient de nouveau à la Chine l'homme qui est à sa tête : le monde entier, écrit *Le Quotidien du peuple*, « sent la chaleur » de la « communauté» que propose Xi Jinping « en vue d'un avenir commun de l'humanité ». On ne se contente plus de faire dans les frontières du pays l'apologie de la pensée de Xi Jinping présentée comme un « nouveau communisme », non, on dit qu'il offre même « au monde la solution chinoise » (*China Daily*)³. Pour reprendre les mots de Xi Jinping : « Une nouvelle option pour les pays en développement qui désirent devenir modernes⁴. »

La compétition des systèmes est de retour. Citons encore une fois Xinhua : « Après plusieurs siècles, le modèle occidental présente des signes de sénilité. Il est grand temps pour nous de considérer les lacunes de cette démocratie qui a aujourd'hui la tremblote après avoir causé tant de maux de ce monde et en avoir résolu si peu⁵. » Xi Jinping a donné l'ordre de « renforcer le soft power chinois » et considéré qu'il était nécessaire de raconter enfin « l'histoire de la Chine » : oui, le pays est un lion qui s'éveille, a dit Xi lors d'une visite d'État en France, allusion au bon mot qu'aurait prononcé Napoléon sur le lion chinois

qu'il valait mieux ne pas réveiller. « Mais c'est un lion pacifique, amical, un lion cultivé⁶. » Et l'on tente de dissiper les inquiétudes, notamment chez les voisins : « Il n'y a pas de “gène de conquête” dans l'ADN du peuple chinois », affirme Xi – depuis cette déclaration, l'idée qu'il existe un « gène de la paix » chinois revient constamment dans les prises de position de la diplomatie⁷. Mais la propagande n'explique pas comment l'Empire, ce petit bout de terrain sur lequel la dynastie Zhou exerçait son pouvoir sur le cours médian et inférieur du fleuve Jaune, il y a trois mille ans, est devenu le puissant État qu'il est aujourd'hui.

Le PCC cherche à accroître son influence dans le monde entier, sur les élites de l'économie et de la politique, sur les universités, les fabriques de la pensée, les médias. Et sa réussite est étonnante, d'autant plus que peu de monde s'en aperçoit. L'Europe n'y prête encore que de brefs éclairs d'attention – c'est par exemple le cas de l'auteur conservateur et défenseur des droits civiques Benedict Rogers, qui milite contre la suppression de la liberté à Hong Kong. Sa mère, à Dorset, ainsi que des voisins londoniens ont depuis reçu des lettres diffamatoires présentant Rogers comme un ennemi du peuple chinois. Ou lorsque l'Office allemand de protection de la Constitution lance une mise en garde : les services secrets chinois en Allemagne utilisent « à grande échelle » des réseaux sociaux comme LinkedIn « afin de prélever des informations et de recruter des sources » : il s'agit, selon cette institution, d'une « vaste tentative d'infiltration des parlements, des ministères et des administrations », estimait celui qui était à l'époque le président en fonction de l'Office, Hans-Georg Maassen. Au cours de l'été 2018, la *Süddeutsche Zeitung* révéla que pour la première fois, apparemment, un député conservateur au Bundestag avait été à deux doigts d'être recruté par des espions chinois.

Leaders d'opinion

Tout comme les États-Unis avaient jadis œuvré à faire du monde un lieu sûr pour les démocraties, la direction chinoise travaille aujourd'hui

à en faire un lieu sûr pour son autorocratie. Et contrairement aux tentatives russes de prise d'influence à l'Ouest, qui sont souvent purement destructrices et ont pour but la déstabilisation, la direction chinoise se soucie le plus souvent de défendre des intérêts concrets, et en particulier d'exercer une influence précoce sur des décisions dans lesquelles elle considère que ces intérêts sont menacés. Mais il s'agit aussi, de manière tout à fait fondamentale, de mettre en place et d'entretenir un réseau de leaders d'opinion et de décideurs favorables à la Chine. Et d'exporter dans le monde sa propagande et sa censure, c'est-à-dire avant toute chose d'éliminer, dans tous les coins du monde, les éléments de langage et les idées qui ne lui conviennent pas. Le PCC tente activement d'encourager l'autocensure des acteurs occidentaux. De là, par exemple, ses menaces contre les chaînes d'hôtel et les compagnies aériennes qui, sur leur site de réservation, osent présenter Taïwan comme un pays à part entière. Les entreprises cèdent presque toujours. En 2019, Givenchy a présenté ses excuses pour un tee-shirt sur lequel Hong Kong et Taïwan n'étaient pas explicitement assignés à la Chine : « Givenchy respecte toujours la souveraineté » du pays, lisait-on dans le communiqué de l'entreprise. Dior a fait des excuses publiques analogues après que ses employés avaient, lors d'une présentation, montré une carte de la Chine où Taïwan était absente.

« La Chine n'est pas seulement "aux portes de l'Europe", elle est en son cœur depuis déjà longtemps. » Cette phrase est empruntée à une étude des think tanks berlinois MERICS et Global Public Policy Institute (GPPI) sur « l'avancée de l'autoritarisme », et plus précisément sur l'influence de la Chine⁸. Le malaise qu'inspirent les procédés de la Chine s'exprime actuellement dans plusieurs lieux, et pas seulement en Europe. À Vancouver – destination de nombreux émigrés chinois fortunés –, les citoyens ont été fort étonnés lorsque le maire, en présence de nouveaux habitants chinois, s'est lancé dans une sorte d'appel à l'occasion du Nouvel An chinois : on a vu d'un seul coup un drapeau chinois battre au-dessus de l'hôtel de ville tandis qu'un orchestre jouait l'hymne national de la République populaire. À Washington, une audition consacrée au « bras long » chinois a eu lieu pour la première fois au Sénat début 2018. La commission chargée de

la Chine au Congrès y a qualifié d'« omniprésentes » les tentatives menées par le gouvernement chinois pour « piloter ou acheter les débats sur des thèmes délicats, ou encore pour acquérir de l'influence politique ». Et les chefs de la CIA et du FBI ont prévenu que le gouvernement chinois cherchait depuis longtemps à faire avancer son influence « sur toute la société » et « à bien plus grande échelle que les Russes ».

L'Australie

Mais nulle part l'influence chinoise ne trouve d'aussi ardents partisans qu'en Australie. La Chine est son principal partenaire commercial. Plus d'un million des 24 millions d'Australiens ont des racines chinoises, et la moitié d'entre eux sont nés en Chine continentale. Des reporters de deux groupes de médias avaient mis au jour lors d'une enquête commune la manière dont des organisations d'étudiants chinois en Australie, dirigées par des diplomates de Pékin travaillant sur place, avaient mis sous pression des enseignants de l'université : en abordant dans leurs cours des sujets comme le Tibet, Taïwan ou le massacre de la place TIANANMEN, ces enseignants avaient transgressé les tabous de la propagande chinoise, ce qui avait poussé les associations étudiantes à demander à plusieurs reprises un changement des cursus ou des supports de cours⁹. Les universités australiennes devaient avoir « des égards » pour « les sentiments des étudiants chinois », argumentèrent ces associations en rappelant que les étudiants payants venus de Chine rapportaient chaque année beaucoup d'argent aux universités.

On vit en outre comment Pékin avait systématiquement mis au pas les médias de la communauté d'origine chinoise en Australie, qui une année plus tôt étaient encore variés et vivants. Et la manière dont des hommes d'affaires affidés à la Chine avaient influencé des députés au Parlement de Canberra qui s'étaient mis à répéter mot pour mot les éléments de langage de la propagande chinoise sur des thèmes

sensibles, comme les prises de territoire effectuées par la Chine dans le sud de la mer de Chine.

L'affaire fit grand bruit, et plus encore lorsque l'auteur et universitaire Clive Hamilton fit savoir qu'Allen & Unwin, une maison d'édition réputée, avait décommandé la publication de son nouveau livre, qui critiquait la Chine. Le manuscrit était prêt, mais l'éditeur avait fait marche arrière par peur des plaintes en diffamation. L'auteur a précisé qu'on n'avait pas reçu la moindre menace de ce type. La peur de la Chine, son « ombre sur l'Australie » avaient suffi. Beaucoup d'Australiens virent dans cette décision une parfaite illustration de ce que l'auteur avait voulu décrire : comment « un État autoritaire puissant peut réprimer la critique à l'étranger et préparer ainsi la satellisation d'un pays ». Le livre a finalement paru chez un autre éditeur, mais l'inquiétude ne s'est pas dissipée¹⁰.

Devant le Parlement, à Canberra, un représentant de l'agence de presse australienne ASIO parlé d'une « extrême menace ». On entend des avertissements analogues en provenance de la Nouvelle-Zélande voisine. Le débat public y a été lancé lorsque les services secrets ont révélé que le parlementaire Yang Jian, originaire de Chine, avait jadis donné des cours à de futurs espions chinois dans une école de l'armée de Luoyang. La sinologue néo-zélandaise Anne-Marie Brady a publié sous le titre *Armes magiques* l'une des études les plus détaillées à ce jour sur les opérations de prise d'influence menées par la Chine¹¹. Sa conclusion : « Les mesures fondées sur la dissimulation ou la corruption et visant à influencer la politique en Nouvelle-Zélande ont atteint un niveau critique. » Après la publication de ce texte, Brady a subi ce qu'elle décrit comme une campagne d'intimidation : sa maison et son bureau de Christchurch ont fait l'objet de plusieurs cambriolages ; visiblement, les intrus voulaient mettre la main sur son ordinateur, son portable et ses clés USB. Elle a reçu des appels et des lettres de menace anonymes (« Tu es la suivante ») ; après un cambriolage dans son garage, on a découvert que sa voiture avait été trafiguée.

La Chine agit ouvertement autant que sous couverture. La Chine populaire ne manie pas si bien que ça le charisme naturel d'une nation et de ses productions culturelles, ce qu'on appelle communément le *soft*

power. « Mais pourquoi donc la Chine est-elle aussi peu cool ? » s'interrogeait le magazine *Foreign Policy* en mars 2017¹². Contre-question : quand le monde a-t-il vu pour la première fois une dictature cool ? L'invention de la poudre à canon et du papier n'apporte à une nation que des avantages limités dans le temps. Lors de l'enquête annuelle du Pew Research Center en Afrique et en Amérique latine, la majorité des personnes interrogées affirment pour le moment, dans de nombreux pays, avoir une image positive de la Chine. Aux États-Unis et en Europe, les taux sont sensiblement inférieurs ; les Allemands, en particulier, affichent sur la question un sérieux scepticisme. Mais au bout du compte, cela n'a aucune importance, estime un économiste de l'université d'élite Tsinghua, formé aux États-Unis : « Nous achetons notre influence. Nous avons suffisamment d'argent pour cela. Regarde ceux qui nous caressent d'ores et déjà dans le sens du poil. Et à l'avenir, nous serons encore plus riches. »

Un faux soft power

En réalité, Pékin mise sur un mélange de séduction et de menace, il pratique autant le flirt que le travail de sape. En 2015, le sinologue américain David Shambaugh a évalué à 10 milliards de dollars la somme que la Chine consacrait déjà chaque année à ce type d'initiatives à l'étranger – bien plus que les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon réunis¹³. Du côté chinois, les acteurs ne sont pas seulement les intervenants habituels de la diplomatie d'État. On y intègre aussi bien les médias du Parti et de l'État que les universités, les think tanks, les sociétés des amis de la Chine et les services secrets, mais aussi les entreprises chinoises agissant au niveau mondial, y compris celles du secteur privé. Et parce que c'est le Parti qui a le pouvoir, et pas le gouvernement, des organisations du PCC s'en mêlent aussi, comme le service de la propagande ou le département international du Comité central.

L'une des organisations les plus intéressantes de ce point de vue est installée au cœur de Pékin. À l'ouest de la porte de la Paix céleste, sur laquelle le portrait de Mao nous salue encore aujourd'hui, se trouve un complexe interdit aux personnes non habilitées, le complexe des « mers du Milieu et du Sud », c'est-à-dire cette partie des anciens jardins impériaux que les révolutionnaires de Mao ont choisie, immédiatement après la révolution, comme siège de leur pouvoir. C'est le Kremlin de la Chine, et juste à côté, au 135 de la rue Fuyou, se trouve le Front uni, cet organe avec lequel le Parti aimerait mettre sur la ligne, entre autres, les Chinois vivant à l'étranger. Le Front uni est lui aussi une invention de Lénine, il a toujours été, pour les communistes de tous les pays, un instrument tactique de séduction et de subversion des groupes sociaux et politiques situés en dehors du Parti.

Sa mission est d'intégrer et de neutraliser les fauteurs de troubles, d'identifier de nouvelles catégories, de s'attacher leurs représentants de premier plan et d'en faire les porte-parole de la ligne du Parti. Pendant la période de la politique « de réforme et d'ouverture » de la Chine, le Front uni avait constamment perdu de son influence et était peu à peu devenu une voie de garage pour camarades méritants. À l'intérieur de la Chine, le Front uni s'occupe par exemple des huit partis politiques situés à l'extérieur du PC, ce sont des « partis alliés » comme on en trouvait autrefois en RDA, et le PCC les maintient pour faire bonne impression. Ses bureaux sont par ailleurs chargés d'attacher au système les minorités nationales, les religions, mais aussi les personnalités de la société ; il fait ainsi défiler lors des « conférences politiques consultatives » beaucoup de nouveaux chefs d'entreprise devenus milliardaires, mais aussi des stars de la variété, des starlettes du cinéma et tel ou tel Tibétain, Mongol ou Ouïgour, tous sans exception en tenue folklorique d'apparat. Ces conférences sont des instances chargées d'acclamer la direction. Elles sont autorisées à exprimer leurs remerciements, il leur arrive de faire des propositions, mais en réalité elles sont dépourvues de pouvoir et d'influence. Les patrons des nouveaux groupes d'Internet et autres start-up sont régulièrement invités à des séminaires du Front uni, où on leur donne notamment des

cours de patriotisme et de « traditions révolutionnaires », comme l'annonce la presse du Parti.

Xi Jinping a sorti le Front uni du sommeil où il se trouvait depuis des décennies. Il le qualifie de nouveau – comme le faisait Mao autrefois – d'« arme magique » dans le combat que mène le PCC pour prendre de l'influence. Anne-Marie Brady, que nous avons déjà citée, écrit que l'organisation est aujourd'hui « plus importante qu'elle ne l'a jamais été depuis 1949 ». Dans un manuel pour cadres du Front uni tombé entre les mains de journalistes, on peut lire : « Des forces hostiles, à l'étranger, ne veulent pas de l'ascension de la Chine, beaucoup considèrent notre pays comme une menace et un rival potentiels, ils utilisent mille trucs et cent stratégies pour nous décourager et nous opprimer¹⁴. » Mais le Front uni est « la grande arme magique qui va nous débarrasser de dix mille problèmes et nous assurer la victoire ». Le *Manuel pour le Front uni chinois* recommande, en guise de tactique pour les interventions à l'étranger, un mélange typique de séduction par la ruse et d'intimidation. Il encourage les fonctionnaires à se montrer aimables et charmeurs lors de leurs interventions afin « d'unir toutes les forces que nous pouvons unir ». Et dans le même temps, on ne doit selon ce texte reculer devant aucun moyen pour « construire une Grande Muraille de fer » contre les « forces hostiles à l'étranger ».

Pendant des décennies, le Front uni a préféré travailler dans l'ombre. Mais en 2018, le Parti a décidé que le Front uni ne devait plus se cacher derrière les administrations gouvernementales : il les a tout simplement avalées et accomplit désormais lui-même, sans intermédiaire, le travail d'influence. Il a absorbé aussi bien le bureau d'État pour la religion que le bureau d'État pour les Chinois de l'étranger. Et surtout, le chef du Parti, Xi Jinping, a décidé que le travail international devait être une priorité. Au début 2018, il a établi un lien direct entre la tête du PCC et le Front uni en créant un nouveau « groupe de direction » chargé de superviser les activités de cette organisation, ce qui en démontre l'importance.

Elle a par exemple pour mission de transformer les habitants de Hong Kong et de Taïwan en ardents patriotes. À l'étranger, elle est en

outre chargée de quelques-unes des questions les plus délicates : le Front uni mène avec le Vatican les négociations sur le retour des plus de dix millions de catholiques chinois au sein de l'Église romaine – un objectif que l'on a bien du mal à mettre en œuvre à Rome, le Parti communiste tenant à ce que l'autorité suprême sur cette terre soit, pour tout Chinois, y compris catholique, le Parti plutôt que le pape.

Ce n'est pas l'unique querelle de pouvoir entre le Parti athée et les autorités religieuses. Depuis un certain temps, c'est la résurrection du dalaï-lama qui crée un foyer de tension entre le Front uni et les Tibétains. Leur chef religieux, qui réside en Inde, a exprimé à plusieurs reprises, ces dernières années, son intention de ne se réincarner en aucun cas dans les frontières chinoises. À Pékin, cette annonce a semé la panique. Pour le PCC, une résurrection de dalaï-lama en dehors de sa zone d'influence serait un cauchemar. « Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse », a estimé Norbu Dunzhub, un cadre du Front uni originaire de la « région autonome » du Tibet, le dalaï-lama ne peut pas nier que « seul le gouvernement central de Pékin » ait le droit de confirmer que sa réincarnation était authentique¹⁵. La régulation du système des réincarnations, a affirmé le fonctionnaire selon l'agence de presse Xinhua, a été « clairement fixée en 2007 dans un document de l'administration d'État pour les affaires religieuses ».

Les gens du Front uni, qui se déplacent souvent avec le titre de diplomates, recrutent aussi des hommes d'affaires chinois à l'étranger, en passant volontiers par des associations culturelles ou des amicales fondées spécialement à cette fin. On engage à grands frais des universitaires occidentaux pour des conférences et des voyages en Chine, tandis que les esprits critiques se voient fréquemment refuser leur visa d'entrée ; pour plus d'un sinologue, ce refus équivaut à une mort professionnelle. Aux universités qui y sont disposées, Pékin paie aussi volontiers directement des chaires de professeur. Les financements indirects sont tout aussi appréciés : quand l'université de Cambridge a installé en 2012 une chaire d'étude du « développement de la Chine », elle a juré que le don de 3,7 millions de livres fait dans cette intention provenait de la fondation privée Chong Hua et que celle-ci n'avait aucune espèce de relation avec le gouvernement chinois

– jusqu'à ce que des journalistes dévoilent que cette institution enregistrée aux Bahamas était contrôlée par Wen Ruchun, la fille de l'ex-Premier ministre chinois Wen Jiabao. En 2019, il a fallu qu'un groupe important d'universitaires lance un appel pour que la London School of Economics renonce au projet de créer un programme sur la Chine financé par un don de plusieurs millions accordé par l'homme d'affaires de Shanghai Eric Li. Eric Li est depuis des années l'un des préférés de la presse du régime ; il plaide pour la supériorité de la dictature et du gouvernement de Xi Jinping, et justifie le massacre de Tiananmen en 1989.

En Angleterre, le Foreign Affairs Select Committee du Parlement a rédigé en 2019 un rapport qui fait état de « preuves alarmantes » de l'influence chinoise sur les universités britanniques. La même année, le gouvernement fédéral allemand informait le Bundestag qu'il disposait « d'informations selon lesquelles les autorités chinoises tentent d'influencer l'activité aussi bien d'étudiants et de scientifiques chinois en Allemagne que de scientifiques allemands qui mènent leurs recherches en Chine ».

Le PCC livre donc désormais aussi ses batailles idéologiques dans les universités occidentales. Que ce soit à Washington, à Bruxelles ou ailleurs, on fait partout sortir du sol de nouvelles fabriques de la pensée dans lesquelles des universitaires chinois ou des étrangers favorables à Pékin doivent chuchoter le message du Parti à l'oreille des puissants. « La méthode que privilégie Pékin consiste à créer des dépendances et à installer ainsi une autocensure et une politique fondée sur la limitation de soi », lit-on dans une étude du Royal United Services Institute qui, pour la première fois, donne un aperçu des tentatives menées par la Chine d'exercer une influence en Grande-Bretagne. « La sortie de la Grande-Bretagne hors de l'Union européenne pourrait accroître l'appétit de prise d'influence du PCC », prophétise l'étude, car elle prolonge sa stratégie du « diviser pour mieux régner » afin d'imposer sa vision globale et de faire progresser la défense de ses intérêts.

Quant aux étudiants étrangers, c'est par le biais des associations d'étudiants chinois qu'ils sont remis sur la ligne du Parti. En Australie et aux États-Unis, les étudiants sont de plus en plus nombreux à parler

d'espionnage, de « contrôle de la pensée » et d'intimidation pratiqués par ces associations, qui sont également actives en Europe. Robert Barnett, l'un des plus éminents experts du Tibet, directeur de la faculté des études modernes sur le Tibet à l'université Columbia, a fait état de plusieurs étudiants chinois qui avaient postulé auprès de lui pour un poste d'assistant de recherche et dont il a établi par la suite qu'ils avaient été envoyés par le consulat de Chine. Et Wang Dan, l'ancien leader étudiant du mouvement démocratique de 1989, constate une « extension de la surveillance des esprits critiques par le PCC à l'étranger¹⁶ ». Il a raconté une « campagne de crainte et d'intimidation » : des « agents ou des sympathisants » du PCC auraient enregistré comme des « activités non patriotiques » ses séminaires et autres groupes de discussion dans des universités américaines, et les étudiants chinois qui y participent auraient été signalés au consulat. Des étudiants trop critiques risquent de voir leurs familles intimidées en Chine. Entre-temps, des étudiants de plusieurs universités américaines ont fondé aux États-Unis des cellules du Parti communiste afin de veiller à ce qu'on suive la ligne ; quelques étudiants ont été priés, après leur retour dans leur université en Chine, de faire des rapports sur la « pensée critique » de leurs camarades de classe à l'égard du Parti¹⁷.

Plus de 500 000 jeunes Chinois font aujourd'hui leurs études à l'étranger. Pékin tente de pousser le plus grand nombre possible de ses étudiants et scientifiques chinois outre-océan à se placer sous le parrainage des Chinese Students and Scholars Association (CSSA) ; en France, l'association est intitulée Union des chercheurs et des étudiants chinois en France (UCECF). Dans au moins un cas (à la Georgetown University de Washington), il a été prouvé qu'une filiale de la CSSA aux États-Unis était directement financée par l'ambassade de Chine. Il arrive aussi que les associations organisent avec leur ambassade des groupes chargés d'applaudir et d'agiter les drapeaux, par exemple pour la visite d'État de Xi Jinping en septembre 2015 à Washington : selon *Foreign Policy*, les étudiants qui y avaient participé ont reçu 20 dollars¹⁸. Les associations font volontiers leur propre publicité en vendant la « culture chinoise » : elles organisent des fêtes du Nouvel An et d'autres événements analogues, mais s'occupent aussi de

contestation politique lorsque c'est nécessaire. Par exemple, lorsque des étudiants de Hong Kong manifestent en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada ou en Allemagne pour la liberté de leur ville natale : à Hambourg, à Sydney ou à Toronto, ils ont été insultés et menacés par des Chinois du continent membres de ces organisations. Ou encore lorsqu'une université invite le dalaï-lama à tenir une conférence, comme l'University of California de San Diego. Des représentants de la CSSA ont insisté pour obtenir une rencontre avec le recteur de l'université et ont lancé sur les réseaux sociaux une polémique contre ce projet de manifestation – en tentant, par un mimétisme habile, de reprendre à leur compte les concepts et les expressions de l'activisme universitaire américain : ils ont créé le hashtag #ChineseStudentsMatter et ont expliqué que l'invitation de cet « oppresseur » qu'était le dalaï-lama n'était pas seulement un affront aux « sentiments de la communauté chinoise », mais aussi à « la diversité » et à « l'intégration ». Dans ce cas précis, l'université n'a pas cédé, et le dalaï-lama s'est exprimé publiquement, contrairement à ce qui s'était passé quelques années plus tôt : cette fois-là, la North Carolina State University l'avait décommandé, manifestement après une intervention de l'Institut Confucius installé dans l'université.

Mais le Front uni n'est pas seulement là pour faire des citoyens chinois vivant à l'étranger les fantassins du Parti ; il tente aussi de gagner à sa cause des gens d'origine chinoise, même quand ils ne sont plus depuis longtemps citoyens de la République populaire. Il fait alors appel au patriotisme pachinois et à la fierté qu'inspirent la tradition et la mission de la Chine, dont l'exécuteur est le PCC. La liste des groupes qui doivent être admis au sein du Front uni « sous la direction du Parti communiste chinois », liste inscrite dans la Constitution, a ainsi été augmentée des « patriotes qui se sont voués à la grande renaissance de la race chinoise ». *Le Quotidien du peuple* a aussitôt publié un éditorial dans lequel il invitait les « fils et filles de la Chine », partout dans le monde, à participer à la richesse et à la gloire du projet de la République populaire¹⁹.

Enlèvements et menaces

Cet appel à l'appartenance raciale, que l'on rencontre de plus en plus souvent dans la propagande, suscite lui aussi une opposition croissante dans les communautés d'origine chinoise outre-océan. « Quand un État utilise le patriotisme comme une arme et émet des prétentions de propriété sur un peuple, il bouleverse totalement le sentiment de l'identité, alors que celle-ci est déjà un concept complexe pour des gens qui ont franchi des frontières et des barrières linguistiques », a écrit une physicienne qui vit et travaille aux États-Unis, Yangyang Cheng, dans un tweet très partagé. Elle raconte avoir elle-même été invitée par la CSSA à venir acclamer le président chinois lors de sa visite d'État (« Nous avons besoin de chacun si nous voulons être plus nombreux que les manifestants en faveur d'un "Tibet libre" »), et parle d'un État « rusé et sans scrupule » qui exploite la « vulnérabilité des gens ».

Autre source d'inquiétude, le sentiment que les yeux et les tentacules du PC sont aujourd'hui omniprésents dans le monde, et pas seulement dans les amphithéâtres et les salles de séminaires des universités américaines, australiennes ou européennes. Le kidnapping de Gui Minhai, éditeur à Hong Kong et citoyen suédois, qui a disparu de sa maison de vacances en Thaïlande et a réapparu dans une prison chinoise, est peut-être l'exemple le plus spectaculaire des activités désormais internationales de l'appareil de sécurité chinois. Ce n'est pas le seul, loin de là.

Ce sont surtout des défenseurs des droits civiques et des dissidents, mais aussi des Tibétains et des Ouïgours, qui sont visés par les agents chinois et la cible de leurs intimidations et de leurs menaces. On en a un exemple avec le journaliste critique Chang Ping, déjà mentionné. Il a été rédacteur en chef du *Southern Weekend* à Guangzhou, avant de perdre son emploi dans ce journal ; il vit aujourd'hui exilé en Allemagne, où il écrit pour la station de radio internationale allemande Deutsche Welle. Après qu'il a écrit, en mars 2016, un article sur une lettre ouverte de dissidents chinois demandant la démission du chef du Parti, Xi Jinping, ses frères et ses sœurs ont disparu dans le Sichuan : ils

ont passé quelques jours sous la garde de la police. Celle-ci a assuré n'avoir en aucun cas « enlevé » ses frères et ses sœurs : on les avait simplement entendus à propos d'un « feu de forêt ». Dans le même temps, Chang Ping recevait en Allemagne des nouvelles de son frère qui le suppliait de retirer son commentaire et de ne plus publier d'articles critiques sur le Parti. Plus tard parut, sur des pages Web semi-officielles dans le Sichuan, une lettre ouverte dans lequel le frère se disait « très déçu » que Chang Ping passe son temps à « propager des discours mensongers » et à « attaquer les autorités de manière malveillante ».

Des Ouïgours vivant en France – dont des citoyens français – ont raconté qu'ils avaient été contactés par des policiers chinois qui leur avaient réclamé de nombreux documents personnels. Le plus souvent, les policiers les avaient contactés par téléphone ou par WeChat. Ils leur demandaient leur adresse professionnelle et personnelle, des photos récentes, des scans de leurs papiers d'identité français, mais aussi des livrets de famille et des diplômes universitaires. « Bonjour, je suis un policier du commissariat, écrivait *Foreign Policy*, citant un message sur WeChat. Ayons donc une bonne discussion, pour éviter beaucoup de problèmes inutiles et une visite quotidienne au domicile de vos parents²⁰. »

Les Instituts Confucius

Dans les universités occidentales, on dépense beaucoup d'argent pour créer des Instituts Confucius, ce qui, en temps de vaches maigres, est en mesure de séduire plus d'une université. Peu après son entrée en fonctions, en 2013, Xi Jinping a fait lors de sa visite à Qufu, lieu de naissance du sage, l'éloge de ce Confucius que Mao avait tant maudit. Il a également célébré le Parti comme le protecteur des valeurs d'antan et chanté les louanges des Instituts Confucius qui poussaient alors comme des champignons dans le monde entier. Le succès de ces établissements montrait tout de même, selon Xi Jinping, à quel point l'Occident était

affamé de doctrines en provenance de Chine : « Leur théorie selon laquelle le capitalisme est le bien suprême vacille au moment même où le socialisme vit un miracle. » La conscience de soi de l'Occident est atteinte, dit-il. « Les pays de l'Ouest se comparent souvent, ouvertement ou en secret, avec le chemin politique et économique suivi par la Chine. »

En 2004, le PCC avait décidé de faire de Confucius son Goethe, son Cervantès, pour créer des instituts du type de l'Alliance française : une enseigne pour un établissement culturel national doté d'une mission globale. Aujourd'hui, il existe, dans 142 pays, plus de 500 Instituts Confucius (il y en avait dix-neuf en Allemagne en 2019) et plus de 1 000 classes du même nom. Selon le gouvernement, près de 13 millions de personnes avaient participé en 2017 aux activités de ces centres. Et le Parti continue à y pointer le museau, quand bien même c'est le portrait de Confucius qui figure à l'entrée. Pourquoi pas ? Le membre du Politburo Li Changchun a affirmé que les membres des instituts étaient « une part importante des efforts menés à l'étranger par la Chine en termes de *soft power* ». En tant que « marque », disait-il, Confucius avait désormais un pouvoir d'attraction. « Et entrer dans la réalité par le biais du langage a beaucoup de sens. » Les Instituts Confucius se présentent donc comme l'équivalent chinois du Goethe Institut ou de l'Institut français, mais les nombreuses turbulences qui les affectent montrent qu'ils ne sont justement pas la même chose.

Le quartier général des instituts, à Pékin, c'est le « bureau du groupe de direction pour la diffusion internationale de la langue chinoise », en un mot et en chinois : le Hanban. Sur le site Web du Hanban, on lit que l'organisation est « rattachée au ministère de l'Éducation ». Mais ce n'est que la moitié de la vérité : en réalité, il y a au-dessus d'elle un conseil de direction au sein duquel sont représentés une douzaine de bureaux, dont le ministère de la Propagande. Ce conseil a été dirigé pendant de longues années par Liu Yandong, qui fut jusqu'à son départ à la retraite, en 2018, vice-Premier ministre, mais aussi et surtout membre du Politburo du PCC.

Par ailleurs, le modèle d'après lequel on ouvre les instituts dans le monde entier est fondamentalement différent de celui de leurs

pendants européens. Partout où ils vont, les Instituts Goethe ou les Instituts français, par exemple, sont des établissements indépendants. Les Instituts Confucius, en revanche, travaillent en règle générale en coopération avec des universités locales. L'université allemande, ou britannique, ou française, fournit des espaces et des infrastructures, le Hanban finance, une université partenaire chinoise envoie des enseignants. Les deux parties fournissent chacune un directeur. Mais cela a déjà déclenché un débat enflammé il y a quelques années, d'abord en Amérique : nos universités se laissent-elles acheter par un régime autoritaire ? Les instituts sont-ils des « sous-marins chinois », comme l'a un jour affirmé un sinologue allemand ? Une chose est incontestable : les universités ouvrent directement leurs portes à un élément de l'État chinois. Il n'y a encore jamais eu de montages comparables.

Bien que le Hanban pékinois ait fait du dialogue avec le monde son activité principale, il est difficile à joindre. Mes premières demandes d'interview, début 2014, sont restées près de deux mois sans réponse, et en dernier lieu personne n'a plus décroché pendant des semaines. Pour finir, Zhang Jing, de l'« Institut pour la diffusion de la langue et de la culture chinoise », s'est dit prête à m'accorder un entretien. La mission de cet institut est d'apporter des conseils stratégiques au Hanban pour l'orientation et l'expansion des Instituts Confucius. Il s'agit avant tout, dit Zhang Jing, qui avait elle-même fait ses études aux États-Unis, « d'intégrer les idées de la Chine dans le discours occidental ». Après tout, la sinologie avait été fondée, jadis, par des missionnaires occidentaux, et elle est encore aujourd'hui dominée par l'Occident. « Nous, la Chine, nous avons toujours été l'objet de ces études. Cela fait courir un risque d'être ou bien présenté sous des traits plus aimables que nature, ou bien au contraire défiguré. » Cela dit, pour le moment, Pékin se chagrine moins lorsqu'on le présente plus beau qu'il ne l'est. Le Hanban, en tout cas, dit Zhang Jing, se réjouit de pouvoir aider les sinologues dans le monde entier : « Nous savons que les sciences humaines sont partout dans une situation difficile. La Chine en croissance a désormais les moyens de soutenir aussi ces études. »

C'est surtout des États-Unis, où ces instituts se comptent par centaines, que nous viennent des informations sur des affaires d'autocensure et de censure. Il y a quelques années, lorsque le Hanban a fêté à Los Angeles la refondation de vingt instituts en collaboration avec le US College Board, son président David Coleman a été pris d'une illumination poétique : « Le Hanban est semblable au soleil. Il illumine aux États-Unis le sentier qui mène au cours de Chinois, s'est exclamé l'Américain, selon la presse chinoise. Le College Board, c'est la lune. C'est un honneur, pour moi, de réfléchir la lumière que le Hanban projette sur moi²¹. » Une étude de la National Association of Scholars, un lobby conservateur aux États-Unis, recommandait en revanche en 2017 la fermeture de tous les Instituts Confucius aux États-Unis. Quelques universités sont effectivement déjà revenues sur leur démarche, et pas seulement aux États-Unis : à Chicago, à Philadelphie, à Stockholm, à Leyde et à Lyon, ces instituts ont été fermés après des débats agités.

Instruments d'influence

Le Hanban veut offrir plus que de simples cours de langue et de tai-chi pour ceux qui vont passer leurs vacances en Chine – le but ouvertement formulé est celui d'une « nouvelle sinologie ». « Dans le monde entier, nos instituts se sont mis à donner des cours de langue, de calligraphie et de préparation de raviolis, dit la conseillère du Hanban Zhang Jing. Mais c'est trop limité pour nous. Nous voulons que les Instituts Confucius portent notre vision dans le monde universitaire et dans la sinologie. La réalité, c'est qu'il existe une fausse image de notre pays. Nous espérons que la sinologie travaille plus sur la politique et l'économie chinoises et qu'elle explique aux gens que nous ne pouvons tout simplement pas suivre la voie occidentale. »

Pour le sinologue de Bochum Heiner Roetz, le Hanban enfonce ainsi des portes ouvertes, au moins chez certains collègues. « Si cette compromission intellectuelle est possible, cela s'explique par la

propension latente qu'ont certains à tenir une main protectrice au-dessus du régime chinois, quelles que soient les critiques exprimées, estime Roetz. On nous dit alors que nous devrions laisser la Chine tranquille avec nos arguments, qu'il s'agit tout de même d'une autre culture. Le vrai problème, ce ne sont pas du tout les Instituts Confucius, le problème, c'est ce relativisme culturel que l'on pratique en sinologie. »

Le Hanban ne facilite pas toujours la tâche de ses amis. Fin juillet 2014, lorsque les sinologues européens se sont rencontrés dans le cadre de l'Association européenne d'études chinoises (EACS) dans les petites villes portugaises de Braga et de Coimbra, les Pékinois ont fait un éclat. La vice-ministre chinoise Xu Lin avait fait spécialement le voyage ; elle était à l'époque la directrice du Hanban et pour la première fois cette institution co-sponsorisait la conférence. Lorsque Xu Lin découvrit qu'il y avait encore un autre sponsor – qui plus est originaire de Taïwan – et que son logo était présent lui aussi, elle donna apparemment l'ordre de faire ramasser toutes les brochures contenant le programme. On vit ainsi des Chinois inconnus arpenter les rangées et prendre – « Excusez-moi, j'ai oublié le mien » – les programmes dans les mains des participants à la conférence. Le lendemain, les brochures réapparurent, mais les pages qui avaient heurté Pékin avaient été arrachées. « Ça a été un choc violent », dit Daniel Leese, un historien et sinologue de Fribourg qui se trouvait lui-même sur place. Le président de l'EACS, Roger Greatrex, publia par la suite une lettre furibonde contre cet acte de « censure » et qualifia d'« absolument ignominieux » le comportement des représentants de l'Institut Confucius.

Xi Jinping a manifestement pour ces centres des projets encore plus ambitieux. Dans une réunion du groupe pilote d'approfondissement qu'il dirigea au début 2018, on a publié un texte sur la réforme des Instituts Confucius. Et l'on peut y lire des mots étonnantes, que l'on retrouve sur le site Web du *Quotidien du peuple* : « L'approfondissement de la réforme et le développement des Instituts Confucius doivent se concentrer sur la construction d'une nation culturelle socialiste forte d'obédience chinoise²². » À l'avenir, selon ce texte, les instituts devaient

mieux servir « la diplomatie d'une Chine puissante ». Le Parti considère donc les Instituts Confucius comme des instruments de sa politique d'influence. En octobre 2019, les autorités belges ont annulé le visa du professeur Song Xinning, le directeur de l'Institut Confucius attaché à l'université de Bruxelles, sous le coup d'une accusation d'espionnage. Song aurait activement recruté parmi les étudiants et dans les milieux d'affaires des collaborateurs des services secrets chinois. Lui conteste ces accusations. Et dans un entretien accordé à la radio suédoise, l'ambassadeur de Chine à Stockholm a déclaré que les enseignants des Instituts Confucius avaient bien entendu « le devoir » d'informer leurs étudiants et collègues sur les « faits » concernant le massacre de la place Tiananmen. Face aux paroles sans ambiguïté en provenance de Pékin, les discours que les gérants des instituts au sein des universités occidentales tiennent la main sur le cœur pour se défendre sont, dans le meilleur des cas, d'une grande naïveté.

Il arrive aussi que le Parti s'en prenne aux maisons d'édition scientifiques de l'Ouest. Les affaires avec la Chine sont risquées, surtout quand on négocie la liberté académique. On l'a vu plus haut, la Cambridge University Press britannique (CUP), qui se dit elle-même la plus ancienne maison d'édition du monde, avait accompli en 2017 le travail des censeurs pékinois. Dans la communauté des sinologues, on a commencé par se frotter les yeux. Puis on a poussé des cris. Les condamnations sont venues de tous les coins du monde : des scientifiques, des journalistes et des défenseurs des droits civiques ont parlé d'une « honte », d'une « capitulation » des Britanniques. « On peut qualifier cela de pragmatique, commentait un professeur dans un tweet. L'autre mot possible est : lamentable. » La tonalité générale : la CUP a vendu son âme. « La science n'est pas là pour tranquilliser les puissants », ont écrit Greg Distelhorst, du MIT, et Jessica Chen Weiss, de Cornell University. La CUP était en train « d'apposer le sceau de l'université de Cambridge » à la réécriture de l'histoire par le PC pékinois. « Ce n'est pas seulement un manque de respect à l'égard des auteurs, cela témoigne d'un mépris choquant des lecteurs chinois. »

Cela a valu un véritable déferlement de commentaires haineux à la Cambridge University Press. La maison d'édition a fini par faire marche

arrière, a remis sur son site tous les documents bloqués, a vanté la liberté académique comme le bien suprême et s'est justifiée en affirmant que la censure n'avait été qu'une « décision provisoire ». Mais lorsque l'excitation se fut dissipée, il resta une première intuition : ce n'était que le commencement. Et une seconde : l'effroi du public pouvait, si l'opération se répétait à de nombreuses reprises, laisser insidieusement place à la routine.

En tout cas, quelques mois plus tard, Springer Nature réagissait déjà d'une autre manière : la maison d'édition laissa glisser sur elle les critiques de ses propres auteurs et maintint le blocage des articles incriminés par Pékin. Quelques jours après la décision controversée, les médias d'État chinois célébrèrent un accord de « partenariat stratégique » entre Springer Nature et le géant chinois de l'Internet, Tencent. Pour répondre aux critiques, la maison berlinoise publia un communiqué de presse aride : « Le blocage de contenus en Chine, d'une part, et de l'autre la coopération avec le groupe chinois de l'Internet Tencent n'ont aucun lien sur le fond. » Selon les informations données par son site Web en mai 2018, Springer Nature publie plus de 110 revues scientifiques en Chine en coopération avec des partenaires chinois.

Lobbying à tout-va

Tout cet argent est aussi utile pour s'attacher les élites. La Chine ne cesse de créer de nouvelles fondations et de nouveaux emplois pour hisser les anciens « amis du peuple chinois » à des fonctions honorifiques et des postes bien dotés. Le rapport du Royal United Services Institute a une expression pour désigner ces méthodes : il s'agit de « mettre le grappin sur les élites » : « Souvent très généreusement rémunérés pour leurs conseils, ils sont susceptibles d'être plus sensibles aux buts du PC chinois. » Bob Carr par exemple, l'ancien ministre des Affaires étrangères australien, a présidé à partir de 2014 l'Australia China Relations Institute, dont l'objectif est de

diffuser une « vision positive et optimiste des relations sino-australiennes ». En Allemagne, c'est un membre du FDP libéral, Philipp Rösler, qui a fait parler de lui : cet ancien vice-chancelier est depuis le mois de novembre de la même année le patron d'une fondation new-yorkaise appartenant en grande partie au mystérieux groupe HNA, dont on dit qu'il entretient des contacts très étroits avec l'aristocratie rouge à Pékin. Les critiques publiques se faisant de plus en plus bruyantes, Bob Carr a quitté l'institut en 2019, et Philipp Rösler la fondation HNA. Cela dit, David Cameron, l'homme qui, lorsqu'il était Premier ministre, avait proclamé « l'âge d'or » des relations entre la Chine et la Grande-Bretagne, préside encore aujourd'hui un fonds d'investissement sino-britannique qui aimerait placer un milliard de dollars, entre autres « pour soutenir la *Belt and Road Initiative* », c'est-à-dire investir dans la « nouvelle route de la soie » pékinoise.

En France, un ancien Premier ministre œuvre à diffuser une image aussi positive que possible de la République populaire de Chine et du Parti communiste. Jean-Pierre Raffarin siège au conseil du Forum Boao, créé par la Chine, contre-manifestation organisée par Pékin face au Forum économique mondial de Davos, et il enseigne à la CEIBS Management School à Shanghai. Entre autres avec la Fondation Prospective et Innovation qu'il dirige, il organise quantité d'événements sponsorisés par la Chine, par exemple sur la « nouvelle route de la soie ». Par le canal français de CGTN, la chaîne du PC pour la propagande vers l'étranger, Raffarin a sa propre émission, *Grand angle sur la Chine*. Dans le générique de début, on le voit feuilleter, songeur, le livre de Xi Jinping *Gouverner la Chine*. Dans la première partie, il introduit le public, admiratif, dans l'empire de Xi Jinping, « un leadership puissant dans un grand pays où il faut naturellement de l'autorité pour gouverner 1,4 milliard de personnes ». C'est un pays plein d'avenir et de promesses, guidé par un Parti doté d'une « grande vision » qui « définit les règles du futur ». Un Parti qui, dit en substance Raffarin, se consacre à la protection de notre planète, à la coopération internationale et la défense du multilatéralisme. L'épisode en question est intitulé « Leadership à la chinoise, plein de sagesse²³ ». En 2019, Raffarin a reçu personnellement des mains de Xi Jinping la médaille de

l'Amitié de la République populaire. *Le Monde* a supposé que c'est sans doute « moins l'argent qui le motive que la reconnaissance » : comme d'autres « amis de la Chine », Raffarin est un « relais parfait » pour la stratégie de « Front uni » du Parti, celle consistant à faire « du lobbying à tout-va, de l'influence²⁴ ».

Le fan-club de Pékin se retrouve partout.

Pour faire « de la voix du Parti la plus forte de cette époque », comme le réclamait *Qiushi*, le PCC a lancé une offensive médiatique générale. Cela fait des années déjà que de gigantesques budgets ont été attribués aux chaînes chinoises à destination de l'étranger comme CGTN (télévision) et CRI (radio) ; début 2018, elles ont fusionné avec les chaînes nationales CCTV et CNR pour devenir un nouveau média. On sent encore, au moins dans les noms choisis, l'exemplarité des États-Unis. Après que la Chine eut opposé son « rêve chinois » au « rêve américain », on voit apparaître à présent, face à Voice of America, une « Voice of China ». La Voix de la Chine est aujourd'hui l'une des plus grandes machines de propagande du monde ; elle dépend directement du service de propagande du PCC. Selon Xinhua, elle doit diffuser « les théories, les directives, les principes et la politique du Parti », mais surtout « améliorer la communication internationale et raconter de bonnes histoires sur la Chine ». Xinhua lui-même a porté à 162 le nombre de ses bureaux à l'étranger en 2017, un chiffre qui a atteint les 200 en 2020. Et la centrale européenne de la nouvelle chaîne de propagande CGTN, à Londres, avait déjà ouvert en décembre 2018 plus de 350 nouveaux postes pour des journalistes expérimentés de la télévision – selon les articles écrits sur le sujet, les salaires se situent « bien au-delà » de la moyenne londonienne. CGTN affirme émettre en anglais, russe, arabe, français et chinois pour un public de 1,2 milliard de personnes, ce qui en ferait d'ores et déjà la plus grande chaîne de télévision du monde. Dans une vidéo de 2017, l'animateur de CGTN Pan Deng disait que beaucoup de personnes, en dehors de la Chine, avaient eu le « cerveau lavé » par les « valeurs occidentales du journalisme » et qu'il fallait leur opposer quelque chose. Une opinion émise par le pays qui, à l'heure actuelle, occupe la 176^e place sur 180

au classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.

Chaque année, des légions de journalistes africains sont envoyés en « formation » en Chine ; de plus, la Chine met à la disposition des rédactions de ce continent des contenus d'information, des outils techniques et de l'aide financière pour la numérisation de la radio et des canaux télévisuels. Le pays pose des réseaux de fibre de verre, ouvre des *data centers* et envoie des satellites TV dans l'espace – autant de jalons sur sa « route de la soie numérique ». Aux États-Unis, la propagande achète du temps d'antenne sur Discovery Channel pour le documentaire en trois parties *Time of Xi* qui, selon la presse du Parti, « se focalise sur ce que la Chine a à offrir au monde », et le *China Daily* de Pékin dépense beaucoup d'argent pour faire publier par des journaux occidentaux renommés, comme le *Washington Post* ou *Le Figaro*, son supplément de propagande *China Watch*. Selon certains articles, cela vaudrait au *Telegraph* d'encaisser 750 000 livres sterling par an. Et à la télévision régionale allemande, c'est l'ancien patron de RTL, Helmut Thoma, qui diffuse l'émission de développement personnel chinoise *Nihao Deutschland*, coproduite par l'agence de presse officielle Xinhua. « Louer le navire pour traverser l'océan » – c'est le nom qu'on donne en Chine à ce type de stratégie. Mais il vaut encore mieux, estime le chef de la propagande, Liu Qibao, « acheter » le bateau tout de suite. C'est ainsi qu'un chef d'entreprise fidèle à Pékin s'offre le *South China Morning Post* à Hong Kong et que d'autres achètent discrètement des parts d'un réseau radio à Washington et dans ses environs, ce qu'on n'a appris que grâce à une enquête menée par l'agence de presse Reuters²⁵.

En Europe centrale et orientale aussi, les entreprises chinoises offrent actuellement plusieurs consortiums de médias. Le membre du Politburo Liu Qibao surveille dans ce domaine une bonne partie des activités. Il préside cette puissante organisation du Parti que l'on a connue pendant des décennies sous le nom de « département de la propagande du Comité central du Parti communiste chinois » – jusqu'à ce qu'on le renomme, il y a quelques années, « département des relations publiques ». En chinois, il continue à porter son nom ancien :

xuanchuanbu. Sachant qu'il ne suffit pas d'apposer simplement une nouvelle étiquette sur la propagande, ils font parfois aussi appel à de l'aide professionnelle en provenance de l'Ouest : des entreprises de relations publiques comme Hill+Knowlton, Ketchum ou Ogilvy ne sont que quelques-uns des noms qui se sont présentés au bureau de presse du gouvernement chinois pour aider son pays à donner à son message un emballage plus séduisant.

Pékin à Hollywood

Le plus visible, ce sont les investissements réalisés à Hollywood, où l'on ne relève pas seulement une vague de coproductions avec la Chine, mais aussi une frénésie d'achats de la part des chefs d'entreprise chinois, en tout premier lieu le Dalian Wanda Group. Celui-ci ne s'est pas contenté d'acquérir, en 2012, AMC, la plus grande chaîne de diffusion en salles de cinéma des États-Unis, mais aussi, quatre ans plus tard, Legendary Entertainment, ce studio de Hollywood qui a produit, entre autres, les séries *Batman* et *Jurassic Park*. Le patron de Wanda, Wang Jianlin, était devenu dans l'immobilier l'homme le plus riche de Chine ; comme beaucoup d'autres chefs d'entreprise, il entretient les meilleures relations avec des membres de la direction du Parti et a fait savoir que son entreprise se considérait tout naturellement au service de « l'influence culturelle » de la Chine.

Le PCC aimerait aussi, bien entendu, que son industrie cinématographique rayonne en Occident pour avoir quelque chose à opposer au *soft power* hollywoodien. Au début 2019, le patron du Bureau national du cinéma, Wang Xiaohui, a fixé aux réalisateurs chinois un objectif élevé : d'ici à 2035, ils doivent faire de la Chine une « grande puissance cinématographique » mondiale, au même niveau que les États-Unis. Wang lui-même pressent toutefois que la qualité de la production locale constitue encore un sérieux obstacle : « Pour raconter des histoires, nous sommes loin de pouvoir rivaliser avec Hollywood et Bollywood », a-t-il dit dans son discours devant les plus

célèbres cinéastes de Pékin. Cela ne changera pas si vite que ça ; la faute n'en revient pas aux réalisateurs et aux comédiens chinois, mais précisément à des bureaucrates comme Wang Xiaohui et au système qu'il représente : la nouvelle génération du cinéma chinois, a-t-il fait savoir aux artistes, doit bien entendu être emplie du « rêve chinois de la renaissance nationale » et « d'histoires patriotiques ». Les cinéastes chinois ont selon lui besoin d'une « ligne idéologique claire et ne doivent mettre au défi le système politique ». Le message du Parti, ici comme partout : castrez-vous et soyez féconds !

Hollywood à Pékin

Dans le monde du cinéma occidental, l'argent chinois réussit mieux que le charisme chinois. La passion mutuelle s'est un peu émoussée ces derniers temps – des affaires ne se sont pas faites, des films ont fait un flop – et pourtant Hollywood monte aujourd'hui ses blockbusters pour qu'ils soient adaptés au marché chinois et à ses règles. Le nombre d'entrées en salles a connu en Chine des croissances à deux chiffres presque chaque année de la dernière décennie du millénaire ; au début 2018, la Chine a dépassé pour la première fois les États-Unis par le montant des recettes en caisse. La censure chinoise est aujourd'hui un élément dont on tient compte à Hollywood, et cela a des conséquences. Le Bureau du cinéma à Pékin – le censeur suprême du marché du cinéma – interdit en particulier la présence, dans tout film importé, de contenus susceptibles d'attenter à l'honneur chinois, d'ébranler sa stabilité sociale, de mettre en péril l'unité et la souveraineté de la Chine ou encore de présenter sous un nouveau jour les personnalités de la direction politique. Pour les coproductions, les règles exigent explicitement des « éléments chinois positifs ».

Le réalisateur chinois Jia Zhangke m'a raconté en revenant d'une tournée de promotion pour *A Touch of Sin* une conversation qu'il avait eue à New York avec des critiques de cinéma : ils voulaient savoir quelle était la meilleure manière de s'arranger avec la censure chinoise.

« Je suis resté sans voix, dit Jia. Ça m'a renversé. » Le comédien Richard Gere, connu pour ses critiques contre la Chine, a raconté au *Hollywood Reporter* qu'il a été exclu de certains projets parce que la partie chinoise le récusait. Les malfaiteurs chinois sont écartés des scénarios et un tour de passe-passe au montage numérique suffit pour transformer les troupes d'invasion chinoises en troupes nord-coréennes (comme dans le remake du film *L'Aube rouge*). À l'inverse, les auteurs intègrent de plus en plus de héros ou d'actes héroïques chinois dans les scénarios.

Dans *Seul sur Mars* de Ridley Scott, sorti en 2015, l'agence spatiale chinoise parvient même, à l'aide d'une fusée de ravitaillement secrète, à tirer la NASA américaine d'une situation d'extrême détresse et à sauver de la mort par famine un astronaute qui a atterri sur Mars, interprété par Matt Damon. *Seul sur Mars* a engrangé 94 millions de dollars en Chine. Et à Pékin, le chef de l'agence spatiale chinoise, la CNSA, a aussitôt pris le scénario du film comme preuve du fait « que [leurs] interlocuteurs américains espéraient fortement pouvoir collaborer avec [eux] ». Malheureusement, a dit celui qui était à l'époque le patron du CNSA, Xu Dazhe, au cours d'une conférence de presse, il y a pour le moment « quelques obstacles » à une coopération de ce type – allusion au fait que le Congrès, à Washington, a interdit en 2011 à la NASA toute coopération avec Pékin, ce pour des raisons de sécurité nationale.

Un nouvel ordre du monde

Contrairement à ce qui s'est passé en Russie, la Chine ne se contente donc pas d'injecter des doses de désinformation dans le discours public – elle s'en prend directement à l'infrastructure, aux institutions elles-mêmes. Le « travail de réflexion » perfectionné dans les frontières mêmes de la Chine doit être *outsourcé* sur tous les plans imaginables. Le but, c'est un nouvel ordre du monde.

Il existe quelques domaines dans lesquels la Chine aborde ce projet à grande échelle. Par exemple, les diplomates chinois sont de plus en

plus actifs au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Ils parviennent de plus en plus souvent à faire voter leurs propres résolutions dans cette instance qui offre une scène mondiale aux slogans ronflants. Des résolutions qui plaident pour une « communauté de l'avenir commun » et une « coopération mutuellement utile » dans le domaine des droits de l'homme. Parmi les parrains de ce type de résolutions, on trouvait entre autres des États comme la Syrie, l'Égypte, le Myanmar, le Burundi et l'Érythrée. Les phrases sont aussi fleuries qu'anodines ; pour les défenseurs des droits de l'homme, il s'agit des premières tentatives visant à contourner par l'écrit les normes internationales dans ce domaine. « Le Parti communiste chinois a toujours lutté pour le bonheur du peuple et le progrès de l'humanité, écrit l'ambassadeur de Chine en Afrique du Sud dans une contribution à l'édition anglaise du *Quotidien du peuple*. Et aujourd'hui 1,3 milliard de Chinois mènent une vie dans la paix, la liberté et le bonheur, débarrassés de la peur, de la guerre et des conflits. La Chine, avec les progrès très rapides qu'elle accomplit dans le domaine des droits de l'homme et avec la manière exemplaire dont elle les protège, crée en ce moment un nouveau modèle pour la cause globale des droits de l'homme. »

La Chine poursuit plusieurs stratégies : les droits de l'homme doivent être redéfinis, les droits politiques et civiques doivent laisser place à des droits « économiques » et « sociaux » ; on doit donc se contenter qu'un État assure à son peuple le gîte et le couvert. Les « particularités » nationales suffisent à justifier les violations des droits de l'homme. La souveraineté des États est le droit suprême. Oui, il doit y avoir une démocratisation – la « démocratisation des relations internationales » : la parole de la Chine doit désormais, sur un sujet comme les droits de l'homme, avoir la même valeur que celle des États signataires de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Sur la Toile

Les notions idéologiques qu'utilise l'appareil de propagande doivent entrer dans le discours international. Le Parti aimeraient bien instaurer aussi en ligne la « communauté de l'avenir commun» (à la chinoise). Il estime qu'il faut réinventer Internet d'urgence et dans le monde entier. Et le faire de manière sûre. Dans l'ordre. Avec obéissance. C'est la raison pour laquelle la conférence mondiale de l'Internet a été mise en place dans la petite ville de Wuzhen, en Chine du Sud. C'est ici que, depuis 2014, année après année, politiciens, universitaires et managers du monde entier se réunissent pour diffuser partout l'idée d'un Internet « au service de la sécurité nationale » et qui « respecte la souveraineté nationale ». Wuzhen est le lieu parfait : une vieille petite ville thermale restaurée à grands frais, avec des canaux et des ponts pittoresques. On a ressuscité ici la Chine ancienne, mais flambant neuve, un parc d'agrément au service du tourisme et du PIB, complètement nettoyé non seulement de ses anciens habitants, mais aussi de la crasse et des immondices, comme d'ailleurs de toute espèce de vie. Séparé du monde extérieur par un long mur, plusieurs portes sous surveillance et un large canal. La localité est une jolie enveloppe creuse – elle est là pour qu'on la remplisse de commerce et d'une propagande tout aussi ouverte et vivante, donc, que l'Internet chinois.

La conférence, organisée par l'autorité chinoise de gestion du cyberspace, la CAC, est de celles qu'évitent les femmes et hommes politiques du monde occidental. Ils ne savent pas trop par quel bout prendre la « communauté de l'avenir commun dans le cyberspace » dont Wang Huning, l'idéologue en chef du Parti communiste, a fait l'éloge lors de son discours inaugural, en décembre 2017. Contrairement, par exemple, aux vice-Premiers ministres mongols, pakistanais ou d'Asie du Sud-Est qui, dans leur mot de salutation, vantent régulièrement « la gestion efficace de la sécurité sur Internet » parce qu'elle « peut être utile à tous nos pays », comme l'a expliqué l'envoyé de la junte militaire thaïlandaise²⁶.

À l'inverse de ce qui se passe dans le domaine politique, Wuzhen est aujourd'hui devenu un lieu de pèlerinage pour l'élite technologique occidentale, car c'est ici que le régime offre d'ouvrir la porte du fabuleux marché chinois. En 2017, Tim Cook, le patron d'Apple, y a

prononcé des phrases élogieuses pour remercier ses hôtes et a affirmé trouver à Wuzhen « une vision que nous partageons ». La même semaine, la Chine avait une fois de plus été élue « pire violeur au monde de la liberté d'Internet » par l'ONG Freedom House, dont le siège est à Washington, avant même la Syrie et l'Éthiopie – un honneur douteux que l'on rend depuis au pays chaque année²⁷. Mais Tim Cook avait probablement à l'esprit une autre partie du discours de Wang Huning, celle où il proclamait : « Faisons grandir le gâteau de l'économie numérique ! » Des cadres de haut niveau de Cisco, d'IBM, de Google et de Facebook étaient eux aussi présents : l'odeur séduisante de ce gâteau attire donc même ces grands noms de la Silicon Valley.

Ils parlent ensuite beaucoup d'ouverture, de connexion et – les métaphores sur les petites villes d'eau sont très appréciées à Wuzhen – de ponts à construire, tandis que non loin de là, dans la salle de conférences Jingxing, l'École de police chinoise et le ministère de la Sécurité publique proposent une discussion sur un projet auquel la Chine tient beaucoup : « la coopération internationale pour lutter contre l'abus d'Internet à des fins criminelles et terroristes ». Le professeur Zhang Jinping, de Xi'an, a d'abord indiqué que les médias étrangers employaient hélas volontiers « le langage des terroristes ». La Chine, a-t-il dit, devrait se donner plus de mal : « Nous devons, partout dans le monde, opposer notre propre langage. C'est notre propre récit qui doit prendre la main. » Le professeur Mei Jianning, de Shanghai, a illustré le problème à l'aide d'un exemple : il a cité trois raisons pour lesquelles le « Congrès mondial des Ouïgours » doit absolument être classé « organisation terroriste ». Premièrement : « Ils déforment les faits et utilisent une langue souillée. » Deuxièmement : « Ils disent du mal du projet national *One Belt, One Road.* » Et, troisièmement : « Ils collaborent avec d'autres organisations sinophobes. » Le professeur Mei recommanda au gouvernement d'exercer une plus grande pression sur Twitter et d'autres entreprises de réseaux sociaux occidentaux afin que les comptes de ces organisations terroristes et d'autres soient fermés.

Les invités étrangers qui s'exprimèrent ce jour-là étaient un officier de la police turque venu d'Ankara et un officier de liaison de l'ambassade iranienne à Pékin, qui expliqua que la plus grande menace

terroriste sur Internet était à ses yeux le gouvernement des États-Unis. « Ce sera une bataille acharnée, résuma le modérateur à la fin de la conférence. Nous devons rapidement rattraper le niveau. »

Depuis que les États-Unis se sont mis, en 2019, à sanctionner les entreprises chinoises de l'Internet et du high-tech, c'est, le fait est notable, un membre du Politburo chinois qui s'est plaint, lors de la dernière conférence mondiale de l'Internet, que « la base d'un Internet ouvert et partagé par tous » soit en danger. « Quelques pays restreignent et poursuivent les entreprises d'autres pays sous prétexte de cybersécurité²⁸. » Il ne parlait pas de son propre pays, cela va de soi, mais des États-Unis.

Le nombre des interlocuteurs qui embarquent avec la Chine pour un voyage vers un Internet protégé du monde extérieur et surveillé s'accroît. La Russie se révèle être un élève particulièrement attentif. Des architectes de l'appareil de censure chinois ne cessent de se rendre à Moscou pour y transmettre leurs expériences. En 2016, l'ancien chef de la cyberadministration, Lu Wei, et l'architecte du *Great Firewall*, Fang Binxing, ont ainsi participé au « 7^e Forum international pour l'Internet sûr ». La manifestation est organisée par l'oligarque Konstantin Malofeev, un homme qui entretient les meilleures relations avec le Kremlin, avec les services secrets militaires russes – le GRU –, et avec l'Église orthodoxe. Un peu plus tard, lors d'un sommet, le président Vladimir Poutine et Xi Jinping sont convenus d'engager une coopération plus étroite autour d'Internet et de la cybersécurité. Les Russes espèrent surtout du transfert de technologie : le groupe chinois Huawei doit aider la Russie à mettre en place des systèmes de stockage des données.

Smart City

Un rapport de Human Rights Watch a révélé que le groupe de télécoms chinois ZTE avait installé pour le gouvernement éthiopien un système de télécommunications à l'aide duquel il pouvait surveiller

militants, journalistes et opposants²⁹. Les producteurs de caméras à reconnaissance faciale et d'autres solutions analogues travaillent pour l'exportation. L'entreprise Yitu a annoncé en 2018 que l'Afrique serait son prochain grand marché, et Huawei a fait savoir dès 2017 qu'il était actif dans plus de 200 villes de 40 pays avec son projet Smart City. Le client peut commander son pack avec ou sans éléments de surveillance, mais les présentations des groupes suggèrent fortement d'acheter la totalité : « Une ville sûre, c'est la base d'une ville *smart*³⁰. » Et Xinhua fait dans un document la publicité de la China Electronics Corporation (CEC), qui a aménagé les réseaux de surveillance pour les gouvernements du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur³¹. La CEC est une entreprise d'État qui produit aussi pour l'armée chinoise. En Équateur, la CEC aurait installé un réseau de caméras de son système de sécurité intégré ECU911, mais aussi un système de surveillance des smartphones, ce qui aurait immédiatement fait chuter d'un quart le taux de criminalité. L'homme qui était à l'époque président de l'Équateur, Rafael Correa, a remercié fin 2016 la Chine pour le don généreux d'une partie de l'équipement de surveillance.

Dans un rapport sur « la liberté du Net », l'organisation américaine Freedom House relève en 2018 « un déclin de la liberté globale sur Internet depuis huit années successives » – et l'explique directement par la propagation internationale du « modèle chinois de contrôle ». Le rapport qualifie une fois de plus la Chine de « pire oppresseur au monde de la liberté sur Internet ». La Chine avait vendu cette année-là son infrastructure d'Internet et de télécommunications dans 38 pays sur les 64 étudiés et exporté dans 18 nations une technologie de surveillance faisant appel à l'IA. On lit dans ce rapport que la Chine a mené dans 36 de ces États des formations à la gestion d'Internet et des nouvelles technologies de l'information ; dans des pays comme le Vietnam, l'Ouganda ou la Tanzanie, cela a débouché directement sur une nouvelle législation inspirée du modèle chinois. Une étude de l'Open Technology Fund identifie en 2019 102 États dans lesquels la Chine a exporté des technologies visant au contrôle de l'information³². On y trouve des autorités comme l'Égypte ou l'Azerbaïdjan, mais aussi des États semi-autoritaires ou même démocratiques (par exemple

le Brésil, la Malaisie, la Pologne ou la Corée du Sud). Au Zimbabwe, l'entreprise chinoise CloudWalk installe selon ce rapport un système national de reconnaissance faciale et de surveillance. L'accord prévoit que le Zimbabwe envoie les données de millions de ses citoyens sur des serveurs situés en Chine, où CloudWalk entraîne ses algorithmes à reconnaître aussi des visages à la peau plus sombre. « Ces tendances constituent une menace mortelle pour l'avenir de l'Internet ouvert et les perspectives d'avoir plus de démocratie dans le monde », écrit Freedom House.

En 2017, au congrès du Parti, Xi Jinping avait présenté son projet de transformation de la Chine en une « cyber-superpuissance ». Dans le même discours, il avait déclaré que le modèle chinois était « une nouvelle option pour d'autres pays et nations qui aimeraient accélérer leur développement tout en préservant leur indépendance ».

Il est vrai qu'on peut employer pour le bien comme pour le mal n'importe quelle technologie, y compris des systèmes d'intelligence artificielle et des caméras de surveillance. Mais leur raffinement croissant en fait un appât pour les gouvernants de toutes les obédiences. Et la volonté d'exportation des entreprises chinoises d'IA, qui vient tout juste de s'éveiller, tombe à une époque où la liberté et la démocratie sont menacées dans le monde entier.

L'AVENIR

Quand tous les chemins mènent à Pékin

« Si l'Europe était une personne, alors je devrais à présent foncer et me battre pour elle. Pour mon héroïne qui m'a valusooixante-dix années de paix. »

Klaus Maria Brandauer, comédien

« Portez partout la voix de la Chine ! » Telle est la mission confiée par le chef du Parti, Xi Jinping, à ses services de propagande. Il faut, dit-il, contrecarrer la « force discursive » globale de l'Occident. Et il considère que la fenêtre pour y parvenir est largement ouverte : le rapport *Freedom in the World 2018* juge que la démocratie connaît sa « crise la plus sérieuse depuis des décennies¹ ». Le projet World Values Survey recense depuis des années le pourcentage de citoyens qui soutiendraient un régime autoritaire. Entre 1990 et 2014, le taux a presque doublé ; en Allemagne, il dépassait légèrement les 20 % en 2014 – et il était de 40 % en Espagne.

Xi Jinping a déjà largement mené à bien l'exploitation de son récit : sa Chine est en route pour offrir au monde la « nouvelle route de la soie », ou plus exactement tout un faisceau de routes qui partent aux quatre vents, mais commencent et s'achèvent toutes à la cour impériale de Pékin.

Il s'agit du projet de prestige également connu sous le nom de *One Belt, One Road*. De nouvelles routes et voies ferrées, de nouveaux ports,

aéroports et pipelines, de nouveaux corridors commerciaux doivent relier la Chine, l'Asie centrale et l'Europe, mais aussi réorienter vers Pékin l'Amérique du Sud et l'Afrique. Plus de quatre-vingts pays, à ce jour, comptent participer à l'aventure. Le projet est en partie un programme de relance pour l'économie chinoise, en partie un projet d'infrastructure, mais il s'agit surtout d'une vision géostratégique pour un nouvel ordre mondial défini par la Chine. Et bien avant que les premiers projets de construction ne soient lancés, c'était déjà un coup réussi de la propagande : « *Le One Belt, One Road* chinois sera la nouvelle organisation du commerce mondial, que cela plaise ou non », a dit lors du Forum économique mondial de Davos le patron de Siemens, Joe Kaeser, dont l'entreprise aimeraient bien sûr elle aussi tirer profit du projet et dont la maestria avec laquelle il se rallie publiquement à la propagande chinoise tranche une fois de plus parmi les chefs d'entreprise européens².

Car dans l'Union européenne, on sonne l'alarme. Au début 2018, vingt-sept des vingt-huit ambassadeurs de l'Union européenne à Pékin ont publié un rapport dans lequel ils écrivent qu'avec la *Belt and Road Initiative*, la Chine s'apprêterait à façonne la mondialisation à son gré³ – ce qu'elle ne conteste d'ailleurs nullement : *Le Quotidien du peuple* prophétise, plein d'espoir, une « mondialisation 2.0⁴ ». Pour ces diplomates, cela se fera aux dépens de l'Europe, dont la « nouvelle route de la soie » menace les intérêts et les normes. En réalité, les intérêts politiques pèsent plus lourd que les considérations économiques dans les projets d'infrastructure de Pékin. La Chine conclut exclusivement ses accords au cours de sommets gouvernementaux bilatéraux et profite consciemment des « rapports de force inégaux » dans ces négociations, écrivent les ambassadeurs. Les appels d'offres, jusqu'alors, ont été le plus souvent opaques et favorisent les entreprises d'État chinoises. Les firmes qui respectent les normes européennes en matière d'environnement, de travail et de droits sociaux sont désavantagées. De plus, la Chine exige des États qui veulent faire partie de cette opération qu'ils reconnaissent ses « intérêts centraux », parmi lesquels Pékin compte par exemple ses prétentions territoriales dans le sud de la mer de Chine.

Que l'un des vingt-huit ambassadeurs ait refusé de signer ce texte est caractéristique : une fois de plus, c'est la Hongrie qui est sortie du rang. Cela fait longtemps que la Chine s'efforce de scinder les Européens et l'Union européenne. À Bruxelles et au sein des grands États européens, cela suscite aujourd'hui un agacement croissant. Au cours des dernières années, la Chine a veillé à plusieurs reprises à ce que des déclarations communes de l'Union européenne soient ou bien refusées, ou bien délayées – en passant avant tout par la Grèce, la Hongrie et la République tchèque, qui ne cessent d'agir, au sein de l'Europe, comme des représentants de Pékin. Ce fut le cas après le jugement de la Cour internationale de justice de La Haye, en juillet 2016, un jugement que nous avons déjà mentionné et qui proclamait nulles et non avenues les prétentions territoriales de la Chine dans le sud de la mer de Chine : un an plus tard, lors de la session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, la Grèce faisait échouer une motion de l'Union européenne qui critiquait la dégradation rapide de la situation des droits de l'homme en Chine – c'était la première fois que l'Union européenne se montrait incapable de s'entendre sur une déclaration commune.

Les portes de l'Europe

La Chine se crée ses propres portes d'entrée en Europe. Le format « 16 + 1 » réunit par exemple depuis cinq ans seize pays d'Europe de l'Est et des Balkans au sein d'un club qui pourrait s'intituler « Chine, s'il te plaît, investis chez nous ». Les États du « 16 + 1 » – la Chine, plus lucide, l'appelle le « 1 + 16 » – se rencontrent une fois par an, les États participants obtiennent quelques minutes d'audience auprès du chef du gouvernement chinois et espèrent décrocher des milliards d'investissements, y compris dans le cadre de la *Belt and Road Initiative*. Fait caractéristique, le siège du secrétariat général du Forum « 16 + 1 » est le ministère des Affaires étrangères à Pékin – c'est là aussi que sont formulées les positions finales proposées aux membres européens du

club. Certains des pays ainsi courtisés attendent encore en vain, aujourd’hui, les fonds chinois et subissent une nouvelle frustration ; d’autres, en revanche, voient arriver quelques investissements. Sous régie chinoise – et après un apport de fonds de près de 4 milliards de dollars –, Le Pirée, en Grèce, est devenu le port de fret connaissant la croissance la plus rapide du monde. En Hongrie, la Chine veut construire un train à grande vitesse. Quant aux Tchèques, on leur a promis plus de 8 milliards d’investissements d’ici à 2020.

Milos Zeman a exprimé ses remerciements pour cette offre dans un entretien avec la chaîne d’État chinoise CCTV, en prononçant une phrase mémorable : il allait veiller à mettre un terme à la « soumission » de la République tchèque aux États-Unis et à l’Union européenne. Zeman appelle Xi Jinping son « jeune ami » et qualifie le projet *Belt and Road* d’« initiative la plus remarquable dans l’histoire moderne de l’humanité ». En réalité, par exemple, sur les 3,5 milliards d’euros que la Chine avait promis à la République tchèque en 2016, seuls 362 millions sont arrivés dans le pays. À titre de comparaison : la République tchèque reçoit chaque année 5,7 milliards d’euros de Bruxelles, ce qui en fait le deuxième bénéficiaire net des fonds de l’Union européenne. Et malgré cela, Zeman a de nouveau remporté les élections présidentielles en janvier 2018, après une campagne électorale dans laquelle il dénonçait l’Union européenne avec des arguments démagogiques et présentait la Chine et la Russie comme de meilleurs partenaires.

Celui qui chuchote à l’oreille de Zeman, son ami intime Ye Jianmin, patron de CEFC, un groupe énergétique opaque, a connu peu après l’élection en République tchèque le destin de tant de chefs de grandes entreprises chinoises : il a disparu, poursuivi par l’appareil pour des « illégalités ». Auparavant, il avait pourtant acheté en République tchèque une ligne aérienne, une brasserie, un club de football et un groupe de médias – mais il avait avant tout créé quantité de postes bien payés pour des politiciens et conseillers tchèques de Zeman, à la retraite ou en fonction. « Il s’est avéré que les plus grands investissements de CEFC en République tchèque n’avaient rien d’économique, il s’agissait au contraire d’acheter la loyauté de

fonctionnaires tchèques », écrit Martin Hála, un sinologue tchèque, directeur du projet Sinopsis, qui étudie l'influence croissante de la Chine en République tchèque et dans les pays voisins. En guise d'innovation, dit Hála, la Chine a offert à l'Europe « une nouvelle forme de népotisme capitaliste⁵ ».

Fin 2019, l'université Charles de Prague a été secouée par un scandale : quatre dirigeants de la faculté s'étaient fait payer secrètement par l'ambassade de Chine à Prague, dont Milos Balabán, le chef du Center for Security Policy, un institut de recherche. « Cela nous montre à quel point les universités sont vulnérables aux ingérences étrangères », a commenté un porte-parole de la faculté⁶. Ce genre de révélations n'est pas sans conséquences. Le nouveau maire de Prague, Zdenek Hrib, prend depuis un malin plaisir à contrecarrer la politique sinophile du président Zeman : il a commencé par faire hisser le drapeau tibétain sur l'hôtel de ville de Prague, puis il ne s'est pas contenté de couper les ponts avec la ville jumelée à Prague, Pékin, mais a aussi choisi la capitale de Taïwan, Taipei, comme nouvelle ville jumelée, au grand effroi des diplomates chinois.

Des politiciens comme Hrib sont toutefois l'exception. Des collègues de l'Union européenne racontent que des diplomates hongrois font actuellement à Pékin des déclarations sur les droits de l'homme qui semblent sortir de la plume du ministère chinois des Affaires étrangères. « Aucun autre pays, sans doute, n'utilise aussi directement l'influence économique comme moyen de pression politique, estime un diplomate européen à Berlin. Sur ces sujets-là, avec des États comme la Hongrie et la Grèce, la Chine est désormais pratiquement installée à la table de Bruxelles. Il n'y a plus de question chinoise centrale sur laquelle l'Union européenne ait encore une opinion commune. »

Le Parti communiste chinois ne cesse de montrer qu'il croit ne pas devoir s'en tenir aux règles de l'ancien ordre du monde quand elles ne sont pas dans son intérêt. Il ignore purement et simplement l'arbitrage de La Haye sur le sud de la mer de Chine. Il continue à remblayer de nouvelles îles et à transformer celles qui existent déjà en points d'appui potentiels pour sa marine, il poursuit la militarisation des eaux. Au bout de vingt ans seulement, le PCC étouffe l'autonomie de Hong Kong

qu'il avait lui-même garantie par traité en 1997 à l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, et aux Hongkongais eux-mêmes, mais qui la dérange aujourd'hui.

Le Parti se nourrit de la faiblesse de l'Occident. Pour beaucoup, celui-ci était jadis un modèle de réussite économique et de respect des principes – mais ces dernières années ont terni son image : la crise financière de 2008 a été une profonde césure, l'élection de Trump à la présidence des États-Unis et, d'une manière générale, les nouveaux succès des populistes de droite dans les pays occidentaux en ont été d'autres. Les révoltes dans les pays arabes et en Ukraine, que l'Ouest a accompagnées avec bienveillance et qui ont finalement connu un échec spectaculaire, ont elles aussi été pain bénit pour la propagande chinoise : « Les pays qui singent la démocratie occidentale finissent dans la faim, la pauvreté, le chaos et le bain de sang », écrit la presse du Parti en guise d'avertissement à ses lecteurs⁷.

Trahison

Mais l'Occident a lui aussi sa part dans la trahison de ses propres idées, et cela remonte bien avant Donald Trump. Les soldats américains qui torturaient à Abou Ghraib, les prisonniers dépourvus de tout droit à Guantánamo, les révélations d'Edward Snowden : autant de bonnes nouvelles non seulement pour les théoriciens du complot, mais aussi et surtout pour les dictateurs de ce monde. Les États-Unis ont été autrefois le phare autoproclamé de la liberté et de la démocratie, le fanal de la transparence du gouvernement, du contrôle du pouvoir et de la libre circulation de l'information. Aujourd'hui, cet État utilise en secret les mêmes méthodes de répression policière que les régimes qu'il condamne. Bien entendu, le gouvernement de Washington a prétendu vouloir protéger son peuple contre les terroristes. Mais c'est aussi ce que dit Pékin. Des bagarres au couteau dans la province des Ouïgours, le Xinjiang ? « Terrorisme. » Le dalaï-lama prie pour les Tibétains qui s'immolent par le feu ? « Terrorisme camouflé. »

Et ça continue ainsi, semaine après semaine : les États-Unis aimeraient obtenir des demandeurs de visa leurs mots de passe sur les réseaux sociaux ? Bravo, jubile la presse d'État à Pékin, c'est une « bonne nouvelle ». Dieu soit loué, le monde est de plus en plus « uni » pour ce qui concerne l'encadrement de l'Internet ! « Quand la sécurité est en danger, le gouvernement doit intervenir pour réguler les choses⁸. » Donald Trump tempête une fois de plus à propos des *fake news* ? *Le Quotidien du peuple* lui tire sa révérence, et le fait aussi sur Twitter pour que ce soit lu : « @realDonaldTrump a raison. #fakenews est l'ennemi. La Chine le sait depuis des années. »

Partout, les cyniques se frottent les mains : ne l'avons-nous pas toujours dit ? Ne sont-ils pas de toute façon tous pareils, à Washington, à Pékin, à Londres et à Moscou ? Ils ne sont bien évidemment pas identiques, mais est-il vraiment nécessaire de faciliter à ce point la tâche des esprits paresseux et de ceux qui flagornent auprès des autocrates ? Devons-nous vraiment trahir encore un peu plus la cause des droits civiques et de la liberté ? Le président américain Barack Obama et ceux qui l'entouraient défendaient les pratiques de surveillance de leurs services secrets en prétendant qu'elles étaient légales. Comme si ce qui est aujourd'hui devenu légal dans nos pays ne constituait pas justement le scandale. Que l'on considère tout ce que les gouvernements américains *avant* Donald Trump ont jugé légal : l'arrestation de suspects sans accusation ni procédure ; la torture des prisonniers ; l'assassinat de suspects par des drones non habités à l'étranger. Que feront les États-Unis, que ferons-nous quand les premiers drones chinois élimineront des terroristes tibétains au Népal ou dans le nord de l'Inde ?

C'est sans doute l'une des grandes ironies de la nature humaine : il nous arrive d'entrer dans des évolutions, d'abord imperceptibles, qui nous font ressembler de plus en plus à nos ennemis – mais on n'est bien entendu pas obligé de s'y résigner. Il faut conserver sa capacité d'étonnement. Ne pas laisser s'émousser l'effroi que nous inspire ce qui se passe autour de nous. Ne pas esquerir le coup de poing que nous vaut, dès le matin, la lecture des premières informations.

L'important, au bout du compte, bien plus que de montrer la Chine du doigt, c'est de nous poser des questions sur nous-mêmes. La Chine enfonce des coins dans l'Europe ? Certes. Mais on ne peut diviser que ce qui est divisible. On pourrait commencer par cela : se pincer, ouvrir les yeux d'un coup et s'effrayer de nos propres laideurs. Regarder en face les séduisantes technologies de l'avenir qui nous invitent à trahir nos valeurs. Pour cette raison aussi, cela vaut la peine de tourner le regard vers la Chine, vers ses projets d'IA et de *big data*, vers son système de bonification. On y trouvera deux ou trois choses que l'on pratique déjà ou qui sont en germe chez nous – le plus souvent dans un contexte commercial –, qu'il s'agisse de la reconnaissance faciale, de la prédiction comportementale ou encore de l'évaluation, de la récompense et de la punition des individus dans les écosystèmes en ligne. Sur ce point, la Chine est pour nous un « miroir noir » : l'absence d'inhibition dont on fait preuve en Chine à l'égard de ces évolutions fait rêver depuis longtemps plus d'un chef d'entreprise dans la Silicon Valley, à Londres ou à Berlin (cela fait déjà de nombreuses années qu'on entend ces managers répéter comme une litanie leur invitation à imiter les Chinois, chez nous, ailleurs et en général, sous peine de perdre toute chance dans la course économique).

Et puis il faut garder les yeux ouverts sur toutes les tentatives menées par le PCC pour exercer une influence chez nous. Que ce soit aux États-Unis ou en Europe, le monde entier parle de la Russie, alors qu'au bout du compte le grand défi que devra relever la démocratie libérale ne viendra pas de ce pays en stagnation, mais de la puissance économique chinoise.

On continuera bien entendu à parler, à coopérer et à faire des affaires avec Pékin. Mais il serait irresponsable de le faire sans connaître la nature de ce régime et ses intentions. Bien entendu, chaque pays a le droit de se battre durement pour défendre ses intérêts. Pourquoi du reste refuserait-on à la Chine ce que revendique aussi l'Europe : l'échange d'idées ? Cela dit, le cadre dans lequel évoluent les leaders chinois est différent. Le PCC utilise les possibilités d'intrusion au sein d'une société ouverte, mais le fait souvent de manière opaque. Quand il gagne en influence, il fait aussi progresser son système

autoritaire à l'étranger. Il tente de saper les institutions d'autres pays et de les affaiblir là où cela sert ses propres intérêts. Il travaille souvent de manière dissimulée, par la manipulation, contre le pluralisme et la liberté d'opinion, et il a conscience d'être en guerre idéologique avec l'Occident.

Pékin mise sur la faiblesse et les querelles qui minent nos démocraties, tellement centrées sur elles-mêmes qu'elles ne perçoivent presque plus ce qui se passe autour d'elles. La trahison commise par Daimler, Apple ou Springer Nature contre les valeurs de la société démocratique n'était qu'un commencement. Beaucoup d'autres suivront, certaines si peu spectaculaires qu'on ne les percevra pas comme telles, mais cela ne les rendra pas moins toxiques. Il faut à présent se mettre d'accord sur ce point : un combat nous attend, qu'il va falloir mener, et avant tout chez nous et contre nous-mêmes. Ah, ces Européens divisés, fatigués, infatigables, irréalistes et tétanisés – si seulement ils ouvraient les yeux et regardaient, tout de suite, la Chine qui a ôté ses chaînes ! S'ils se départaient de leur naïveté et de leur paresse intellectuelle pour retrouver la cohésion, la force et l'éclat des idées pour lesquelles tant de générations se sont battues ! Car elles sont fortes, ces idées, et c'est la bonne nouvelle : si mégalomane qu'il puisse paraître, le PCC craint toujours l'attrait qu'exercent les démocraties occidentales et leurs valeurs. La peur que lui inspire l'instabilité de son propre pays est l'un des principaux motifs de ses opérations d'influence à l'Ouest.

Une dictature se réinvente. Arrivera-t-elle à créer l'État qui dépassera l'Occident et s'élèvera au sommet du monde ? La compétition entre les systèmes est de retour. Ce qui sera décisif, au bout du compte, ce ne sera pas la force de la Chine, mais la nôtre. Ou plutôt : notre faiblesse, notre propension à nous laisser diviser, à tomber dans le fatalisme et la résignation. Nous avons toujours les meilleures cartes en main. Seulement nous ne devons pas nous les laisser prendre.

Non, ce n'est pas de la Chine que nous devons avoir peur, mais de nous et de nous seuls.

Remerciements

Je remercie la Chine pour les aventures sans fin qu'elle m'a permis de vivre au cours des trois dernières décennies. Et je remercie ses habitants : ceux qui sont devenus mes plus fidèles amis et ceux qui ont partagé leurs histoires et leurs idées avec moi, sans me connaître. Ils ont parfois pris de grands risques et ont plus d'une fois dû subir des brimades. Je voudrais leur présenter mes excuses pour tout cela.

J'aimerais surtout remercier ma famille pour la grande patience dont elle a fait preuve pendant mon travail sur ce livre. Bernhard Bartsch, qui a été le premier à lire le manuscrit et à qui je dois de précieux conseils. Et mon directeur de collection, Martin Janik, qui a toujours gardé une vue d'ensemble et a constamment su donner au bon moment l'impulsion nécessaire.

Eux tous ont rendu ce livre meilleur. Mais j'assume seul les erreurs qu'on pourrait y trouver.

Notes

NOUVELLE CHINE, NOUVEAU MONDE

1. James Mann, *The China Fantasy. Why Capitalism will not Bring Democracy to China*, Londres, 2008.
2. Sur le goût de l'expérimentation et la capacité de métamorphose du PC au cours des dernières décennies, voir Sebastian Heilmann : *Red Swan. How Unorthodox Policy Making Facilitated China's Rise*, Hong Kong, 2018.
3. Le sociologue et politologue norvégien Stein Ringen, qui enseigne à Oxford, qualifie le règne du PC de « dictature parfaite » et a forgé pour le désigner le concept de « contrôlocratie » : « Il n'a pas besoin de l'omniprésence de la terreur, et le régime peut même se permettre d'être économe dans l'utilisation de la violence. Il n'en reste pas moins que la menace est omniprésente. » Voir Stein Ringen, *The Perfect Dictatorship. China in the 21st Century*, Hong Kong, 2016, p. 141.
4. À titre d'exemple, mentionnons ici les révélations du *New York Times* sur la famille de Wen Jiabao. Wen a été jusqu'en 2013 Premier ministre de la Chine. La propagande ne cessait alors de le présenter sous les traits de « Papi Wen », un homme modeste et proche du peuple. Le *New York Times* a dévoilé qu'à la fin de sa période de fonction, sa famille contrôlait une fortune d'au moins 2,7 milliards de dollars. Voir David Barboza, « Billion in Hidden Riches for Family of Chinese Leader », *The New York Times*, 25 octobre 2012.
5. Li Laifang, « Enlightened Chinese Democracy Puts the West in the Shade », Xinhua, 17 octobre 2017.

LA PAROLE

1. Extraits d'un entretien entre Hannah Arendt et l'écrivain français Roger Errera, « Hannah Arendt. From an Interview », *The New York Review of Books*, 26 octobre 1978.
2. Herta Müller, « Chaque mot en sait long sur le cercle vicieux », Conférence Nobel, le 7 décembre 2009, traduction de Claire de Oliveira.
3. Également appelé Congrès populaire national et Assemblée nationale populaire. (N.d.T.)
4. Viktor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*, trad. Élisabeth Guyot, Paris, « Pocket », 1996, p. 40-41. [Traduction modifiée. (N.d.T.)]
5. Viola Zhou, « Beijing Party Boss Promises to Eradicate Online Political Rumours Ahead of Key Communist Congress », *South China Morning Post*, 27 septembre 2017.
6. Geremie R. Barmé, « New China Newspeak », *China Heritage Quarterly*, n° 29, mars 2012 ;
7. George Orwell, 1984, trad. Amélie Audiberti, Paris, Gallimard, « Folio », 1950, p. 51.
8. Anna Sun, « The Diseased Language of Mo Yan », *The Kenyon Review*, automne 2012.

LE FUSIL

1. Mao a prononcé ces mots pour la première fois le 7 août 1927 lors d'un congrès du Comité central convoqué en urgence à Wuhan. Shao Jianwu, « Mao Zedong qiang ganzi limian chu zhengquan de lishi yu yanbian » (L'histoire derrière la phrase de Mao Zedong « Le pouvoir politique est au bout du fusil »), 13 juin 2017.
2. Adrian Zenz, « China's Domestic Security Spending. An Analysis of Available Data », *China Brief*, vol. XVIII, n° 4, The Jamestown Foundation, 12 mars 2018.
3. « 10 000 Pigeons Go through Anal Security Check for Suspicious Objects », *People's Daily* sur Twitter, 30 septembre 2014.
4. « Tiaolou shangdiao zhuanghuoche, guanyuan eihe zheme jiduan ? » (Ils sautent par la fenêtre, ils se pendent, ils se jettent sous le train : pourquoi certains fonctionnaires commettent-ils l'irréparable ?), *Beijing News*, 7 avril 2017.
5. Eva Pils *et al.*, « Rule by Fear ? A ChinaFile Conversation », *ChinaFile*, 18 février 2016.
6. *Safeguard Defenders. Scripted and Staged. Behind the Scenes of China's Forced TV Confessions*, CreateSpace Independent Publishing, avril 2018.

7. Jiang Lei, « Zui gaojian : xiang ba da sifa wanzheng liangjian » (Lancer le combat contre les huit maladies du système judiciaire), *Qiushi*, 15 février 2015.
8. « Cataloging the Torture of Lawyers in China », *ChinaChange.org*, 5 juillet 2015.
9. « Jue bu yunxu “dang da haishi fa da” weimingti ganrao zhengzhi dingli » (Il est absolument interdit de semer le désordre politique en posant cette question trompeuse : « Le Parti est-il désormais au-dessus de la loi, ou la loi au-dessus du Parti ? »), éditorial, *Xinhua*, 5 février 2015.
10. Andrea Chen, « Rule of Law Debate Pointless in China, People's Daily Says », *South China Morning Post*, 29 octobre 2014.
11. Zhang Ziyang, « Zhou Qiang : Yao ganyu xiang xifang “sifa duli” deng cuowu sixiang liangjian » (Juge suprême Zhou Qiang : « Nous devons avoir le courage de tirer l'épée contre des idéologies occidentales erronées comme “l'indépendance de la justice” »), *Chinanews*, 14 janvier 2017.
12. *Le Livre du prince Shang*, trad. Jean Lévi, Paris, Flammarion, 1981, p. 162.

LE STYLO

1. Haifeng Huang, « The Pathology of Hard Propaganda », *Journal of Politics*, 18 décembre 2017.
2. Sun Liping, « Sixiang shi weihe bei kongzhide » (Pourquoi les pensées sont-elles contrôlées ?).
3. Anthony Kuhn, « China's Few Investigative Journalists Face Increasing Challenges », National Public Radio, 6 août 2017.
4. Lin Ping, Xiao An, « China Bans Hip-Hop and Other “Sub-Cultures” from State Television », Radio Free Asia, 26 janvier 2018.
5. Yifu Dong *et al.*, « China's Communist Party Takes (Even More) Control of Media. A ChinaFile Conversation », *ChinaFile*, 11 avril 2018.
6. Wu Haiyun, « Why Chinese Filmgoers Don't Buy Hollywood's Values Anymore », Sixth Tone, 9 avril 2018.
7. Lu Yan, « Xuyao lixing keguande kan yulunchang » (entretien avec le directeur de *Qiushi* : considérer rationnellement et objectivement la place de l'opinion publique), *The Paper*, 25 mars 2015.

LE RÉSEAU

1. Zhao Yinping, « Wangluo daren Xi Jinping » (Xi Jinping : le sage de l'Internet), Xinhua, 17 novembre 2016.
2. Roman publié en France aux éditions de l'Olivier, trad. Claude Payen, Paris, 2006. (*N.d.T.*)
3. Xuan Yan, « Bu neng rang suanfa jueding neirong » (L'algorithme ne peut pas déterminer les contenus), *Le Quotidien du peuple*, 5 octobre 2017.
4. La lettre se trouve dans son intégralité, en chinois et en anglais, dans David Bandurski, « Tech Shame in the New Era », *China Media Project*, 11 avril 2018.
5. Voir Leta Hong-Fincher, *Leftover Women. The Resurgence of Gender Inequality in China*, Londres, 2016.
6. Javier C. Hernández, Zoe Mou, « “Me too”, Chinese Women Say. Not so Fast, Say the Censors », *The New York Times*, 23 janvier 2018.
7. Gary King, Jennifer Pan, Margaret E. Roberts, « How the Chinese Government Fabricates Social Media Posts for Strategic Distraction, not Engaged Argument », *American Political Science Review*, vol. CXI, n° 3, p. 484-501, avril 2017.
8. Kristin Shi-Kupfer, Mareike Kohlberg, Simon Lang, Bertram Lang, « Ideas and Ideologies Competing for China's Political Future », *MERICS Papers on China*, n° 5, octobre 2017, p. 10.
9. Dans un article intitulé « L'Internet n'est pas un pays situé en dehors de la loi ».
10. « Zhulao guojia wangluo anquan pingzhang » (Construire un bouclier de sécurité pour l'Internet national), *Le Quotidien du peuple*, 23 avril 2018.
11. *Viral Alarm. When Fury Overcomes Fear An Essay by Xu Zhangrun*, traduit et annoté par Geremie R. Barmé, 10 février 2020.
12. « Positive, Confident Attitude, Best Immunity Amid Epidemic : Official », Xinhua, 3 février 2020, http://www.xinhuanet.com/english/2020-02/03/c_138752921.htm.
13. Shi Jiangtao, « Chinese Authorities Say Coronavirus Control at Heart of Clampdown on 10 Broad Categories of Crime », *South China Morning Post*, 12 février 2020.
14. Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, trad. Thérèse de Cerisey, Paris, Fayard, « Pluriel », 2011.
15. Aldous Huxley, *Le Meilleur des mondes*, trad. Jules Castier, Paris, « Pocket », 1988, p. 244. (*N.d.T.*)
16. *Ibid.*, p. 15.
17. Aldous Huxley, *Retour au meilleur des mondes*, Paris, « Pocket », 2006.
18. Yuyu Chen, David Y. Yang, « The Impact of Media Censorship. Evidence from a Field Experiment in China », Stanford Graduate School of Business, 4 janvier 2018.

19. Zhuangzi (Tchouang-seu), *Oeuvre complète*, trad. Liou Kia-hway, Paris, Gallimard, « Folio », 1969, p. 194-196.

LA FEUILLE DE PAPIER

1. Dans son poème *La Solution*. (N.d.T.)
2. George Orwell, 1984, trad. Amélie Audiberti, Paris, Gallimard, « Folio », 1950, p. 51. (N.d.T.)
3. Également appelée Remnin University of China. (N.d.T.).
4. Louisa Lim, *The People's Republic of Amnesia. Tiananmen Revisited*, Oxford, 2015.
5. Yan Lianke, « On China's State-Sponsored Amnesia », *The New York Times*, 1^{er} avril 2013.
6. Stèles. *La grande famine en Chine*, trad. Louis Vincenolles, Sylvie Gentil et Chantal Chen-Andrio, Paris, Seuil, 2012.
7. Frank Dikötter, *Maos Grosser Hunger*, Stuttgart, 2014.
8. Perry Link, « Politics and the Chinese Language. What Mo Yan Defenders Get Wrong », Asia Society Asia Blog, 27 décembre 2012.
9. Sheng Yi, *Stèles rouges. Du totalitarisme au cannibalisme*, trad. Françoise Lemoine et Anne Auyeung, Paris, Bleu de Chine, 1999. (N.d.T.)
10. Siehe Deng Xiaoci, « China Defends Long March », *Global Times*, 26 septembre 2016.
11. « Wenchuan quel i “gan'en ri”, rang ai de yongquan benliubuxie » (Wenchuan proclame la « Journée de la Gratitude », il laisse la source bouillonnante couler sans jamais se tarir), Xinhua, 6 mai 2018.

LE MANDAT DU CIEL

1. Simon Leys, « The Art of Interpreting Nonexistent Inscriptions Written in Invisible Ink on a Blank Page », *The New York Review of Books*, 11 octobre 1990.
2. Richard McGregor, *The Party. The Secret World of China's Communist Rulers*, Londres, 2010.
3. Discours de Xi Jinping au XIX^e congrès du PCC, le 18 octobre 2017.
4. « Zhonggong zhongyang yinfa “shenhua dang he guojia jigou gaige fang'an” » (Comité central du PCC : « Plan pour la réforme des organes du Parti et de l'État »), Xinhua, 21 mars 2018.

5. Alexandra Stevenson, « China's Communists Rewrite the Rules for Foreign Businesses », *The New York Times*, 13 avril 2018.
6. Yu Mengtong, « Zhongguo fayuan yuanzhang : dangxing renxing chongtu shi jianchi dangxing » (Le premier juge chinois : « Lors d'un conflit entre la nature du Parti et la nature humaine, il faut s'en tenir à la nature du Parti »), 17 mai 2016.
7. David Bandursky, « Building the Party's Internet », *China Media Project*, 11 mai 2018.
8. Peng Lihui, « Ma Yun : Xianjin zhongguo shi zui jia jingshang shidai, buyong gao momingqimiao guanxi » (Ma Yun : « Il n'a encore jamais été aussi bon de faire des affaires que dans la Chine actuelle, on n'a plus à se fier à ses relations »), 29 novembre 2017.
9. « Liang Wengen : Wode caichan jizhi shengming dou shi dangde » (Liang Wengen : « Ma propriété et ma vie appartiennent au Parti »).
10. Li Hua, « Ningbo bianyin dangyuan ganbu fumian yanxing tixingben, liechu 68 xiang » (Ningbo publie un manuel destiné à rappeler les paroles et les actes négatifs de membres du Parti et recense 68 exemples), *Nouvelles du soir de Qianjiang*, 24 juin 2016.
11. Geremie R. Barmé, « For Truly Great Men, Look to This Age Alone », *China Heritage*, 27 janvier 2018.
12. Chris Udemans, « Chinese Propaganda App Puts User Data at Risk. Researchers », 14 octobre 2019.

LE RÊVE

1. « Stick to Karl Marx' True Path, Xi Jinping Tells China's Communists », *South China Morning Post*, 4 mai 2018.
2. Zhou Yu, « Chinese University Revives Research on Official Ideology to Head Off Suspicious Values », *Global Times*, 1^{er} juin 2015.
3. Li Rohan, « Students "Inspired" by Ideology Course. Poll », *Global Times*, 16 mars 2018.
4. Rong Jian, « A China Bereft of Thought », *The China Story*, 5 février 2017.
5. « Leaked Speech Shows Xi Jinping's Opposition to Reform », *China Digital Times*, 27 janvier 2013.
6. Oiwan Lam, « The Chinese Communist Party Forbids Members from Celebrating Christmas, Calling It a Festival of Humiliation », *Global Voices*, 24 décembre 2017.
7. « Xi Jinping zhuxi Qufu jianghua : shijie ruxue chuanbo, zhongguo yao baochi chongfen huayuquan » (Le discours du président Xi Jinping à Qufu :

- la Chine conserve la haute main pour ce qui concerne la diffusion du confucianisme dans le monde), *Guancha*, 29 septembre 2014.
8. Li Ling, « Marxism, the CCP, and Traditional Chinese Culture as I Know Them », *China Digital Times*, 5 juillet 2017.
 9. Conseil d'État de la République populaire de Chine et bureau du Comité central du PCC : « Guanyu shixuan zhonghua youxiu chuantong wenhua chuancheng fazhan gongcheng de yijian » (Mise en œuvre du projet de diffusion et de développement de la grandiose culture chinoise traditionnelle).
 10. Confucius, *Les Entretiens*, trad. Pierre Ryckmans, Paris, « Folio », 2016, p. 13.
 11. Ernest Gellner, *Nations et Nationalisme*, trad. Bénédicte Pineau, Paris, Payot, 1989.
 12. Le *Southern Weekend*, déjà mentionné. (N.d.T.)
 13. Liu Mingfu, *The China Dream*, Pékin, 2015.
 14. Titre d'une série de films d'action chinois, voir *supra*, p. 79 (N.d.T.)
 15. « Zuguo shi ni weinanshi de houzhi, dan bu shi beiguoxia » (La patrie te soutient en temps de crise, mais elle n'est pas ton bouc émissaire), *CCTV Online*, 2 février 2018.
 16. « China. A Positive Force for World Peace », Xinhua, 1^{er} août 2017.

L'ŒIL

1. Michel Foucault, *Surveiller et Punir*, Paris, Gallimard, 1975, p. 234.
2. *Ibid.*, p. 233.
3. *Ibid.*, p. 234.
4. *Ibid.*, p. 236.
5. Andrew Ng, « Why Artificial Intelligence is “The New Electricity” », *The Wall Street Journal*, 9 juin 2017.
6. Jeffrey Ding, « Deciphering China’s AI Dream. The Context, Components, Capabilities and Consequences of China’s Strategy to Lead the World in AI », Future of Humanity Institute, University of Oxford, mars 2018, p. 7.
7. Xi Jinping, « Tuidong woguo xinyidai rengong zhineng jiankang fazhi » (Mener l'évolution saine d'une nouvelle génération d'intelligence artificielle), Xinhua, 31 octobre 2018.
8. « State Council Notice on the Issuance of the Next Generation Artificial Intelligence Development Plan », trad. par China Copyright and Media, 20 juillet 2017.

9. Zhi Zhenfeng, « Jiakuaitujin wangluoqiangguo sianshe de genben zunxun » (Fondamentaux en vue de l'accélération et de la construction d'une puissance commerciale), *Guangming Daily*, 7 mai 2018.
10. « White Paper Outlines Potential Uses of AI », *China Digital Times*, 19 novembre 2018.
11. Emily Rauhala, « America Wants to Believe China Can't Innovate. Tech Tells a Different Story », *The Washington Post*, 19 juillet 2016.
12. National Science Board, « Science & Engineering Indicators 2018 », National Science Foundation, janvier 2018.
13. « Xi Stresses Development, Application of Blockchain Technology », Xinhua, 25 octobre 2019.
14. « Beijing fayuan : dangshiren ke tongguo weixin li'an » (Tribunal de Pékin : les parties aux procès peuvent envoyer des documents par WeChat), Xinhua, 26 décembre 2017.
15. « Guangzhou qianfa quanguo shouzhang weixin shenfenzheng » (Guangzhou établit les premiers papiers d'identité sur WeChat), Xinhua, 27 décembre 2017.
16. Jeffrey Ding, art. cit., p. 25.
17. Zhou Wenting, « AI Takes a Look at Legal Evidence », *China Daily*, 11 juillet 2017.
18. « State Council Notice on the Issuance of the Next Generation Artificial Intelligence Development Plan », art. cit.
19. « Hangzhou zhe suo zhongxue jiaoshi limiande “Tianyan” » (Les « yeux du ciel » dans les salles de classe de ce collège à Hangzhou), *Sina News*, 16 mai 2018.
20. Paul Bischoff, « The World's Most-Surveilled Cities », Comparitech, 15 août 2019.
21. « China. Police “Big Data” Systems Violate Privacy, Target Dissent », Human Rights Watch, 19 novembre 2017.
22. Tang Yu, « Dashuju shidai “hulanwang + jingwu” shengji shehuizhili moshi » (L'ère du *big data* : « Comment Internet et la police élèvent ensemble le modèle de l'administration sociale à un nouveau palier »), *Jurnal pour la démocratie et le droit*, 4 janvier 2017.
23. Wang Yongqing, « Wanshan shehui zhian zonghe zhili tizhi jizhi » (Le perfectionnement des mécanismes du système de pilotage global de la sécurité publique), *Qiushi*, 2015/22.
24. Wang Jingshan, « Dongyingshi gonganju jingxin dazao “zaobadian + jingwu”dafangguankong xin moshi » (La police de Dongying et son nouveau modèle, soigneusement mis en œuvre, de lutte et de prévention contre le crime, à l'aide du projet policier « À huit heures du matin »), *Journal du droit de Shandong*, 17 août 2016.

25. Charles Rollet, « Hikvision Markets Uyghur Ethnicity Analytics, Now Covers Up », IPVM, 11 novembre 2019.
26. Paul Mozur, « One Month, 500,000 Face Scans. How China is Using AI to Profile a Minority », *The New York Times*, 14 avril 2019.
27. Sijia Jiang, « Huawei Founder Details “Battle Mode” Reform Plan to beat US Crisis », Reuters, 20 août 2019.
28. Kurban Niyaz, « Authorities Require Uyghurs in Xinjiang’s Aksu to Get Barcodes on Their Knives », Radio Free Asia, 11 octobre 2017.
29. Austin Ramzy et Chris Buckley, « “Absolutely No Mercy”. Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims », *The New York Times*, 16 novembre 2019.
30. « China’s Algorithms of Repression. Reverse Engineering a Xinjiang Police Mass Surveillance App », Human Rights Watch, 1^{er} mai 2019.
31. « Siemens Seals Strategic Cooperation Agreement with China Electronics Technology Group Corporation », communiqué de presse Siemens.
32. Shai Oster, « China Tries Its Hand at Pre-Crime », Bloomberg, 4 mars 2016.
33. « China Cables. Exposed. China’s Operating Manuals for Mass Internment and Arrest by Algorithm », International Consortium of Investigative Journalists ICIJ, 24 novembre 2019.
34. « At Least 150 Detainees Have Died in One Xinjiang Internment Camp. Police Officer », Radio Free Asia, 29 octobre 2019.
35. <https://www.icij.org/investigations/china-cables/read-the-china-cables-documents>.
36. Adrian Zenz, « “Wash Brains, Cleanse Hearts”. Evidence from Chinese Government Documents about the Nature and Extent of Xinjiang’s Extrajudicial Internment Campaign », *Journal of Political Risk*, vol. VII, n° 11, novembre 2019.
37. Adrian Zenz, « New Evidence for China’s Political Re-Education Campaign in Xinjiang », Jamestown Foundation, 15 mai 2018.
38. « “Pingan Xinjiang zhihui tongxing”lianhe chuangxin shiyanshi luohu wulumuqi gaoxinqu » (Un nouveau laboratoire de recherche « Xinjiang pacifique, coopération smart » a été inauguré dans l’arrondissement Gaoxin de la ville d’Ürümqi), *Urumuqi High-Tech Industrial Development Zone*, 11 mai 2018.
39. Danielle Cave, Fergus Ryan et Vicky Xu, « Mapping More of China’s Tech Giants. AI and Surveillance », Australian Strategic Policy Institute, 28 novembre 2019.
40. Emily Feng, « Uighur Children Fall Victim to China Anti-Terror Drive », *Financial Times*, 10 juillet 2018.

41. Institut de recherche Tencent (éd.), *Rengongzhineng : Guojia rengongzhineng zhanlüe xingdong zhuashou* (Intelligence artificielle : une initiative stratégique nationale pour l'IA), Renmin Daxue Chubanshe (Éditions de l'université du Peuple de Chine), novembre 2017.
42. « Zhongguoren geng kaifang, yuanyong yinsi huan xiaolü » (Les Chinois sont plus ouverts, ils échangent volontiers leur sphère privée contre l'efficacité), *The Paper*, 26 mars 2018.
43. Sun Qiru, « Rengong zhineng weixie geren yinsi cheng yinyou » (Inquiétudes secrètes sur la menace que l'intelligence artificielle fait peser sur la vie privée), *Beijing Daily*, 3 mars 2018.
44. Jiang Jie, « China's Leading Facial Recognition Beefs Up Nation's Surveillance Network for Security », *People's Daily Online*, 20 novembre 2017.

L'HOMME NOUVEAU

1. Conseil d'État de la République populaire de Chine, « Guowuyuan guanyu yinfa shehui xinyong tixi jianshe guihua gangyao (2014-2020) de tongzhi », 14 juin 2014. Traduction anglaise : « Planning Outline for the Establishment of a Social Credit System (2014-2020) », 14 juin 2014.
2. Agence privée permettant notamment, en Allemagne, d'obtenir sa « preuve de solvabilité ». Elle joue un rôle considérable dans la vie sociale et économique. (N.d.T.)
3. « Laolai xianqin jianguangsi mo yin shixin wu zhongsheng » (Comment un débiteur invétéré a été démasqué lors d'un rendez-vous. Ne gâche toute ta vie avec tes ruptures de confiance), Credit China, 14 novembre 2017.
4. « The Digital Hand. How China's Corporate Social Credit System Conditions Market Actors », Sinolytics, 28 août 2019.
5. Gao Feng, « Beijing Metro to Begin Security "Sorting" Based on Facial Recognition », Radio Free Asia, 30 octobre 2019.
6. Mareike Ohlberg, Shazeda Ahmed, Bertram Lang, « Central Planning, Local Experiments. The Complex Implementation of China's Social Credit System », *MERICS China Monitor*, 12 décembre 2017.
7. Andreas Landwehr, « Brisantes Handbuch : China schnürt ausländischen NGOs die Luft ab », dpa, 6 mai 2018.
8. Entretien avec Sebastian Heilmann, « 19. Parteitag : Die Digitalisierung spielt der Kommunistischen Partei in die Hände », *MERICS China Flash*, 11 octobre 2017.

LE SUJET

1. Yan Lianke, « Finding Light in China's Darkness », *The New York Times*, 22 octobre 2014.
2. « What Worries the World ? », *Ipsos Public Affairs*, juillet 2017.
3. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, Londres, 2017, p. XI.
4. Cheng Yinghong, « Diduan renkou : shehuidaerwenzhuyi zhengzhi de buxiangzhizhao » (La classe inférieure : éclaireur du darwinisme social), *The Intitium*, 26 novembre 2017.
5. Murong Xuecun, « Ru qiushui changtian » (Eau d'automne et ciel sans fin), discours à la foire du livre de Hong Kong, 25 juillet 2012. Traduction anglaise : « A Plea for a Gentler China », *China Digital Times*, 30 juillet 2012.
6. Sebastian Herrmann, « Warum das Vorbild nicht zu vorbildlich sein darf », *Süddeutsche Zeitung*, 3 mars 2018.
7. Chang Ping, « We'd be Satisfied with any Government », *ChinaChange.org*, 1^{er} octobre 2015.
8. Ai Weiwei, « Ni ruguo xiwang liaojie nide zuguo, ni yijing zoushangle fanzui de daolu », tweet d'Ai Weiwei, 30 mars 2010.
9. Ra Jong Yil, « The Darkness of Heart », 15 mai 2012.
10. Yuanliuqingnian, « Normal Country Delusion », *China Digital Times*, 18 août 2015.
11. Minxin Pei, « Chinese History Tells us. Never Stop Fighting until the Fight is Done », *Nikkei Asian Review*, 27 juillet 2017.

LA MAISON DE FER

1. Lu Xun, *Le Journal d'un fou et autres nouvelles*, Paris, Sillage, 2015.
2. Li Chenjian, « Tingzhi beiliang, juzuo quanru » (Tenez-vous droit et refusez-vous le cynisme), *Mingpao*, 24 mars 2018.
3. Li Ling, « Marxism, the CCP, and Traditional Chinese Culture as I Know Them », *China Digital Times*, 5 juillet 2017.
4. Karin Betz, « Schreib mir mit deiner Asche einen Brief » (Écris-moi une lettre avec ta cendre), entretien avec Liao Yiwu, *Neue Zürcher Zeitung*, 22 juillet 2017.
5. Zhao Xiaoli, « If I don't Speak, I'll Spend my Life in Shame », *China Digital Times*, 25 février 2018.
6. Václav Havel, *Versuch, in der Wahrheit zu leben*, Reinbek, 1980. Repris sous forme d'extrait sous le titre « Dauernde Vergewaltigung der

Gesellschaft », *Der Spiegel*, 14 janvier 1980.

7. Traduction anglaise : Xiao Meili, « The Story of Ma Hu », *China Digital Times*, 20 juin 2018.

LE pari

1. Benjamin Peters, *How Not to Network a Nation. The Uneasy History of The Soviet Internet*, Cambridge, Massachusetts, 2016.

L'illusion

1. Gottfried Wilhelm Leibniz, *Das Neueste von China / Novissima sinica* [1659], 1979, p. 3. (N.d.T.)
2. Ian Buruma, « Year of the “China Model” », *The Guardian*, 9 janvier 2008.
3. Michael Moritz, « China is Leaving Donald Trump’s America Behind », *Financial Times*, 10 septembre 2017.
4. Michael Moritz, « Silicon Valley would Be Wise to Follow China’s Lead », *Financial Times*, 18 janvier 2018.

Le monde

1. Dan Strumpf, « Apple’s Tim Cook. No Point Yelling at China », *The Wall Street Journal*, 7 décembre 2017.
2. Yuan Yang, « Microsoft Worked with Chinese Military University on Artificial Intelligence », *Financial Times*, 10 avril 2019.
3. Jia Wenshan, « Xi’s Inclusive Thought Offers China Solution to the World », *China Daily*, 30 janvier 2018.
4. « Xi Stresses Modernizing China’s Governance System, Capacity », Xinhua, 25 septembre 2019.
5. Li Laifang, « Enlightened Chinese Democracy Puts the West in the Shade », Xinhua, 17 octobre 2017.
6. Teddy Ng, Andrea Chen, « Xi Jinping Says World Has Nothing to Fear from Awakening of “Peaceful Lion” », *South China Morning Post*, 28 mars 2014.

7. Voir par exemple « China's Foreign Policy », discours de Song Yanbin, ambassadeur de la RPC au Costa Rica, à l'University for Peace de l'ONU, Ciudad Colón (Costa Rica), décembre 2016.
8. Thorsten Benner, Jan Gaspers, Mareike Ohlberg, Lucrezia Poggetti, Kristin Shi-Kupfer, « Authoritarian Advance. Responding to China's Growing Political Influence in Europe », Berlin, MERICS et GPPI, février 2018.
9. « Power and Influence. The Hard Edge of China's Soft Power », abc.net.au, 5 juin 2017.
10. Clive Hamilton, *Silent Invasion. China's Influence in Australia*, Melbourne, 2018.
11. Anne-Marie Brady, *Magic Weapons. China's Political Influence Activities under Xi Jinping*, Christchurch, septembre 2017.
12. George Gao, « Why is China so... Uncool ? », *Foreign Policy*, 8 mars 2017.
13. David Shambaugh, « China's Soft Power Push », *Foreign Affairs*, juillet/août 2015.
14. James Kynge, Lucy Hornby et Jamil Anderlini, « Inside China's Secret "Magic Weapon" for Worldwide Influence », *Financial Times*, 26 octobre 2017.
15. « Dalai Lama Can't Deny China Central Government's Role in Reincarnation », Xinhua, 6 septembre 2015.
16. Wang Dan, « Beijing Hinders Free Speech in America », *The New York Times*, 26 novembre 2017.
17. Bethany Allen-Ebrahimian, « The Chinese Communist Party is Setting Up Cells at Universities in America », *Foreign Policy*, 18 avril 2018.
18. Bethany Allen-Ebrahimian, « China's Long Arm Reaches into American Campuses », *Foreign Policy*, 7 mars 2018.
19. « Rang zhonghua ernü gongxiang xingfu guangrong » (Laissez les fils et les filles de la Chine participer au bonheur et à la gloire), *Le Quotidien du peuple*, 21 mars 2018.
20. Bethany Allen-Ebrahimian, « Chinese Police are Demanding Personal Information from Uighurs in France », *Foreign Policy*, 2 mars 2018.
21. « A Tour of Confucius Institutes in the Americas », *China Daily*, 30 mai 2014.
22. « Confucius Institutes to Better Serve Chinese Diplomacy » *People's Daily Online*, 25 janvier 2018.
23. L'émission est en accès libre à l'adresse : [https://francais.cgtn.com/program/Grand-angle-sur-la-Chine-avec-Jean-Pierre-Raffarin. \(N.d.T.\)](https://francais.cgtn.com/program/Grand-angle-sur-la-Chine-avec-Jean-Pierre-Raffarin. (N.d.T.))
24. Harold Thibault, Brice Pedroletti, « Les tribulations de Jean-Pierre Raffarin en Chine », *Le Monde*, 6 décembre 2019.

25. Koh Gui Qing, John Shiffman, « Exposed. China's Covert Global Radio Network », Reuters, 2 novembre 2015.
26. Le vice-Premier ministre de la Thaïlande, Prajin Juntong, le 3 décembre 2017, à l'ouverture de la conférence mondiale de l'Internet à Wuzhen.
27. « Freedom on the Net 2017. China Country Profile », Freedom House, novembre 2017.
28. « China Calls for Tech Collaboration While Criticizing US Action », *Bloomberg News*, 20 octobre 2019.
29. « Ethiopia. Telecom Surveillance Chills Rights », Human Rights Watch, 25 mars 2014.
30. Diana Adams, « Real Life Huawei Collaborative Smart City and Safe City Solution in Action », *Medium*, 15 novembre 2017.
31. « Chinese Technology Brings Falling Crime Rate to Ecuador », Xinhua, 19 janvier 2018.
32. Valentin Weber, « The Worldwide Web of Chinese and Russian Information Controls », University of Oxford, p. 21.

L'AVENIR

1. Freedom House, *Freedom in the World 2018. Democracy in Crisis*, Freedomhouse.org.
2. Andrew Edgecliffe-Johnson, « Michael Bloomberg Launches China-Linked Rival to Davos Gathering », *Financial Times*, 15 mai 2018.
3. Dana Heide, Till Hoppe, Stephan Scheuer, Klaus Stratmann, « EU Ambassadors Band Together against Silk Road », *Handelsblatt Global*, 17 avril 2018.
4. Jiang Jie, « China's Belt and Road Initiative Ushers in "Globalization 2.0". Experts », *People's Daily Online*, 12 avril 2017.
5. Martin Hála, « China's Gift to Europe is a New Version of Crony Capitalism », *The Guardian*, 18 avril 2018.
6. Kathrin Hille et James Shotter, « Czech University Mired in Chinese Influence Scandal », *Financial Times*, 11 novembre 2019.
7. « Xifang guojia weihe fangbuxia zhanzheng dabang ? » (Pourquoi les États occidentaux n'enterrent-ils pas la hache de guerre ?), Xinhua, 3 novembre 2016.
8. Ai Jun, « Governments Worldwide Explore Internet Management », *Global Times*, 1^{er} avril 2018.

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com